

# Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019



## Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Justice  
Québec 

Le 1<sup>er</sup> mai 2018  
Document préparé par  
le Service de la gestion budgétaire et financière

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2017-2018 (PRÉVISIONS POUR 2018-2019) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. PRÉCISEZ S’IL S’AGIT D’ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2017-2018, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	3
P.3	POUR 2017-2018, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L’ENTENTE RENOUELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	8
P.4	POUR 2017-2018, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS.	11
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	13
P.6	POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER : A. LA DATE DES RÉNOVATIONS; B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS; C. LE COÛT DES RÉNOVATIONS; D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	17
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2017-2018, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D’AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2017-2018; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	19
P.8	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2017-2018. INDIQUER, POUR CHACUNE : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L’ORDRE DU JOUR; E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUELÉE); F. LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2017-2018.	63

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.9	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	64
P.10	CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	66
P.11	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	67
P.12	CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	68
P.13	CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	69
P.14	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	70
P.15	CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	71
P.16	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2018, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	72
P.17	DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2011 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.	73
P.18	NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2017-2018 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.	74
P.19	VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU DES PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	75
P.20	POUR 2017-2018, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.	76
P.21	POUR 2017-2018, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.	80

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.22	POUR 2017-2018, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	85
P.23	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.	86
P.24	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.	90
P.25	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	91
P.26	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2017-2018, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	92
P.27	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2018.	95
P.28	POUR 2017-2018, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.	96
P.29	POUR 2017-2018, FOURNIR : A. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	97
P.30	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, ET CE, POUR 2017-2018.	98
P.31	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, DE 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	99
P.32	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2018-2019. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2017-2018.	100
P.33	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2018, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	101
P.34	BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	104
P.35	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L'IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	105
P.36	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR L'ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2017-2018 ET CEUX PRÉVUS EN 2018-2019. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	106
P.37	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2017-2018 ET CEUX PRÉVUS EN 2018-2019. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	107



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.38	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2017-2018 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2018-2019 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFÉ;</p> <p>E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	108
P.39	<p>POUR 2017-2018, FOURNIR LES STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES. FOURNIR :</p> <p>A. LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNELS QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;</p> <p>B. UNE VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2017-2018, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>C. UNE COMPARAISON AVEC L'ANNÉE 2016-2017.</p>	137
P.40	<p>BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2017-2018, EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;</p> <p>C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;</p> <p>E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.</p>	139
P.41	SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2017-2018, ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2017-2018 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.	141
P.42	POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES DEPUIS 2004 POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.	142
P.43	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT PQI 2014-2024 APPROUVÉ LE 23 MAI 2014.	143
P.44	<p>NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :</p> <p>A. CHAMBRE CIVILE;</p> <p>B. CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES;</p> <p>C. CHAMBRE CRIMINELLE;</p> <p>D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.</p>	145
P.45	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	146
P.46	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	147
P.47	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	148
P.48	<p>CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2016-2017 ET 2017-2018, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER, ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION;</p> <p>C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.</p>	149
P.49	COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2017-2018, PAR RÉGION.	150

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.50	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	151
P.51	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS <i>AD HOC</i> ) DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	152
P.52	POUR CHACUNE DES 5 DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC	153
P.53	AU 31 MARS 2018, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.	154
P.54	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	157
P.55	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	158
P.56	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	159
P.57	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	160
P.58	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2018.	163
P.59	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L'ARRÊT R C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE E DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.	175
P.60	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2017-2018. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	176
P.61	BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	177
P.62	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR : A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL; B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2017-2018; C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES; D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2017-2018; E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	178
P.63	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE CONCERNANT LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE. INDIQUER LE NOMBRE DE RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES AJOUTÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (PAR ANNÉE).	179
P.64	DEPUIS 2015-2016, INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$.  POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC..	180
P.65	INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2017-2018 POUR PRÉVENIR ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	181
P.66	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	182

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.67	POUR 2017-2018, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	190
P.68	POUR 2017-2018, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU DES REQUÊTES EN <i>QUO WARRANTO</i> INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	191
P.69	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	192
P.70	POUR 2017-2018, INDiquer LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2018-2019. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DE SA MISE EN ŒUVRE.	193
P.71	POUR 2017-2018, INDiquer LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2018-2019. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DE SA MISE EN ŒUVRE.	195
P.72	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2017-2018. INDiquer LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDiquer LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2018-2019.	196
P.73	CONCERNANT LA PUBLICATION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT ET DE TOUTE LA CORRESPONDANCE À CE SUJET; FOURNIR AUSSI LA LISTE DES RENCONTRES TENUES AVEC DES ORGANISMES EN 2017-2018.	197
P.74	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2017-2018; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	198
P.75	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDiquer LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2017-2018; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	199
P.76	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2017-2018.	200
P.77	LA LISTE DES REPORTS DE PROJETS DE CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ POUR 2017-2018 ET 2018-2019.	201
P.78	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2017-2018; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2017-2018; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2017-2018; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2018-2019; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	202
P.79	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2017-2018; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2017-2018; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2017-2018; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2018-2019; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	204
P.80	EN 2017-2018, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D'AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	205

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.81	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA <i>LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</i> , INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.	207
P.82	BILAN, AU 31 MARS 2018, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIFS, FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	209
P.83	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	210
P.84	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA <i>LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</i> (1988, CHAP. 20).	211
P.85	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2017-2018 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	213
P.86	EN 2017-2018, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.	214
P.87	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	217
P.88	CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2017-2018; PRÉVISIONS POUR 2018-2019; B. LE BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	218
P.89	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	220
P.90	POUR 2017-2018, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	234
P.91	TABLEAU DÉTAILLÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE RECOMMANDATION DU RAPPORT E LA COMMISSION CHARBONNEAU DEPUIS LE 24 NOVEMBRE 2015. VENTILER L'INFORMATION DE LA FAÇON SUIVANTE : A. NUMÉRO DE LA RECOMMANDATION; B. MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION; C. MESURES PRISES EN 2017-2018 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME (LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES, ETC.); D. SOMMES INVESTIES EN 2017-2018 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	235
P.92	ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE. POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L'OBJECTIF RECHERCHÉ, INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.	237
P.93	ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014. INDIQUER : A. LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES; B. LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES; C. LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.	238

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.94	ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION. A. INDIQUER LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE; B. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE; C. FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.	239
P.95	VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES EN 2017-2018 ET PRÉVUES EN 2018-2019 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, INCLUANT LE FINANCEMENT DES GROUPES.	240
P.96	POUR 2017-2018, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	241
P.97	EN DATE DU 31 MARS 2018, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.	242
P.98	POUR 2017-2018, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	243
P.99	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2018-2019.	244
P.100	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DU SUIVI ACCORDÉ AU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE POUR UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.	245
P.101	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2017-2018. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	246
P.102	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2017-2018, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE SES DÉPENSES.	249
P.103	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE.	251
P.104	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2018, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI</i> À CE JOUR.	253
P.105	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	269
P.106	PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDIQUER LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.	270
P.107	DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.	273
P.108	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2017-2018. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	274
P.109	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2016-2017 ET 2017-2018, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	277
P.110	NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	278
P.111	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	279
P.112	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2017-2018.	280
P.113	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2017-2018.	283
P.114	EFFECTIF POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS 2018-2019, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	285

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.136	BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNERS, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018.	286
P.137	LISTE DES INFRACTIONS ET DES AMENDES LIÉES À CES INFRACTIONS POUR DES GESTES RÉPERTORIÉS DE BRACONNAGE, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018.	288
P.138	SUIVI DU PLAN D'INVESTISSEMENT DE 175 M\$ DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE ANNONCÉ LE 4 DÉCEMBRE 2016. INDIQUER LES EMBAUCHES RÉALISÉES POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOIS ANNONCÉES, INCLUANT LES PROCESSUS DE NOMINATION DES NOUVEAUX JUGES À LA COUR DU QUÉBEC.	290
P.139	SOMMAIRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU PLAN D'ACTION <i>POUR UNE JUSTICE EN TEMPS UTILE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE</i> . INDIQUER LES ACTIONS RÉALISÉES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS.	291
P.140	SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDIQUER LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.	292
P.141	INDIQUER LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE CHEZ LES JURISTES SOUMIS AUX CONDITIONS DE LA <i>LOI ASSURANT LA CONTINUITÉ DE LA PRESTATION DES SERVICES JURIDIQUES AU SEIN DU GOUVERNEMENT ET PERMETTANT LA POURSUITE DE LA NÉGOCIATION AINSI QUE LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES SALARIÉS ASSURANT LA PRESTATION DE CES SERVICES JURIDIQUES, ET CE, DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2017.</i>	293

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018.

P.1      INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2017-2018 (PRÉVISIONS POUR 2018-2019) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

	2017-2018
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	5 214 700 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	34 884 400 \$
PROJETS	8 747 600\$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	48 846 700 \$

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2017-2018.

NOTE : LES DONNÉES DU MINISTÈRE INCLUENT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, LE FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES ET LE FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

FONDS DES REGISTRES

	2017-2018
LOGICIELS	45 472 \$
MATÉRIEL	535 465 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	2 779 553 \$
• EXTERNE	3 110 787 \$
• CSPQ	32 991 \$
TOTAL	6 504 268 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2017-2018
LOGICIELS	161 534 \$
MATÉRIEL	74 382 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	
• EXTERNE	40 600 \$
• CSPQ	35 000 \$
TOTAL	311 516 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2017-2018
LOGICIELS	41 631 \$
MATÉRIEL	21 519 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	
• EXTERNE	639 \$
• CSPQ	
TOTAL	63 789 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	2017-2018
LOGICIELS	64 052 \$
MATÉRIEL	165 974 \$
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none"><li>▪ INTERNE</li><li>▪ EXTERNE</li><li>▪ CSPQ</li></ul>	5 307 382 \$ 571 527 \$
TOTAL	6 108 935 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

	2017-2018
LOGICIELS	
MATÉRIEL	
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none"><li>• INTERNE</li><li>• EXTERNE</li><li>• CSPQ</li></ul>	2 858 \$
TOTAL	2 858 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

	2017-2018
LOGICIELS	47 682 \$
MATÉRIEL	166 509 \$
SERVICE PROFESSIONNELS : <ul style="list-style-type: none"><li>• INTERNE</li><li>• EXTERNE</li><li>• CSPQ</li></ul>	1 184 663 \$ 80 146 \$ 167 921 \$
TOTAL	1 646 921 \$



- P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2017-2018, INDIQUER :**
- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
  - B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
  - C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
  - D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

**ORGANISMES**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

**A. DES MEMBRES DU CONSEIL**

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. MORTON MINC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE JOUR MÊME);
- M<sup>ME</sup> MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M<sup>E</sup> HÉLÈNE BÉDARD, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 1 JUIN 2016);
- M<sup>E</sup> JOSÉE BÉDARD, NOTAIRE CHOISI APRÈS CONSULTATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 1 JUIN 2016);
- M<sup>E</sup> MARIE CHAREST, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 8 SEPTEMBRE 2016;
- M<sup>ME</sup> SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M<sup>E</sup> ANNE-MARIE FORGET, MEMBRE DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET NOMMÉ POUR UNE PREMIÈRE FOIS LE 11 JUILLET 2017
- M<sup>ME</sup> JILL LESLIE GOLDBERG, MEMBRE CITOYEN NOMMÉ LE 6 MAI 2015;
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M<sup>E</sup> MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015);
- M<sup>E</sup> NATALIE LEJEUNE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 8 JUILLET 2016)
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- NANCY RHÉAUME, MEMBRE CITOYEN NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016;
- M<sup>E</sup> PATRICK SIMARD, PRÉSIDENT DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D'OFFICE DEPUIS LE 27 SEPTEMBRE 2017 ;

SECRÉTAIRE DU CONSEIL :

- MME NATHALIE DIAMOND, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (À PARTIR DU 10 NOVEMBRE 2014).

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**  
AUCUN.

**C. LA LISTE DES PERSONNE QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE FIN	RÉMUNÉRATION
ANNE-MARIE FORGET	MEMBRE RDL	11 JUILLET 2017	12 JUILLET 2020	AUCUNE

LES CURRICULUM VITAE DES NOMINATIONS SONT DISPONIBLES SUR LE SITE DU PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.PREMIER-MINISTRE.GOUV.QC.CA/ACTUALITES/NOMINATIONS/INDEX.ASP](https://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp).

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MORTON MINC	PRÉSIDENT	9 047,44 \$	2 540,55 \$	0,00 \$
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	1 708,89 \$	293,00 \$	0,00 \$
HÉLÈNE BÉDARD	MEMBRE TAT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
JOSÉE BÉDARD	NOTAIRE	829,95 \$	46,70 \$	0,00 \$
MARIE CHAREST	MEMBRE TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	432,52 \$	0,00 \$	0,00 \$
ANNE-MARIE FORGET	MEMBRE RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
JILL LESLIE GOLDBERG	MEMBRE CITOYEN	551,58 \$	46,25 \$	0,00 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	778,82 \$	28,71 \$	0,00 \$
MARIE LAMARRE	PRÉSIDENTE TAT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NATALIE LEJEUNE	PRÉSIDENTE TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	734,13 \$	15,20 \$	0,00 \$
PATRICK SIMARD	PRÉSIDENT RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NANCY RHÉAUME	MEMBRE CITOYEN	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

LA COMMISSION N’A PAS DE CONSEIL D’ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L’ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L’ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L’APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L’ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L’ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENTE** : TAMARA THERMITUS, NOMMÉE LE 14 FÉVRIER 2017 (DÉCRET 82-2017) – ABSENTE DEPUIS LE 25 OCTOBRE 2017.
- **VICE-PRÉSIDENT** : CAMIL PICARD, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 721-2013) ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2017 (DÉCRET 1071-2017) AU 15 MARS 2018.
- **VICE-PRÉSIDENT** : PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER, DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2017 (DÉCRET 1239-2017) ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DEPUIS LE 15 MARS 2018 (DÉCRET 267-2018).

**MEMBRES**

- FORTIN, GILLES JUSQU’AU 25 SEPTEMBRE 2017
- ME FOURNIER, PASCALE
- GAUVREAU, LIZETTE
- ME GIROUX, MARTIAL JUSQU’AU 6 NOVEMBRE 2017
- IASENZA, ISA
- JANDA, RICHARD
- LEBOEUF, ROXANE
- LEMAY, SYLVAIN
- LYN, CHARMAINE
- MYRE, JOCELYNE JUSQU’AU 6 NOVEMBRE 2017
- ROY, MARTINE
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000 \$ ET DES HONORAIRES DE 200 \$ PAR JOUR DE RÉUNION (100 \$ PAR DEMI-JOURNÉE).

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION  
AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
CAMIL PICARD	PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	2017-11-01	2018-03-15	81 826 \$
PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER	VICE-PRÉSIDENT	2017-12-18	2022-12-17 (5 ans)	144 708 \$
LIZETTE GAUVREAU	MEMBRE	2017-11-06	2022-11-05 (5 ans)	DÉCRET 255-88
RICHARD JANDA	MEMBRE	2017-09-12	2022-09-11 (5 ans)	DÉCRET 255-88
ROXANE LEBOEUF	MEMBRE	2017-09-12	2022-09-11 (5 ans)	DÉCRET 255-88
SYLVAIN LEMAY	MEMBRE	2017-09-12	2022-09-11 (5 ans)	DÉCRET 255-88
CHARMAINE LYN	MEMBRE	2017-09-12	2022-09-11 (5 ans)	DÉCRET 255-88
MARTINE ROY	MEMBRE	2017-11-06	2022-11-05 (5 ans)	DÉCRET 255-88
MARJORIE VILLEFRANCHE	MEMBRE	2017-12-19	2022-12-18 (5 ans)	DÉCRET 255-88

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS : LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
THERMITUS, TAMARA	PRÉSIDENTE	3 404,00 \$	0,00 \$	915,00 \$
PICARD, CAMIL	VICE-PRÉSIDENT	7 393,00 \$	0,00 \$	1 537,00 \$
TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ	VICE-PRÉSIDENT	263,00 \$	0,00 \$	537,00 \$
FORTIN, GILLES	MEMBRE	84,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
FOURNIER, PASCALE	MEMBRE	393,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GAUVREAU, LIZETTE	MEMBRE	1 038,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GIROUX, MARTIAL	MEMBRE	1 786,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
IASENZA, ISA	MEMBRE	71,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
JANDA, RICHARD	MEMBRE	40,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LEBOEUF, ROXANE	MEMBRE	1 849,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LEMAY, SYLVAIN	MEMBRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LYN, CHARMAINE	MEMBRE	22,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MYRE, JOCELYNE	MEMBRE	4 494,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ROY, MARTINE	MEMBRE	251,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	2 225,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
VILLEFRANCHE, MARJORIE	MEMBRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME YVAN NIQUETTE (PRÉSIDENT)
- ME DANIEL LAFRANCE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREULT (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE BINETTE (COMMISSAIRE)
- ME JOHANNE BRODEUR (COMMISSAIRE)
- ME MARIE-JOSÉE HÉTU (COMMISSAIRE)
- MME NADINE LEGAL (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- M<sup>ME</sup> SARAH JUNEAU (COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JOHANNE BRODEUR	COMMISSAIRE	19 OCTOBRE 2016	NOMMÉE À LA MAGISTRATURE EN DÉCEMBRE 2017	AUCUNE

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV  
AUCUN.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	1 225,00 \$	295,00 \$	992,00 \$
ME DANIEL LAFRANCE	VICE-PRÉSIDENT	1 307,00 \$	420,00 \$	666,00 \$
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	4 064,00 \$	890,00 \$	0,00 \$
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	308,00 \$	219,00 \$	0,00 \$
ME JANICK PERREULT	COMMISSAIRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	976,00 \$	259,00 \$	0,00 \$
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	1 482,00 \$	460,00 \$	0,00 \$
ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL	COMMISSAIRE	1 535,00 \$	542,00 \$	0,00 \$
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	303,00 \$	219,00 \$	0,00 \$
ME JOHANNE BRODEUR	COMMISSAIRE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	311,00 \$	532,00 \$	0,00 \$
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	39,00 \$	219,00 \$	0,00 \$
M. JEAN-PAUL BERGERON	COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MME SARAH JUNEAU	COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES  
NON APPLICABLE.

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

**A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- ME BEATRIZ CAROU, AVOCATE
- ME FRÉDÉRIC HOULE, AVOCAT (OCCASIONNEL)
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- MME LILLIAN SILVA, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION (OCCASIONNELLE)
- MME NATALIYA BABICH, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- M. JACQUES PARENT, C.R., ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- MME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- M. DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		DÉCRET 334-2017
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		DÉCRET 334-2017
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		DÉCRET 334-2017

**C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**  
AUCUN.

**D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	6 299,62 \$	1 132,07 \$	458,85 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1 821,07 \$	1 066,75 \$	0,00 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	5 945,79 \$	1 306,03 \$	0,00 \$

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

NON APPLICABLE.

**P.3 POUR 2017-2018, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.**

**MINISTÈRE**

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
03-09-06	DROITS D'AUTEURS (PAIEMENT DE REDEVANCES AUX AUTEURS DE LIVRES)	75,12 \$
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (RECouvreMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES)	131 153,40 \$
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	32 138 588,63 \$
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	32 287 136,45 \$
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	281 557,92 \$
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS)	683,68 \$
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ, CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE. AU TOTAL LE MINISTÈRE A TERMINÉ L'ANNÉE AVEC UN GAIN)	971,68 \$
04-02-34	INTÉRÊTS SUR LES DÉBITEURS (INTÉRÊTS IMPOSÉS SUR CERTAINS TYPES DE CRÉANCES DU MJQ)	0,34 \$
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE)	43 953 782,86 \$
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES)	13 196 175,77 \$
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST DÉSORMAIS ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 \$ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 \$; 40 \$ POUR AMENDE ENTRE 100 ET 500 \$ ET 25% DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500\$. LE PREMIER 10\$ DE CONTRIBUTION VA AU FAVAC, 8 \$ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FAJ ET L'EXCÉDENT DE 18 \$ EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.)	13 814 075,65 \$
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET LE CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. (EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)	39 354 876,84 \$
04-03-27	FRAIS POUR CHÈQUES SANS PROVISION (FRAIS IMPOSÉS AUX DÉBITEURS QUI ONT FAIT DES CHÈQUES SANS PROVISION)	35,00 \$
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION PÉNALE RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU FAVAC)	231 150,08 \$

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
04-04-01	RECOUVREMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECOUVREMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE)	521 287,06 \$
04-04-04	RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	84 078,63 \$
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES À LA SUITE DU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE) MONTANT NÉGATIF AU 28 FÉVRIER 2018, CAR LIQUIDATION EN 2017-2018 D'UNE PARTIE DU COMPTE À RECEVOIR COMPTABILISÉ EN FIN D'EXERCICE 2016-2017, ET LE COMPTE À RECEVOIR DE L'ANNÉE COURANTE N'EST PAS ENCORE COMPTABILISÉ)	(14 149,05 \$)
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 829 694 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. EN 2017-2018, LE MJQ A VERSÉ UNE SUBVENTION DE 1 291 600 \$ À CET ORGANISME)	328 953,00 \$
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES, REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES.	39 386,30 \$
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$)	26 733,62 \$
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE)	(134 989,00 \$)
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE)	25 091 840,00 \$
TOTAL REVENUS		201 333 403,98 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
540336	CONTRIBUTION PÉNALE 10 \$	13 745 472 \$
540315	SURAMENDE COMPENSATOIRE	10 559 388 \$
540316	CONTRIBUTION PÉNALE	50 \$
540318	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ <sup>1</sup>	1 250 000 \$
040201	INTÉRÊTS <sup>2</sup>	173 577 \$
5403150203	SURAMENDE COMPENSATOIRE (15 % ADOLESCENT) <sup>3</sup>	2 813 \$
040532	SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC <sup>4</sup>	117 295 \$
TOTAL REVENUS		25 848 595 \$

<sup>1</sup> LE MONTANT EST DÉTERMINÉ PAR DÉCRET (NO 349-99 DU 31 MARS 1999).

<sup>2</sup> LE MONTANT CORRESPOND AUX INTÉRÊTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL ET LE 31 DÉCEMBRE 2017.

<sup>3</sup> LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES POUR ADOLESCENT AU 28 FÉVRIER 2018.

<sup>4</sup> LE MONTANT CORRESPOND À DEUX SUBVENTIONS REÇUES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. UNE POUR LES VIOLENCES SEXUELLES DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE (SCF) (107 295 \$) ET UNE AUTRE POUR CONTRER LA RADICALISATION DU MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION (MIDI) (10 000 \$) POUR 2017-2018.

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
04-03-AJ (442066)	AMENDES ET CONFISCATIONS (CONTRIBUTIONS PÉNALES	10 927 452 \$
06-04-AJ (471340)	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	134 989 \$
04-02-01 (441210)	REVENUS D’INTÉRÊTS	5 131 \$
(443010+443030)	RECouvreMENT	66 076 \$
TOTAL REVENUS		11 133 648 \$

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	34 823 165 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	2 266 \$
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	199 262 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L’ASSERMENTATION	553 094 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	4 650 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES VENTES	1 335 791 \$
TOTAL REVENUS		36 918 228 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2017-2018
04-02-01	INTÉRÊTS SUR LES COMPTES DE BANQUE (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DES COMPTES BANCAIRES)	54 081, 30 \$
04-04-01	RECouvreMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (Ce poste comptable inclut tous les recouvrements de dépenses reçus durant l'année courante pour une dépense encourue l'année précédente.)	29,18 \$
04-04-RV	REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	8 526 991,14 \$
TOTAL REVENUS		8 581 101,62 \$



**P.4      POUR 2017-2018, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :**

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

**MINISTÈRE**

**A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES**

	28 FÉVRIER 2018 MILLIONS DE \$
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	220,0
REVENUS	138,0
RECETTES	110,8
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	240,1
RATIO RECETTES / REVENUS	80,3 %

**COMMENTAIRES :**

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE (FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU), ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS À LA PPNRR (PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS).

LES COMPTES À RECEVOIR À LA FIN (AU 28 FÉVRIER 2018) ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 7,1 M\$, QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L'EXERCICE 2017-2018.

**C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT**

LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES A POUR MANDAT D’EXÉCUTER LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX TANT EN MATIÈRE PÉNALE QUE CRIMINELLE COMPORTANT UNE AMENDE, UNE SURAMENDE, UN MONTANT CONTRIBUTOIRE ET DES FRAIS JUDICIAIRES CONFORMÉMENT AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LES MESURES EN PLACE POUR EXÉCUTER LES JUGEMENTS SONT :

- TRAITER LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE QUI DÉSIRE CONVENIR D’UN MODE DE PAIEMENT (ENTENTE DE PAIEMENT OU, SELON L'ÉLIGIBILITÉ, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES);
- ENTREPRENDRE DES MESURES D’EXÉCUTION FORCÉE EN CE QUI CONCERNE LES SOMMES NON ACQUITTÉES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LE TRIBUNAL NOTAMMENT PAR :
  - LA TRANSMISSION D'UN AVIS DE NON-PAIEMENT D'AMENDE À LA SAAQ;
  - L'ÉMISSION DE SAISIES;
  - LA DEMANDE D'IMPOSITION D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT.

LES MESURES D’OPTIMISATION SUIVANTES ONT AUSSI ÉTÉ MISES EN PLACE :

- LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS, 20 ETC ONT ÉTÉ AFFECTÉS À LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES;
- LE DÉMARRAGE DE PROCESSUS D’EMPRISONNEMENT EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE DANS DES DISTRICTS JUDICIAIRES ADDITIONNELS;
- LE CONTACT TÉLÉPHONIQUE EST PRIVILÉGIÉ POUR LES DOSSIERS ET ENTENTES NON RESPECTÉS;
- LA PRIORISATION DES DOSSIERS DES PERSONNES MORALES;
- L’ASSIGNATION À UN MÊME PERCEPTEUR POUR TOUT LE PROCESSUS LORSQU’IL S’AGIT D’UN DOSSIER DE GRANDES CRÉANCES DE PLUS DE 25,0 K\$;
- LA MODIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DU MINISTÈRE POUR PRÉSENTER FIDÈLEMENT LA VALEUR DES CRÉANCES RECOUVRABLES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU BIA.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS : ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES / REVENUS

	EN %
	28 FÉVRIER 2018
INFRACTIONS	100,2
PERCEPTION	72,3
TOTAL DU BIA	80,3

ANALYSE

LE RATIO RECETTES/REVENUS A CONNU UNE DIMINUTION AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE. IL EST PASSÉ DE 85,6 % AU 28 FÉVRIER 2017 À 80,3 % AU 28 FÉVRIER 2018.

LA DIMINUTION DE CE RATIO S’EXPLIQUE EN GRANDE PARTIE PAR LA HAUSSE DU NOMBRE DE JUGEMENTS CRIMINELS, PLUS DIFFICILES À EXÉCUTER CONSIDÉRANT QU'IL S'AGIT D'UNE CLIENTÈLE CRIMINALISÉE. IL FAUT SAVOIR QUE LE POURCENTAGE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 EST DE 96 % POUR LES JUGEMENTS EN MATIÈRE PÉNALE VERSUS 68 % EN MATIÈRE CRIMINELLE.

DEPUIS 2013-2014, LE NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES EN MATIÈRE CRIMINELLE NE CESSE D'AUGMENTER. IL EST PASSÉ D’UNE MOYENNE DE 30 000 JUGEMENTS ANNUELLEMENT À PLUS DE 88 000 JUGEMENTS EN 2016-2017. AU 28 FÉVRIER 2018, PLUS DE 80 000 DE CES JUGEMENTS ONT ÉTÉ REÇUS AU BIA. CES AUGMENTATIONS SONT DUES À LA LOI SUR LA RESPONSABILISATION DES CONTREVENANTS À L'ÉGARD DES VICTIMES QUI EST ENTRÉE EN VIGUEUR EN OCTOBRE 2013. CETTE LOI EST VENUE MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE CRIMINEL QUANT À LA SURAMENDE COMPENSATOIRE. LA LOI GARANTIT, ENTRE AUTRES, QUE LA SURAMENDE EST APPLIQUÉE SYSTÉMATIQUEMENT DANS TOUS LES JUGEMENTS EN RETIRANT LE POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DU JUGE DE RENONCER À L'IMPOSER.

P.5 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISION POUR 2018-2019. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

---

## MINISTÈRE

---

### LES RÉALISATIONS 2017-2018

- REFONTE DU SITE WEB – (RÉALISATION EN COURS)
- REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) – (RÉALISATION EN COURS)
- REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (INFOTRAC) – (RÉALISATION EN COURS)
- DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES– (VOLET « DEMANDE » COMPLÉTÉ, RÉALISATION VOLET « RÉPONSE » EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET PRINCIPAL – (TERMINÉ)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET CONNEXE – (RÉALISATION EN COURS)

### LES CONCEPTIONS 2017-2018

- GESTION DES ACCÈS DES RENCONTRES - CALENDRIER – (CONCEPTION EN COURS)
- GESTION DES ACCÈS DES RENCONTRES - FORMULAIRES – (CONCEPTION EN COURS)
- GESTION DES PROTOCOLES D'INSTANCE – (CONCEPTION EN COURS)
- INTRANET COUR DU QUÉBEC – (CONCEPTION EN COURS)
- DÉPÔT DE PIÈCES SUR SUPPORT TECHNOLOGIQUES AUX PETITES CRÉANCES ET AU PÉNAL – (CONCEPTION EN COURS)

LE MJQ N'A REÇU AUCUNE SOMME DU FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

### FONDS DES REGISTRES

AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ AVANCÉE EN 2017-2018 AU FONDS DES REGISTRES PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

**LES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2017-2018 DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (DRC) SONT :**

**POUR L'ENSEMBLE DES SOLUTIONS D'AFFAIRES DRC :**

- **REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)**
  - RÉALISATION DE L'ÉTUDE SOMMAIRE SUR LA REFONTE DE L'INFRASTRUCTURE CLIENT;
- **SERVICE DE CERTIFICATION :**
  - RÉALISATION DE L'ÉTUDE SOMMAIRE SUR LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE GESTION DES CLÉS ET DES CERTIFICATS.

**POUR L'ENSEMBLE DES INFRASTRUCTURES DE LA DRC :**

- **PROJET DE DÉMÉNAGEMENT DU SITE DE RELÈVE DE LA DRC:**
  - RÉALISATION DE L'ANALYSE PRÉLIMINAIRE;
  - NÉGOCIATION DE L'ENTENTE DE SERVICE AVEC LE CSPQ;
- **PROJET DU REMPLACEMENT DU CAS (CONTENT ADDRESSABLE STORAGE):**
  - RÉALISATION DE L'ÉTUDE SOMMAIRE;
- **PROJET DE REFONTE DE L'ACTIVE DIRECTORY :**
  - RÉALISATION DE L'ÉTUDE SOMMAIRE;
- **PROJET DE REMPLACEMENT DE LA SOLUTION DE SURVEILLANCE DE L'INFRASTRUCTURE :**
  - RÉALISATION DE L'ÉTUDE SOMMAIRE PRÉVUE POUR LE 30 AVRIL;
- **PROJET DE MIGRATION DE TOUS LES ENVIRONNEMENTS DE ORACLE 11 VERS ORACLE 12c :**
  - RÉALISATION DE L'ÉTUDE SOMMAIRE.

**POUR LES PROJETS DE COLLABORATION DE LA DRC AVEC LE MINISTÈRE :**

- **PROJET GESTÉ-DPCP- VOLET 2 :**
  - RÉALISATION DE L'ÉTUDE PRÉLIMINAIRE POUR LE VOLET DE TRANSFERT SÉCURISÉ DE LA PREUVE;
  - CONCEPTION DE L'ARCHITECTURE DE SOLUTION;
  - RÉALISATION DE LA SOLUTION.

**POUR L'ENTRETIEN ET ÉVOLUTION DES INFRASTRUCTURES :**

- **SERVEURS**
  - MIGRATION DE VMWARE VERS LA VERSION 6;
  - REMPLACEMENT DES SERVEURS HÔTES ESXI D'ICP/GCC DE PRODUCTION ET DE RELÈVE;
  - ACQUISITION DES SERVEURS HÔTES ESXI DE L'INFRASTRUCTURE DE POSTES VIRTUELS (IPV);
  - ACQUISITION DES SERVEURS HÔTES ESXI DE MISE EN PRODUCTION (MEP);
  - ACQUISITION DES SERVEURS HÔTES ESXI DE RELÈVE (SAUF ICPG);
- **STOCKAGE ET SAUVEGARDE**
  - REMPLACEMENT DES TOURS DE DISQUES DE L'ICP/GCC DE PRODUCTION ET DE RELÈVE;
  - REMPLACEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE SAUVEGARDE DE PRODUCTION ET DE RELÈVE ;
  - ACQUISITION ET INSTALLATION DE 2 SERVEURS ET 2 LECTEURS DE CASSETTES POUR L'ICPG;
  - MISE À JOUR BACKUPEXEC ET WS\_FTP POUR L'ICPG;
  - ACQUISITION ET INSTALLATION DE 2 SERVEURS ET 2 LECTEURS DE CASSETTES (AUTRE QUE ICPG);
  - MISE À JOUR DE TSM;
  - CAS : ACQUISITION DE DISQUES ADDITIONNELS (16 To) POUR SATISFAIRE AUX BESOINS JUSQU'À SON REMPLACEMENT;
- **TÉLÉCOMMUNICATIONS**
  - REMPLACEMENT DES COMMUTATEURS D'ACCÈS CISCO (CABINET SERVEURS, COMMUTATEUR ACCÈS UTILISATEURS);
  - REMPLACEMENT DES BALANCEURS DE CHARGES CISCO ACE À MONTRÉAL PAR DES ÉQUIPEMENTS VIRTUELS F5;
  - REMPLACEMENT DES COMMUTATEURS PRINCIPAUX À MONTRÉAL (2), DÉPENDENT DU CHANGEMENT DES BALANCEURS;
- **SÉCURITÉ**
  - CHANGEMENT DES COUPES FEUX INTERNES (2) DE MONTRÉAL;
  - CHANGEMENT DES COUPES FEUX EXTERNES(2) DE MONTRÉAL.

**POUR L'ENTRETIEN ET ÉVOLUTION DES REGISTRES :**

- REMPLACEMENT DE TRUEPASS;
- AUTOMATISATION DE CERTAINES RÈGLES DE VALIDATIONS POUR AMÉLIORER LE TRAITEMENT DES RÉQUISITIONS AU RDPRM;
- AMÉLIORATION DE L'OUTIL RADPLUS;
- AMÉLIORATION POUR LE REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION DANS LE TRAITEMENT DES REFUS ET DES ANOMALIES AVEC ÉGALEMENT LA TRANSMISSION D'AVIS D'ACCUSÉ DE RÉCEPTION;
- REMPLACEMENT DU LOGICIEL CAD PAR FINESSE POUR LA TÉLÉPHONIE;
- ÉPURATION DES DEMANDES ET DES COMPTES CLIENTS DANS LE GDC;
- MULTIPLES CORRECTIFS ET AMÉLIORATIONS DANS LES REGISTRES AU COURS DE 5 LIVRAISONS ANNUELLES.

**POUR AMÉLIORER LA PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE :**

- **UNIFORMISATION DES PRATIQUES EN GESTION DE PROJETS :**
  - MISE EN PRATIQUE DU CADRE DE GOUVERNANCE DES PROJETS;
  - ÉTABLISSEMENT DE LA STRUCTURE DES ÉQUIPES DE PROJETS;
  - STANDARDISATION DU GABARIT D'ÉTUDE SOMMAIRE;
  - DÉVELOPPEMENT DU RACI DES LIVRABLES DE PROJETS;
  - DÉMARRAGE DE LA FEUILLE DE ROUTE TI.

**POUR L'INTERNALISATION ET LA RÉTENTION DES RESSOURCES INTERNES :**

- DOTATION DE 4 DES 5 POSTES EXPERTS EN ARCHITECTURE TI;
- DOTATION DE 4 DES 5 POSTES D'ANALYSTES EN DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES;
- MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE FORMATION ET DE MENTORAT POUR LES RESSOURCES INTERNES;
- GESTION DU PILOTAGE TECHNOLOGIQUE EN COMITÉ.

**FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS**

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS, TELS QU’INDIQUÉS LORS DE LA COLLECTE D’INFORMATION SUR LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES PARI ET RÉELS EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018 :

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS (000 \$)	ÉCART (000 \$)	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D’ENCADREMENT	94,2	86,5	7,7	
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	841,2	769,8	71,4	
PROJETS	189,8	0	189,8	LA RÉALISATION DES PROJETS A DU ÊTRE REPORTÉE AU PROCHAIN EXERCICE FINANCIER
TOTAL	1 125,2	856,3	268,9	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGIONS	2017-2018 PHASE 17
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	38 598 \$
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	42 015 \$
CÔTE-NORD	25 756 \$
ESTRIE	22 883 \$
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	49 908 \$
MAURICIE-BOIS-FRANCS	32 957 \$
MONTREAL	136 470 \$
OUTAOUAIS	27 427 \$
QUÉBEC	31 701 \$
RIVE-SUD	85 864 \$
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	19 151 \$
CSJ	38 112 \$
TOTAL	550 842 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

PLAN ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT (AU 28-02-2018)	RÉALISATION EN 2017-2018
002_GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (TERMINÉ)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>REA-L2-SAS</li><li>REA-L3.2-SAI</li><li>REA-L4-OUTILS TECHNOLOGIQUES</li></ul>
038_MISE À NIVEAU À OFFICE 2013	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – EN RÉALISATION (TERMINÉ)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"><li>REA-L1- MISE À NIVEAU ET GESTION DU CHANGEMENT</li></ul>

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT (AU 28-02-2018)	RÉALISATION EN 2017-2018
040_SYSTÈME DE GESTION DES FORMATIONS	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (TERMINÉ)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"> <li>REA-L1- FORMATIONS INTERNES ET INSCRIPTIONS</li> <li>REA-L2- FORMATIONS EXTERNES ET RAPPORTS</li> </ul>
REHAUSSEMENT DU CÂBLAGE RÉSEAU	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"> <li>5IÈME ÉTAGE</li> <li>4IÈME ÉTAGE</li> </ul> LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none"> <li>3IÈME ÉTAGE</li> </ul>
003_PVÉ – PROCÈS-VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"> <li>REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAI ET SAS</li> <li>REA-L7-PV APPEL DU RÔLE EN SAI</li> </ul> LIVRAISONS PROGRESSÉES : <ul style="list-style-type: none"> <li>REA-L12-PV DE REMISE</li> <li>REA-L13-PVÉ RECTIFIÉ</li> </ul>
006_SÉCURITÉ DE L’INFORMATION - PLAN D’ACTION	MISE EN PLACE DES ÉLÉMENTS POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none"> <li>REA-L2-GOUVERNANCE DE LA SI</li> </ul>
035_GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES	MISE EN PLACE D’UNE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES – EN RÉALISATION (EN COURS)	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none"> <li>REA-L1-PLANIFICATION DE LA GIR</li> <li>REA-L5-AMÉLIORATION DE LA FONCTION GIR</li> <li>REA-L6-SENSIBILISATION ET COMMUNICATION EN GIR</li> </ul> LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none"> <li>REA-L4-MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS GIR</li> </ul>

P.6      POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER :

- A. LA DATE DES RÉNOVATIONS;
- B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS;
- C. LES COÛTS DES RÉNOVATIONS;
- D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
PJ MONTRÉAL	2017-09-01	REHAUSSEMENT DES SALLES DE DÉLIBÉRATION - 14 JURÉS	SQI	77 206,53 \$
PJ MONTRÉAL	2017-05-01	AMÉNAGEMENT DE DEUX SALLES CIVILES HYBRIDES AUX 13E ET 16E	SQI	62 554,36 \$
PJ MONTRÉAL	2017-12-01	REMPLACEMENT SYSTÈME INFRAROUGE POUR MALENTENDANTS (SALLE CRIMINELLE) – PHASE I	SQI	17 671,09 \$
PJ MONTRÉAL	2017-10-01	INSTALLATION DE SYSTÈME DE VISIOCOMPARUTION 3.07 ET 5.07 (CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL - PHASE II)	SQI	1 221,13 \$
PJ MONTRÉAL	2017-05-01	INSTALLATION D’UNE SERRURE ET AJOUT D’UNE OUVERTURE ENTRE DEUX LOCAUX	SQI	691,30 \$
PJ MONTRÉAL	2017-10-01	AMÉNAGEMENT POUR SALLES DES JURÉS TEMPORAIRES	SQI	11 582,66 \$
PJ MONTRÉAL	2017-11-01	ÉTUDE SUR LES INFRASTRUCTURES ÉLECTRIQUES ET MÉCANIQUES ET ANALYSE DE L’ÉTAT DES DEUX CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE AU 7 <sup>E</sup> ET 10 <sup>E</sup> ÉTAGE DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	SQI	6 085,60 \$
PJ MONTRÉAL	2017-11-01	RÉAMÉNAGEMENT DU LOCAL 10.60 (DTI)	SQI	3 262,50 \$
PJ MONTRÉAL	2017-10-01	SALLE DE VISIOCOMPARUTION 4.07 (CENTRE DE DÉTENTION DE MONTRÉAL PHASE II)	SQI	3 539,31 \$
PJ MONTRÉAL	2017-09-01	MISE À NIVEAU D’UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	697,08 \$
PJ MONTRÉAL	2017-12-01	MISE À NIVEAU D’UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	1 070,40 \$
PJ MONTRÉAL	2017-10-01	MISE À NIVEAU D’UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	826,55 \$
PJ MONTRÉAL	2017-10-01	MODIFICATION COMPTOIR DE RÉCEPTION, LOCAL 1.04	SQI	4 789,38 \$
PJ MONTRÉAL	2017-10-01	INSTALLATION NOUVEAU TAPIS SALLE D’AUDIENCE 2.07	SQI	10 695,97 \$
PJ MONTRÉAL	2017-10-01	REPRODUCTION DES CLÉS	SQI	311,09 \$
CHJ MONTRÉAL - CJ	2018-01-01	NOUVELLES SERRURES	SQI	10,72 \$
PJ SAINT-JÉRÔME	2017-11-01	RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES OCCUPÉS PAR LE CAIJ, LE VESTIAIRE DES AVOCATS ET LES LOCAUX DU CAVAC.	SQI	15 405,10 \$
PJ SAINT-JÉRÔME	2017-10-01	RELOCALISATION DES ARCHIVES DU 85 DE MARTIGNY	SQI	2 610,40 \$
PJ SAINT-JÉRÔME	2018-01-01	MISE À NIVEAU D’UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	2 436,28 \$
CAD SAINT-JÉRÔME	2017-08-01	AMÉNAGEMENT DES ESPACES TEMPORAIRES	SQI	23 700,70 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
CAD SAINT-JÉRÔME	2017-10-01	AMÉNAGEMENT DE 3 BUREAUX ADDITIONNELS – ESPACES TEMPORAIRES	SQI	7 002,20 \$
PJ JOLIETTE	2017-11-01	ÉTUDE DE LA QUALITÉ DE L'AIR SUITE À UN DÉGÂT D'EAU.	SQI	2 653,70 \$
PJ JOLIETTE	2017-11-01	REMPLACEMENT REVÊTEMENT SOL - BUREAUX	SQI	5 017,50 \$
PJ LAVAL	2017-09-01	RÉAMÉNAGEMENT SALLE D'AUDIENCE 1.05	SQI	12 349,82 \$
PJ LAVAL	2017-12-01	INSTALLATION SYSTÈME DE CARTES D'ACCÈS - SALLE 3.12	SQI	4 783,35 \$
PJ LAVAL	2018-02-01	INSTALLATION DES Câbles Réseaux SALLE TéléCOM 3.11	SQI	562,80 \$
PJ LONGUEUIL	2018-02-01	LOCATION TEMPORAIRE SALLE D'AUDIENCE (AJUSTEMENT)	SQI	300,00 \$
CAD QUÉBEC	2017-07-01	LOCATION ESPACE TEMPORAIRE 2 ANS B1A ET DTI	SQI	276 768,13 \$
CAD QUÉBEC	2017-10-01	INSTALLATION Câbles Réseaux ESPACES ADMINISTRATIFS	SQI	5 200,36 \$
SS QUÉBEC - 1200	2017-05-01	RÉTROCESSION PARTIELLE D'ESPACE (3E - RÉGIE DE L'ÉNERGIE)	SQI	(32 026,39 \$)
PJ GATINEAU	2018-02-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	1 561,00 \$
PJ GATINEAU	2017-06-01	ESPACES DE STATIONNEMENT	SQI	583,37 \$
PJ GATINEAU	2017-09-01	RÉAMÉNAGEMENT TEMPORAIRE D'ESPACES POUR DES ANCIENS OCCUPANTS	SQI	3 303,43 \$
PJ GATINEAU	2017-09-01	AMÉNAGEMENT DE LA SALLE B	SQI	1 810,70 \$
PJ QUÉBEC	2017-05-01	INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	52 337,34 \$
PJ QUÉBEC	2017-10-01	CHANGEMENT DE TAPIS ET INSTALLATION VISTOCOCONFÉRENCE LOCAL 1.01A	SQI	11 560,19 \$
PJ QUÉBEC	2017-11-01	DÉMÉNAGEMENT ET SIGNALISATION SRAVE ET CAU	SQI	216,63 \$
PJ QUÉBEC	2018-01-01	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'AVERTISSEMENT DE PRÉSENCE À DÉTECTION DE MOUVEMENT – BRIA	SQI	437,73 \$
PJ DRUMMONDVILLE	2017-09-01	DEMANDE ESPACE SUPPLÉMENTAIRE	SQI	1 109,43 \$
PJ VICTORIAVILLE	2017-12-01	AMÉNAGEMENTS SALLE CRA	SQI	1 219,99 \$
PJ GRANBY	2017-06-01	RÉPARATION DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE	SQI	9 352,17 \$
PSP MAGOG	2017-04-01	RÉTROCESSION D'ESPACES	SQI	(7 557,36 \$)
PJ SHERBROOKE	2017-05-01	AMÉNAGEMENT POSTES DE TRAVAIL AU GREFFE	SQI	2 295,37 \$
PJ SHERBROOKE	2017-09-01	AGRANDISSEMENT DU BANC DES JURÉS (SALLE 1)	SQI	6 467,00 \$
PJ SHERBROOKE	2017-06-01	TRANSFERT D'ESPACE, LOCAL 1.10A MJQ/DPCP	SQI	197,70 \$
PSP MATANE	2017-09-01	RÉTROCESSION D'ESPACE DU MJQ POUR LE MSP-DSPJ	SQI	(315,49 \$)
PJ SEPT-ÎLES	2017-12-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	351,73 \$



**P.7**      **LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2017-2018, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D’AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :**

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2017-2018;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

VOIR PAGE SUIVANTE.

MINISTÈRE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE	FRANCE LYNCH	AUCUNE		
COMITÉ SERVICE QUÉBEC : COMITÉS DES DIRIGEANTS GOUVERNEMENTAUX, COMITÉ EXÉCUTIF ET COMITÉ DES SERVICES COMMUNS ET SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE	LES COMITÉS ONT POUR MANDAT D'ASSURER LE SUIVI QUANT AUX ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU PROJET QUI VISE À FAIRE EN SORTE QUE SERVICE QUÉBEC SOIT À LA PORTE D'ENTRÉE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX POUR LES CITOYENS ET LES ENTREPRISES SUR TOUT LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.	FRANCE LYNCH	8		
SAQUIJUQ (VENT QUI TOURNE)	LE BUREAU DE GOUVERNANCE PRÉSIDÉ PAR LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX SERVICES SOCIAUX ET UNE REPRÉSENTANTE DES PRINCIPALES INSTANCES DU MILIEU INUIT REGROUPE LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES DE MÊME QUE DES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK. CE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES INNOVATRICES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT UNE TABLE DES PARTENAIRES COMPOSÉE DES MÊMES INSTANCES RESPONSABLES D'ANALYSER LES ACTIONS ET DE LES METTRE EN ŒUVRE.	FRANCE LYNCH JACQUES PRÉSENT	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX SERVICES SOCIAUX ET UNE REPRÉSENTANTE DES PRINCIPALES INSTANCES DU MILIEU INUIT, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX	ÉCHANGE SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	MARIE-ÈVE BEAULIEU	AUCUNE		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	EXAMINER TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	MARIE-CLAUDE DARAICHE MARTINE THIBAUT	AUCUNE		

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE	VEILLER À LA MISE EN ŒUVRE DE CHACUNE DES MESURES DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE.	ROGER NOËL	2		
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LES MARQUEURS DE GENRE	ÉVALUER LA POSSIBILITÉ D’ÉLIMINER LES MARQUEURS DE GENRE, DE LES RENDRE FACULTATIFS OU D’INTRODUIRE UNE GENRE NEUTRE DANS LES DOCUMENTS D’IDENTITÉ DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	GABRIEL TREMBLAY-PARENT JONATHAN VIDAL JOSÉE LALANCETTE	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU DES RÉPONDANT MINISTÉRIELS SUR L’ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE	ASSURER LE SUIVI DES MESURES GOUVERNEMENTALES D’ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF.	MICHEL PAQUETTE	2		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR UNE RÉVISION EN PROFONDEUR DE L’ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D’IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D’INCLUSION	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE DOTER LE QUÉBEC D’UNE NOUVELLE POLITIQUE EN MATIÈRE D’IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D’INCLUSION.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	1		LA POLITIQUE A ÉTÉ RENDUE PUBLIQUE LE 7 MARS 2016. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT POUR SA MISE EN ŒUVRE.
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLE	LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST REPRÉSENTÉ SUR CE COMITÉ QUI RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, DE COORDONNER L’APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLE, DE FAVORISER LA CONCENTRATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L’EFFICACITÉ DES ACTIONS ET D’ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L’ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	ANTHONY COTNOIR	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	CETTE TABLE REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE DIVERS MINISTÈRES. APRÈS AVOIR EU LE MANDAT D’ÉLABORER, PUIS D’ASSURER LE SUIVI DU PLAN D’ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2010-2013, ELLE EST MAINTENANT CHARGÉE DE L’ÉLABORATION D’UNE POLITIQUE EN ITINÉRANCE ET D’UN NOUVEAU PLAN D’ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2014-2019	AUDREY TURMEL PIERRE NADEAU	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-ITINÉRANCE	CE COMITÉ REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DE LA COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DU MSP, DE LA CDPJ, DU SPVM, DU CIUSSS-CENTRE-EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL ET DU RAPISM.	PIERRE NADEAU	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	DES COMITÉS RÉGIONAUX ONT ÉTÉ MIS SUR PIED PAR LE MSSS, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX, POUR COORDONNER LES ACTIONS EN ITINÉRANCE AU QUÉBEC.	MARIE TRAHAN GABRIEL TREMBLAY-PARENT PIERRE NADEAU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PILOTE PROTOCOLE D'ENTENTE MSSS/MSP RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE	CE COMITÉ CONSTITUE UNE TABLE DE CONCERTATION RÉGIONALE INTERSECTORIELLE SUR TOUS LES ASPECTS DE « JUSTICE ET SANTÉ MENTALE ».	PIERRE NADEAU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE	CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE LA COUR DU QUÉBEC AINSI QUE DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE DE MÊME QUE DU DPCP ET D'AVOCATS DE LA DÉFENSE. IL A POUR MANDAT DE VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCCQ.	JOSÉE LEMIEUX	10		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ OPÉRATIONNEL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE PTTCCQ-MTL	CE COMITÉ, COMPOSÉ DE L'ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE DU QUÉBEC, CCJM ET DES AVOCATS DE LA DÉFENSE, CQ, DPCP, MSP, DE MÊME QUE DES REPRÉSENTANTS DE LA SANTÉ (CRDM-IU), A POUR MANDAT DE VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES DU PTTCCQ DU PROGRAMME DE MONTRÉAL.	JOSÉE LEMIEUX	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ CONSULTATIF CRI-QUÉBEC SUR LA JUSTICE	LE COMITÉ A POUR MANDAT D'IDENTIFIER LES BESOINS ET DE FAIRE LES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MILIEU CRI. IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, DU GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE ET DU GRAND CONSEIL DES CRIS.	JACQUES PRÉSENT NATHALIE OUIMET	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE COMITÉ DISCUTE ET APPROUVE LES ORIENTATIONS PRIVILÉGIÉES PAR LE MILIEU CRI DÉCOULANT DE L'ENTENTE CONCERNANT L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LES CRIS DU 30 MAI 2007. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	STRUCTURE AVANT POUR MANDAT DE METTRE DE L'AVANT, EN COLLABORATION AVEC CERTAINS MINISTÈRES ET INTERVENANTS JUDICIAIRES, DES MESURES VISANT À OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES ACTUELLES CONSACRÉES À LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE AINSI QUE DES ACTIONS NOVATRICES. UN COMITÉ DIRECTEUR COMPOSÉ DES SOUS-MINISTRES ET DES REPRÉSENTANTS DU MJQ, MSP DU MSSS ET DU SAA FAIT LE SUIVI DES TRAVAUX DU FORUM.	JACQUES PRÉSENT YAN PAQUETTE ANNICK LATERREUR	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE FORUM FAIT LE SUIVI DES MESURES IDENTIFIÉES AU SEIN DE LA STRATÉGIE D' ACTIONS ÉLABORÉES PAR LES MEMBRES. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	LE MANDE DE CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNE LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE; PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DES PLANS D' ACTIONS S'Y RATTACHANT.	JADE CABANA	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ CONJOINTE DU MJQ ET DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE RECHERCHE ET D'ANALYSE SUR LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	ANALYSER LA QUESTION ET DÉGAGER DES PISTES DE SOLUTION.	JADE CABANA	3		UN COLLOQUE A ÉTÉ TENU CONCERNANT LES ORDONNANCES JUDICIAIRES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COORDINATION REQUISES ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN REGARD DE LA LSJPA (POLITIQUES, PROCÉDURES ET PRATIQUES) RESPECTIVES AINSI QUE FORMATION INTÉGRÉE POUR LES INTERVENANTS POLICIERS SOCIAUX ET JUDICAIRES.	MARIE TRAHAN GABRIEL TREMBLAY- PARENT	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ ET DU MSP, DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE SUIVI SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MJQ ET LE MSSS.	MARIE TRAHAN	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, PLUSIEURS DISCUSSIONS ONT EU LIEU, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE REGISTRE DE LA LOI SUR LE SYSTÈME JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉDIGER UNE ENTENTE EN BONNE ET DUE FORME SUR LA PROPRIÉTÉ DU REGISTRE, SON UTILISATION, LA SÉCURITÉ DES DONNÉES ET LE PARTAGE DES COÛTS.	MARIE TRAHAN ARNAUD GINGRAS- TREMBLAY GABRIEL TREMBLAY- PARENT	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, PLUSIEURS DISCUSSIONS ONT EU LIEU. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	MISE SUR PIED EN SEPTEMBRE 1995 PAR L'ASSOCIATION DES CADRES SCOLAIRES DU QUÉBEC (ASCQ), LA TABLE EST LA RÉPONSE À L'UNE DES RECOMMANDATIONS MISES PAR LE COMITÉ ORGANISATEUR DU COLLOQUE «AGIR ENSEMBLE CONTRE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES» ORGANISÉ PAR L'ASCQ. SON MANDAT EST DE SENSIBILISER LA POPULATION ET DE MOBILISER LES INTERVENANTS À LA PROMOTION DES COMPORTEMENTS PACIFIQUES, À LA PRÉVENTION OU LA DIMINUTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE PAR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PROVINCIALES OU RÉGIONALES QUI FAVORISENT UN RÉINVESTISSEMENT DES OUTILS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION AU NIVEAU LOCAL.	MARIE TRAHAN	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MÎÊES, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS	FAIRE LE SUIVI DES MESURES ANNONCÉES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	SOPHIE JONCAS DELPHINE MATTE	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN D'ACTION MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	S'ASSURER QUE LES MESURES DU PLAN D'ACTION SOIENT APPLICABLES POUR LES ÂÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES.	SOPHIE JONCAS DELPHINE MATTE	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ RÉGIONAL DES INTERVENANTS PIVOTS EXPERTS	EN COLLABORATION AVEC LE CIUSSS-CAPITALE NATIONALE, ASSISTER ET PARTICIPER À LA MISE EN PLACE DE MESURES CONCRÈTES DE PROTECTION POUR LES ÂÎNÉS. IL CONSTITUE ÉGALEMENT UN COMITÉ DE DISCUSSION CLINIQUE EN SOUTIEN AUX INTERVENANTS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE.	SOPHIE JONCAS DELPHINE MATTE	12		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	CE COMITÉ A COMME OBJECTIF DE CONSEILLER LE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE FINANCIÈRE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	SOPHIE JONCAS AUDREY TURMEL	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, LE MÎQ A PARTICIPÉ AU FORUM SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE CONTRE LES PERSONNES ÂÎNÉES, LE 22 FÉVRIER 2018. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	CE COMITÉ QUI RÉUNIT LES SOUS-MINISTRES ADJOINTS OU LEURS VIS-À-VIS SE VEUT UN LIEU DE CONCERTATION AFIN DE DÉVELOPPER UNE APPROCHE NATIONALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION ET LA MISE EN APPLICATION D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIO-SANITAIRES DU QUÉBEC	YAN PAQUETTE	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, CETTE ENTENTE A ÉTÉ SIGNÉE LE 7 FÉVRIER 2018.
COMITÉ NATIONAL AVISEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	CE COMITÉ CONSTITUÉ D'UN GESTIONNAIRE ET D'UNE AUTRE PERSONNE REPRÉSENTANT LES PARTENAIRES A LE RÔLE D'ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION, DE LA MISE EN APPLICATION ET DU SUIVI D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIO-SANITAIRES DU QUÉBEC	SOPHIE JONCAS	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX ÂÎNÉS, PLUSIEURS RENCONTRES ONT ÉTÉ TENUES AFIN DE DISCUTER DES ÉLÉMENTS À PRÉVOIR DANS L'ENTENTE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ROGER DUPUIS	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MESS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	COMITÉ PRÉSIDÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE QUI VEUILLE À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER. LE RÉPONDANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE CONSEILLE LE COMITÉ SUR LES ASPECTS JURIDIQUES.	JOSÉE LEMIEUX	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE COORDINATION – PROJET PILOTE DE CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ASSURER LA COORDINATION MINISTÉRIELLE DE CE DOSSIER PAR RAPPORT AUX RESPONSABILITÉS QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	MARIE-ANDRÉE ALLARD AMÉLIE COUTURE-ROY KAREN BÉDARD PIERRE NADEAU KATHY BERGERON MYLÈNE RIVARD-DEMERS	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MTMDÉT, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES FRAIS DE GARDE DES BIENS SAISIS	NOUVEAU COMITÉ CHARGÉ DE RATIONALISER LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS ET DE DÉTERMINER QUI DOIT PAYER CES FRAIS.	LORIE PÉPIN ISABELLE GAGNÉ HÉLÈNE MATHIEU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DÉTENTIONS ISSUES D'ERREURS ADMINISTRATIVES	PROPOSER UN MODÈLE D'INDEMNISATION ADMINISTRATIF AU BÉNÉFICE DES PERSONNES DÉTENUES À LA SUITE D'ERREURS ADMINISTRATIVES COMMISES PAR LE PERSONNEL DES GREFFES OU DES SERVICES CORRECTIONNELS.	CAROLINE LANDRY	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE SUIVI SUR L'IMPLANTATION DE LA MÉDIATION FAMILIALE	INSTITUÉ EN MAI 1998, CE COMITÉ EST CHARGÉ DE VÉRIFIER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DES OBJECTIFS QUI SONT À LA BASE DE LA LOI INSTITUANT, AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE LA MÉDIATION PRÉALABLE EN MATIÈRE FAMILIALE ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS DE CE CODE. LE COMITÉ DOIT, NOTAMMENT, ÉVALUER LES SERVICES DISPENSÉS AUX PLANS QUALITATIF ET QUANTITATIF, LES RÉSULTATS OBTENUS ENTRE LA MÉDIATION ET LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET L'APPRÉCIATION DES SERVICES PAR LA CLIENTÈLE.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER NANCY ALLAIRE	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE A FAIT L'OBJET D'UNE ÉVALUATION DONT LES RÉSULTATS SONT DIFFUSÉS SUR LE SITE DU MJQ.
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, D'ASSURER LE SUIVI DU PLAN DE TRAVAIL 2013-2015 AFIN D'AMÉLIORER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	CE GROUPE DE TRAVAIL, FORMÉ DE REPRÉSENTANTS DU MJQ, DU MRIF ET DE REVENU QUÉBEC, ÉTUDIE LA CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE, VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	FRANCE RÉMILLARD LAURENCE BERGERON FRÉDÉRIQUE SABOURIN SARAH JUNEAU OBSERVATEUR : STÉPHANIE NEVEU	7		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AUDREY TURMEL PIERRE NADEAU ÉRIC MALO	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.



COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE D'UN PMR EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, MSP, MSSS ET COURS MUNICIPALES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC. (PROJETS-PILOTE SHERBROOKE, CHICOUTIMI ET JOLIETTE)	PIERRE NADEAU AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN ÉRIC MALO DELPHINE MATTE	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR L'INTRODUCTION DES MESURES DE RECHANGE AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	PROPOSITION D'AMENDEMENTS AU CPP EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, MSP ET COURS MUNICIPALES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC.	PIERRE NADEAU AMÉLIE COUTURE-ROY MARIE TRAHAN AUDREY TURMEL	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, CES MESURES ONT ÉTÉ INTRODUITES AU PL 168 - LOI VISANT À FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE ET À EN ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE S'ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET DU PARTAGE DES BONNES PRATIQUES ENTRE LES RÉGIONS. IL VEILLE ÉGALEMENT À LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE. L'ENTENTE MULTISECTORIELLE A POUR BUT DE GARANTIR UNE MEILLEURE PROTECTION ET APPORTER L'AIDE NÉCESSAIRE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUEL, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE EN ASSURANT UNE CONCERTATION EFFICACE ENTRE LES MINISTÈRES, LES ÉTABLISSEMENTS ET LES ORGANISMES INTÉRESSÉS.	JADE CABANA	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES TARIFS	CE GROUPE DE TRAVAIL A ÉTÉ MIS SUR PIED AFIN D'ÉTUDIER LES ENJEUX LIÉS À LA COHÉRENCE ET À L'ÉQUITÉ DES TARIFS ET LES MODALITÉS D'INDEMNISATION DES RÉGIMES PUBLICS. LE GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL DOIT ANALYSER LA FAISABILITÉ D'HARMONISER LA TARIFICATION ET EXPLIQUER LES ÉCARTS ENTRE LES RÉGIMES D'INDEMNISATION.	AUDREY TURMEL	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SAAQ, LE COMITÉ NE S'EST PAS RÉUNI DANS LA DERNIÈRE ANNÉE.
GROUPE INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONVENTION DE 1996 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS	CE GROUPE INTERMINISTÉRIEL ÉTUDIE LA CONVENTION, ÉLABORE DES SCÉNARIOS OPÉRATIONNELS, VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS, ÉTUDIE L'OPPORTUNITÉ DE LA METTRE EN ŒUVRE AU QUÉBEC ET DANS CETTE HYPOTHÈSE, ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	FRÉDÉRIQUE SABOURIN SYLVIE SCHERRER	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL NE S'EST PAS RÉUNI EN 2017-2018. SEUL UN SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL COMPOSÉ DE FRÉDÉRIQUE SABOURIN, SYLVIE SCHERRER, FIONA ÉMOND, S'EST RÉUNI DIX (10) FOIS DURANT CETTE PÉRIODE.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L’INTIMIDATION 2015-2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L’INTIMIDATION 2015-2018 «ENSEMBLE CONTRE L’INTIMIDATION, UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE»</li> <li>• ASSURER LA COORDINATION DES MESURES COMMUNES OU TRANSVERSALES EN TENANT COMPTE DES BESOINS ET DES RÉALITÉS DES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES</li> <li>• VEILLER À LA COHÉRENCE DES ACTIONS EN MATIÈRE D’INTIMIDATION EN COLLABORATION AVEC LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET LES PARTENAIRES</li> <li>• RENDRE COMPTE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DU PLAN D’ACTION</li> </ul>	SOPHIE JONCAS DELPHINE MATTE	2-3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MFA LE PLAN D’ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L’INTIMIDATION 2015-2018 A ÉTÉ PROLONGÉ D’UNE ANNÉE.
COMITÉ SUR LES CAMÉRAS CORPORELLES	COMITÉ CHARGÉ DE L’ÉVALUATION DES ASPECTS TECHNIQUES ET JURIDIQUES LIÉS AU PORT DE CAMÉRAS CORPORELLES PAR LES POLICIERS.	HÉLÈNE MATHIEU DOMINIQUE A. JOBIN JEAN-VINCENT LACROIX ISABELLE GAGNÉ	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE	EN COLLABORATION AVEC LE MSSS, LE MEES, LE MSP ET LE DPCP.	JADE CABANA	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE EN REGARD DE LA CONFIDENTIALITÉ ET DE L’ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS	EN COLLABORATION AVEC LE MSSS, LE MEES, LE MSP ET LE DPCP.	JADE CABANA SOPHIE JONCAS	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE À JOUR DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE AU REGARD DE LA LPJ	A LA RESPONSABILITÉ DE RECOMMANDER LES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA CONCORDANCE DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE AUX MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LPJ.	JADE CABANA SOPHIE JONCAS	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ SUR LA PÉDIATRIE SOCIALE	BIEN QUE LA RESPONSABILITÉ DU FINANCEMENT AIT ÉTÉ CONFÉE AU MINISTÈRE DE LA FAMILLE, LES MINISTÈRES DE LA SANTÉ ET DES SERVICE SOCIAUX, DE LA JUSTICE ET DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SONT INTERPELLÉS DANS LE DÉPLOIEMENT DE LA PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ NOTAMMENT AU REGARD DE L'APPORT DE RESSOURCES DU MILIEU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MÉDECINS, INFIRMIERS ET TRAVAILLEURS SOCIAUX) ET DU MILIEU JURIDIQUE, ET DE L'ARRIMAGE À ASSURER ENTRE LE MILIEU SCOLAIRES ET LES CENTRES.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MFA, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE CENTRALE DE COORDINATION SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES	COORDONNER LES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LES TABLES LOCALES AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS ET DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES. CETTE TABLE SUPERVISE ÉGALEMENT LA RÉALISATION D'UNE RECHERCHE/ÉVALUATION SUR L'ACCESSIBILITÉ ET LA CONTINUITÉ DES SERVICES OFFERTS EN MILIEU URBAIN POUR LA POPULATION AUTOCHTONE EN MATIÈRE DE SANTÉ, DE SERVICES SOCIAUX ET DE JUSTICE.	MARIE-ÈVE THÉRIAULT	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
LA TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN DÉPENDANCE	LE MANDAT DE LA TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN DÉPENDANCE CONSISTE À ASSUMER UN LEADERSHIP DANS L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION, ET CE, DE FAÇON CONCERTÉE. DANS CETTE PERSPECTIVE, LE COMITÉ DE COORDINATION DE LA TABLE, COMPOSÉ DE DÉCIDEURS (SOIT PRINCIPALEMENT DE DIRECTEURS) PROVENANT DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX CONCERNÉS, DOIT S'ASSURER DE LA PLANIFICATION ET DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX, EN TENANT COMPTE DES ÉCHÉANCIERS PRÉVUS.	PIERRE NADEAU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
GROUPE DE TRAVAIL-FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS (RAPPORT BOUCHARD - «POUR QUE LES PROCÈS SE TIENNENT ET SE TERMINENT.»)	LE MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL SERA APPROUVÉ À LA PROCHAÎNE RENCONTRE DU FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS QUI AURA LIEU EN JUIN. LE PROJET DE MANDAT PRÉVOIT CE QUI SUIT : LE GROUPE DE TRAVAIL S'ASSURE QUE LES ORGANISATIONS COLLABORENT ET S'IMPLIQUENT DANS LES TRAVAUX. IL SUIT L'ÉVOLUTION DES TRAVAUX DES DIVERSES TABLES DE PARTENAIRES RESPONSABLES DE MENER À TERME LES MESURES CONTENUES DANS LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PRODUIT PAR LE COMITÉ D'EXAMEN SUR LES MÉGAPROCÈS. IL MÈNE LES TRAVAUX RELATIFS À L'IDENTIFICATION DES CHANGEMENTS À APPORTER AUX INTERVENTIONS DE CHACUN DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE SPÉCIALEMENT DANS LA GESTION DES MÉGAPROCÈS. IL TRAITE TOUTE AUTRE QUESTION RELATIVE AU MÉGAPROCÈS. IL REND COMPTE DE SES TRAVAUX ET ASSURE LA COORDINATION ET LA COHÉRENCE DES DIVERS TRAVAUX. LE GROUPE DE TRAVAIL SERA FORMÉ AU COURS DU PRINTEMPS 2017	HÉLÈNE MATHIEU	3		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL- MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION DU RAPPORT BOUCHARD – DÉCRET PARTAGE CIVIL	PRÉPARATION D'UN PROJET DE DÉCRET DE PARTAGE POUR LES SOMMES CONFISQUÉES EN VERTU DE LA LOI SUR LA CONFISCATION, L'ADMINISTRATION ET L'AFFECTATION DES PRODUITS ET INSTRUMENTS D'ACTIVITÉS ILLÉGALES (MSP, MJQ, DPCP)	HÉLÈNE MATHIEU	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE LIAISON POUR LE SUIVI DU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LE NUNAVIK	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LE COMITÉ A POUR MANDAT DE COORDONNER LES TRAVAUX AFIN DE S'ASSURER DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LA PROTECTRICE DU CITOYEN.	JACQUES PRÉSENT	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. LE MJQ ASSURE LE RESPECT DES ACTIONS IDENTIFIÉES PAR LE PROTECTEUR DES CITOYENS VISANT LE MINISTÈRE.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE COORDINATION POUR LE SUIVI DES TRAVAUX DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE AUTOCHTONES	SOUS LA RESPONSABILITÉ CONJOINTE DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE LE COMITÉ A POUR MANDAT D'ASSURER LE BON DÉROULEMENT DES TRAVAUX AFIN DE BIEN RÉPONDRE AUX DEMANDES ET BESOINS FORMULÉS PAR LES AUTORITÉS MINISTÉRIELLES, D'INFORMER LE COMITÉ DIRECTEUR DU SUIVI DES TRAVAUX LORSQU'OPPORTUN ET D'ASSURER LA COORDINATION DES ACTIVITÉS EN COURS AU SEIN DU GROUPE DE TRAVAIL FPT À L'APPUI DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES OU ASSASSINÉES ET DU COMITÉ DE LIAISON POUR LES VICTIMES ET LEURS PROCHES.	CHRISTIAN VEILLETTE PASCALE LABBÉE	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ CONJOINTE DU MSP ET DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.	AUDREY TURMEL	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES	LE COMITÉ S'ASSURE QUE LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES SOIENT RÉALISÉES DANS LES MEILLEURS DÉLAIS EN MATIÈRE FAMILIALE À LA COUR SUPÉRIEURE.	AUDREY TURMEL GERVAIS BRASSARD	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LE TROISIÈME PLAN D'ACTION VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	VOIR L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.	PIERRE NADEAU	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MESS, LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LA SOLIDARITÉ ET L'INCLUSION SOCIALE 2017-2018 A ÉTÉ LANCÉ LE 10 DÉCEMBRE 2017.
COMITÉ DE CONCERTATION SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CCIVAC)	COMITÉ CHARGÉ D'EXAMINER ET DE STATUER DE L'ADMISSIBILITÉ DE CERTAINES DEMANDES QUI REQUIÈRENT DES INTERPRÉTATIONS INHABITUELLES OU COMPLEXES. IL VISE ÉGALEMENT À DISCUTER DE TOUT SUJET PERTINENT LIÉ AU RÉGIME D'INDEMNISATION.	SOPHIE JONCAS	15		SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA CNESST, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR L'ASSURANCE COLLECTIVE DES DOMMAGES	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE PERMETTRE QUE LES ASSURANCES DE DOMMAGES PUISSENT ÊTRE OFFERTES SOUS LA FORME D'ASSURANCE COLLECTIVE.	PIERRE NADEAU	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ CONJOINTE DU MJQ DU MF ET DE L'AMF, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE DES PARTENAIRES AYANT DES INITIATIVES TECHNOLOGIQUES	LA TABLE VISE À FAVORISER LA MOBILISATION, LA CONFIANCE ET L'ADHÉSION DES PARTENAIRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIT DANS LA LOGIQUE DE GESTION ET DE PRÉVENTION DES RISQUES JURIDIQUES MIS DE L'AVANT DANS LES PROJETS DE TRANSFORMATION.	PATRICK GINGRAS	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LA TABLE NE S'EST PAS RENCONTRÉE DANS LA DERNIÈRE ANNÉE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL AUTOCHTONE	<p>LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES A LA RESPONSABILITÉ DE COORDONNER L'ÉLABORATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL AUTOCHTONE. LA DÉMARCHE VISE À PROPOSER DANS UN SEUL ET UNIQUE PLAN, L'ENSEMBLE DES MESURES PROPOSÉES PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN MATIÈRE D'INTERVENTION AUPRÈS DES AUTOCHTONES. LES OBJECTIFS VISÉS PAR LA DÉMARCHE QUI MÈNERA ULTIMEMENT À DÉPOSER DANS UN SEUL ET UNIQUE PLAN, L'ENSEMBLE DES MESURES PROPOSÉES PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN MATIÈRE D'INTERVENTION AUPRÈS DES AUTOCHTONES, SONT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• VOL FORTE D'AMÉLIORÉ LES CONDITIONS DE VIE DES AUTOCHTONES;</li> <li>• DÉGAGER UN PORTRAIT D'ENSEMBLE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALES;</li> <li>• ÉLABORER UNE ACTION GOUVERNEMENTALE PLUS COHÉRENTE;</li> <li>• BONIFIER L'AIDE GOUVERNEMENTALE;</li> <li>• ASSURER UNE MEILLEURE VISIBILITÉ L'ACTION GOUVERNEMENTALE.</li> </ul>	JACQUES PRÉSENT	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, LE MJQ A PARTICIPÉ AUX TRAVAUX DE RÉFLEXION ET DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS AVEC LE DÉPÔT DU PLAN D'ACTION AU PRINTEMPS 2017.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 « LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE. »	CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉUNIT LES REPRÉSENTANTS DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES RESPONSABLES D'UNE MESURE DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018, AFIN DE PERMETTRE LA COORDINATION DES MESURES QUI Y FIGURENT. LE SECRÉTARIAT EST ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MIDI, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNESS) ET LE SOUS-COMITÉ. ASSUJETTISSEMENT/DÉTACHEMENT (SCAD)	NÉGOCIATION DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDINATION DES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT.	JULIEN FRENETTE	AUCUNE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE (CIEH)	<ul style="list-style-type: none"> <li>FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONES;</li> <li>ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES.</li> </ul>	FRANCIS DEMERS STÉPHANE MARSOLAIS JENNIFER TREMBLAY FRANCIS LETENDRE	4		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DU CIRDI	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS ENTRE ÉTATS ET RESSORTISSANTS D'AUTRES ÉTATS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES EN VEILLANT AU RESPECT DES COMPÉTENCES CONSTITUTIONNELLES DES GOUVERNEMENTS.	NATHALIE LATULIPPE FRÉDÉRIQUE SABOURIN PASCALE BRIÈRE	AUCUNE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES.	NATHALIE LATULIPPE	6		PARTICIPATION AUX TRAVAUX DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE (GIS)	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVANT NéCESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENT DE LA COUR SUPRÊME.	SOPHIE LÉPINE ZARUBA ROSEMARIE FORTIER	6		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PROVINCIAL DE LIAISON AVEC LE MSP	FAVORISER LES ÉCHANGES ENTRE LES MINISTÈRES CONCERNÉS AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	GERVAIS BRASSARD CLAUDIA LACROIX	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE CENTRALE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	CHANTAL COUTURIER MARJORIE FORGUES PAUL CHARBONNEAU GAÉTAN RANCOURT ANNIE TURCOTTE	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D’ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEUR RÉGIONAUX ANNIE TURCOTTE GAÉTAN RANCOURT	7		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS.
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LE MSP	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERNÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE	N/D		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS.
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX –PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER MÉLANIE CODERRE SOPHIE DEMERS MARIE-CLAUDE PARENT MARJORIE FORGUES CAROLINE LANDRY GAÉTAN RANCOURT	4		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX –PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER JULIE MALOUIN MARIO BÉLANGER CÉLINE CLAVEAU MARIE-CLAUDE PARENT MARJORIE FORGUES GAÉTAN RANCOURT	3		APPROBATION DU DOSSIER D’OPPORTUNITÉ ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT AU NIVEAU DU PALAIS DE JUSTICE PERMANENT
COMITÉ DIRECTEUR –PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX –PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER MARJORIE FORGUES GAÉTAN RANCOURT VIATEUR CYR CAROLINE LANDRY MARIE-CLAUDE PARENT	3		LIVRAISON DU PALAIS DE JUSTICE TEMPORAIRE EN AVRIL 2017 ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT AU NIVEAU DU PALAIS DE JUSTICE PERMANENT.
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (DALLES DE STATIONNEMENT ET MUR RIDEAU)	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX –PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER FLORENCE ASSELIN MARIE-CLAUDE PARENT PAUL CHARBONNEAU ALAIN COUTURE CAROLINE LANDRY GAÉTAN RANCOURT	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.



COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DIRECTEUR – ÉDIFICE L.-P. PIGEON	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER MARIE-CLAUDE PARENT GAÉTAN RANCOURT CAROLINE LANDRY FLORENCE ASSELIN	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR 85, DE MARTIGNY – CONSTRUCTION D’UN NOUVEL ÉDIFICE GOUVERNEMENTAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATION REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS.	CHANTAL COUTURIER LUCIE GIGUÈRE MARIE-CLAUDE PARENT PAUL CHARBONNEAU MICHEL CAOUETTE CAROLINE LANDRY GAÉTAN RANCOURT	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION	EXERCE UN RÔLE CONSEIL AUPRÈS DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L’INFORMATION DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L’APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L’INFORMATION.	MYLÈNE MARTEL	AUCUNE		MME MARTEL N’A ASSISTÉ À AUCUNE RENCONTRE EN 2017-2018.
COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	ÉLABORE DES ORIENTATIONS AU CONSEIL DU TRÉSOR, ASSURE UNE MISE EN ŒUVRE CONCERTÉE DES ORIENTATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR ET IDENTIFIE DES OPPORTUNITÉS D’OPTIMISATION, DE PARTAGE ET DE MISE EN COMMUN DE SERVICES EN RESSOURCES ET D’ACTIFS INFORMATIONNELLES	MYLÈNE MARTEL	6		MME MARTEL A ASSISTÉ AUX RENCONTRES À COMPTER DE SON ENTRÉE EN FONCTION LE 4 NOVEMBRE DERNIER.
CERT/AQ	ANALYSER LES DERNIÈRES ALERTES DE SÉCURITÉ ET D’ACTIVITÉS VIRALES QUI PEUVENT TOUCHER LE RÉSEAU GOUVERNEMENTAL.	MARTIN LABELLE CHAFIK HADJOUD TAN LOC NGUYEN	40		<ul style="list-style-type: none"> <li>PARTAGE D’INFORMATION RELATIVEMENT AU DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE.</li> <li>REVUE DES AVIS DE VULNÉRABILITÉS INFORMATIQUES QUE LE CERT/AQ DIFFUSE EN CONTINU À SON RÉSEAU DE COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS (COGI).</li> </ul>
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ÉVALUATION GOUVERNEMENTAL POUR L’INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE 2017-2023	<ul style="list-style-type: none"> <li>RECENSER ET PARTAGER TOUTES LES ÉVALUATIONS DES MESURES DU PAGIEPS;</li> <li>ASSURER LA PARTICIPATION DES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES ENGAGÉS DANS LE PAGIEPS À SON ÉVALUATION;</li> <li>ÉCHANGER POUR FAVORISER LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES EN MATIÈRE D’ÉVALUATION.</li> </ul>	FRANÇOIS BÉLAND	1		

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ D'ÉVALUATION DE STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	<ul style="list-style-type: none"> <li>● RECENSER ET PARTAGER TOUTES LES ÉVALUATIONS DES MESURES DU PLAN D'ACTION;</li> <li>● ASSURER LA PARTICIPATION DES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES ENGAGÉS DANS LE PLAN D'ACTION.</li> </ul>	FRANÇOIS BÉLAND	1		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ADOPTION INTERNATIONALE	A COMME PRINCIPAL MANDAT D'ANALYSER LA SITUATION ET LES ENJEUX LIÉS À L'ADOPTION D'ENFANTS DOMICILIÉS HORS DU QUÉBEC PAR DES PERSONNES DOMICILIÉES AU QUÉBEC. SOLUTIONS EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE À ENVISAGER.	MARC G. LAVIGNE ANNE-MARIE WILSON SYLVIE SCHERRER AMÉLIE PELLETIER-DESROSIER	AUCUNE		LE COMITÉ A VU CERTAINES DE SES RECOMMANDATIONS INTÉGRÉES AU PROJET DE LOI 113 LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'ADOPTION ET DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS (2017, c. 12).
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES SERVICES EN RÉGION	TRAVAUX VISANT À OPTIMISER ET REGROUPEUR LA PRESTATION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX AUX CITOYENS SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.	CHANTAL COUTURIER MARJORIE FORGUES	N/D		CONCLURE DES PARTENARIATS ET VEILLER À LEUR MISE EN ŒUVRE.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT DES DÉTENUS	TRAVAUX VISANT À IMPLANTER L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE POUR LES PREMIÈRES COMPARUTIONS DANS DIVERS PALAIS DE JUSTICE	PAUL CHARBONNEAU	1		<ul style="list-style-type: none"> <li>– ÉLARGISSEMENT DES ACTIVITÉS DE VISIOCOMPARUTION À D'AUTRES TYPES DE PROCÉDURES DANS LES PALAIS DE JUSTICE OU LA VISIOCOMPARUTION EST EN PLACE</li> <li>– POURSUITE DES TRAVAUX POUR L'IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION DANS D'AUTRES DISTRICTS OU PALAIS DE JUSTICE</li> <li>– POURSUITE DES TRAVAUX POUR L'ÉTABLISSEMENT DES RÉSULTATS ET BÉNÉFICES DU PROCESSUS DE VISIOCOMPARUTION (INDICATEURS DE GESTION)</li> </ul>
TABLE GOUVERNEMENTALE AUX AFFAIRES TERRITORIALES ET GOUVERNEMENTALES	TABLE AYANT POUR MISSION D'ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES DU QUÉBEC.	CHANTAL COUTURIER	4		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDD)	COMITÉ CONSEIL EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AUPRÈS DES MINISTÈRES OU ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. LE COMITÉ EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DD DU MDDELCC.	DANY BLANCHETTE	AUCUNE		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (SAIC)	LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL A POUR MANDAT D'IDENTIFIER DES SOLUTIONS VISANT À ÉLIMINER LES ENTRAVES CRÉÉES PAR LE CHEVAUCHEMENT DE CERTAINES COMPÉTENCES RELEVANT EXCLUSIVEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DE CELLES ATTRIBUÉES AU QUÉBEC OU DU MOINS À EN ATTÉNUER LES EFFETS NÉFASTES POUR LA PLANIFICATION TERRITORIALE DANS SON ENSEMBLE.	YAN PAQUETTE	4		FIN DES TRAVAUX. LE RAPPORT A ÉTÉ DÉPOSÉ.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE GOUVERNANCE RELATIF AU RÉSEAU MÉTROPOLITAIN (REM)	ASSURER LE SUIVI DES ENTENTES DEVANT ÊTRE CONCLUES DANS LE CADRE DU PROJET DE RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN.	YAN PAQUETTE	5		LE MJQ A PARTICIPÉ À 5 RENCONTRES. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES SERVICES COMMUNS GOUVERNEMENTAUX ET LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE DE SERVICES QUÉBEC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LES LIGNES DE PRESTATION ET LA CARTOGRAPHIE DES SERVICES	IDENTIFIER LES PRINCIPES DE PRESTATION DE SERVICES DE 1RE ET DE 2E LIGNES, ET DRESSER LE PORTRAIT DES CLIENTÈLES, DES MODES DE PRESTATION ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX AUPRÈS DES CITOYENS ET DES ENTREPRISES.	JACQUES VACHON	3		PARTICIPATION DU MJQ AUX TRAVAUX CONDUIT PAR SERVICES QUÉBEC.
COMITÉ CONSULTATIF PORTANT SUR LE REGROUPEMENT DES CRÉANCES DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	RÉVISER LES ACTIVITÉS DE RECOURVEMENT DE CRÉANCES DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE EN EXAMINANT NOTAMMENT L'OPPORTUNITÉ D'EN REVOIR L'ORGANISATION.	CHANTAL COUTURIER JACQUES VACHON	3		PARTICIPATION AUX TRAVAUX MENÉS PAR LE BUREAU DE RÉVISION PERMANENTES DES PROGRAMMES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. UN RAPPORT A ÉTÉ PRODUIT.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DOSSIER D'AFFAIRES DU SERVICE D'AUTHENTIFICATION GOUVERNEMENTALE	DÉTERMINATION DES EXIGENCES LIÉES AU SAG ET ÉTABLISSEMENT DU SCÉNARIO DE MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION CIBLE RETENUE.	MYRIAM CYR DANIEL TREMBLAY DOMINIQUE PELLETIER CAROLE FERRON			
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	CÉLINE HÉTU ÉLISABETH GEOFFROY ISABELLE GASSE			
COMITÉ SERVICE QUÉBEC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LES GRANDS REGISTRES DE L'ÉTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>PRÉPARER UN PLAN DE TRAVAIL EN VUE DE RÉALISER LE REGROUPEMENT DES GRANDS REGISTRES DE L'ÉTAT AU SEIN DE SERVICE QUÉBEC, SOUS LE NOM DE REGISTRE QUÉBEC;</li> <li>RÉALISER UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR FAIRE DÉCLARER LE MJQ PÔLE D'EXPERTISE EN MATIÈRE DE REGISTRES DE DROITS;</li> <li>METTRE EN RÉSEAU LES SIX REGISTRES DE DROITS DU MJQ ET CEUX DE SERVICE QUÉBEC.</li> </ul>	CHANTAL COUTURIER CÉLINE HÉTU ÉLISABETH GEOFFROY JULIEN RONDEAU-CROSS CHRISTINE LAVOIE	AUCUNE		

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES DONNÉES OUVERTES (SUPPORTÉ PAR LE COMITÉ DE COORDINATION)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DÉTERMINER LES ENGAGEMENTS ANNUELS DU MESI POUR L’OUVERTURE DES DONNÉES ET LA COLLABORATION AU PLAN D’ACTION POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR;</li> <li>• APPROUVER LE CADRE FORMEL POUR L’OUVERTURE DES DONNÉES AU MESI;</li> <li>• DÉTERMINER LES PRIORITÉS POUR L’OUVERTURE DES JEUX DE DONNÉES;</li> <li>• APPROUVER LES PROJETS D’OUVERTURE DE JEUX DE DONNÉES;</li> </ul>	JEAN-FRANÇOIS LORD (COMITÉ DIRECTEUR) / VÉRONIQUE DRAPEAU (COMITÉ DE COORDINATION)	3		UN PREMIER JEU DE DONNÉES SUR LES ZONES INDUSTRIALO-PORTUAIRES A ÉTÉ DIFFUSÉ LE 28 FÉVRIER 2018
GROUPE DE TRAVAIL SUR L’ÉCONOMIE COLLABORATIVE	LE GROUPE DE TRAVAIL AGIT EN APPUI AU GROUPE D’EXPERTS EXTERNES DONT LE MANDAT DONNÉ PAR LA MINISTRE DE L’ÉCONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE L’INNOVATION EST DE DÉPOSER UN RAPPORT FAISANT DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT EN LIEN AVEC L’ÉCONOMIE COLLABORATIVE	JULIE RENÉ	1		
SOUS-COMITÉ DE L’OSQ SUR L’ORGANISATION DU G7 DANS CHARLEVOIX	PLANIFIER LA RÉPONSE GOUVERNEMENTALE QUÉBÉCOISE ET LES DIVERS SOUTIENS POSSIBLES AU DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS DU G7 ET SE PRÉPARER À INTERVENIR SI LA SITUATION NÉCESSITE D’AUTRES MESURES EN MARGE DU SOMMET	CHANTAL COUTURIER MARJORIE FORGUES	8		<ul style="list-style-type: none"> <li>– ORGANISER LES ACTIVITÉS DU MJQ EN FONCTION DES INFORMATIONS RECUEILLIES PAR LE COMITÉ.</li> <li>– METTRE EN ŒUVRE LA RÉPONSE GOUVERNEMENTALE ET SOUTENIR LE BON DÉROULEMENT DES ACTIVITÉS</li> </ul>
CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES RÉGIONALES (CAR)	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES OU ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET LA COHÉRENCE DE LEURS ACTIONS À L’ÉCHELLE DE LA RÉGION, PARTICULIÈREMENT EN MATIÈRE D’OCCUPATION ET DE VITALITÉ DES TERRITOIRES (OVT)	DIRECTEURS RÉGIONAUX	N/D		PARTICIPATION DES DIRECTEURS RÉGIONAUX AUX CAR DE LEUR RÉGION
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D’ACTION SUR LE TROUBLE DU SPECTRE DE L’AUTISME 2017-2022	ASSURER LE SUIVI ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION	AUDREY TURMEL	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT,
GROUPE DE TRAVAIL - RÉFLEXION INTERMINISTÉRIELLE SUR LES CAMPS AUTOCHTONES SUR LE TERRITOIRE PUBLIC	RÉFLEXION INTERMINISTÉRIELLE SUR LA QUESTION DES CAMPS ÉRIGÉS PAR LES AUTOCHTONES SUR LE TERRITOIRE PUBLIC	ROSEMARIE FORTIER	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MERN, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS À LA MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	JADE CABANA RICHARD CARBONNEAU DELPHINE MATTE	1		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LE COMITÉ S'EST RÉUNI LORS D'APPELS D'OFFRES. LES PROJETS ONT ÉTÉ SÉLECTIONNÉS ET ANNONCÉS.
COMITÉ SUR LES SERVICES OFFERTS AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS LES CAVAC	REGROUPER LES DIRECTIONS CAVAC AYANT UNE CLIENTÈLE AUTOCHTONE URBAINE OU SUR COMMUNAUTÉ AUTOUR D'ENJEUX COMMUNS LIÉS AUX SERVICES AUX VICTIMES AUTOCHTONES; CE COMITÉ A POUR MANDAT DE COORDONNER LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES DANS LES CAVAC; DÉVELOPPER DE NOUVEAUX OUTILS ADAPTÉS À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA MARIE-ÈVE THÉRIAULT	AUCUNE		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, AUCUNE RENCONTRE DU COMITÉ N'A EU LIEU EN 2017-2018.
GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL - PROVINCIAL - TERRITORIAL SUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	REGROUPER LES DIFFÉRENTS REPRÉSENTANTS DES PROVINCES ET TERRITOIRES AUTOUR D'ENJEUX COMMUNS EN MATIÈRE DE VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR DE L'OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM) DE QUÉBEC	REGROUPER LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES DU PROJET SIAM AFIN DE DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS CONCERTÉE ET RÉPONDANT AUX PRÉOCCUPATIONS DE TOUS.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA	9		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR L'ACTION CONCERTÉE ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE.	REGROUPER DIFFÉRENTS PARTENAIRES TRAVAILLANT DE PRÈS À L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AINSI QU'À SA MISE À JOUR.	JADE CABANA	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE TAUX D'ALCOOLÉMIÉ ET LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES	LE MANDAT EST DE DOCUMENTER ET DE CONSEILLER LE GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DE : LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE SANCTION PÉNALE ADMINISTRATIVE; QUANT À L'ABAISSEMENT EN MATIÈRE CRIMINELLE DU TAUX DE 0.08 À 0.05 MG D'ALCOOL PAR 100 MG.	JOSÉE LEMIEUX	2		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA CRIMINALISATION DU VIH	CONSEILLER LES INSTANCES MINISTÉRIELLES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE SUR LES ARTICULATIONS DES POLITIQUES DE JUSTICE ET DE SANTÉ PUBLIQUE, À LA LUMIÈRE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES ET DES PRINCIPES LÉGAUX, AU SUJET DE LA CRIMINALISATION DE L'EXPOSITION AU VIH.	ANTHONY COTNOIR	4		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE COORDINATION OPÉRATIONNELLE CANNABIS	ÉLABORER DES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE CANNABIS. LES MEMBRES SONT DES POINTS D'ANCRAGE AU SEIN DES MINISTÈRES AFIN DE FAIRE REMONTER L'INFORMATION AUX MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR CANNABIS ET D'ASSURER LE SUIVI DES TÂCHES À EFFECTUER AU SEIN DE LEURS MINISTÈRES RESPECTIFS.	ANTHONY COTNOIR	10		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR CANNABIS	COMPOSÉ DE SOUS-MINISTRES, CE COMITÉ PREND POSITION SUR LES TRAVAUX PRÉSENTÉS PAR LE COMITÉ DE COORDINATION OPÉRATIONNELLE	YAN PAQUETTE	10		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSSS, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT CHAMBERLAND (PROTECTION DES SOURCES JOURNALISTIQUES)	PRÉPARATION DU PROJET DE LOI VISANT LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION 1 DE LA COMMISSION CHAMBERLAND	JOSÉE LEMIEUX HÉLÈNE MATHIEU GABRIEL TREMBLAY-PARENT	5		SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ D'ÉVALUATION PROCESSUS DE QUALIFICATION, AGENTE DE SECRÉTARIAT, CLASSE 1	LES OBJECTIFS DU COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE ÉTANT NOTAMMENT DE BIEN CONNAÎTRE LES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE À COUVRIR ET LES PROFILS RECHERCHÉS, AINSI QUE DE CHOISIR JUDICIEUSEMENT LES CRITÈRES PERMETTANT D'ÉVALUER LES CANDIDATS.	JULIE GÉLINAS	2		UNE BANQUE DE QUALIFICATION A ÉTÉ CRÉÉE
TABLE DE CONCERTATION EN STRATÉGIES D'ÉVALUATION	CETTE TABLE A POUR OBJECTIF D'ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE D'ÉVALUATION.	JULIE GÉLINAS	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
TABLE MO 4 MODES	DISCUSSIONS DES PROBLÉMATIQUES ET/OU AMÉLIORATIONS ET/OU PROCESSUS DANS EMPLOIS EN LIGNE	JULIE GÉLINAS SOPHIE BILODEAU CHANTALE VACHON	12		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE CONCERTATION EN RECRUTEMENT ET EN PROMOTION	LE COMITÉ CONSTITUE UNE TRIBUNE PERMETTANT AUX MEMBRES D'EXPRIMER LEUR POINT DE VUE ET DE FAIRE VALOIR LES DIFFÉRENTS ENJEUX CONCERNANT LA PROGRAMMATION INTERMINISTÉRIELLE ET MINISTÉRIELLE DES PROCESSUS DE QUALIFICATION EN RECRUTEMENT ET PROMOTION.	JULIE GÉLINAS	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE, CADRE JURIDIQUE, CLASSE 2	LES OBJECTIFS DU COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE ÉTANT NOTAMMENT DE BIEN CONNAÎTRE LES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE À COUVRIR ET LES PROFILS RECHERCHÉS, AINSI QUE DE CHOISIR JUDICIEUSEMENT LES CRITÈRES PERMETTANT D'ÉVALUER LES CANDIDATS.	JULIE GÉLINAS	5		UNE BANQUE DE QUALIFICATION A ÉTÉ CRÉÉE
COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE, AVOCAT/NOTAIRE	LES OBJECTIFS DU COMITÉ DE CONSTITUTION DE BANQUE ÉTANT NOTAMMENT DE BIEN CONNAÎTRE LES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE À COUVRIR ET LES PROFILS RECHERCHÉS, AINSI QUE DE CHOISIR JUDICIEUSEMENT LES CRITÈRES PERMETTANT D'ÉVALUER LES CANDIDATS.	JULIE GÉLINAS	1		UNE BANQUE DE QUALIFICATION A ÉTÉ CRÉÉE
COMITÉ SUR LA PROMOTION DES EMPLOIS	PROMOUVOIR LES EMPLOIS POUR LESQUELS DES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE ONT ÉTÉ DÉTERMINÉS AFIN D'ATTIRER ET DE RETENIR LES MEILLEURS CANDIDATS ET CANDIDATES ET PROMOUVOIR L'IMAGE D'UNE FONCTION PUBLIQUE RENOUVELÉE SELON LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	JULIE GÉLINAS	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI	ACCÈS À L'ÉGALITÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC POUR LES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	ÉMILIE DEMERS-ROY VIRGINIE NADEAU	2		PROJET DE RÉVISION DU PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC POUR LES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE	DISCUSSION ET ÉCHANGE PORTANT SUR LES GRANDS DOSSIERS EN GMO ET DE CEUX TRAITÉS AU SCT. PARTAGE DE L'OPTIMISATION DES FAÇONS DE FAIRE EN GMO .	JULIE HAMEL	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
TABLE SUIVI DES OPÉRATIONS RH	DISCUSSIONS EN LIEN AVEC LES OPÉRATIONS RH	CHANTALE VACHON	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DES HABILETÉS DE GESTION	PARTAGER DE CONNAISSANCES ET FAÇONS DE FAIRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES CADRES. PRÉSENTATIONS DES MINISTÈRES PAR THÉMATIQUES. PARTAGE DES BONNES PRATIQUES ET DES BONS COUPS. ÉCHANGE.	MÉLISSA LECLERC	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ CONSULTATIF DES SOLUTIONS D'AFFAIRES GOUVERNEMENTALES EN RESSOURCES HUMAINES	COMITÉ PERMANENT COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE MINISTÈRE ET ORGANISMES (MO*) ET DE MEMBRES DU CSPQ, AYANT POUR MANDAT DE : FORMULER DES AVIS ET RECOMMANDATIONS AU MOA RH, EN VUE DE PRISE DE DÉCISIONS RELATIVEMENT AUX PRIORITÉS DES DEMANDES D'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3. PARTAGER L'INFORMATION SUR L'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3 ET SUR LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS GOUVERNEMENTALES EN RH, NOTAMMENT DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE.	KARINE LAROCHELLE	8		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ DE COORDINATION DU RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	LE RÉSEAU A POUR MISSION DE REGROUPER LES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE ET LEURS REPRÉSENTANTS POUR FAVORISER ACTIVEMENT L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES CONFLITS ET DU HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	CHRISTIANE DAIGLE RÉMI ARCHAMBAULT	5		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ CONSULTATIF DU FDRH VOLET PMO ET GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE	COMITÉ DE TRAVAIL ET DE COLLABORATION EN MATIÈRE DE GESTION ET DE PLANIFICATION DE MAIN-D'ŒUVRE	DANY BLANCHETTE	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT



ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE  
AUCUN

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE. COMITÉ DES POLITIQUES ET DES RECHERCHES	PARTAGER DES INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN COURS ET LES ENJEUX ÉMERGENTS	ME CLAIRE BERNARD, DIRECTRICE ADJOINTE, RECHERCHE	AUCUNE		
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE. GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES (CDPH)	COORDONNER DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES POUR L’ADOPTION DE POSITIONS CONCERNANT LA CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES	ME CLAIRE BERNARD, DIRECTRICE ADJOINTE, RECHERCHE	AUCUNE		PUBLICATION D’UN RAPPORT DE SUIVI DE L’APPLICATION AU CANADA DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES PRÉVUE EN 2018-2019.
CHAIRE DE RECHERCHE SUR L’HOMOPHOBIE, UQAM	FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE, LES IMPACTS DES DISCRIMINATIONS ET DES DIFFÉRENTES FORMES D’EXCLUSION, DE DÉVALORISATION ET D’INFÉRIORISATION DE CES PERSONNES, AINSI QUE LES MOYENS DE LES CONTRER EFFICACEMENT	AURÉLIE LEBRUN, CHERCHEURE, RECHERCHE ME KARINA MONTMINY, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ CONJOINT CDPDJ-OPHQ-COPHAN-AQIS-AQRIPH SUR L’INCLUSION SCOLAIRE	ÉCHANGER DES INFORMATIONS CONCERNANT LE DOSSIER DE L’INCLUSION SCOLAIRE	DANIEL DUCHARME, CHERCHEUR, RECHERCHE JOHANNE MAGLOIRE, AGENTE D’ÉDUCATION-COOPÉRATION	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL PERMANENT SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES	ASSURER LA COORDINATION DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES	ME MARIE CARPENTIER, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	4 VISIOCONFÉRENCES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. RÉVISION DU MANDAT EN COURS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ POUR FAVORISER L'EMPLOI DURABLE DES PERSONNES JUDICIAIRISÉES	PROPOSER UNE STRATÉGIE ET DES OUTILS D'INFORMATION ET D'ÉDUCATION, AFIN DE FAVORISER L'EMPLOI DURABLE DES PERSONNES JUDICIAIRISÉES DANS LE RESPECT DES DROITS	ME CLAIRE BERNARD, DIRECTRICE ADJOINTE, RECHERCHE	AUCUNE		EN ATTENTE DES SUITES APRÈS LE DÉPÔT PAR LE COMITÉ CONSULTATIF POUR LA CLIENTÈLE JUDICIAIRISÉE ADULTE APRÈS DE LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN SEPTEMBRE 2017 DE L'AVIS INTITULÉ « LES PERSONNES JUDICIAIRISÉES, UN BASSIN DE TRAVAILLEURS POUR LE QUÉBEC » <a href="http://www.cccja.org/wp-content/uploads/2017/08/CCCJA-LES-PERSONNES-JUDICIAIRIS%C3%A9ES-UN-BASSIN-DE-TRAVAILLEURS-POUR-LE-QUEBEC-1.PDF">HTTP://WWW.CCCJA.ORG/WP-CONTENT/UPLOADS/2017/08/CCCJA-LES-PERSONNES-JUDICIAIRIS%C3%A9ES-UN-BASSIN-DE-TRAVAILLEURS-POUR-LE-QUEBEC-1.PDF</a>
COMITÉ SUR LE SECRET PROFESSIONNEL	ASSURER LE SUIVI DES PISTES DE SOLUTION RELATIVES AU SECRET PROFESSIONNEL FORMULÉES DANS LE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL VISANT À RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ DES PERSONNES AYANT RECOURS À UNE ASSISTANCE DANS LA GESTION DE LEURS BIENS	ME CLAIRE BERNARD, DIRECTRICE ADJOINTE, RECHERCHE	AUCUNE		LES TRAVAUX DU COMITÉ DEVAIENT SE TERMINER FIN 2012, MAIS ILS ONT ÉTÉ INTERROMPUS AU PRINTEMPS 2012, ÉTANT DONNÉ QUE L'AMF N'A PAS CONVOQUÉ DE RENCONTRE PAR LA SUITE.
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES AUX PERSONNES HANDICAPÉES	DRESSER UN PORTRAIT DE L'ACCESSIBILITÉ DES PETITS BÂTIMENTS NON-ASSUJETTIS AUX EXIGENCES D'ACCESSIBILITÉ DU CODE DE CONSTRUCTION OÙ SONT OFFERTS DES BIENS ET DES SERVICES COURANTS À LA POPULATION AU QUÉBEC, INCLUANT LES COMMERCES DE PROXIMITÉ, ET IDENTIFIER LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVÉ AINSI QUE DES PISTES DE SOLUTION	ME MICHÈLE TURENNE, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	1 VISTOCOCONFÉRENCE		DÉPÔT DU PREMIER RAPPORT D'ÉTAPE PAR L'OPHQ APRÈS DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE <a href="https://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre_documen_taire/etudes_analyses_et_rapports/rap_etape_travaux_accessibilite_commerces.pdf">HTTPS://WWW.OPHQ.GOUV.QC.CA/FILEADMIN/CENTRE_DOCUMEN_TAIRE/ETUDES_ANALYSES_ET_RAPPORTS/RAP_ETAPE_TRAVAUX_ACCESSIBILITE_COMMERCES.PDF</a> LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
OBSERVATOIRE SUR LES PROFILAGES (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRODUIRE DE NOUVELLES DONNÉES ET ANALYSES AFIN DE FOURNIR DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, JUDICIAIRES ET MÉDIATISTIQUES RÉCENTES SUR LE PHÉNOMÈNE DES PROFILAGES SOCIAL, RACIAL ET POLITIQUE	ME ÉVELYNE PEDNEAULT, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
PARTENARIAT DE RECHERCHE SUR LA RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES DES IMMIGRANTS FORMÉS À L'ÉTRANGER (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	ÉTUDIER LES PRATIQUES ET PROCÉDURES DE RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS PAR LES ORDRES PROFESSIONNELS AINSI QUE, LE CAS ÉCHÉANT, LES PRÉSCRIPTIONS DE FORMATIONS OU STAGES COMPLÉMENTAIRES, DANS UNE PERSPECTIVE DE RECHERCHE D'ÉQUILIBRE ENTRE LA PROTECTION DU PUBLIC ET LA PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS DES PROFESSIONNELS FORMÉS À L'ÉTRANGER	ME MARIE CARPENTIER, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	1 ET PARTICIPATION À UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE		ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE : <a href="http://paprica-droit.umontreal.ca/fr/conference-2017/">HTTP://PAPRICA-DROIT.UMONTREAL.CA/FR/CONFERENCE-2017/</a> TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
PARTENARIAT DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LEUR MISE EN ŒUVRE EN MATIÈRE DE RETOUR AU TRAVAIL APRÈS UNE LÉSION PROFESSIONNELLE CHEZ LES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES OU MOBILES (UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	Étudier l'efficacité des politiques publiques et du cadre juridique mis en place pour prévenir l'incapacité de travail et promouvoir le retour au travail des travailleuses et travailleurs les plus vulnérables ayant subi des blessures dans le cadre de leur travail	ME MARIE CARPENTIER, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	1		
PROJET DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (2016-2023) (UQAM)	Dresser un portrait quantitatif et qualitatif des parcours et des formes contemporaines d'inclusion/exclusion sociale vécus par des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans et queer (LGBTQ) résidant au Québec et réaliser une analyse critique des politiques publiques québécoises et canadiennes les concernant	AURÉLIE LEBRUN, CHERCHEURE, RECHERCHE ME KARINA MONTMINY, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	3		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL : PLAN D'ACTION SUR LA MALTRAITANCE DES AÎNÉS	Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental	ME CLAIRE BERNARD, DIRECTRICE ADJOINTE, RECHERCHE	1		PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES 2017-2022
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR SUR L'ENTENTE SOCIO-JUDICIAIRE (MALTRAITANCE DES AÎNÉS)	DÉTERMINER LES MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DE L'ENTENTE (PROJET-PILOTE MENÉ DANS LA MAURICIE) DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC	BRIGITTE LAGACÉ, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS	1		
COMITÉ DE SUIVI DE L'ÉTUDE MESURANT LES IMPACTS DE LA PRÉSENTE LOI SUR LA STABILITÉ ET LES CONDITIONS DE VIE DES ENFANTS (ART. 156.2 LPJ)	SUIVI DES ACTIVITÉS DU GROUPE DE RECHERCHE RÉALISANT LE RAPPORT	VÉRONIQUE NOËL, CHERCHEURE SOCIALE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DES DROITS DE LA JEUNESSE	2		EN 2020
PARTENAIRE DE L'ÉTUDE LONGITUDINALE SUR LE DEVENIR DES JEUNES PLACÉS AU QUÉBEC ET EN FRANCE	PARTICIPATION DE LA COMMISSION N'EST PAS ENCORE CLAIREMENT DÉFINIE. LA CHERCHEUSE VA ÉVENTUELLEMENT PARTICIPER AUX TRAVAUX DE RECHERCHE D'UN SOUS-COMITÉ SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LA JEUNESSE	VÉRONIQUE NOËL, CHERCHEURE SOCIALE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DES DROITS DE LA JEUNESSE	2		EN 2022

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES / CANADIAN COUNCIL OF CHILD AND YOUTH ADVOCATES	LE CCDEJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES ENFANTS DE L'ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX.	CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT MANDAT JEUNESSE, PRÉSIDENTE	3	3 886,69 \$	PRISE DE POSITIONS COMMUNES, TRAVAUX SUR LES ENJEUX TOUCHANT LES ENFANTS ET LES JEUNES DANS LES DIFFÉRENTES JURIDICTIONS (PAR EXEMPLE, LA PARTICIPATION DES JEUNES, L'ACCÈS À DES SERVICES EN SANTÉ MENTALE, LA SITUATION DES ENFANTS AUTOCHTONES ET LES JEUNES SOUS LA LSJPA)
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2017-2022	ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT PARTICIPATION À LA RÉALISATION COLLOQUE AUTOMNE 2018
COMITÉ AVISEUR - MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE SOCIOJUDICIAIRE CONCERNANT LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX ÂÎNÉS DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS	GERMAIN ROYER, BRIGITTE LAGACÉ, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS MURIELLE HUARD, DIRECTRICE –ADJOINTE – SERVICE ACCUEIL/ÉVALUATION	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT SIGNATURE DE L'ENTENTE CADRE NATIONALE
SOUS-COMITÉ RÔLE ET RESPONSABILITÉS POUR LE DÉPLOIEMENT DES ENTENTES SOCIOJUDICIAIRES	PARTICIPER AUX TRAVAUX LIÉS À LA CRÉATION DU GUIDE D'IMPLANTATION	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	3		TRAVAUX TERMINÉS PREMIÈRE VERSION DU GUIDE D'IMPLANTATION DEPUIS FÉVRIER 2018
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES ENTENTES SOCIOJUDICIAIRES	AGIR COMME PERSONNE RESSOURCE QUANT À LA COMPRÉHENSION DU MANDAT DE LA CDPDJ EN MATIÈRE D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	5		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE CONSULTATION MULTISECTORIELLE PROVINCIALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS	ÉQUIPE DE CONSULTATION QUI S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT AUX PROFESSIONNELS CONFRONTÉS À DES SITUATIONS COMPLEXES ET DIFFICILES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES AFIN D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	4		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT CRÉATION DE VIGNETTES CLINIQUE POUR OUTILLER LES INTERVENANTS
OBSERVATOIRE SUR LA FORMATION À LA DIVERSITÉ ET L'ÉQUITÉ (OFDE)	FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT L'ÉDUCATION AUX DROITS ET LIBERTÉS ET LE RACISME	JOHANNE MAGLOIRE, AGENTE D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	3		JOURNÉES D'ÉTUDES EN AVRIL ET WEBDOC À VENIR

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ D'ÉDUCATION DU PUBLIC ET DE L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MEMBRES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION AUX DROITS ET LIBERTÉS	JULIE DUMONTIER, AGENTE D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	5 PAR TÉLÉCONFÉRENCES		TRAVAUX EN COURS
GRUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL SUR LE SITE WEB DU CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ)	EXAMINER LE SITE DU CCDEJ ET FAIRE DES RECOMMANDATIONS POUR LE RENDRE PLUS DYNAMIQUE, À JOUR ET CONVIVIAL	SOPHIE AMBROSI, AGENTE D'INFORMATION-WEBMESTRE	3 PAR CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE		SITE WEB MODIFIÉ
COMITÉ D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DU PAM 2017-2022	ÉLABORER LES MESURES AU PLAN D'ACTION CONTRE LA MALTRAITANCE 2017-2022 ET EN ASSURER LE SUIVI	GENEVIÈVE DORAIS-BEAUREGARD, DIRECTRICE ADJOINTE, ÉDUCATION-COOPÉRATION ET COMMUNICATIONS BRIGITTE LAGACÉ, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DES DROITS	2 PAR TÉLÉCONFÉRENCE		PLAN D'ACTION LANCÉ ET PREMIÈRE REDDITION DE COMPTE EFFECTUÉE.
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC (FAQ) : COMITÉ CONSULTATIF – PROJET DE PRÉVENTION DE L'INTIMIDATION CHEZ LES JEUNES	CONTRIBUER AUX RÉFLEXIONS SUR LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DU PROJET, NOTAMMENT CELLES SUR LES DROITS DES PERSONNES AUTOCHTONES LGBTQI+/BISPRITUELLES	WIDIA LARIVIÈRE, AGENTE D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	4		CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE INCLUSIVE LGBTQI+/BISPRITUELLE AU SEIN DE FAQ CONTRIBUTION À L'ÉLABORATION DU CONTENU DE CAPSULES VIDÉO FAISANT LE PORTRAIT DE JEUNES MODÈLES AUTOCHTONES POSITIFS POUR LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION (LANCEMENT LE 25 AVRIL)
CIUSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL : COMITÉ CONSULTATIF POUR UN RAPPORT SUR LE PORTRAIT DE SANTÉ DES AUTOCHTONES À MONTRÉAL	PARTICIPER AUX RÉFLEXIONS SUR LE PORTRAIT DONT L'OBJECTIF EST DE DOCUMENTER L'ÉTAT DE SANTÉ DES AUTOCHTONES À MONTRÉAL AINSI QUE LES DÉTERMINANTS DE LA SANTÉ. PARMI LES SUJETS TRAITÉS : LES ENJEUX LIÉS À L'ACCÈS AUX SOINS ET SERVICES ET LES INÉGALITÉS SOCIALES DE SANTÉ ENTRE LES AUTOCHTONES À MONTRÉAL ET LA POPULATION NON AUTOCHTONE.	WIDIA LARIVIÈRE, AGENTE D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
ÉQUITAS : COMITÉ DES PROGRAMMES	SOUTENIR ET FAIRE PROGRESSER LE TRAVAIL D'ÉQUITAS EN TERMES D'ALIGNEMENT ENTRE LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES ET LES ACTIVITÉS DE PROGRAMMES DE L'ORGANISATION.	WIDIA LARIVIÈRE, AGENTE D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ MIXTE : DIVERSITÉ EN SÉCURITÉ INCENDIE AU QUÉBEC	FAVORISER LA DIVERSITÉ DANS LES SERVICES D'INCENDIE	NICOLE LAMBERT, COORDONNATRICE	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPLOYEURS DES CÉGÉPS ET DES COMMISSIONS SCOLAIRES	OUTILLER LES EMPLOYEURS	LISE SAVOIE, COORDONNATRICE	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
PARTENARIAT AVEC L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ)	STRATÉGIE NATIONALE POUR L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES 2018-2022	KARIMA MOKARRAM, CONSEILLÈRE EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	1		NOUVEAU PARTENARIAT – LES TRAVAUX DÉBUTENT

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRES DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
L'ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	MANDAT : ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLIQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	ME MARIE-CLAUDE MARCIL	5 PAR CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE		LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES EST TOUJOURS MEMBRE DE L'EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION ET A PARTICIPÉ À DES DISCUSSIONS RELATIVEMENT AU RÔLE DE CETTE DERNIÈRE.
FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS	COMITÉ MIS SUR PIED AFIN D'ASSURER LE SUIVI DU RAPPORT BOUCHARD.	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE JUSTICE QUÉBEC SUR LES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE	DISCUTER DES ENJEUX LIÉS AUX DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE, NOTAMMENT EN LIEN AVEC L'ARRÊT JORDAN.	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	ME RICHARD LA CHARITÉ	AUCUNE		CE RÉSEAU PERMET L'ÉCHANGE, AU BESOIN, DES PROBLÉMATIQUES TOUCHANT DES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES.	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE	JOANNE HERRON	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRES DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.	CETTE TABLE A POUR OBJECTIF D'ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.	ME RICHARD LA CHARITÉ ME ODETTE LEGENDRE	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ RÉGIONAL MIXTE DES REPRÉSENTANTS DE LA JUSTICE PÉNALE	FACILITER LA COMMUNICATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS PRATIQUES DANS LA GESTION DES DOSSIERS AVEC DES PARTENAIRES D'AUTRES MINISTÈRES DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA.	ME SONIA PAQUET	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
CONFÉRENCE POUR L’HARMONISATION DES LOIS AU CANADA (CHLC)	DISCUTER DES MODIFICATIONS À APPORTER AUX LOIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.	ME ISABELLE DORAY ME CHLOÉ ROUSSELLE	1 RENCONTRE EN PERSONNE  UNE DIZAINE DE CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES.		À LA RÉUNION D’AOÛT 2017, LES ADMINISTRATIONS ONT SOUMIS VINGT-SEPT RÉOLUTIONS POUR EXAMEN : QUATRE ONT ÉTÉ RETIRÉES, NEUF ONT ÉTÉ ADOPTÉES SANS MODIFICATION, QUATORZE ONT ÉTÉ ADOPTÉS APRÈS MODIFICATION, DONT CELLE DU QUÉBEC.  LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. LA RENCONTRE CENTENAIRE DE LA CHLC EST PRÉVUE EN AOÛT 2018, À QUÉBEC.
GROUPE DE TRAVAIL SUR L’ARTICLE 490 DU CODE CRIMINEL (SECTION PÉNALE)	EXAMINER L’ARTICLE 490 DU CODE CRIMINEL EN VUE DE RÉFORMER LE RÉGIME DE DÉTENTION DES BIENS SAISIS.	ME ISABELLE DORAY	CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL SUR L’ARTICLE 9 DE LA LOI SUR LA PREUVE AU CANADA (SECTION PÉNALE)	RÉVISER L’ARTICLE 9 DE LA LOI SUR LA PREUVE AU CANADA EN VUE D’UNE ÉVENTUELLE RÉFORME DU DROIT DE LA PREUVE DANS LES INSTANCES PÉNALES, RELATIVEMENT À LA CAPACITÉ D’UNE PARTIE DE CONFRONTER ET D’INTERROGER SES PROPRES TÉMOINS.	ME ISABELLE DORAY	CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL CHLC SUR LES TÉLÉMANDATS	EXAMINER DES QUESTIONS RELATIVES AUX TÉLÉMANDATS.	ME ANDRÉ BROCHU	CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES		LE GROUPE DE TRAVAIL S’ATTEND À PRÉSENTER SON RAPPORT FINAL À LA RÉUNION DE 2018 DE LA SECTION PÉNALE.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES - JUSTICE PÉNALE	AGIR À TITRE DE PRINCIPAL INSTRUMENT DE LA COLLABORATION ET D'ÉCHANGES ENTRE FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX (FPT) RELATIVEMENT AUX QUESTIONS DE JUSTICE PÉNALE. LE CCHF FONCTIONNE EN MODE PLÉNIER, ORIENTE LE TRAVAIL DES DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL CCHF, DISCUTE DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ENVISAGÉES ET ÉCHANGE SUR D'AUTRES ENJEUX DE JUSTICE PÉNALE.	ME CHLOÉ ROUSSELLE	1 RENCONTRE EN PERSONNE ET UNE DIZAINE DE CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES  EN INCLUANT LES GROUPES DE TRAVAIL DU CCHF – JUSTICE PÉNALE, UNE TRENTAINE DE CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES.		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.  LA PROCHAINE RENCONTRE EN PERSONNE DU CCHF – JUSTICE PÉNALE EST PRÉVUE EN AVRIL 2018.
COMITÉ FPT DES CHEFS DES POURSUITES PÉNALES	ABORDER UNE VASTE GAMME DE QUESTIONS JURIDIQUES ET OPÉRATIONNELLES LIÉES AUX POURSUITES, RELEVER LES DOMAINES PRÉSENTANT UN INTÉRÊT QUI SE PRÊTERAIENT À DES ÉCHANGES QUANT AUX PRATIQUES EXEMPLAIRES ET SERVIR DE TRIBUNE POUR LE PARTAGE DE RENSEIGNEMENTS ENTRE DES PROFESSIONNELS D'EXPÉRIENCE.	ME ANNICK MURPHY ME SONIA PAQUET	2 RENCONTRES EN PERSONNE ET QUELQUES CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS	COMITÉ MIS SUR PIED AFIN D'ASSURER LE SUIVI DU RAPPORT BOUGHARD.	ME ANNICK MURPHY ME VINCENT MARTINBEAULT	1 RENCONTRE PAR ANNÉE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL DU FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS	GROUPE DE TRAVAIL PRÉPARANT LES RENCONTRES DU FORUM DE DISCUSSION.	ME SOPHIE DELISLE ME JOANNE MARCEAU ME JOSÉE GRANCHAMP	1 OU 2 RENCONTRES PAR ANNÉE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR INTERSECTORIEL CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (CSIAM)	CRÉATION ET MISE EN PLACE D'UNE OFFRE DE SERVICES MULTIDISCIPLINAIRES INTÉGRÉS DANS UN SEUL LIEU POUR LES ENFANTS VICTIMES D'ABUS PHYSIQUES, SEXUELS OU DE MALTRAITANCE ET LEURS PARENTS, PAR LES M/O PARTENAIRES DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES AUX PRISES AVEC CES PROBLÉMATIQUES.	MES CLAUDINE LAURIN, NADINE DUBOIS, CARMEN RIOUX	8		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. L'OUVERTURE DU CSIAM EST PROJETÉE POUR LE PRINTEMPS 2018.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂNÉES (PAM)	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS LE NOUVEAU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂNÉES.	ME CLAUDINE LAURIN	AUCUNE		LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂNÉES 2017-2022 A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 15 JUIN 2017.



Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2017-2018	Budget	Résultats atteints
Comité de suivi du Plan d’action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées (PAM)	Élaborer le nouveau Plan d’action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées.	ME MAYA DUCASSE-HATHI (JUSQU’EN NOVEMBRE 2017) ME GENEVIÈVE BÉDARD	1		LE PLAN D’ACTION EST DÉSORMAIS TERMINÉ ET PUBLIÉ, IL A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 15 JUIN 2017. LES TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES 2017-2022 SE POURSUIVENT.
Comité national directeur du projet provincial d’entente pour la mise en place d’une procédure d’intervention sociojudiciaire concernant les formes criminelles et pénales de maltraitance envers les personnes âgées	Développer une approche gouvernementale cohérente vis-à-vis l’implantation du projet d’entente relative aux personnes âgées dans chacune des régions du Québec.	ME CLAUDINE LAURIN	1		COLLABORATION À L’ÉLABORATION DE L’ENTENTE-CADRE ET SIGNATURE DE L’ENTENTE LE 7 FÉVRIER 2018. PROCESSUS D’IMPLANTATION EN COURS DE RÉALISATION DANS LES RÉGIONS SUIVANTES : MONTRÉAL, CAPITALE-NATIONALE, LAVAL, CHAUDIÈRE-APPALACHES, ESTRIE ET SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN EN 2017-2018. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
Comité aviseur du projet provincial d’entente pour la mise en place d’une procédure d’intervention sociojudiciaire concernant les formes criminelles et pénales de maltraitance envers les personnes âgées	Assurer la coordination de l’implantation du projet d’entente sociojudiciaire relative aux personnes âgées dans les différentes régions : conseiller, voire proposer au comité national directeur, une stratégie d’implantation et de suivi du projet; transmettre aux membres du comité national directeur toute l’information pertinente en lien avec le projet; soutenir l’implantation du projet et veiller à son bon déroulement dans les différentes régions; développer les outils nécessaires à l’implantation nationale du projet; rendre compte des progrès du projet auprès des membres des comités directeurs et régionaux et produire un bilan annuel de l’implantation du projet au plan provincial.	ME MAYA DUCASSE-HATHI (JUSQU’À L’AUTOMNE 2017), MME ÉMILIE VAILLANCOURT (JUSQU’À L’AUTOMNE 2017) ME GENEVIÈVE BÉDARD	1		DES REPRÉSENTANTS DES ORGANISMES PARTENAIRES ONT ÉTÉ DÉSIGNÉS POUR IMPLANTER L’ENTENTE DANS LEURS RÉGIONS RESPECTIVES. D’AUTRES TRAVAUX TOUCHANT LES PROCHAINES RÉGIONS VISEES SONT EN COURS DE RÉALISATIONS DANS LES RÉGIONS SUIVANTES : BAS ST-LAURENT, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES ET MONTÉRÉGIE.
Comité des responsables nationaux de l’entente multisectorielle relative aux enfants victimes d’abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d’absence de soin menaçant leur santé physique	Assurer le suivi de l’application de l’entente multisectorielle relative aux enfants victimes d’abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d’absence de soin menaçant leur santé physique; par tous les partenaires concernés.	ME CARMEN RIOUX	7		DES TRAVAUX SONT PRÉSENTEMENT EN COURS VISANT À ASSURER LA MISE À JOUR DU TEXTE DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE. CES TRAVAUX SE POURSUIVRONT EN 2018-2019.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS D'ENFANTS	ÉTUDE SYSTÉMATIQUE DES CAS DE DÉCÈS D'ENFANTS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER EN VUE DE DÉGAGER DES CONSTATS ET ENJEUX SYSTÉMIQUES  S'ASSURER DE L'EXISTENCE ET DE L'UTILISATION APPROPRIÉE DES OUTILS, PROTOCOLES ET MÉTHODES D'ENQUÊTE DES DÉCÈS D'ENFANTS  ÉCLAIRER LE CORONER INVESTIGATEUR SUR DES QUESTIONS SPÉCIFIQUES  PROMOUVOIR DES PRATIQUES EXEMPLAIRES	ME CARMEN RIOUX (EN REMPLACEMENT DE ME ANA-MARINA IONESCU DEPUIS L'AUTOMNE 2017)	4		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES	PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE, DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES.	ME ANNICK MURPHY ME CLAUDINE LAURIN	1		DÉPÔT DU BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE LE 16 FÉVRIER 2018.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE. IL RELÈVE DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES.	ME CARMEN RIOUX (VIOLENCES SEXUELLES) ME GENEVIÈVE BÉDARD (VIOLENCE FAMILIALE ET CONJUGALE)	1		REDDITION DE COMPTE ANNUELLE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. LANCEMENT DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES À L'AUTOMNE 2016.  ÉLABORATION DU NOUVEAU PLAN D'ACTION 2018-2013 EN VIOLENCE CONJUGALE.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS LIÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE	<p>RELEVANT DU CORONER EN CHEF, LE COMITÉ EXERCE TROIS RÔLES EN REGARD DES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ LE COMITÉ PROCÈDE À L'ÉTUDE D'UN CERTAIN NOMBRE DE CAS DE DÉCÈS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER ET POUR LESQUELS LE CORONER A TERMINÉ SON INVESTIGATION;</li> <li>➤ LORS DE L'INVESTIGATION D'UN DÉCÈS SURVENU DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE, LE COMITÉ FOURNIT, À LA DEMANDE EXPRESSE DU CORONER INVESTIGATEUR, DES CONSEILS POUR ÉCLAIRER CE DERNIER SUR DES QUESTIONS SPÉCIFIQUES OU POUR L'AIDER À FORMULER DES RECOMMANDATIONS PERTINENTES.</li> </ul> <p>SI UNE EXPERTISE PLUS ÉTOFFÉE EST REQUISE, LE COMITÉ POURRA CIBLER UN MEMBRE OU UN EXPERT EXTERNE. DANS CE CAS, L'EXPERT SERA RÉMUNÉRÉ SELON LES TARIFS GOUVERNEMENTAUX, LE CAS ÉCHÉANT.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ LE COMITÉ CONSTITUE UN FORUM DE DISCUSSION POUR LE PARTAGE DES CONNAISSANCES EN LIEN AVEC LES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. À CE TITRE, IL CONTRIBUE À : BONIFIER, AU BESOIN, LES PRATIQUES, LES PROTOCOLES ET LES POLITIQUES INTERNES DES ORGANISMES EN CAUSE.</li> </ul>	ME GENEVIÈVE BÉDARD	ENVIRON 8		DÉBUT DES TRAVAUX LE 12 JANVIER 2018.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	<p>COLLABORER À L'ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION.</p>	ME CHLOÉ ROUSSELLE	AUCUNE		<p>SUIVI SEMESTRIEL ET REDDITION DE COMPTE DE LA STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC 2016-2021.</p> <p>PUBLICATION D'UNE MANCHETTE INTRANET CONCERNANT LA SEMAINE QUÉBÉCOISE DES RENCONTRES INTERMINISTÉRIELLES (OCTOBRE 2017).</p>
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC	<p>RÉALISER LA MESURE 38.2 CONCERNANT LA SÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC. PARTICIPER AUX TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION DE LA NOUVELLE POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC.</p>	ME JOANNE MARCEAU ME SONIA PAQUET	AUCUNE		<p>PARTICIPATION À LA JOURNÉE DE CONSULTATION SUR LA NOUVELLE POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC, LE DIMANCHE 2 OCTOBRE 2016. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.</p>

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.	ME SONIA PAQUET	1		
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL (PTTCQ-MTL)	VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCQ-MTL.	ME ANNICK MURPHY ME SONIA PAQUET (SONIA PAQUET POUR L'ANNÉE 2017-18, MAIS SERA REMPLACÉ PAR ME MARTINE BÉRUBÉ POUR LA PROCHAINE ANNÉE)	2		DISCUSSIONS EN COURS VISANT À ÉTENDRE LE PROGRAMME DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES.
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	ME ANNICK MURPHY ME MICHEL GREENE (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2017) ME MARTINE BÉRUBÉ (DEPUIS SEPTEMBRE 2017)	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	LA TABLE ASSURE LA PLANIFICATION ET LA RÉALISATION DES TRAVAUX INHÉRENTS À LA POLITIQUE NATIONALE DE LUTTE À L'ITTINÉRANCE ET AU PLAN D'ACTION QUI EN DÉCOULERA SOUS LA COORDINATION DU MSSS.	ME MICHEL GREENE (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2017) ME MARTINE BÉRUBÉ (DEPUIS SEPTEMBRE 2017)	AUCUNE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. CRÉATION DE PLUSIEURS PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE DANS LA PROVINCE.
RÉSEAU D'ALERTE GOUVERNEMENTAL (CERT/AQ)	PLATEFORME DE PARTAGE DE L'INFORMATION ENTRE LES COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS.	M. DOMINIC SAINDON	25		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L'ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L'ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D'ÉTHIQUE.	ME CLAUDINE LAURIN ME MELISSA-ANN MCFARLAND	AUCUNE RENCONTRE. FORMATIONS OFFERTES AU RÉSEAU. CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL		CE RÉSEAU PERMET L'ÉCHANGE, AU BESOIN, DES PROBLÉMATIQUES TOUCHANT DES QUESTIONS ÉTHIQUES.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	ME MELISSA-ANN MCFARLAND	AUCUNE RENCONTRE, CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL.		CE RÉSEAU PERMET L'ÉCHANGE, AU BESOIN, DES PROBLÉMATIQUES TOUCHANT DES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.	ME JEAN CARON	AUCUNE		AUCUNE MESURE DU PLAN D'ACTION 2015-2018 N'IMPLIQUE LE DPCP.
SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU VOLET AUTOCHTONE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE	IL RELÈVE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE.	ME CHLOÉ ROUSSELLE ME GENEVIÈVE BÉDARD	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT SUR LES INSPECTIONS ET LES ENQUÊTES	EFFECTUER UN SUIVI SERRÉ DE TOUTE LA JURISPRUDENCE SUR LES INSPECTIONS ET LES PERQUISITIONS. CETTE TABLE S'INSCRIT DANS LE CONTEXTE DU PERFECTIONNEMENT DES JURISTES EN MATIÈRE D'INSPECTIONS ET D'ENQUÊTES.	ME KATHY BERGERON ME JULIE NADEAU	AUCUNE		REVUE DE LA JURISPRUDENCE PERTINENTE RENDUE EN COURS D'ANNÉE.
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	M. DENIS GERMAIN	AUCUNE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, CORRECTIONNELS ET JUDICIAIRES ET REFLÉTER LA VOLONTÉ, DE LA PART DES MILIEUX AUTOCHTONES, DE SE PRENDRE EN CHARGE.	ME MARIE-CHANTAL BRASSARD ME CHLOÉ ROUSSEL	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ FPT- COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES-JUSTICE APPLICABLES AUX JEUNES	DISCUSSIONS ET ARRIMAGES ENTRE LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL, DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES SUR DIFFÉRENTS THÈMES JURIDIQUES EN LIEN AVEC LA JEUNESSE. PERMET AINSI D'ASSURER UN DIALOGUE PERMANENT EN CE QUI CONCERNE LES DIVERS POLITIQUES ET PROGRAMMES EN LA MATIÈRE.	ME ÉRIC BEAUPARLANT	UNE RENCONTRE ANNUELLE ET DES CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES TRIMESTRIELLES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2017-2018	Budget	Résultats atteints
Comité intersectoriel sur l'application de la loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Favoriser la concertation des intervenants en matière de justice criminelle pour les mineurs et faire le suivi de l'application de la LSJPA au niveau provincial.	Me Éric Beuparlant	1		Mise en place du comité de suivi sur l'application du programme de sanctions extrajudiciaires (PSE) afin d'analyser le nouveau programme de sanction. Les travaux se poursuivent.
Sous-comité de suivi sur l'application du programme de sanction extrajudiciaire relevant du comité intersectoriel	S'assurer que les principes et objectifs du nouveau programme de sanction extrajudiciaire sont respectés et favoriser un partenariat avec toutes les organisations les mettant en application.	Me Éric Beuparlant	6 rencontres à venir (aucune rencontre n'a eu lieu depuis la création du sous-comité compte tenu de la grève des juristes de l'État)		Travaux débuteront dans la prochaine année financière.
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire (TPCVJMS)	Consultations et réflexions communes de différents intervenants qui œuvrent auprès des jeunes pour le suivi du plan d'action concerté de lutte contre l'intimidation.	Me Éric Beuparlant	3		Travaux complétés en ce qui concerne la révision du cadre de référence – présence policière en milieu scolaire. Les travaux se poursuivent.
Comité stratégique accès construction	Repositionner accès construction. Entériner les actions du comité directeur et des comités ad hoc.	Me Karen Bédard	Aucune		Les travaux se poursuivent.
Comité directeur accès construction et ses sous-comités	Contribuer, par des actions concertées, à accroître la conformité des entrepreneurs, des employeurs et des travailleurs du secteur de la construction à l'égard des diverses obligations légales auxquelles ils sont assujettis.	Me Karen Bédard Me Marie-Pier Champagne	2		Les travaux se poursuivent.
Comité accès alcool	Définir les politiques d'inspection et de poursuite quant aux lois relatives aux boissons alcooliques et en assurer le suivi.	Me Étienne Proteau	2		Les travaux se poursuivent.
Comité de gestion de l'entente interprovinciale sur la criminalité organisée	Collaborer aux efforts des parties à l'entente en vue de la prévention du crime et la poursuite efficace des infractions commises par le crime organisé.	Me Sabin Ouellet	Aucune		Les travaux se poursuivent.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
REGROUPEMENT DES POURSUIVANTS EN MATIÈRE DE CRIMES ÉCONOMIQUES ET DE FRAUDES EN VALEURS MOBILIÈRES (AFFILIATION/ÉCONOCRIME.CA)	OPTIMISER L'UTILISATION DU PROCESSUS CRIMINEL EN MATIÈRE DE CRIMES ÉCONOMIQUES ET DE FRAUDES EN VALEURS MOBILIÈRES.	ME MILEYNE GRÉGOIRE	AUCUNE		LES TRAVAUX DEVRAIENT ÊTRE RELANCÉS À L'AUTOMNE 2018.
SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE (NATIONAL FLAGGING SYSTEM)	IDENTIFIER LES CONTREVENANTS QUI POURRAIENT ÉVENTUELLEMENT ÊTRE DÉCLARÉS DÉLINQUANTS DANGEREUX OU À CONTRÔLER, ASSURER UN SUIVI ET UNE UNIFORMITÉ ENTRE LES PROVINCES EN MATIÈRE DE TRAITEMENT DE DÉLINQUANTS À HAUT RISQUE, COORDONNER LES TRANSFERTS PROVINCIAUX DE DÉLINQUANTS À HAUT RISQUE DÉTENUS OU EN LIBERTÉ ET ÉCHANGER DE L'INFORMATION AU SUJET DE CES DÉLINQUANTS.	ME JACQUES BLAIS ME SARAH TRIDI	1 RENCONTRE 2 CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET	OFFRIR UN SUPPORT AUX PROCUREURS DE LEUR BUREAU RESPECTIF EN CE DOMAINE ET AU BESOIN DE CONSULTER OU D'INFORMER LA COORDONNATRICE PROVINCIALE DE TOUTE SITUATION POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR LA PRATIQUE QUOTIDIENNE OU AYANT UN INTÉRÊT PROVINCIAL. ILS AGISSENT ÉGALEMENT À TITRE D'INTERLOCUTEURS AUPRÈS DES CORPS POLICIERS CHARGÉS DES ENQUÊTES EN MATIÈRE D'ESEI ET FOURNIRONT DES CONSEILS JURIDIQUES À CES DERNIERS.  COORDONNER LES POURSUITES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET ET ASSURER LE PARTAGE SYSTÉMATIQUE D'INFORMATION ET D'EXPERTISE PAR LE COMITÉ DE CONCERTATION DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET.	ENTRE LE 1ER AVRIL 2017 ET LE 17 MAI 2017  ME SÉBASTIEN BERGERON- GUYARD (COORDONNATEUR PROVINCIAL)  ME LILI-PIERRE TROTTIER-LAPOINTE ME CARMEN RIOUX ME KARINE DESTREMPES ME MANON GAUDREAU ME MARIE-HÉLÈNE MAGNAN ME AMÉLIE RIVARD ME MICHEL BÉRUBÉ ME JEAN-MARC POIRIER ME MÉLANIE GAGNÉ ME NATHALIE LEGAULT RÉPONDANT(E)S	4 CYBER- RENCONTRES WEBEX 1 RÉUNION DE DEUX JOURS		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
		<p>ENTRE LE 17 MAI 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018</p> <p>ME NATHALIE LEGAULT (COORDONNATRICE PROVINCIALE)</p> <p>ME LILI-PIERRE TROTTIER-LAPOINTE</p> <p>ME ANN ELLEFSEN-TREMBLAY</p> <p>ME CARMEN RIOUX</p> <p>ME KARINE DESTREMPES</p> <p>ME MANON GAUDREAU</p> <p>ME MARIE-HÉLÈNE MAGNAN</p> <p>ME AMÉLIE RIVARD</p> <p>ME VALÉRIE LAHAIE</p> <p>ME JEAN-MARC POIRIER</p> <p>ME MÉLANIE GAGNÉ</p> <p>ME JOANNY HOUDE ST-PIERRE</p> <p>ME JULIE PELLETIER</p> <p>RÉPONDANT(E)S</p>			
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT EN LÉGISLATION	EFFECTUER DES ÉCHANGES SUR DIVERS SUJETS TOUCHANT LA LÉGISLATION.	ME JULIE NADEAU	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PERMANENT CONJOINT DE LIAISON ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	S'ASSURER QUE LES DOSSIERS SOULEVANT DES QUESTIONS JURIDIQUES D'INTÉRÊT COMMUN REÇOIVENT UN TRAITEMENT APPROPRIÉ.	ME PATRICK MICHÈL ME ANA MARINA IONESCU	2		L'ÉLABORATION DU MANDAT DU COMITÉ, DE SES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT ET DE SA COMPOSITION, AINSI QUE L'ÉLABORATION D'UN REGISTRE DES DÉCISIONS PRISES PAR L'ANCIEN COMITÉ DE LIAISON MJQ-DPCP. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES CAMÉRAS CORPORELLES DES POLICIERS	ÉVALUER LES ASPECTS TECHNIQUES ET JURIDIQUES ENTOURANT LA POSSIBILITÉ D'ÉQUIPER LES POLICIERS D'UNE CAMÉRA CORPORELLE PERMETTANT AINSI D'ENREGISTRER LEURS INTERVENTIONS.	ME JACQUES BLAIS ME NICOLAS ABRAN ME KATHY BERGERON	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.



Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2017-2018	Budget	Résultats atteints
Comité de coordination Appareils de Contrôle Automatisé (Cinémètres Photographiques et Caméras aux feux rouges)	Effectuer le suivi du déploiement des appareils et les modalités d'utilisation de ceux-ci.	ME KATHY BERGERON ME KAREN BÉDARD	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
Comité sur l'accélération des audiences en matière criminelle et pénale	Examiner la situation et trouver des solutions pour accélérer le traitement des dossiers en matière criminelle et pénale	ME KAREN BÉDARD ME JACQUES BLAIS	9		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
Sous-comité de travail en lien avec l'arrêt Jordan – Traitement des dossiers en matière pénale	Réviser différents processus et proposer des solutions pour accélérer le traitement des dossiers en matière pénale.	ME KATHY BERGERON MME MARIE-CLAUDE HAMEL	1		
Tactique Accès Tabac	Lutte à la contrebande de tabac, établir les meilleures pratiques entre les différents partenaires. Supervisé par le ministère de la Sécurité Publique, ce comité siège deux fois par année et il est composé de représentants d'organismes publics œuvrant à la lutte à la contrebande de tabac. Il permet d'échanger sur les meilleures pratiques et de cibler des phénomènes émergents.	ME PAUL J. MERCIER	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
Comité de planification et de suivi concernant les crimes financiers à incidence fiscale-ACCEF	Assurer la réalisation des travaux approuvés par le comité stratégique.  Identifier les grands axes d'intervention des unités d'enquête, s'assurer de leur mise en oeuvre et rendre des comptes au comité stratégique.	ME MICHEL GREENE ME PAUL J. MERCIER	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
Comité tactique AMF-RQ-SQ	Assurer la coordination des opérations policières en matière de fraude fiscale en partenariat avec RQ et l'AMF.	ME PAUL J. MERCIER	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2017-2018	Budget	Résultats atteints
Comité directeur de l'AMF	Assurer la coordination des opérations et déterminer l'orientation des dossiers en matière de crimes commis sur les marchés financiers.  Ce comité sert surtout à faire un suivi sur les dossiers en cours et ceux à venir.	ME PAUL J. MERCIER	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
Comité sur les taux d'alcoolémie et les sanctions administratives	Examiner les possibilités afin d'implanter les sanctions administratives pour les infractions relatives à la conduite avec facultés affaiblies.	ME KATHY BERGERON	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
Comité central du plan de lutte contre l'intimidation des intervenants du système judiciaire	Comité assurant le partage d'information et des meilleures pratiques en matière d'intimidation des intervenants du système judiciaire, suivant le plan de lutte à l'intimidation mis sur pied en 2001.  La coordination du comité est effectuée par la sûreté du Québec, section menace extrémiste	ME JACQUES BLAIS ME JEAN CARON SYLVAIN CHABOT ET PATRICK DUBÉ	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
NATIVE Round Table	Visant à rapprocher et harmoniser la communauté judiciaire autochtone d'Akwesasne dans le district de Beauharnois (Valleyfield).	ME PIERRE-OLIVIER GAGNON	4		APPORTER LES MODIFICATIONS SUR LES FAÇONS DE FAIRE. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
Prévention des homicides intrafamiliaux (PHARE)	Prévention des homicides intrafamiliaux par des actions rapides et engagées.	ME PIERRE-OLIVIER GAGNON	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT EN CONTINU.
Réseau des partenaires contre la violence faite aux femmes	Prévention de la violence faite aux femmes.	ME PIERRE-OLIVIER GAGNON	4		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GESTE Comité directeur / stratégique	Ce comité vise à déterminer les orientations stratégiques globales du projet Geste et faire le suivi de son développement	ME VINCENT MARTINBEAULT M. DENIS GERMAIN MME JACYNTHÉ FORTIN ME FRANÇOIS SÉNÉCHAL (AVR 17 – JANV 18) MME CLAUDIE LAMOUREUX (DEPUIS NOVEMBRE 2017)	2		LES TRAVAUX DU COMITÉ ONT DÙ ÊTRE SUSPENDUS. LE TOUT DEVRAIT REPRENDRE EN AVRIL 2018.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
GESTE COMITÉ PARTENAIRES (MSP— SERVICES DE POLICE HAUTE- DIRECTION)	CE COMITÉ A POUR OBJECTIF DE PARTAGER LES ÉCUEILS, LES ENJEUX ORGANISATIONNELS, D’INFORMER LES PARTENAIRES DE L’AVANCÉE DES TRAVAUX ET TROUVER DES SOLUTIONS AUX DIFFICULTÉS RENCONTRÉES AFIN DE RESPECTER LA MISSION DE CHACUN.	ME VINCENT MARTINBEAULT ME FRANÇOIS SÉNÉCHAL (AVR 17 – JANV 18) MME JACYNTHÉ FORTIN (DEPUIS DÉCEMBRE 2017)	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GESTE COMITÉ DE GESTION	CE COMITÉ OPÉRATIONNEL PREND LES DÉCISIONS TACTIQUES ET OPÉRATIONNELLES DU PROJET GESTE.	MME JACYNTHÉ FORTIN ME FRANÇOIS SÉNÉCHAL (AVR 17 – JANV 18)	16		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

**FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**  
AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRES DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L’ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L’ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L’ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D’ÉTHIQUE.	ME JULIE BARIL	AUCUNE RENCONTRE, CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL		CE RÉSEAU PERMET L’ÉCHANGE, AU BESOIN, SUR DES PROBLÉMATIQUES TOUCHANT DES QUESTIONS ÉTHIQUES
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L’ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L’ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	ME JULIE BARIL	AUCUNE RENCONTRE, CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL		CE RÉSEAU PERMET L’ÉCHANGE, AU BESOIN, SUR DES PROBLÉMATIQUES TOUCHANT DES QUESTIONS RELATIVES À L’ACCÈS À L’INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L’APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE	ME JULIE BARIL	2 RÉUNIONS		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRES DE RENCONTRES 2017-2018	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE BIEN AIGUILLER LE CITOYEN SUR LES SERVICES QUI S'OFFRENT À LUI (« NO WRONG DOOR »)	ME NATALIE LEJEUNE	3 RENCONTRES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DE MODERNISATION DE LA JUSTICE	MODERNISER LA JUSTICE QUÉBÉCOISE. IL S'AGIT D'UN FORUM D'ÉCHANGES DE SOLUTIONS ET D'IDÉES POUR ÉVITER LE TRAVAIL EN SILOS	ME JULIE BARIL DANIEL GAUDREAU LT	1 RENCONTRE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR DE RÉFLEXION SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	POURSUIVRE LA RÉFLEXION POUR AMÉLIORER L'OFFRE DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	ME NATALIE LEJEUNE	3 RENCONTRES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE INTERSECTORIELLE DE PSYCHIATRIE LÉGALE DE MONTRÉAL	SE PENCHER SUR LES PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE PSYCHIATRIE LÉGALE DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL	ME GISEÈLE LACASSE	1 RENCONTRE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

**P.8 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES -PROVINCIALES -TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS -MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2017-2018. INDIQUER, POUR CHACUNE :**

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);
- F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2017-2018.

<b>MINISTÈRE</b>			
------------------	--	--	--

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
28 AVRIL 2017	GATINEAU / QUÉBEC	STÉPHANIE VALLÉE, FRANCE LYNCH, DENIS MARSOLAIS, TAMARA DAVIS, ISABELLE MARIER ST-ONGE	2 765,25 \$
19 AU 21 JUIN 2017	FRÉDÉRICTON / NOUVEAU-BRUNSWICK	FRANCE LYNCH, ÉLISE LABRECQUE	1 702,69 \$
11 AU 15 SEPTEMBRE 2017	VANCOUVER / COLOMBIE-BRITANNIQUE	STÉPHANIE VALLÉE, TAMARA DAVIS ET DENIS MARSOLAIS	6 194,71 \$
14 - 15 FÉVRIER 2018	TORONTO / ONTARIO	FRANCE LYNCH, ÉVELYNE GAGNÉ ET HÉLÈNE MATHIEU	3 698,00 \$

<b>ORGANISME</b>
------------------

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
27 AU 28 AVRIL 2017	GATINEAU (QUÉBEC)	M <sup>ES</sup> ANNICK MURPHY ET CHLOÉ ROUSSELLE	702,00 \$
19 AU 21 JUIN 2017	FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK)	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS	1 130,00 \$
12 AU 16 SEPTEMBRE 2017	VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE)	M <sup>E</sup> CHLOÉ ROUSSELLE	1 843,00 \$
14 AU 15 FÉVRIER 2018	TORONTO (ONTARIO)	M <sup>E</sup> CHLOÉ ROUSSELLE	530,00 \$

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIJS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DES ARTICLES 18 ET 19 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS PUISQU'ILS ONT ÉTÉ OBTENUS D'UN AUTRE GOUVERNEMENT OU SONT CONSTITUÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

**P.9      CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

**MINISTÈRE**

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

**PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE**  
**MONTANT TOTAL : 500 000 \$**

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	PROJET	MONTANT VERSÉ EN 2017-2018	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉES
BAS SAINT-LAURENT	ACEF DU GRAND PORTAGE	GUIDE D'INTERVENTION DE 1RE LIGNE POUR LE TRAITEMENT DES PLAINTES EN CONSOMMATION	50 000 \$	N/A
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE	IMPLANTATION DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT SANTÉ MENTALE-JUSTICE	25 000 \$	N/A
MONTRÉAL	ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	L'ENDROIT COMMUNAUTAIRE	35 846 \$	N/A
MONTÉRÉGIE	ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC (AMFQ)	PROJET PILOTE DE MÉDIATION EN CONTEXTE DE RÉGIMES DE PROTECTION ET DE MANDATS DE PROTECTION	50 000 \$	N/A
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL D'OR INC.	TIBAKINEGEN	35 000 \$	N/A
CAPITALE-NATIONALE	CLINIQUE D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE DES PERSONNES MARGINALISÉES: PERSONNES RESSOURCES EN DÉJUDICIARISATION, OUTILS SIMPLIFIÉS ET DOCUMENTATION	44 597 \$	N/A
MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE	AIDE AU RESPECT DES CONDITIONS JUDICIAIRES	48 340 \$	N/A
ESTRIE	CLINIQUE JURIDIQUE LA CLÉ DE VOS DROITS (UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE)	GUIDE ET ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ POUR LES PLAIDEURS CITOYENS DEVANT LES COURS DE PROXIMITÉ DE L'ESTRIE	14 966 \$	N/A
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	FEMMES DÉTENUES OU EN TRANSITION: INFORMER AUJOURD'HUI, PRÉPARER DEMAIN	47 021 \$	N/A
MONTRÉAL	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	SENSIBILISATION, FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES PRD AUPRÈS DES AÎNÉS ET DES INTERVENANTS AUPRÈS DES AÎNÉS	50 000 \$	N/A
MONTRÉAL	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL (OPTIONS CONSOMMATEURS)	ACCOMPAGNER LES AÎNÉS DANS LE RÈGLEMENT DE LEURS DIFFÉRENDS, GRÂCE AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES	49 230 \$	N/A
OUTAOUAIS	ACTION SANTÉ OUTAOUAIS	FORMATION SUR L'AIDE MÉDICALE À MOURIR	20 000 \$	N/A
MONTRÉAL	REPÈRE	JUSTICE ACCÈS-CIBLE	30 000 \$	N/A

**FINANCEMENT À LA MISSION DE BASE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET DES AUTRES ORGANISMES**  
**MONTANT TOTAL : 2 667 638 \$**

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ EN 2017-2018	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉES
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	264 847 \$	4
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	313 992 \$	5
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	437 306 \$	6
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	409 423 \$	6
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	307 512 \$	4
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	279 171 \$	4
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	308 129 \$	4
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	137 258 \$	1
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	160 000 \$	0
MONTRÉAL	ÉDUCALOÏ	50 000 \$	N/A

LES CJP CÔTE-NORD ET MAURICIE SONT EN IMPLANTATION EN 2017-2018.

**P.10 CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRE ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉES ET LE MONTANT REÇU.**

**MINISTÈRE**

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

**PROGRAMME :** PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L’INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

**MONTANT GLOBAL :** 1 500 000 \$

**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** BAVAC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
COMPRENDRE POUR AGIR	CENTRE DE LIAISON SUR L’INTERVENTION ET LA PRÉVENTION PSYCHOSOCIALE	70 000 \$
NON À LA CYBERVIOLENCE CHEZ LES JEUNES	CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	66 600 \$
LA JUSTICE, ÇA ME CONCERNE, ÇA NOUS CONCERNE	CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	50 000 \$
TROUSSE D’ÉVALUATION POUR LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	50 000 \$
MISE EN OEUVRE DU CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (CSIAM) SOUS FORME DE PROJET PILOTE EN COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DU MILIEU	CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE	115 000 \$
#GARDEÇAPOURTOI : DÉPLOIEMENT D’UN PROJET NOVATEUR DE SENSIBILISATION AU SEXTAGE POUR LES JEUNES	CALAS DE L’OUTAOUAIS	39 569 \$
PROGRAMME DE SOUTIEN POUR HOMMES VICTIMES DE VIOLENCE, DE MALTRAITANCE ET DE NÉGLIGENCE DURANT L’ENFANCE	MOMENTHOM – CENTRE D’AIDE POUR HOMMES DE L’ESTRIE	30 014 \$
PROJET FOCUS	L’UNITÉ D’INTERVENTION MOBILE L’ANONYME	93 277 \$
QUELLES SONT LES LIMITES?	ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	109 379 \$
PARCOURS SCOLAIRE ET INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE D’HOMMES VICTIMES D’ABUS SEXUELS À L’ENFANCE OU À L’ADOLESCENCE	CENTRE DE RESSOURCES ET D’INTERVENTION POUR HOMMES ABUSÉS SEXUELLEMENT DANS LEUR ENFANCE	39 000 \$
RÉINTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES VIA DES LEADERS RELAIS	FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L’ESTRIE	44 801 \$
VICTIMES, À VOS DROITS... LA SUITE ET LE COMPLÉMENT	REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	115 130 \$
REGISTRE DES ACTES DE VIOLENCE CONTRE LES COMMUNAUTÉS LGBTQIP2SAA	CENTRE INTERLIGNE	50 000 \$
PLUS D’INFORMATION, PLUS DE DROITS AU BOUT DES DOIGTS	CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE	50 000 \$
COMPRENDRE LES INTERSECTIONS DU DROIT DANS L’INTERVENTION AUPRÈS DES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE IMMIGRANTES	ÉDUCALOI	99 960 \$
UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE	UNIVERSITÉ LAVAL	66 073 \$
INTERVENIR AUPRÈS DES GROUPES SECTAIRES OU DE COMMUNAUTÉS FERMÉES : S’OUTILLER POUR PROTÉGER LES ENFANTS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	39 998 \$
SURVIVARTS	CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL	29 572 \$
SAPUMMIJIT EST LÀ POUR TOI	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	46 139 \$
QUAND LA VIOLENCE SEXUELLE DISCRIMINE	CALACS DE L’OUEST DE L’ÎLE	50 000 \$
PROJET CHRYSALIDE	CENTRE D’INTERVENTION EN ABUS SEXUEL POUR LA FAMILLE	70 000 \$
POUR UNE JUSTICE ACCESSIBLE AUX FEMMES DANS L’INVISIBILITÉ	MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L’INCESTE	45 000 \$
INTERVENTION FAMILIALE EN TERRITOIRE : RASSEMBLEMENT FAMILIAL HISTORIQUE	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	57 000 \$
RÉSEAU D’ENTRAIDE ET DE PARTAGE : EN SOUTIEN AUX VICTIMES D’ABUS POLICIERS ENVERS LES FEMMES AUTOCHTONES AU QUÉBEC	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	39 643 \$
PROGRAMME DE SENSIBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ CHINOISE AUX VIOLENCES COMMISES EN CONTEXTE CONJUGAL	SERVICE À LA FAMILLE CHINOISE DU GRAND MONTRÉAL	33 845 \$



**P.11    CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOI CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

**MINISTÈRE**

---

MONTANTS PAYÉS EN HONORAIRES AUX MÉDIATEURS POUR LES SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION OFFERTES EN 2017-2018

MÉDIATION FAMILIALE : 4 065 514 \$

SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE : 77 033 \$

MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES : 389 225 \$

NOTE : IMPORTANT DE TENIR COMPTE QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX FACTURES REÇUES AVANT LE 28 FÉVRIER 2018 POUR DES SÉANCES OFFERTES EN 2017-2018.

**P.12    CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUNE SOMME ALLOUÉE CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET AUCUNE AIDE FINANCIÈRE N'A ÉTÉ VERSÉE.

**P.13      CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

**MINISTÈRE**

---

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL A LE MANDAT DE GÉRER ET DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE. LES SOMMES ALLOUÉES SONT LES SUIVANTES :

2017-2018 : 806 660 \$

**P.14**    **CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ VERSÉE EN 2017-2018 DANS L'APPLICATION DES LOIS, ENTENTES ET CONVENTIONS INTERNATIONALES (COMMISSION ROGATOIRE INCLUSE).

**P.15    CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2017-2018 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

---

**MINISTÈRE**

---

CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

UN MONTANT DE 250 000 \$ SERA VERSÉ POUR L’EXERCICE FINANCIER 2017-2018, À LA SUITE D’UNE ENTENTE CANADA-QUÉBEC, RELATIVEMENT AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC.

**P.16 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2018, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LIBÉRATION DU POSTE.**

**MINISTÈRE**

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION AU 31 MARS 2018							
RÉGION	JUGE PUÎNÉ				JUGE SUPPLÉANT		TOTAL
	H	F	POSTES VACANTS*	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	5			1	1	12
ESTRIE	7	11			2	0	20
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE-LABELLE	26	18			7	1	52
MAURICIE-BOIS-FRANCS	10	3			3	0	16
OUTAOUAIS	8	6	1	2018-01-26	1	0	16
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	6	4			4	1	15
MONTREAL	44	52	1	2017-10-27	15	9	121
MONTÉRÉGIE	23	18			6	3	50
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES	24	16	1	2017-11-29	5	2	48
BAS-ST-LAURENT-CÔTE-NORD-IDLM	7	10			6	0	23
TOTAL	160	143	3		50	17	373

\*LES POSTES VACANTS FONT L’OBJET DE CONCOURS.

**JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2018 :** 3 JUGES EN ABSENCE MALADIE LONGUE DURÉE.

**REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE AU 31 MARS 2018**

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	19	37	56
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	49	36	85
CHAMBRE CIVILE	36	30	66
JURIDICTION MIXTE	60	39	99
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES		1	1
TOTAL	164	143	307

**P.17 DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2011 ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.**

**MINISTÈRE**

NOMINATIONS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
CROTEAU, MARIE-JULIE	MONTREAL	CIVILE	2017-05-03
DUBOIS, JOEY	MONTÉREGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-05-03
DUFOUR, ÉRIC	MONTREAL	CIVILE	2017-05-03
PILON, CATHERINE	MONTREAL	CIVILE	2017-05-03
BERARDINO, PASCALE	ESTRIE	JEUNESSE	2017-05-16
CHOQUETTE, PATRICK	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CIVILE	2017-06-07
DUCHESNEAU, NATHALIE	MONTREAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-06-07
WAROLIN, PEGGY	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2017-06-07
LAPIERRE, SOPHIE	ESTRIE	CIVILE	2017-09-06
VAILLANT, NATHALIE	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2017-09-06
POTVIN, THIERRY ROLAND	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2017-09-27
BERGERON, ANNICK	MONTÉREGIE	JEUNESSE	2017-11-15
RICARD, SIMON	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE	2017-11-22
LAPIERRE, VICKY	BAS-SAINT-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CIVILE, CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2018-03-14
BOUTIN, CHRISTIAN	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2018-03-28
D'AUTEUIL-JOBIN, CHRISTEL	MONTÉREGIE	JEUNESSE	2018-03-28
LEBEL, FRANÇOIS	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2018-03-28

NOMINATIONS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018 COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC.

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
BOULIANNE, CLAUDE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-05-16
LAROCQUE, TANYA	ESTRIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-05-16
BOISVERT, NATALIE	MONTÉREGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-09-20
CHASSÉ, ANNIE-CLAUDE	MONTREAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-09-20
CYR, PIERRE-DAVID	MONTREAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-09-20
MEILLEUR, CAROLINE	ESTRIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2017-11-15

**P.18 NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2017-2018 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.**

**MINISTÈRE**

**NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2017-2018**

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	135

**RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2017-2018**

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	120
• NON FONDÉES	64
• RETENUES POUR EXAMEN	23
• RETENUES POUR ENQUÊTE	20
• EN COURS D'ÉTUDE	13

**CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2017-2018**

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
REQUÊTE À LA COUR SUPÉRIEURE À LA SUITE DE L'ENQUÊTE TENUE SUR UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE CONTRE UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE	1



P.19 VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUI REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	1 <sup>ER</sup> JUILLET 2017
JUGE EN CHEF	30 180,00 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	27 665,00 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	22 635,00 \$
JUGES COORDINATEURS	20 120,00 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	15 090,00 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	12 856,68 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	15 090,00 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	1 <sup>ER</sup> JUILLET 2017
JUGE EN CHEF	12 000,00 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000,00 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000,00 \$
JUGES COORDINATEURS	6 000,00 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000,00 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000,00 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000,00 \$

**P.20     POUR 2017-2018, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR :**

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

**A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION**

- **LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN**

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
ANNICK GUÉRARD-KERHULU	111 315 \$	SAE
GILLES RENY	144 708 \$	SAE
LOUIS CORMIER	144 708 \$	SAE
ODETTE LAVERDIÈRE	144 708 \$	SAE
PIERRE LANTHIER	144 708 \$	SAE
STÉPHAN F. DULUDE	141 767 \$	SAE-STE-SAE (V-P)

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
FRANÇOIS BOUTIN	144 708 \$	STE
ODETTE LACROIX	144 708 \$	STE
SUZANNE LÉVESQUE	144 708 \$	STE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
ALEXANDRE CRICH	150 148 \$	SAS
ANNICK POIRIER	137 982 \$	SAS
BENOÎT BOISSY	150 148 \$	SAS
CARL LECLERC	144 708 \$	SAS
CAROL BOUCHARD	137 664 \$	SAS
CAROLE BEAULIEU	119 107 \$	SAS
CAROLINE GONTHIER	144 708 \$	SAS
CHAHÉ-PHILIPPE ARSLANIAN	144 708 \$	SAS
CHRISTINE CÔTÉ	144 708 \$	SAS
CLAUDE TURPIN	144 708 \$	SAS
CLAUDIA DAO	144 005 \$	SAS
DANIEL LAGUEUX	144 708 \$	SAS
DAVID PERRON	111 315 \$	SAS
DENIS SAUVÉ	144 708 \$	SAS
DIANE BOUCHARD	144 708 \$	SAS
FRANÇOIS LANDRY	144 708 \$	SAS
GILLES FONTAINE	136 365 \$	SAS
GILLES LÉGARÉ	144 708 \$	SAS
GUY LEFRANÇOIS	118 720 \$	SAS
HÉLÈNE GOUIN	144 708 \$	SAS
ISABELLE BOURDAGES	119 107 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
JACQUES BOULANGER	151 943 \$	SAS (V-P)
JEAN-MARC DUFOUR	144 708 \$	SAS
JOSÉE CARON	150 148 \$	SAS
KATHYA GAGNON	144 708 \$	SAS
LISE BIBEAU	144 708 \$	SAS
LOUISE HAMEL	150 148 \$	SAS
LUCIE LEFRANÇOIS	144 708 \$	SAS
MARIE ANNIK GAGNON	144 708 \$	SAS
MARIE-JOSÉE DIONNE	136 365 \$	SAS
MARIO ÉVANGÉLISTE	144 708 \$	SAS
MÉLISSA HOULE	133 968 \$	SAS
MICHEL LAPORTE	144 708 \$	SAS
MICHEL RIVARD	144 708 \$	SAS
MICHEL WAECHTER	111 315 \$	SAS
MICHÈLE RANDOIN	150 148 \$	SAS
NATACHA PIERRE	111 315 \$	SAS
NATALIE BIBEAU	144 708 \$	SAS
ODETTE GAGNÉ	117 421 \$	SAS
PAULO GOUVEIA	111 315 \$	SAS
PIERRE CAUX	117 920 \$	SAS
PIERRE LATULIPPE	140 890 \$	SAS
PRESHA BOTTINO	144 708 \$	SAS
RICHARD BOURGAULT	144 708 \$	SAS
SANDRA GILL	128 913 \$	SAS
SOLANGE TARDY	150 148 \$	SAS
SONIA COUTURE	119 107 \$	SAS
SONIA GILBERT	100 025 \$	SAS
STELLA PHANEUF	150 148 \$	SAS
SYLVAIN BOURASSA	144 708 \$	SAS
VIRGINIE MASSÉ	137 982 \$	SAS
YOLANDE PILETTE-KANE	112 032 \$	SAS
YVAN LEMOYNE	144 708 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
DOMINIQUE AUDET	144 708 \$	CETM
ÉRIC MORISSETTE	142 514 \$	CETM
GERTRUDE ROCHELIN	144 708 \$	CETM
JEAN AUDET	144 708 \$	CETM
JOSEPH ANGLADE	144 708 \$	CETM
JUDITH LAUZON	144 708 \$	CETM
MARTINE LAVOIE	144 708 \$	CETM
MÉDARD SAUCIER	144 708 \$	CETM
ROBERT BORDUAS	144 708 \$	CETM

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
GISÈLE LACASSE	160 899 \$	CETM - PRÉSIDENTE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
CHARLES GOSSELIN	144 708 \$	SAI
CLAUDE DE CHAMPLAIN	144 708 \$	SAI
CLÉMENT GOULET	144 708 \$	SAI
DANIEL CÔTÉ	120 363 \$	SAI
DE KOVACHICH HÉLÈNE	144 708 \$	SAI
GUY GAGNON	144 708 \$	SAI
JEAN DION	144 708 \$	SAI
JOSÉE PROULX	144 708 \$	SAI
MANON GOYER	144 708 \$	SAI
MARIE CHAREST	144 708 \$	SAI
MARIO BOUCHARD	144 708 \$	SAI
PIERRE SÉGUIN	144 708 \$	SAI
RÉAL COLLIN	144 708 \$	SAI
ROBERT SANCHE	144 708 \$	SAI
SÉBASTIEN CARON	131 669 \$	SAI
STEVEN LAVOIE	127 745 \$	SAI
VÉRONIQUE PELLETIER	144 708 \$	SAI

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
NATALIE LEJEUNE	189 378 \$	PRÉSIDENTE

- LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL

PRÉNOM ET NOM	SECTION
ANDRÉ LAROSE	SAS
BRUNO L’HEUREUX	SAS
ÉLIZABETH CZYIWI	SAS
FRANÇOIS GAUTHIER	SAS
GILLES THÉRIAULT	SAS
JACQUES W. VÉZINA	SAS
JOCELYN CARPENTIER	SAS
LINDA GARAND	SAS
LOUIS GEOFFROY	SAS
LOUISE NOLET	SAS

PRÉNOM ET NOM	SECTION
ANDRÉ VILLENEUVE	CETM
CHANTAL CARON	CETM
GÉRARD COURNOYER	CETM
HÉLÈNE LE BLANC	CETM
JACQUES LABRIE	CETM
JEAN ROBERT LEROUX	CETM

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JEAN-FRANÇOIS LACERTE	CETM
LIONEL LAMBERT	CETM
LOUISE M. BLAIN	CETM
MARCEL COURTEMANCHE	CETM
PHILIPPE NOBÉCOURT	CETM
PIERRE ROUILLARD	CETM
PIERRE TÉTRAULT	CETM
YVES QUENNEVILLE	CETM

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JACQUES FORGUES	SAI

**B. PERSONNE QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DEPUIS L’AMENDEMENT APPORTÉ À LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2006, NOMMÉS SELON BONNE CONDUITE.							

**C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
CRICH	ALEXANDRE	MÉDECIN	SAS	2017-10-12			150 148 \$
GAGNÉ	ODETTE	AVOCAT	SAS	2018-01-08			117 421 \$
GARAND	LINDA	MÉDECIN	SAS	2018-02-14			JUGE TEMPS PARTIEL
GAUTHIER	FRANÇOIS	MÉDECIN	SAS	2017-07-12			JUGE TEMPS PARTIEL
GEOFFROY	LOUIS	MÉDECIN	SAS	2017-06-19			JUGE TEMPS PARTIEL
GILL	SANDRA	AVOCAT	SAS	2017-09-25			128 913 \$
GOUVEIA	PAULO	AVOCAT	SAS	2017-04-18			111 315 \$
LAROSE	ANDRÉ	MÉDECIN	SAS	2017-06-19			JUGE TEMPS PARTIEL
LATULIPPE	PIERRE	AVOCAT	SAS	2017-09-25			140 890 \$
MASSÉ	VIRGINIE	AVOCAT	SAS	2018-01-08			137 982 \$
PIERRE	NATACHA	AVOCAT	SAS	2017-04-18			111 315 \$
POIRIER	ANNICK	AVOCAT	SAS	2018-01-08			137 982 \$
VÉZINA	JACQUES W.	MÉDECIN	SAS	2017-07-12			JUGE TEMPS PARTIEL
WAECHTER	MICHEL	AVOCAT	SAS	2017-04-18			111 315 \$
ROUILLARD	PIERRE	PSYCHIATRE	CETM	2017-06-05			JUGE TEMPS PARTIEL
GUÉRARD-KERHULU	ANNICK	AVOCAT	SAE	2018-02-26			111 315 \$

- P.21     POUR 2017-2018, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDiquer :**
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
  - B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.
- 

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

**A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION**

**1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF\* (EN JOUR)**

SECTION/MATIÈRE(S)	Du 1 <sup>er</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	15
IMMIGRATION	16
INDEMNISATIONS DIVERSES **	53
RÉGIME DE RENTES	35
SÉCURITÉ DU REVENU	28
SERVICE DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	25
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	16
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	52
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	58

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE L'ENVOI DE LA CORRESPONDANCE À LA PARTIE INTIMÉE JUSQU'À LA DATE DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF. ON SOUSTRAIT ENSUITE CINQ JOURS POUR LE DÉLAI DU COURRIER.

\*\* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE\* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	Du 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	8,6
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES**	10,2
RÉGIME DES RENTES	11,7
SÉCURITÉ DU REVENU	9,1
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	11,6
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	1,7
EXPROPRIATION	3,2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	1,1
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	2,0

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE.

\*\* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

3. DÉLAI MOYEN DE LE DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION\* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	Du 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	11,5
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES**	16,1
RÉGIME DES RENTES	13,3
SÉCURITÉ DU REVENU	9,7
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	15,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	0,3
EXPROPRIATION	12,0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

\*\* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE\* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	28,9
IMMIGRATION	5,5
INDEMNISATIONS DIVERSES **	24,7
RÉGIME DES RENTES	17,1
SÉCURITÉ DU REVENU	18,4
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	9,7
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	15,6
EXPROPRIATION ***	40,1
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	11,8
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	16,3

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

\*\* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

\*\*\* EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.



5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS\* (EN JOURS)

L'ARTICLE 146 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* ÉNONCE QUE DANS TOUTE AFFAIRE, DE QUELQUE NATURE QU'ELLE SOIT, LA DÉCISION DOIT ÊTRE RENDUE DANS LES TROIS MOIS SUIVANT SA PRISE EN DÉLIBÉRÉ.

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	55
IMMIGRATION	40
INDEMNISATIONS DIVERSES**	60
RÉGIME DES RENTES	46
SÉCURITÉ DU REVENU	50
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	44
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	39
EXPROPRIATION	74
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	46
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	60

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉBUT DU DÉLIBÉRÉ (QUI CORRESPOND EN GÉNÉRAL AVEC LA DATE DE L'AUDIENCE TENUE) JUSQU'À LA DATE DE LA DÉCISION RENDUE.

\*\* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

6. DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS\* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	29,3
IMMIGRATION	13,8
INDEMNISATIONS DIVERSES **	31,4
RÉGIME DES RENTES	23,7
SÉCURITÉ DU REVENU	17,3
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	14,1
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	19,8
EXPROPRIATION ***	54,2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	15,0
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	19,4

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE RÉCEPTION DU RECOURS DE LA PART DU REQUÉRANT (OU À PARTIR DE LA DATE DE LA PREMIÈRE OFFRE OU RÉCLAMATION DÉTAILLÉE DANS LE CAS D'UNE EXPROPRIATION) JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER.

\*\* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

\*\*\* EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D'UNE DÉCISION, D'UN RÈGLEMENT, D'UN DÉSISTEMENT OU D'UNE CONCILIATION.

B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES :

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

**P.22     POUR 2017-2018, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :**

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

**A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES :**

TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

**B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :**

CONCILIATION	DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
DOSSIERS TRAITÉS	3 704

**C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT**

CONCILIATION	DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018
ACCORDS	1 492
DÉSISTEMENTS	173
TOTAL	1 665

P.23    POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT;
- B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN

À TEMPS PLEIN

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
ARSLANIAN	CHAHÉ-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
BEAULIEU	CAROLE	SAS	2016-07-18
BIBEAU	LISE	SAS	2006-07-17
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BOISSY	BENOÎT	SAS	2009-04-14
BOTTINO	PRESHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	CAROL	SAS	2014-02-17
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURDAGES	ISABELLE	SAS	2016-07-18
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CAUX	PIERRE	SAS	2017-03-13
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
COUTURE	SONIA	SAS	2016-04-11
CRICH	ALEXANDRE	SAS	2017-10-02
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01
DIONNE	MARIE-JOSÉE	SAS	2014-02-17
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
ÉVANGÉLISTE	MARIO	SAS	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
GAGNÉ	ODETTE	SAS	2018-01-08
GAGNON	KATHYA	SAS	2008-10-14
GAGNON	MARIE-ANNIK	SAS	2014-02-17
GILBERT	SONIA	SAS	2016-04-11
GILL	SANDRA	SAS	2017-09-25
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOUIN	HÉLÈNE	SAS	1989-04-03
GOUVEIA	PAULO	SAS	2017-04-18
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
HOULE	MÉLISSA	SAS	2017-03-13
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LATULIPPE	PIERRE R.	SAS	2017-09-25

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LE FRANÇOIS	LUCIE	SAS	2006-09-05
LEFRANÇOIS	GUY	SAS	2017-03-13
LÉGARÉ	GILLES	SAS	1989-11-03
MASSÉ	VIRGINIE	SAS	2018-01-08
PERRON	DAVID	SAS	2017-03-13
PHANEUF	STELLA	SAS	2004-12-01
PIERRE	NATACHA	SAS	2017-04-18
PILETTE-KANE	YOLANDE	SAS	2017-02-17
POIRIER	ANNICK	SAS	2018-01-08
RANDOIN	MICHÈLE	SAS	2009-02-23
RIVARD	MICHEL	SAS	2015-06-01
SAUVÉ	DENIS	SAS	2009-02-23
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-06-23
TURPIN	CLAUDE	SAS	2011-04-11
WAECHTER	MICHEL	SAS	2017-04-18
ANGLADE	JOSEPH	CETM	1997-02-10
AUDET	JEAN	CETM	2007-10-09
AUDET	DOMINIQUE	CETM	1998-03-09
BORDUAS	ROBERT	CETM	2008-10-14
LAUZON	JUDITH	CETM	2011-04-18
LAVOIE	MARTINE	CETM	2006-04-18
MORISSETTE	ÉRIC	CETM	2014-02-17
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM	2010-07-19
SAUCIER	MÉDARD	CETM	1992-07-06
GOSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
DE CHAMPLAIN	CLAUDE	SAI	1994-05-02
GOULET	CLÉMENT	SAI	2011-04-04
CÔTÉ	DANIEL	SAI	2016-11-28
GAGNON	GUY	SAI	1992-08-03
DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
DION	JEAN	SAI	2009-03-02
PROULX	JOSÉE	SAI	2012-06-18
GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
SÉGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-06
COLLIN	RÉAL	SAI	1981-04-06
SANCHE	ROBERT	SAI	2008-03-25
CARON	SÉBASTIEN	SAI	2017-03-13
LAVOIE	STEVEN	SAI	2016-11-28
PELLETIER	VÉRONIQUE	SAI	1994-07-18

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
	LÉVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14
	LACROIX	ODETTE	STE	2006-07-17
	CORMIER	LOUIS	SAE	1989-08-02
	GUÉRARD-KERHULU	ANNICK	SAE	2018-02-26
	LAVERDIÈRE	ODETTE	SAE	1997-10-14
TOTAL	LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
86	RENY	GILLES	SAE	2010-03-01

\* À NOTER QUE 4 JUGES ADMINISTRATIFS ONT DÉJÀ CONFIRMÉ LEUR DÉPART À LA RETRAITE AU COURS DES SEMAINES À VENIR ET QU’UNE JUGE ADMINISTRATIF JURISTE S’EST VUE CONFIER UN MANDAT PAR DÉCRET DU GOUVERNEMENT AUPRÈS DE LA FACULTÉ DE DROIT DE L’UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, ET CE, JUSQU’EN SEPTEMBRE 2019. ELLE N’EST PAS DISPONIBLE POUR SIÉGER AU TRIBUNAL.

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	LEJEUNE	NATALIE	PRÉSIDENTCE	2009-01-28
	BOULANGER	JACQUES	SAS (V-P)	2014-02-17
TOTAL	LACASSE	GISÈLE	CETM (PRÉSIDENTE)	2011-03-16
4	DULUDE	STÉPHAN F.	SAE-STE-SAI (V-P)	2017-03-13

À TEMPS PARTIEL

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
	CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01
	CZYZIW	ÉLIZABETH	SAS	2012-11-26
	GARAND	LINDA	SAS	2018-02-14
	GAUTHIER	FRANÇOIS	SAS	2017-07-12
	GEOFFROY	LOUIS	SAS	2017-09-19
	LAROSE	ANDRÉ	SAS	2017-06-19
	L’HEUREUX	BRUNO	SAS	2014-02-17
	NOLET	LOUISE	SAS	2015-07-06
	THÉRIAULT	GILLES	SAS	1995-06-21
	VÉZINA	JACQUES W.	SAS	2017-07-12
	BLAIN	LOUISE M.	CETM	2001-02-11
	CARON	CHANTAL	CETM	2010-01-11
	COURNOYER	GÉRARD	CETM	2012-11-26
	COURTEMANCHE	MARCEL	CETM	1998-05-04
	GOULET	KARINE	CETM	2017-03-21
	LABRIE	JACQUES	CETM	1998-10-15
	LACERTE	JEAN-FRANÇOIS	CETM	2000-07-31
	LAMBERT	LIONEL	CETM	1999-02-04
	LE BLANC	HÉLÈNE	CETM	2017-01-31
	LEROUX	JEAN ROBERT	CETM	2015-11-02
	MALTAIS	LOUISE	CETM	2003-03-22
	NOBÉCOURT	PHILIPPE	CETM	2011-03-28
	QUENNEVILLE	YVES	CETM	2016-10-03

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
TOTAL  28	QUINTAL	MARIE-LUCE	CETM	2013-07-08
	ROUILLARD	PIERRE	CETM	2017-06-05
	TÉTREULT	PIERRE	CETM	2017-02-15
	VILLENEUVE	ANDRÉ	CETM	2003-03-10
	FORGUES	JACQUES	SAI	2008-04-01

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS

À TEMPS PLEIN

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
TOTAL  7	8015	2016-11-24
	8093	2014-07-11
	8097	2013-03-16
	8056	2018-01-02
	8080	2017-04-03
	8083	2013-01-13
	8049	2018-02-17

À TEMPS PARTIEL

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
TOTAL  3	8904	2014-10-06
	8932	2014-12-11
	8930	2017-04-29

**P.24 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.**

---

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

**2017-2018 (AU 21 MARS 2018)**

NOMBRE	NATURE
29	PLAINTES REPORTÉS DE L’EXERCICE PRÉCÉDENT
101	PLAINTES OUVERTES 2017-2018
130	NOMBRE TOTAL PLAINTES
70	PLAINTES RDL
16	PLAINTES TAQ
15	PLAINTES TAT
54	DOSSIERS EN TRAITEMENT (INCLUANT 9 ENQUÊTES)
76	PLAINTES DÉCLARÉES NON RECEVABLE



**P.25 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).**

**MINISTÈRE**

**2017-2018**

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTION <sup>2</sup>	MONTANT <sup>3</sup>
TOTAL FIXES <sup>1</sup>	5 424	1 383 398 \$
TOTAL RADARS MOBILES <sup>1</sup>	147	67 341 \$
TOTAL FEUX ROUGES <sup>1</sup>	132	22 278 \$
TOTAL	5 703	1 473 017 \$

1. RÉPARTITION DES RADARS, DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :
  - ONZE RADARS FIXES VITESSE
  - VINGT-TROIS RADARS MOBILES OPÉRANT SUR 127 SITES (EXCLUANT LES ZONES SCOLAIRES ET LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION)
  - DIX-SEPT RADARS FIXES FEUX ROUGES (DONT 8 FEUX ROUGES ET VITESSE)
2. LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS.
3. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 28 FÉVRIER 2018.

P.26 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L' AIDE JURIDIQUE EN 2017-2018, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 366	6 948	83,1 %	1 046	12,5 %	372	4,4 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	7 765	6 911	89,0 %	818	10,5 %	36	0,5 %
CÔTE-NORD	3 797	3 149	82,9 %	359	9,5 %	289	7,6 %
ESTRIE	11 396	10 030	88,0 %	1 066	9,4 %	300	2,6 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	24 549	18 940	77,2 %	5 298	21,6 %	311	1,3 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	14 735	12 088	82,0 %	2 435	16,5 %	212	1,4 %
MONTRÉAL	61 666	47 244	76,6 %	12 820	20,8 %	1 602	2,6 %
OUTAOUAIS	12 192	10 438	85,6 %	1 596	13,1 %	158	1,3 %
QUÉBEC	20 162	16 794	83,3 %	3 068	15,2 %	300	1,5 %
RIVE-SUD	29 328	23 863	81,4 %	5 364	18,3 %	101	0,3 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7 272	6 223	85,6 %	760	10,5 %	289	4,0 %
TOTAL	201 228	162 628	80,8 %	34 630	17,2 %	3 970	2,0 %

2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION

DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CAS CONFIÉS À DES AVOCATS	%	CAS CONFIÉS À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6 912	99,5 %	36	0,5 %	6 948
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	6 901	99,9 %	10	0,1 %	6 911
CÔTE-NORD	3 149	100,0 %	0	0,0 %	3 149
ESTRIE	10 017	99,9 %	13	0,1 %	10 030
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	18 917	99,9 %	23	0,1 %	18 940
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12 042	99,6 %	46	0,4 %	12 088
MONTRÉAL	47 176	99,9 %	68	0,1 %	47 244
OUTAOUAIS	10 428	99,9 %	10	0,1 %	10 438
QUÉBEC	16 783	99,9 %	11	0,1 %	16 794
RIVE-SUD	23 808	99,8 %	55	0,2 %	23 863
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	6 212	99,8 %	11	0,2 %	6 223
TOTAL	162 345	99,8 %	283	0,2 %	162 628

**3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU’ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉ PAR RÉGION**

DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3 062	44,3 %	3 850	55,7 %	6 912
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3 767	54,6 %	3 134	45,4 %	6 901
CÔTE-NORD	1 729	54,9 %	1 420	45,1 %	3 149
ESTRIE	4 832	48,2 %	5 185	51,8 %	10 017
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	7 327	38,7 %	11 590	61,3 %	18 917
MAURICIE-BOIS-FRANCS	5 830	48,4 %	6 212	51,6 %	12 042
MONTRÉAL	19 488	41,3 %	27 688	58,7 %	47 176
OUTAOUAIS	5 863	56,2 %	4 565	43,8 %	10 428
QUÉBEC	7 731	46,1 %	9 052	53,9 %	16 783
RIVE-SUD	10 723	45,0 %	13 085	55,0 %	23 808
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	3 341	53,8 %	2 871	46,2 %	6 212
TOTAL	73 693	45,4 %	88 652	54,6 %	162 345

**4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU’ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION**

DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 035	98,9 %	11	1,1 %	1 046
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	801	97,9 %	17	2,1 %	818
CÔTE-NORD	359	100,0 %	0	0,0 %	359
ESTRIE	1 062	99,6 %	4	0,4 %	1 066
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	5 287	99,8 %	11	0,2 %	5 298
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2 408	98,9 %	27	1,1 %	2 435
MONTRÉAL	12 765	99,6 %	55	0,4 %	12 820
OUTAOUAIS	1 593	99,8 %	3	0,2 %	1 596
QUÉBEC	3 056	99,6 %	12	0,4 %	3 068
RIVE-SUD	5 342	99,6 %	22	0,4 %	5 364
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	757	99,6 %	3	0,4 %	760
TOTAL	34 465	99,5 %	165	0,5 %	34 630

**5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU’ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉ PAR RÉGION**

DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	257	24,6 %	789	75,4 %	1 046
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	400	48,9 %	418	51,1 %	818
CÔTE-NORD	190	52,9 %	169	47,1 %	359
ESTRIE	528	49,5 %	538	50,5 %	1 066
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 838	34,7 %	3 460	65,3 %	5 298
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 004	41,2 %	1 431	58,8 %	2 435
MONTRÉAL	7 895	61,6 %	4 925	38,4 %	12 820
OUTAOUAIS	1 082	67,8 %	514	32,2 %	1 596
QUÉBEC	1 510	49,2 %	1 558	50,8 %	3 068
RIVE-SUD	2 429	45,3 %	2 935	54,7 %	5 364
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	381	50,1 %	379	49,9 %	760
TOTAL	17 514	50,6 %	17 116	49,4 %	34 630

**6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU’ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLES OU EN SUSPENS PAR RÉGION**  
**DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	0,3 %	371	99,7 %	372
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3	8,3 %	33	91,7 %	36
CÔTE-NORD	7	2,4 %	282	97,6 %	289
ESTRIE	31	10,3 %	269	89,7 %	300
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	70	22,5 %	241	77,5 %	311
MAURICIE-BOIS-FRANCS	0	0,0 %	212	100,0 %	212
MONTRÉAL	667	41,6 %	935	58,4 %	1 602
OUTAOUAIS	7	4,4 %	151	95,6 %	158
QUÉBEC	52	17,3 %	248	82,7 %	300
RIVE-SUD	53	52,5 %	48	47,5 %	101
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	54	18,7 %	235	81,3 %	289
TOTAL	945	23,8 %	3 025	76,2 %	3 970

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2018 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-DIX (90) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT DOUZE UNITÉS (112) DONT QUATRE-VINGT-DIX (90) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 13,6 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2018.

**P.28    POUR 2017-2018, INDICER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.**

---

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

EN 2017-2018, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES COMMUNAUTAIRES JURIDIQUES.

**P.29    POUR 2017-2018, FOURNIR :**

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ;
  - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
  - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
  - D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.
- 

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B. 12 999 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9<sup>O</sup> DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- C. 4 791 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8<sup>O</sup> DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017, EST DE 2 410. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
  - 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
  - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
  - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIENT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
  - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
  - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
  - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30 532	50,4 %	30 042	49,6 %	60 574
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	91 350	76,6 %	27 927	23,4 %	119 277
CÔTE-NORD	51 761	80,1 %	12 822	19,9 %	64 583
ESTRIE	151 083	89,0 %	18 680	11,0 %	169 763
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	142 430	88,9 %	17 839	11,1 %	160 269
MAURICIE-BOIS-FRANCS	125 564	90,7 %	12 821	9,3 %	138 385
MONTRÉAL	851 460	93,0 %	63 682	7,0 %	915 142
OUTAOUAIS	179 829	98,2 %	3 238	1,8 %	183 067
QUÉBEC	122 038	74,7 %	41 410	25,3 %	163 448
RIVE-SUD	265 894	97,2 %	7 764	2,8 %	273 658
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	54 564	98,3 %	962	1,7 %	55 526
TOTAL	2 066 505	89,7 %	237 187	10,3 %	2 303 692

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	54 010	66,8 %	26 876	33,2 %	80 886
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	51 028	68,8 %	23 165	31,2 %	74 193
CÔTE-NORD	13 149	37,0 %	22 342	63,0 %	35 491
ESTRIE	117 491	84,3 %	21 869	15,7 %	139 360
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	304 407	63,7 %	173 444	36,3 %	477 851
MAURICIE-BOIS-FRANCS	106 866	86,7 %	16 381	13,3 %	123 247
MONTRÉAL	865 030	72,3 %	331 646	27,7 %	1 196 676
OUTAOUAIS	40 231	79,3 %	10 530	20,7 %	50 761
QUÉBEC	128 001	46,2 %	149 221	53,8 %	277 222
RIVE-SUD	309 603	79,6 %	79 480	20,4 %	389 083
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	34 598	71,9 %	13 504	28,1 %	48 102
TOTAL	2 024 414	70,0 %	868 458	30,0 %	2 892 872

INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.



**P.31 COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, DE 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

RÉPARTITION DES FRAIS D’EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12 407	45,8 %	14 662	54,2 %	27 069
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	31 846	65,2 %	16 994	34,8 %	48 840
CÔTE-NORD	9 478	54,1 %	8 032	45,9 %	17 510
ESTRIE	49 094	74,1 %	17 158	25,9 %	66 252
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	27 472	70,0 %	11 750	30,0 %	39 222
MAURICIE-BOIS-FRANCS	50 450	87,4 %	7 281	12,6 %	57 731
MONTRÉAL	273 395	92,1 %	23 319	7,9 %	296 714
OUTAOUAIS	44 515	99,1 %	400	0,9 %	44 915
QUÉBEC	32 463	49,7 %	32 916	50,3 %	65 379
RIVE-SUD	72 588	97,4 %	1 900	2,6 %	74 488
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	15 762	96,2 %	625	3,8 %	16 387
TOTAL	619 470	82,1 %	135 037	17,9 %	754 507

RÉPARTITION DES FRAIS D’EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	32 462	85,5 %	5 500	14,5 %	37 962
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	21 602	58,6 %	15 277	41,4 %	36 879
CÔTE-NORD	2 900	49,2 %	3 000	50,8 %	5 900
ESTRIE	27 957	63,1 %	16 330	36,9 %	44 287
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	105 162	78,0 %	29 629	22,0 %	134 791
MAURICIE-BOIS-FRANCS	17 375	79,4 %	4 500	20,6 %	21 875
MONTRÉAL	252 837	55,7 %	200 893	44,3 %	453 730
OUTAOUAIS	9 337	62,9 %	5 500	37,1 %	14 837
QUÉBEC	57 622	45,1 %	70 165	54,9 %	127 787
RIVE-SUD	110 280	89,3 %	13 275	10,7 %	123 555
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	12 218	59,5 %	8 300	40,5 %	20 518
TOTAL	649 752	63,6 %	372 369	36,4 %	1 022 121

P.32 PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2018-2019. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2017-2018.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2017-2018 (κ\$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	177 096,0
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	2 750,0
UTILISATION DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE	0,0
TOTAL	179 846,0

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 31 MARS 2018

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNELS	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	3,0	5,6		8,6
ROUYN-NORANDA	3,0	3,0		6,0
VILLE-MARIE	2,0	1,0		3,0
VAL D'OR	3,0	4,0		7,0
LA SARRE	1,0	1,6		2,6
NORD	4,0	2,0		6,0
KUUJJUAQ	1,0	1,0		2,0
CHIBOUGAMAU	1,0	1,0		2,0
TOTAL	18,0	19,2	0,0	37,2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5,0	8,0	1,0	14,0
NEW RICHMOND	2,0	2,7		4,7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3,0	5,0	1,0	9,0
GASPÉ	1,0	1,5		2,5
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1,0	1,0		2,0
MATANE	2,0	2,5		4,5
CHANDLER	2,0	2,7		4,7
AMQUI	1,0	1,5		2,5
STE-ANNE-DES-MONTS	1,0	1,5		2,5
CABANO	1,0	1,6		2,6
TOTAL	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5,0	6,5	0,5	12,0
BAIE-COMEAU	4,0	4,0		8,0
FORESTVILLE	1,0	2,0		3,0
TOTAL	10,0	12,5	0,5	23,0
ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	9,0	16,0	0,5	25,5
COATICOOK	1,0	1,0		2,0
THETFORD-MINES	3,0	4,0		7,0
ASBESTOS	2,0	2,5		4,5
LAC MÉGANTIC	2,0	2,0		4,0
MAGOG	2,0	2,5		4,5
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	8,0	6,5		14,5
TOTAL	27,0	34,5	0,5	62,0

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
ST-JÉRÔME (30 OUEST, DE MARTIGNY)	15,0	16,1	1,0	32,1
JOLIETTE	10,0	10,8	1,0	21,8
MONT-LAURIER	2,0	2,3		4,3
STE-THÉRÈSE	2,0	4,6		6,6
REPENTIGNY	2,0	3,7		5,7
STE-AGATHE	1,0	1,6		2,6
LACHUTE	1,0	1,6		2,6
ST-EUSTACHE	1,0	1,9		2,9
TERREBONNE	1,0	1,5		2,5
ADMINISTRATION	2,0	4,0		6,0
TOTAL	37,0	48,1	2,0	87,1
MAURICIE-BOIS-FRANCS				
TROIS-RIVIÈRES	10,0	11,5	1,0	22,5
SHAWINIGAN	5,0	5,5	0,5	11,0
LA TUQUE	1,0	1,0		2,0
DRUMMONDVILLE	6,0	8,0		14,0
VICTORIAVILLE	4,0	5,5		9,5
LOUISEVILLE	0,0	0,0		0,0
ADMINISTRATION	1,0	3,5		4,5
TOTAL	27,0	35,0	1,5	63,5
MONTRÉAL				
LAVAL	13,0	13,0	0,5	26,5
CENTRE SUD	7,0	9,0	0,5	16,5
DIV. JEUNESSE (5800 ST-DENIS)	13,0	9,0	0,5	22,5
DIVISION CRIMINELLE	28,0	28,0	2,0	58,0
MAISONNEUVE-MERCIER	8,0	10,0	0,5	18,5
MONTRÉAL-NORD	7,0	9,0	0,5	16,5
CÔTE-DES-NEIGES	6,0	8,0	0,5	14,5
CRÉMAZIE	7,0	9,0	0,5	16,5
SUD-OUEST	8,0	10,0	0,5	18,5
ADMINISTRATION	3,0	22,0		25,0
IMMIGRATION	9,0	14,0		23,0
POINTE=ST-CHARLES	3,0	5,0		8,0
SANTÉ MENTALE	4,0	1,0		5,0
SERVICE DE GARDE				0,0
TOTAL	116,0	147,0	6,0	269,0
OUTAOUAIS				
GATINEAU (CIVIL, FAMILLE, JEUNESSE & ADMINISTRATION)	10,0	15,0		25,0
MANIWAKI	2,0	2,5		4,5
CAMPBELL'S BAY	1,0	1,0		2,0
BUCKINGHAM	1,8	2,5		4,3
GATINEAU	5,0	6,5		11,5
GATINEAU – SECTION CRIMINELLE	6,0	6,0	0,5	12,5
AYLMER	1,0	1,0		2,0
ST-ANDRÉ AVELIN	0,2			0,2
TOTAL	27,0	34,5	0,5	62,0

RÉGIONS	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
QUÉBEC				
CHARLESBOURG (5350 H.-BOURASSA)	2,0	6,0		8,0
LA MALBAIE	1,0	1,4		2,4
LÉVIS	3,0	4,0		7,0
MONTMAGNY	2,0	2,0		4,0
ST-GEORGES-DE-BEAUCE	3,0	3,0		6,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	2,0	2,0		4,0
QC – SECTION JEUNESSE	7,0	6,0	1,0	14,0
QC- SECTION CRIMINELLE	10,0	12,6	1,0	23,6
CENTRE-VILLE	5,0	7,0		12,0
CHARLESBOURG (8500 H.-BOURASSA)	5,0	7,0		12,0
TOTAL	40,0	519,0	2,0	93,0
RIVE-SUD				
LONGUEUIL (101 ROLAND-THERRIEN)	2,0	4,0	0,5	6,5
LONGUEUIL – AFFAIRES CIVILES	6,0	7,5	1,0	14,5
CHÂTEAUGUAY	2,0	3,0		5,0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	4,0	4,0		8,0
ST-HYACINTHE	5,0	6,0		11,0
SOREL	3,0	4,0		7,0
GRANBY	4,0	5,0		9,0
VALLEYFIELD	7,0	7,0		14,0
COWANSVILLE	2,0	3,0		5,0
LONGUEUIL- CRIMINEL & JEUNESSE	12,0	9,0		21,0
BROSSARD	3,0	5,0		8,0
TOTAL	50,0	57,5	1,5	109,0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN				
CHICOUTIMI	7,0	10,0		17,0
ALMA	3,0	4,0		7,0
ROBERVAL	2,0	3,0		5,0
DOLBEAU-MISTASSINI	1,0	2,0		3,0
LA BAIE	1,0	1,0		2,0
JONQUIÈRE	3,0	4,0		7,0
TOTAL	17,0	24,0	0,0	41,0
COMMISSION	12,0	48,0		60,0
TOTAL DES EFFECTIFS	400,0	539,3	16,5	955,8

**P.34 BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D’ADMISSIBILITÉ À L’AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.**

---

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

RÉGIONS	DEMANDES REÇUES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 935
BAS-ST-LAURENT-GASPÉSIE	10 685
CÔTE-NORD	5 223
ESTRIE	15 692
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	33 650
MAURICIE-BOIS-FRANCS	19 836
MONTRÉAL	82 403
OUTAOUAIS	16 185
QUÉBEC	27 130
RIVE-SUD	39 483
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	9 885
TOTAL	272 107

**P.35     ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DU PROGRAMME D’AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L’IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.**

---

**MINISTÈRE**

---

UN MONTANT DE 50,9 M\$ A ÉTÉ ENGAGÉ PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (CSJ) POUR L’AIDE JURIDIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2017, SELON LE FORMULAIRE DE RÉCLAMATION AUX FINS DE L’ENTENTE AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. CE MONTANT INCLUT LES DÉPENSES VISANT À OFFRIR DES SERVICES AUX ADULTES, AUX ADOLESCENTS VISÉS PAR LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (LSJPA) ET AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS. LES COÛTS D’AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE NE SONT PAS DISPONIBLES POUR LES TROIS DERNIERS MOIS DE L’EXERCICE FINANCIER.

**P.36     ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR L’ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2017-2018 ET CEUX PRÉVUS EN 2018-2019. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.**

---

**MINISTÈRE**

---

**COMITÉ SUR L’ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE**

LE SUIVI DES DIVERSES ACTIONS ET MESURES MISES EN ŒUVRE A ÉTÉ INTÉGRÉ AUX TRAVAUX DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC ET DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE RÉDUCTION DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.

**DIVISION DES DOSSIERS SPÉCIAUX EN MATIÈRE PÉNALE (DDSMP)**

EN 2017-2018, LE DÉPLOIEMENT DE LA DIVISION DES DOSSIERS SPÉCIAUX EN MATIÈRE PÉNALE (DDSMP) S’EST POURSUIVI. CETTE NOUVELLE DIVISION DE LA COUR DU QUÉBEC A POUR BUT D’AUGMENTER LA CAPACITÉ DE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE.

LES JUGES QUI SIÈGENT DANS CETTE DIVISION SONT SPÉCIALEMENT FORMÉS ET ONT DÉVELOPPÉ UNE EXPERTISE PARTICULIÈRE QUI ASSURE UNE MEILLEURE GESTION DES INSTANCES, UNE MEILLEURE UTILISATION DES RESSOURCES JUDICIAIRES ET LE RÈGLEMENT DES DOSSIERS AVANT LE PROCÈS DANS LE CADRE DES CONFÉRENCES DE FACILITATION. DE NOMBREUX DOSSIERS ONT ÉTÉ CONFIÉS AUX JUGES DÉDIÉS À CETTE DIVISION, CE QUI ASSURE DE GÉRER PLUS EFFICACEMENT LES PROCÉDURES AVANT ET PENDANT L’INSTANCE.

BUDGET TOTAL 2017-2018 : 6,1 M\$



**P.37    ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DES TRAVAUX DU COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE. PRÉCISER LES ACTIONS ENTREPRISES, DE MÊME QUE LES BUDGETS CONSACRÉS EN 2017-2018 ET CEUX PRÉVUS EN 2018-2019. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.**

---

**MINISTÈRE**

---

LE SUIVI DES DIVERSES ACTIONS ET MESURES MISES EN ŒUVRE EST INTÉGRÉ AUX TRAVAUX DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC ET DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE RÉDUCTION DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.

**P.38** LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2017-2018 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;  
B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;  
C. LE CoûT HORAIRe ET LE CoûT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRe APPLICABLE;  
D. LES PRÉVISIONS DES CoûT PoUR 2018-2019 ET PoUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CoNFié;  
E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SoCiÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

**MINISTÈRE**

CETTE LISTE DIVULQUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX: NE FAITES ÉTAT QUE DES CONTRATS DE 25 000\$, POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.\*

\* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 «CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU»

## LÉGENDE

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)

TAUX DÉROGATOIRE : TAUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÈMENT À L'ARTICLE 6. 2) B) DU TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES (C-65.1, R.11)

- | F | MONTANT FORFAITAIRE  |
|---|--|
| H | TAUX HORAIRE   |
| 1 | MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE   |
| 2 | MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE - EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR |
| 3 | MANDAT HORS QUÉBEC   |

**NOTE EXPLICATIVE**

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 (DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

## MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION PARTIELLE AU BÉNÉFICE DU SECRÈT PROFESSIONNEL.

## MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES – RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
DESLAURIERS, SYLVAIN	250 \$/H1 <sup>1</sup>	CONSEILLER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE TRANSACTIONS COMMERCIALES ET FINANCIÈRES.	24 550,00 \$
DOLBEC, JEAN-FRANÇOIS	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	0,00 \$
DROLET, NORMAND	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	0,00 \$
GAGNON, CHRISTINE	180 \$/H1 <sup>1</sup>	AGIR À TITRE D'EXPERTE-CONSEIL EN DROIT DE LA COPROPRIÉTÉ DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LE PROJET DE LOI SUR LA COPROPRIÉTÉ.	0,00 \$
HÉBERT, PIERRE G.	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	0,00 \$
MAHEU, CATHERINE	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	0,00 \$
PASQUIER, ARIANE	100 \$/H	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	450,00 \$
		TOTAL DES HONORAIRES	25 000,00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES – RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	70 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	0,00 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	70 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	0,00 \$
BROUILLETTE, ROBERT	100 \$/H	CONSEILLER ET REPRÉSENTER L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0,00 \$
GUÉRARD, MARIE-SOLEIL	50 \$/H	REPRÉSENTER L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC DANS UNE ACTION COLLECTIVE.	0,00 \$

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
HAMELIN, JULIE	70 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	0,00 \$
PROVENCHER-LAVERGNE, NICOLAS	50 \$/H	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	162,50 \$
		TOTAL DES HONORAIRES	162,50 \$

COMMISSIONS D’ENQUÊTE

MANDAT ACCORDÉ DANS LE CADRE DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LA PROTECTION DE LA CONFIDENTIALITÉ DES SOURCES JOURNALISTIQUES (CEPCSJ)  
RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LE DOSSIER

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
TREMBLAY, ESTELLE	200 \$/H <sup>1</sup>	CONSEILLER ET ASSISTER UN TÉMOIN CONVOQUÉ DANS LE COURS DES TRAVAUX DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LA PROTECTION DE LA CONFIDENTIALITÉ DES SOURCES JOURNALISTIQUES.	17 392,00 \$
		TOTAL DES HONORAIRES	17 392,00 \$

MANDAT ACCORDÉ DANS LE CADRE DES COMMISSIONS D’ENQUÊTE TENUES SUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES :

- LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC : ÉCOUTE, RÉCONCILIATION ET PROGRÈS (CERP);
- LA COMMISSION D’ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES (FFADA).

RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LE DOSSIER.

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DES COMMISSIONS D’ENQUÊTE TENUES SUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	20 620,00 \$
		TOTAL DES HONORAIRES	20 620,00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
BARIBEAU, PIERRE-L.	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN ORGANISME À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD.	
BATTISTA, GIUSEPPE	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BATTISTA, GIUSEPPE	DÉROGATOIRE <sup>2</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BATTISTA, GIUSEPPE	DÉROGATOIRE <sup>2</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BELLEAU, LOUIS	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BELLEAU, LOUIS	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ LOGÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BISSON, FLORENT	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DÉCARY, MICHEL	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN ORGANISME À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD.	

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL – FIN DE SECTION)
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
SOULIÈRE, GÉRALD	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES JUGES EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
		TOTAL DES HONORAIRES	18 436,30 \$
GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS			81 610,80 \$

AUCUN MANDAT N’A FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION.

NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BARIBEAU, PIERRE-L.	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	1, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 4000	MONTRÉAL (QC)	H3B 4M4
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	CLICHE MATTE JOLICOEUR INC.	1121, 6 <sup>E</sup> RUE	VAL-D'OR (QC)	J9P 3W8

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	388, RUE SAINT-JACQUES, 2 <sup>E</sup> ÉTAGE	MONTREAL (QC)	H2Y 1S1
BELLEAU, LOUIS	LOUIS BELLEAU, AVOCAT INC.	507, PLACE D'ARMES, # 1400	MONTREAL (QC)	H2Y 2W8
BISSON, FLORENT	FLORENT BISSON AVOCAT INC.	442, RUE SAINT-GABRIEL, SUITE 100	MONTREAL (QC)	H2Y 2Z9
BROUILLETTE, ROBERT	BROUILLETTE LEGAL INC.	1050, CÔTE DU BEAVER HALL OUEST, # 1500	MONTREAL (QC)	H2Z 0A5
CHARETTE, STÉPHANIE	VERDON SAMSON LEMIEUX ARMANDA, AVOCATS S.E.N.C.R.L.	67, RUE SAINTE URSULE	QUÉBEC (QC)	G1R 4E7
DÉCARY, MICHEL	BCF S.E.N.C.R.L.	1100, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 25E ÉTAGE	MONTREAL (QC)	H3B 5C9
DESLAURIERS, SYLVAIN	DESLAURIERS & CIE, AVOCATS S.A.	1100, AVENUE DES CANADIENS-DE-MONTREAL OUEST, 7 <sup>E</sup> ÉTAGE	MONTREAL (QC)	H3B 2S2
DOLBEC, JEAN-FRANÇOIS	BBD AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	2875 BOUL. LAURIER, BUREAU 1320	QUÉBEC (QC)	G1V 2M2
DROLET, NORMAND	CATIN LAMARRE, S.E.N.C.R.L.	580, GRANDE ALLÉE EST, # 440	QUÉBEC (QC)	G1R 2K2
FAUTEUX, ANDRÉ	ANDRÉ FAUTEUX, AVOCAT	3616, AVENUE LAVAL	MONTREAL (QC)	H2X 3C9
GAGNON, CHRISTINE	GAGNON BUJOLD NOTAIRES	1175, AVENUE LAVIGERIE, # 430	QUÉBEC (QC)	G1V 4P1
GUÉRARD, MARIE-SOLEIL	TOURIGNY MAGAZZU DROLET BEAULIEU AVOCATS INC.	506, RUE LINDSAY	DRUMMONDVILLE (QC)	J2B1H1
HAMELIN, JULIE	JULIE HAMELIN, AVOCATE	170, AVENUE PRINCIPALE, # 203	ROUYN-NORANDA (QC)	J9X 4P7
HÉBERT, PIERRE G.	DUFRESNE HÉBERT COMEAU INC.	800, PLACE VICTORIA, C.P. 391, BUREAU 4500	MONTREAL (QC)	H4Z 1J2
MAHEU, CATHERINE	GRAVEL 2 AVOCATS INC.	489, AVENUE VICTORIA, 3 <sup>E</sup> ÉTAGE	SAINT-LAMBERT (QC)	J4P 2J3
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE, S.E.N.C.R.L.	1134, GRANDE ALLÉE OUEST, BUREAU 600	QUÉBEC (QC)	G1S 1E5
PASQUIER, ARIANE	BÉLANGER SAUVÉ, S.E.N.C.R.L.	5, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 900	MONTREAL (QC)	H3B 2G2
PROVENCHER-LAVERGNE, NICOLAS	MCGUIRE, BENOIT, LAFORTUNE, DUBOIS AVOCATS	39A, 1 <sup>RE</sup> AVENUE OUEST	AMOS (QC)	J9T 1T7
SOULIÈRE, GÉRALD	LAMARRE LINTEAU & MONTCALM AVOCATS	1500, RUE METCALFE, BUREAU 900	MONTREAL (QC)	H3A 1X6
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	SYLVESTRE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	1395, RUE DANIEL-JOHNSON EST, BUREAU 600	SAINT-HYACINTHE (QC)	J2S 7Y6
TREMBLAY, ESTELLE	GAUTHIER BÉDARD, CABINET D'AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	364, RUE RACINE EST	CHICOUTIMI (QC)	G7H 1S6

**P.38 MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET)**

**P.38** LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2017-2018 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2018-2019 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

**AUTRES MANDATS CONFIE À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE, PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION**

**NOTE EXPLICATIVE**

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS (MTMDET) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION**, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTMDET NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIE AVANT LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018.



**Ministère des Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (MTMDET)**

Note 1	Types de mandats confiés:	<p>Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTMDET (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• examen de titres;</li><li>• quittance provisionnelle;</li><li>• acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).</li></ul>
Note 2	Choix du notaire:	<p>Le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse conformément à la directive du MTMDET, émise le 1<sup>er</sup> mai 2017, qui oblige la personne expropriée ou venderesse à signer un formulaire pour le choix du notaire avant l'attribution du contrat de services juridiques.</p>
Note 3	Honoraires :	<p>Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.</p>

## Ministère des Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (MTMDET)

### Directions territoriales (DT)

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval-Mille-Îles
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction de Québec
- Direction du Saguenay Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

### Direction générale de l'expertise immobilière (DGEI)

- Service d'expertise immobilière

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164015	751784	Simard Savole & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 Qc	2017-03-16	2017-02-24	118,00 \$	756,00 \$	987,21 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464008	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc. (in ébec actif)	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Qc	2015-11-30	2015-11-30	317,71 \$	260,00 \$	616,65 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201564007	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J8X 2A6 QC	2015-09-17	2015-08-14	23,00 \$	270,00 \$	333,43 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664032	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2017-03-20	2017-03-08	18,00 \$	340,00 \$	408,92 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664038	60142	Carreau, Lyne	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2017-03-27	2017-03-08	14,00 \$	211,66 \$	257,35 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664039	370923	Vachon, Roger (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 Qc	2017-03-16	2017-02-24	2,00 \$	185,50 \$	215,28 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764008	753036	Me Martine Corriveau, notaire en fidécommiss Qc	22, 1er Avenue Ouest, bureau 301 J9T 1T8	2017-09-29	2017-08-09	4,00 \$	200,00 \$	233,95 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764009	59941	Lantagne, Michel	22, 1ère Avenue Ouest Suite 301 J9T1T8 QC	2017-09-29	2017-08-09	2,00 \$	200,00 \$	231,95 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764012	32238	Séguin, Francine (notaire)	80, Monseigneur-Tessier Est Bureau 101 J9X 3B9 QC	2017-10-20	2017-09-25	9,00 \$	290,00 \$	342,43 \$
Total DT Abitibi-Témis.- N. Québec									3 627,17 \$
DT Bas-St-Laurent	6200204127	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-11-15	2017-11-02	120,00 \$	475,00 \$	666,13 \$
DT Bas-St-Laurent	6200604144	632364	Services notariaux Boulevard & Beizile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-06-16	2017-06-26	135,00 \$	854,00 \$	1 116,89 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704058	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 ébec	2017-07-07	2017-06-28	172,75 \$	1 335,00 \$	1 707,67 \$
DT Bas-St-Laurent	6200704116	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 Québec	2017-07-18	2017-06-30	21,00 \$	300,00 \$	365,93 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004038	487981	Ross Boudreau notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501 G5L 9A7 Québec	2018-01-09	2017-11-07	158,00 \$	750,00 \$	1 020,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201004099	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2016-06-15	2017-05-01	148,00 \$	1 600,00 \$	1 987,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104027	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2017-12-13	2017-11-27	136,00 \$	1 081,25 \$	1 379,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104047	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2017-06-19	2017-06-12	431,00 \$	2 411,45 \$	3 203,56 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204016	60210	Bélanger, Josée	1208, 61e Avenue, bureau 202 G0R 1Z0 QC	2017-12-20	2017-12-01	114,00 \$	650,00 \$	861,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204104	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2018-01-20	2017-12-18	129,00 \$	780,00 \$	1 025,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204105	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-12-13	2017-11-22	128,00 \$	750,00 \$	990,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204106	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-12-13	2017-11-22	260,00 \$	1 030,00 \$	1 444,24 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204107	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 Québec	2017-12-13	2017-11-28	124,00 \$	856,25 \$	1 108,47 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204108	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-09-18	2017-08-25	13,00 \$	225,00 \$	271,69 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201304070	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2017-05-12	2017-04-13	142,00 \$	927,96 \$	1 208,92 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304073	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2017-05-12	2017-04-11	138,00 \$	979,00 \$	1 263,61 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304075	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-09-06	2017-08-09	441,55 \$	650,00 \$	1 188,89 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304076	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2018-01-16	2017-12-15	126,00 \$	1 129,00 \$	1 424,07 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304076	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2018-01-16	2018-01-09	137,00 \$	304,00 \$	486,52 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304083	367006	Odile Charest inc.	84, Avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2017-05-16	2017-05-19	412,90 \$	1 887,96 \$	2 583,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304084	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2017-04-03	2017-03-20	253,00 \$	1 229,50 \$	1 666,61 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404018	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint- Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-12-20	2017-12-13	127,00 \$	830,00 \$	1 081,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404025	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint- Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-09-27	2017-09-19	129,00 \$	750,00 \$	991,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404031	598473	Nadine Rioux, notaire i nc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2017-04-18	2017-03-31	178,00 \$	750,00 \$	1 040,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504008	59929	Lévesque, Nathalie (00 3)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2017-07-06	2017-05-09	573,00 \$	2 950,00 \$	3 964,76 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504011	483295	Me Marc St- Laurent, notaire inc.	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8Québec	2017-12-20	2017-11-15	4,00 \$	383,00 \$	444,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504030	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2017-05-16	2017-04-24	262,00 \$	1 400,00 \$	1 871,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504032	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-07-18	2017-07-03	209,00 \$	650,00 \$	956,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504033	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2017-09-06	2017-07-20	263,00 \$	1 255,00 \$	1 705,94 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504033	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2017-05-12	2017-05-01	122,00 \$	350,00 \$	524,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504038	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-05-12	2017-04-25	135,00 \$	299,00 \$	478,78 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504039	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2017-12-13	2017-12-05	132,00 \$	779,50 \$	1 028,24 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504041	137919	Me Harold Thibeault	38, Duchénier G0K 1S0 QC	2018-01-09	2017-12-13	265,00 \$	1 050,00 \$	1 472,24 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604003	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2017-04-07	2017-04-03	378,00 \$	1 508,50 \$	2 112,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604004	708157	ME Julie Marquis, notai re inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-05-31	2017-05-10	255,00 \$	2 100,00 \$	2 669,48 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604005	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-10-17	2017-10-06	126,75 \$	1 350,00 \$	1 678,91 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604009	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-12-07	2017-11-06	719,25 \$	1 750,00 \$	2 731,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604010	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-18	2017-04-11	266,35 \$	1 150,00 \$	1 588,56 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604012	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-06	2017-04-03	262,35 \$	1 480,00 \$	1 963,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604013	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-01-25	2018-01-23	266,35 \$	1 580,00 \$	2 082,96 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201604014	652364	Services notariaux Bou chard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-12-13	2017-10-31	259,00 \$	1 358,00 \$	1 820,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604015	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-10-03	2017-09-25	260,60 \$	1 480,00 \$	1 962,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604017	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-06-06	2017-05-23	126,75 \$	800,00 \$	1 046,55 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604022	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-01-23	2018-01-15	336,75 \$	1 600,00 \$	2 176,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604023	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-06-08	2017-05-28	0,00 \$	350,00 \$	402,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604024	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-18	2017-04-11	121,00 \$	1 000,00 \$	1 270,75 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604027	201473	Côté Ouellet Thivierge nc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Qu ébec	2017-09-18	2017-08-31	279,50 \$	1 811,00 \$	2 361,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604029	59929	Lévesque, Nathalie (00 3)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2017-05-29	2017-05-17	134,00 \$	1 150,00 \$	1 456,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604030	708157	ME Julie Marquis, notair e inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-09-27	2017-09-19	255,00 \$	1 350,00 \$	1 807,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604033	201473	Côté Ouellet Thivierge nc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Qu ébec	2017-10-26	2017-10-05	153,75 \$	981,00 \$	1 281,66 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604034	201473	Côté Ouellet Thivierge nc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 G5R 3C8 Qu ébec	2017-09-25	2017-08-31	271,75 \$	1 281,00 \$	1 744,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604039	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-06-02	2017-05-10	0,00 \$	400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604041	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-18	2017-04-12	123,00 \$	1 750,00 \$	2 135,06 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604044	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-06-22	2017-06-16	559,75 \$	1 950,00 \$	2 801,76 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604050	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-04-06	2017-04-03	126,75 \$	1 030,00 \$	1 310,99 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604055	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-01-25	2018-01-23	267,35 \$	1 550,00 \$	2 049,46 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604056	652364	Services notariaux Bou chard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2017-10-30	2017-10-11	143,00 \$	1 009,00 \$	1 303,10 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604058	764539	Sandra Thériault, notair e inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-04-11	2017-04-07		500,00 \$	574,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604058	764539	Sandra Thériault, notair e inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 Québec	2017-10-12	2017-09-21	265,00 \$	1 750,00 \$	2 277,06 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604062	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 Québec	2017-08-29	2017-08-09	122,00 \$	646,95 \$	865,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604064	201473	Côté Ouellet Thivierge nc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Qu ébec	2018-02-05	2018-01-29	270,75 \$	1 275,00 \$	1 736,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604066	42036	Organisation Serge Ber nier inc.	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2017-10-04	2017-09-14	255,00 \$	680,00 \$	1 036,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604068	42036	Organisation Serge Ber nier inc.	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2017-12-07	2017-11-08	255,00 \$	680,00 \$	1 036,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604073	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2017-09-21	2017-09-14		200,00 \$	229,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604081	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Cartier,C.P. 363 G5H 3L2 Québec	2017-09-06	2017-08-14	165,00 \$	325,00 \$	538,67 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604083	598473	Nadine Rioux, notaire i nc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2018-01-25	2018-01-18	139,00 \$	700,00 \$	943,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604112	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-01-23	2018-01-15	266,35 \$	1 300,00 \$	1 761,03 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201604112	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine	G5R 3B8 QC	2017-09-01		400,00 \$	459,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704054	627788	Notaires Michaud Char bonneau Heppell inc., L es	302-1555, boulevard Jacques- Carlier,C.P. 363	G5H 3L2 Québec	2017-09-07	15,00 \$	296,80 \$	356,25 \$
<b>Total DT Bas-St-Laurent</b>									<b>96 566,51 \$</b>
DT Chaudière-Appalaches	6200812184	694347	André Poirier notaire s. a.	305, 107e Rue, bureau 202	G5Y 3J8Québec	2017-12-14	312,00 \$	1 016,25 \$	1 480,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012039	84683	Me Chantal Brochu, not aire	17, route Kennedy	G0R 3E0 QC	2017-05-30	3,00 \$	411,25 \$	475,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112050	694347	André Poirier notaire s. a.	305, 107e Rue, bureau 202	G5Y 3J8Québec	2017-11-23	121,00 \$	490,00 \$	684,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112055	141289	Gestion Denys Quirion nc.	254A, avenue Lambert	G5X 1S1 Québec	2017-12-22	5,00 \$	305,00 \$	355,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112178	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2017-09-22		250,00 \$	287,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112228	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est	G0M 1B0 QC	2017-09-22	120,00 \$	400,00 \$	579,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212064	427887	Blouin, Pierre (notaire)	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214	G6E 1M3 QC	2017-11-10	33,00 \$	800,00 \$	952,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212088	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord	G6E 4G6 Québec	2017-12-13	7,00 \$	1 140,00 \$	1 317,72 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212092	135823	Vachon & Associés, No taire, Conseillers Juridi ques, S.E.N.C.	287, Marguerite- Bourgeoys, bureau 201	G6E 3B8 Québec	2017-03-10		1 089,25 \$	1 252,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212092	135823	Vachon & Associés, No taire, Conseillers Juridi ques, S.E.N.C.	287, Marguerite- Bourgeoys, bureau 201	G6E 3B8 Québec	2017-03-10		1 520,94 \$	1 748,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212149	12000	L'Heureux, Lessard et Boiduc, notaires et con seillers juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2017-03-31	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212150	12000	L'Heureux, Lessard et Boiduc, notaires et con seillers juridiques	105, rue de Brébeuf	G0S 2W0 QC	2017-03-31	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212213	328999	Lacroix, Thibautdeau, T remblay et associés (S. E.N.C.R.L.) société de notaires	50, route du Président- Kennedy, bureau 211	G6V 6W8 Québec	2017-03-28	369,21 \$	720,00 \$	1 197,03 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312006	59062	Ouellet, Jean-Pierre	206, rue des Plonniers Est	G0R 2B0 QC	2017-06-28		96,66 \$	111,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312108	738382	Pierre Samson (notaire )	5255, boulevard Guillaume- Couture, #161	G6V 4Z4 Lévis	2017-09-28	155,00 \$	275,00 \$	471,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312112	767299	Ruth Kerline Joseph Mil cé, notaire inc.	193, boulevard Baril Est	G6L 3V1 Québec	2017-04-04	333,00 \$	350,00 \$	735,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312114	334540	Gosselin, Laqueux, Ro y, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247	G8V 6R8 Québec	2017-04-11	405,00 \$	1 639,50 \$	2 290,02 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312118	415025	Dutrisac, Dugas et De mers, notaires S.E.N.C .R.L.	831, boulevard Décarie, bureau 301	H4L 3L8 Québec	2017-04-26	455,18 \$	1 935,00 \$	2 679,95 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201412007	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2017-05-11	403,00 \$	930,00 \$	1 472,27 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412070	861643	Josée Bélanger Notaire inc.	1208, 61e Avenue, bureau 202 bec G0R 1Z0 Québec		2017-11-14	131,00 \$	770,83 \$	1 017,26 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201412072	861643	Josée Bélanger Notaire inc.	1208, 61e Avenue, bureau 202 bec G0R 1Z0 Québec		2017-11-17	135,00 \$	1 073,33 \$	1 369,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512010	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2017-10-23	10,00 \$	225,00 \$	268,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512011	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2017-10-17	16,00 \$	150,00 \$	188,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512039	136201	Voyer, Claude	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 G6E 1M3 QC		2017-09-20	136,00 \$	590,00 \$	814,35 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512064	846754	Services professionnels Poulin inc.	228, Proulx, bureau 101 G1M 1W7 Québec		2017-09-25	148,00 \$	775,00 \$	1 039,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512068	642010	LNTP notaires Inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec	2017-05-16	2017-04-28	18,00 \$	350,00 \$	420,41 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512068	642010	LNTP notaires Inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec		2017-07-21	2,00 \$	834,27 \$	961,20 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512073	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R 3E0 QC		2017-09-25	153,00 \$	1 136,25 \$	1 459,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512076	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R 3E0 QC		2017-07-20	261,00 \$	967,49 \$	1 373,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512077	74118	Josianne Asselin, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 Québec	2017-05-15	2017-04-11	282,50 \$	937,49 \$	1 360,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512089	830424	L'Écuyer, Nancy	1, chemin de la Rabastallère Est ébéc J3V2A4 Québec		2017-05-03	128,00 \$	751,15 \$	991,64 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512104001	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2017-05-16	2017-04-28	127,00 \$	635,00 \$	857,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512104002	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2017-05-16	2017-04-28	127,00 \$	635,00 \$	857,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512109	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2017-04-20	2017-04-07	274,50 \$	650,00 \$	1 021,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512110	78326	Soucy, Roy, Gauvreau, notaires, S.E.N.C.R.L.	15400, boulevard Lacroix G5Y 1R7 Québec		2017-09-15	120,00 \$	860,00 \$	1 108,79 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512112	136199	De Blois & De Blois, notaires S.E.N.C.	85, rue Notre-Dame Est C.P. 908 G6G 5V3 QC	2017-12-12	2017-11-14	129,00 \$	625,00 \$	847,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612003	651436	Olivier Pelletier, notaire Inc.	259, boulevard Nilius-Lederc G0R 2C0 Québec	2017-10-11	2017-10-01	130,00 \$	443,75 \$	640,20 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612005	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame G6E 3Z5 Québec		2017-03-28	133,00 \$	855,31 \$	1 116,40 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612006	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame G6E 3Z5 Québec		2017-03-20	131,00 \$	655,31 \$	884,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612013	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8Québec		2017-12-14	122,00 \$	758,75 \$	994,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612014	664555	Mie Francine Baillargeon notaire inc.	1574, route 277, suite A G0R 1S0 Québec	2017-05-19	2017-04-24	342,00 \$	900,00 \$	1 376,78 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612015	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2017-04-20	2017-04-07	141,50 \$	320,00 \$	509,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612018	586305	Aubert & Morency, notaires	846, avenue Champlain g0h 1e0 Québec		2017-03-22	210,00 \$	713,45 \$	1 030,29 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201612023	328999	Lacroix, Thibautdeau, T remblay et associés [S. E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président- Kennedy, bureau 211 G6V 6W8 Québec		2017-12-08	84,00 \$	400,00 \$	543,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612033	328999	Lacroix, Thibautdeau, T remblay et associés [S. E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président- Kennedy, bureau 211 G6V 6W8 Québec		2017-12-08	79,00 \$	300,00 \$	423,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612036	46310	Goulet & Godbout notai res S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2017-12-12	2017-11-24	10,00 \$	150,00 \$	182,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612037	642010	LNTP notaires Inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec		2017-11-29	3,00 \$	200,00 \$	232,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612042	84683	Me Chantal Brochu, not aire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2017-05-15	2017-04-11	158,00 \$	833,32 \$	1 116,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612043	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2017-10-30	265,00 \$	1 165,00 \$	1 604,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612044	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC	2017-05-25	2017-05-01	150,60 \$	283,33 \$	476,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612044	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC		2017-09-13	128,60 \$	227,05 \$	389,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612046	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2017-10-24	440,00 \$	1 535,00 \$	2 204,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612047	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2017-07-04	264,00 \$	1 367,75 \$	1 836,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612048	59959	Pelletier, Brigitte (003)	169, rue Principale G0R 2V0 QC		2017-09-24	265,00 \$	550,00 \$	897,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612049	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC	2017-05-15	2017-04-25	165,31 \$	452,05 \$	685,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612055	738382	Pierre Samson (notaire )	5255, boulevard Guillaume- Couture, #161 G6V 4Z4 Lévis		2017-06-12	155,00 \$	375,00 \$	586,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612058	636580	Gaston Vachon notaire Inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q uébec		2017-07-13	143,00 \$	680,00 \$	924,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612059	636580	Gaston Vachon notaire Inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q uébec		2017-09-20	120,00 \$	490,00 \$	683,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612060	636580	Gaston Vachon notaire Inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q uébec		2017-09-20	120,00 \$	490,00 \$	683,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612061	636580	Gaston Vachon notaire Inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q uébec		2017-11-07	552,00 \$	1 105,00 \$	1 822,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612062	838922	Me Josianne Pedneault , notaire	703A, rue Principale J0R 1K0 Québec		2017-07-24	176,00 \$	1 088,10 \$	1 427,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612065	595912	Tousignant Rodrigue V eilleux Mathieu, notaire s S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G6Y 1V9 Québec		2017-09-25	270,00 \$	845,00 \$	1 241,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612067	632795	Me Claudia Rancourt, n otaire	15190, boulevard Lacroix G5Y 1R7 Québec		2017-11-08	252,00 \$	291,00 \$	586,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612068	600895	Fecteau, Micheline (not aire)	128-A, rue Commerciale G0M 2B0 Québec	2018-01-19	2017-12-16	123,00 \$	776,25 \$	1 015,49 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712004	201120	Charest, Luc A. (notair e)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2017-11-20	225,00 \$	475,00 \$	771,13 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712005	636580	Gaston Vachon notaire Inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Q uébec	2018-01-19	2017-12-18	255,00 \$	831,25 \$	1 210,73 \$



Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201712006	706971	Marie-Josée Leclerc, notaire	374, rue Principale G0R 3Z0 Québec		2017-10-31	141,00 \$	583,33 \$	811,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712006	706971	Marie-Josée Leclerc, notaire	374, rue Principale G0R 3Z0 Québec		2017-10-31	139,00 \$	250,00 \$	426,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712010	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M1Y0 Québec	2018-02-01	2017-12-15	126,00 \$	504,00 \$	705,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201712012	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2017-12-07	205,00 \$	720,00 \$	1 032,82 \$
Total DT Chaudière-Appalaches									66 508,40 \$
DT Côte-Nord	6201108012	351285	Lévesque, Brigitte-Viviane (002)	1206, boulevard des Acadiens G0G 1P0 QC	2017-05-17	2017-04-11	130,00 \$	506,76 \$	712,65 \$
DT Côte-Nord	6201308002	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC		2017-11-10	155,00 \$	901,80 \$	1 191,84 \$
DT Côte-Nord	6201308002	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC		2017-08-22	12,00 \$	350,00 \$	414,41 \$
DT Côte-Nord	6201308007	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2017-05-26	2017-04-10	263,57 \$	1 179,00 \$	1 619,13 \$
DT Côte-Nord	6201308028	738382	Pierre Samson (notaire)	5255, boulevard Guillaume-Couture, #161 G6V 4Z4 Lévis	2017-12-18	2017-09-12	155,00 \$	590,00 \$	833,35 \$
Total DT Côte-Nord									4 771,38 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744005	581156	Hénault, Richard (Hénault et Mathieu, notaires et cons.juridiques)	24, avenue Saint-François J0H 1W0 QC		2017-03-27	526,00 \$	180,00 \$	732,96 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744005	581156	Hénault, Richard (Hénault et Mathieu, notaires et cons.juridiques)	24, avenue Saint-François J0H 1W0 QC		2017-03-27	180,00 \$	2 267,00 \$	2 786,48 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444020	682870	Pelletier, Rachel (004)	157, Chemin Rabastallère Ouest J3V1Z3 Québec		2017-03-01	148,00 \$	1 283,33 \$	1 623,51 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444021	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC	2017-11-23	2017-11-10	139,00 \$	1 300,00 \$	1 633,68 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444023	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101 J0H 1K0 QC		2017-03-02	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444027	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101 J0H 1K0 QC		2017-03-02	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201444028	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101 J0H 1K0 QC		2017-03-02	118,00 \$	500,00 \$	692,88 \$
Total DT Est-de-la-Montérégie									8 855,27 \$
DT Estrie	6201144085	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 Québec	2017-04-18	2017-04-03	138,00 \$	1 200,00 \$	1 517,70 \$
DT Estrie	6201160057	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-06-28		304,00 \$	349,62 \$
DT Estrie	6201244002	627519	Émilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205 J2K 5E7 Québec		2017-05-10	25,00 \$	300,00 \$	369,93 \$
DT Estrie	6201260046	350377	Demers, Descoteaux, notaires, S.E.N.C.R.L.	2727, rue King Ouest, bureau 210 J1L 1C2 Québec		2017-10-13	128,00 \$	450,00 \$	645,39 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Estrie	6201260051	81844	Brière, Elisabeth (notaire)	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H6E9 QC		2017-06-07	222,00 \$	500,00 \$	796,88 \$
DT Estrie	6201344025	400128	Mc Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation J0H 2E0 Québec		2017-03-21	252,16 \$	475,00 \$	798,29 \$
DT Estrie	6201460002	406491	Drapeau, Richard (002)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2017-10-11	4,00 \$	300,00 \$	348,93 \$
DT Estrie	6201560024	76906	Lavallée, Lucie (002)	550, rue de L'Église, C.P. 206 J0E 2L0 QC		2017-06-22	288,00 \$	861,00 \$	1 277,93 \$
DT Estrie	6201560032	417902	Bellevue & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 Québec		2017-05-10	120,00 \$	675,00 \$	896,08 \$
DT Estrie	6201660002	375868	Guilbeault, Patrick (notaire)	80, rue Principale Est J0B 1M0 QC		2017-08-25	433,00 \$	1 253,00 \$	1 873,64 \$
DT Estrie	6201660003	701286	Gondin Guilbeault Fontaine, notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M0 Québec		2017-08-28	433,00 \$	1 253,00 \$	1 873,64 \$
DT Estrie	6201660011	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2017-04-25	433,00 \$	1 328,00 \$	1 959,87 \$
DT Estrie	6201660014	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-07-27	373,00 \$	1 208,00 \$	1 761,90 \$
DT Estrie	6201660016	627519	Emilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205 J2K 5E7 Québec		2017-10-23	290,00 \$	1 000,00 \$	1 439,75 \$
DT Estrie	6201760000	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-10-17	255,00 \$	956,00 \$	1 354,16 \$
DT Estrie	6201760001	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-10-17	120,00 \$	656,00 \$	874,24 \$
DT Estrie	6201760002	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-11-29	471,00 \$	1 257,00 \$	1 916,24 \$
DT Estrie	6201760004	139238	Bouffard, Claire (notaire)	247, rue Albert J0B 3B0 QC		2017-10-27	271,00 \$	1 068,00 \$	1 498,93 \$
DT Estrie	6201760006	536475	Turcotte Paquette, notaires inc.	120, rue Angus Nord J0B 1R0 Québec		2017-10-19	120,00 \$	655,00 \$	873,09 \$
DT Estrie	6201760007	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2017-11-23	120,00 \$	655,00 \$	873,09 \$
DT Estrie	6201760011	701286	Gondin Guilbeault Fontaine, notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M0 Québec		2017-07-10	160,00 \$	517,50 \$	755,00 \$
Total DT Estrie									24 054,20 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6198802688	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2017-10-04	2017-10-02	130,00 \$	1 200,00 \$	1 509,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200100016	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-11-01	2017-10-20	477,00 \$	1 550,00 \$	2 259,11 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200200115	425537	Notaires Renaud & Lebanc S.A., Les	780, chemin Principal G4T 1H1 Québec	2018-01-29	2017-12-05	147,00 \$	1 200,00 \$	1 526,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-11-15	2017-11-07	138,00 \$	575,00 \$	799,11 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000025	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2018-01-29	2018-01-25	275,00 \$	1 350,00 \$	1 827,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000031	58600	Bonneville, Noël (notaire)	251, 1re Avenue Ouest C.P. 788 G4V1E3 QC	2017-06-21	2017-05-23	228,00 \$	545,00 \$	852,02 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000065	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-08-23	2017-08-03		400,00 \$	459,90 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201200038	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-12	2017-03-29	136,00 \$	804,00 \$	1 060,40 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201200050	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-12	2017-03-29	123,00 \$	804,00 \$	1 047,40 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201200079	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-12	2017-03-29	128,00 \$	854,00 \$	1 109,89 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201200081	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-17	2017-05-08	134,00 \$	1 375,00 \$	1 714,91 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201300067	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, chemin Principal G4T 1H1 Québec	2017-09-18	2017-08-11		400,00 \$	459,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201300087	813737	Nathalie Adams, Notaire, lll., ddn.	1000, 6e Avenue, bureau 2016 bec G0R 1Z0 Québec	2017-03-14	2017-03-13	494,00 \$	1 100,00 \$	1 758,73 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201300090	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-04-03	2017-03-20		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201400023	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, chemin Principal G4T 1H1 Québec	2018-01-29	2017-12-05	145,00 \$	1 200,00 \$	1 524,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201400038	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-11-13	2017-09-29	3,00 \$	350,00 \$	405,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500001	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 Québec	2017-08-23	2017-08-02	120,00 \$	500,00 \$	694,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500011	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-06-21	2017-06-15	3,00 \$	225,00 \$	261,69 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500013	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2017-06-09	2017-05-30	0,00 \$	225,00 \$	258,69 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500025	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-03-28	2017-03-21	119,00 \$	380,00 \$	555,91 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500026	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-10-27	2017-10-04	267,00 \$	1 025,00 \$	1 435,50 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500027	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D-Levesque G0C 1Z0 Québec	2017-03-28	2017-03-21	119,00 \$	350,00 \$	521,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201500034	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ouest bec G0C 2B0 Québec	2017-04-18	2017-03-14	118,00 \$	1 000,00 \$	1 267,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600012	375178	Me Annie Soucy, notaire inc.	307, rue de la Gare G4W 3J2 Québec	2017-04-12	2017-04-07	158,00 \$	1 065,00 \$	1 382,48 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600013	375178	Me Annie Soucy, notaire inc.	307, rue de la Gare G4W 3J2 Québec	2017-10-06	2017-09-20	295,00 \$	1 650,00 \$	2 192,09 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600023	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-04-19	2016-01-26	190,30 \$	600,00 \$	880,15 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600025	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2017-12-04	2017-11-13	302,46 \$	1 000,00 \$	1 452,21 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600026	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-10-12	2017-09-29	5,00 \$	475,00 \$	551,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600040	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-07-12	2017-07-11	5,00 \$	220,00 \$	257,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600040	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-12-07	2017-12-04	120,00 \$	800,00 \$	1 039,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600041	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec		2017-06-15	5,00 \$	220,00 \$	257,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeliène	6201600041	59386	Bouchard, Jacques (notaire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-12-07	2017-12-04	120,00 \$	800,00 \$	1 039,80 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600042	59386	Bouchard, Jacques (no taire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-07-18	2017-07-13	2,00 \$	220,00 \$	254,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600042	59386	Bouchard, Jacques (no taire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2018-02-01	2018-01-22	131,00 \$	870,00 \$	1 131,28 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600045	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-26	2017-05-16	13,00 \$	475,00 \$	359,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600046	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-26	2017-05-15	5,00 \$	475,00 \$	351,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600047	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-10-16	2017-09-28	7,00 \$	475,00 \$	353,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600050	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-26	2017-05-15	8,00 \$	475,00 \$	354,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600052	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-17	2017-05-10	14,00 \$	475,00 \$	360,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600062	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-05-29	2017-05-16	12,00 \$	475,00 \$	358,14 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600064	58843	Gagné, Raymond (nota ire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2017-07-21	2017-07-14		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600065	59386	Bouchard, Jacques (no taire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-09-12	2017-08-17	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201600065	59386	Bouchard, Jacques (no taire)	38, rue Principale G0E 1Y0 Québec	2017-06-15	2017-06-12	4,00 \$	220,00 \$	256,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201700001	472137	Abdelnour et Desrosier s, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-06-22	2017-06-16	8,00 \$	375,00 \$	439,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201700004	68454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-10-12	2017-09-28	5,00 \$	375,00 \$	436,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201700005	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2017-12-13	2017-11-29	131,00 \$	650,00 \$	878,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine	6201700006	472137	Abdelnour et Desrosier s, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2017-06-22	2017-06-16	7,00 \$	400,00 \$	466,90 \$
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madelièine									
DT Ile-de-Montréal	6200840022	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1 050 H3Z 3C1 Qc		2017-08-09		500,00 \$	574,88 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040007	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 3A 3H3 Qc	2017-03-01	2017-02-08		900,00 \$	1 034,78 \$
Total DT Ile-de-Montréal									
DT Laurentides-Lanaudière	6200252078	618530	Baril, Jean- François (Études d'avo cats et de notaires)	341, rue des Loisirs J0K 2M0 Qc		2017-11-20		325,00 \$	373,67 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200252083	864184	Beausoleil, Mireille ( M e Mireille Beausoleil, no taire)	5611, chemin St-Jean J0K 2M0 Qc		2017-12-14		150,00 \$	172,46 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200752036	328562	Poudrier, Gislain (notair e)	430, rue de l'Annonciation Nord J0T 1T0 QC		2017-06-08		175,00 \$	201,21 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200852020	382693	Fex, Jacinthe (notaire)	104, 12ième rue J0W 1C0 Qc		2017-06-05		375,00 \$	431,16 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252000	617303	Doucet, Kelley, Paquin inc.	691, rue de Montcalm J0K 1A0 Qc		2017-06-07		375,00 \$	431,16 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201252064	648151	Voizard Voizard notaires s.e.n.c.r.l.	1080, rue Valiquette J8B 2M3 Qc		2017-10-11		175,00 \$	201,21 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252064	648151	Voizard Voizard notaires s.e.n.c.r.l.	1080, rue Valiquette J8B 2M3 Qc		2017-06-27	30,00 \$	700,00 \$	834,83 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201252065	781448	Johanne Paquette, notaire	3026, rue Saint-Charles J8B 1G3 Qc		2017-11-20	554,00 \$	1 000,00 \$	1 703,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452027	401364	Gagnon, Carlin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2017-06-02	148,00 \$	785,00 \$	1 050,55 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452044	71793	Savard, Jean-Guy	100, Boul. Don-Quichotte, Bureau 4 J7V 6L7 QC		2017-06-13	175,00 \$	500,00 \$	749,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552008	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 Qc		2017-06-08	120,00 \$	600,00 \$	809,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552013	813980	Prattas, Helen (notaire)	247, rue Montreuil H7X 3K3 Qc		2016-09-19	280,97 \$	1 490,00 \$	1 994,10 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552018	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2016-12-15	179,20 \$	600,00 \$	869,05 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552032	92096	Éthier, Adéland (notaire)	205, rue Principale J0K1T0 QC		2017-09-07	260,00 \$	1 750,00 \$	2 272,06 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552087	703208	Desnoyers Laroché inc.	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8J1 Québec		2018-02-20	339,00 \$	730,00 \$	1 178,32 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201652003	615746	La Salle, Sophie (notaire)	540, rue charbonneau J8E 3H4 Québec		2017-08-28		900,00 \$	1 034,78 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201652018	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2018-02-19	158,00 \$	780,00 \$	1 054,81 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752004	421148	Richard Gandolfi Notaire inc.	115, chemin de Saint-Jean J5R 2J7 Québec		2017-08-24	146,12 \$	550,00 \$	778,48 \$
Total DT Laurentides-Lanaudière									
DT Laval-Mille-Îles	6201436022	742149	PPD Notaires S.E.N.C. R.L.	401-1550 rue Empère J4B7L4 Qc	2017-08-17				16 141,33 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436041	737372	9164-7362 Québec inc.	330 rue Principale J0R 1R0 Qc	2017-03-06		251,00 \$	1 946,86 \$	2 489,40 \$
DT Laval-Mille-Îles	6201436058	827071	Gélinas, Émilie (notaire)	200-5551 boul. Laurier J7M 1C3 QC	2017-06-07		269,00 \$	1 259,90 \$	1 717,58 \$
Total DT Laval-Mille-Îles									
DT Métropolitaine de Montréal	6199501953	203573	Paul Germain, notaire	123, boul. Saint-Labelle J0R 1T0 QC			60,00 \$	979,17 \$	1 185,80 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200348128	86930	Reid, Jocelyn (notaire)	123, boul. Saint-Jean Baptiste J6K 3B1 Québec					5 392,78 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6200548079	76479	Me France Larivière	35 RUE SAINT-PIERRE BUREAU 204 J5A 2E4 QC			165,25 \$	550,00 \$	797,61 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201048058	825666	Pettit & Toussis notaires s.e.n.c.r.l.	6600, route Trans-Canada, bureau 115 H9R 4S2 Qc			8,00 \$	450,00 \$	525,39 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201048061	298081	Isaacson, Levy & Steinberg	PIERRE BUREAU 204 J5A 2E4 QC	2017-03-10		129,68 \$	1 000,00 \$	1 279,43 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201048061	298081	Isaacson, Levy & Steinberg	Me Sandor Steinberg 1130, rue Sherbrooke Ouest, bureau 910 H3A 2M8 Québec	2017-06-28		160,00 \$	525,00 \$	763,62 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201048061	298081	Isaacson, Levy & Steinberg	Me Sandor Steinberg 1130, rue Sherbrooke Ouest, bureau 910 H3A 2M8 Québec			300,00 \$	700,00 \$	1 104,83 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Métropolitaine de Montréal	6201548030	543415	Gascon & associés S. E.N.C.R.L.	1100, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 700 H3B 4N4 Québec		2017-03-21	0,00 \$	1 113,00 \$	1 279,68 \$
<b>Total DT Métropolitaine de Montréal</b>									<b>5 750,56 \$</b>
DT Monteregie	6201685005	455816	Desmarais, Nathalie (notaire)	170, rue Longueuil Québec		2017-12-01	123,00 \$	175,00 \$	324,20 \$
DT Monteregie	6201685008	137565	Leblanc-Brunet inc. (inactif)	265, BOUL. D'ANJOU, BUREAU 306 J6J 5J9 QUEBEC		2017-03-13	128,00 \$	747,00 \$	986,86 \$
DT Monteregie	6201685008	137565	Leblanc-Brunet inc. (inactif)	265, BOUL. D'ANJOU, BUREAU 306 J6J 5J9 QUEBEC		2017-03-13	218,00 \$	747,00 \$	1 076,86 \$
<b>Total DT Monteregie</b>									<b>2 387,92 \$</b>
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201148089	298081	Isaacson, Levy & Steinberg	1130, rue Sherbrooke ouest, bureau 910 2M8 Québec		2017-03-03	150,00 \$	700,00 \$	954,82 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201148117	62424	Bédard, Conrad	3339, DE LA GARE J7V 8W5 QC		2017-03-20	396,00 \$	1 990,00 \$	2 684,00 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248016	756904	Archambault, Pierre (notaire)	589, rue St-Thomas J4H 3A7 Québec	2017-12-07	2017-11-28		50,00 \$	57,49 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201448024	305272	Dugas, Eric (médiateur)	15981, boul. Gouin Ouest H9H 1C7 QC	2017-08-09	2027-08-09	185,00 \$	650,00 \$	932,34 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201448025	412210	Pharand, Jean-Claude (notaire)	16, rue Sainte-Catherine J0P 1X0 QC		2017-04-05	156,65 \$	1 130,00 \$	1 455,87 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548004	412210	Pharand, Jean-Claude (notaire)	16, rue Sainte-Catherine J0P 1X0 QC		2017-04-05	152,65 \$	2 176,23 \$	2 654,77 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548005	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC		2017-01-04	73,80 \$	1 040,00 \$	1 269,54 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548018	558835	Notaires Piché et Rives t, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2017-04-07	275,00 \$	350,00 \$	677,41 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548019	558835	Notaires Piché et Rives t, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC		2017-02-15	271,00 \$	455,00 \$	794,14 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548020	558835	Notaires Piché et Rives t, Les	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC	2017-05-15	2017-02-15	128,00 \$	420,00 \$	610,90 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201548033	75931	Me Normand Brunet	45, boul. Pie XII J6S 6P5 Québec		2017-04-18	124,00 \$	200,00 \$	353,95 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201648006	846073	Duquette, Sylvie (003)	15, rue Gale, C.P. 209 J0S 1K0 Québec		2017-08-29	127,00 \$	145,00 \$	293,72 \$
<b>Total DT Ouest-de-la-Montréalégie</b>									<b>12 738,95 \$</b>
DT Outaouais	6201156012	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-11-10	2017-09-12		489,18 \$	562,44 \$
DT Outaouais	6201156012	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-11-10	2017-09-11		315,01 \$	362,19 \$
DT Outaouais	6201156013	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-11-10	2017-09-11		452,94 \$	520,78 \$
DT Outaouais	6201156013	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2017-11-10	2017-09-11		699,62 \$	804,40 \$
DT Outaouais	6201356001	856243	Étude notariale Mougeot Inc.	1400, rue St-Louis, bureau 104 J8T 2N1 QC	2017-11-10	2017-07-10		170,37 \$	195,88 \$
DT Outaouais	6201356041	393153	Gagné, Jean-François (notaire)	188, Rue Montcalm, Bureau 300 J8Y3B5 QC	2017-10-20	2017-06-07	288,00 \$	1 025,00 \$	1 466,49 \$
DT Outaouais	6201556003	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2017-06-07	2017-04-24	120,00 \$	630,00 \$	844,34 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Total DT Outaouais									4 756,52 \$
DT Québec	6199500617	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2017-07-11	2017-04-06	460,00 \$	950,00 \$	1 552,26 \$
DT Québec	6200432024	729108	Charlevoix notaires inc.	4, rue du Moulin, bureau 201 ec G3Z 2R8 Québ	2018-01-31	2018-01-11		85,00 \$	97,73 \$
DT Québec	6200532242	59440	Villeneuve, Élise (notaire e)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2017-05-17	2017-05-04		55,00 \$	63,24 \$
DT Québec	6200532243	59440	Villeneuve, Élise (notaire e)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2017-05-17	2017-05-03		55,00 \$	63,24 \$
DT Québec	6200532249	59440	Villeneuve, Élise (notaire e)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2017-05-17	2017-05-04		55,00 \$	63,24 \$
DT Québec	6200532345	847176	Simon Laquerre notaire Inc.	2875, boulevard Laurier, bureau 250 2 Québec	G1V 2M1 2017-09-20	2017-09-13	203,32 \$	2 760,00 \$	3 376,63 \$
DT Québec	6200668014	388717	Beauchamp et Gilbert, notaires	507, Place d'Armes, bureau 1300 Québec	H2Y 2W8 2017-11-27	2017-09-01		380,00 \$	436,91 \$
DT Québec	6200832003	59440	Villeneuve, Élise (notaire e)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2017-05-03	17,00 \$	410,00 \$	488,40 \$
DT Québec	6200832016	823786	Mme Julie Gonthier-Brazeau, notaireet con	611, rue des Peupliers G0T 2A0 Québec	2017-05-17	2017-04-19	141,00 \$	628,64 \$	863,78 \$
DT Québec	6201032003	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naime G5A 1M4 QC	2017-06-27	2017-03-31	124,00 \$	440,00 \$	629,89 \$
DT Québec	6201032023	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naime G5A 1M4 QC	2017-06-27	2017-03-22	116,00 \$	475,00 \$	662,13 \$
DT Québec	6201232055	34543	Bilodeau, Geneviève	189, rue John-Naime G5A 1M4 QC	2017-05-19	2017-03-22	117,00 \$	655,00 \$	870,09 \$
DT Québec	6201332034	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2017-09-11	2017-08-31	263,00 \$	1 525,80 \$	2 017,29 \$
DT Québec	6201432004	766679	Audrey Alain-Rochette, notaire inc.	4656, boulevard de l'Auvergne bec G2C 2B5 Qué	2017-08-24	2017-05-31	480,35 \$	599,00 \$	1 169,05 \$
DT Québec	6201432010	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2017-05-12	127,00 \$	400,00 \$	586,90 \$
DT Québec	6201432060	73496	Bergeron, Hélène (notaire)	19, chemin des Mélezes G3B 2B2 Québec	2017-08-01	2017-06-22	441,00 \$	850,00 \$	1 418,29 \$
DT Québec	6201432068	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2017-12-15	2017-11-21	129,00 \$	500,00 \$	703,88 \$
DT Québec	6201532016	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2017-06-27	2017-06-19	967,00 \$	2 606,00 \$	3 963,25 \$
DT Québec	6201532051	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame G6E 3Z5 Québec		2017-03-31	565,00 \$	2 143,36 \$	3 029,33 \$
DT Québec	6201532057	137565	Leblanc-Brunet inc. (inactif)	265, BOUL. D'ANJOU, BUREAU 306 QUEBEC J6J 5J9		2017-05-02	130,00 \$	756,08 \$	999,30 \$
DT Québec	6201532058	793072	Douville Argouin Notaires s.a.	Tour de la Cité 2600, boulevard Laurier, bureau 850 G1V 4W2 Québec	2017-08-03	2017-03-27	547,00 \$	899,19 \$	1 580,84 \$
DT Québec	6201632002	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2017-12-08	2017-11-29	126,00 \$	400,00 \$	585,90 \$
DT Québec	6201632003	9766	Hardy Goyette & associés, notaires	785, Chemin de Chambly, bureau 101 2 Québec	J4H3M	2017-05-09	148,00 \$	949,42 \$	1 239,59 \$
DT Québec	6201632005	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC		2017-03-06	307,99 \$	1 950,00 \$	2 550,00 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6201632011	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2017-09-22	2017-09-13	125,00 \$	250,00 \$	412,44 \$
DT Québec	6201632025	59410	Renaud, Nathalie	196-1, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2017-06-20	2017-05-08	126,00 \$	350,00 \$	528,41 \$
DT Québec	6201632026	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2017-05-15	2017-04-13	143,00 \$	450,00 \$	660,39 \$
DT Québec	6201632028	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SEINC RL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 Québec	2017-05-15	2017-04-11	120,00 \$	418,00 \$	600,60 \$
DT Québec	6201732001	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2017-05-15	2017-04-13	152,00 \$	977,12 \$	1 275,45 \$
<b>Total DT Québec</b>									<b>32 488,45 \$</b>
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201216038	210033	Me Danielle Girard-Gendron, notaire	572, 3e Rue G8P 1N9 QC	2017-11-09	2017-10-30	121,00 \$	525,00 \$	724,62 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316035	807446	Gauthier Bédard S.E.N.C.R.L. Avocats	364, rue Racine Est G7H 1S6 Qc	2018-02-06	2016-04-28	261,00 \$	450,00 \$	778,39 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416010	496540	Laple Lemioux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 Qc	2017-11-02	2017-09-25	411,00 \$	986,67 \$	1 545,42 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416012	666364	Mon Notaire et moi inc.	806, rue Bagot G7B 2N8 Qc	2017-08-11	2017-07-26	138,00 \$	1 206,66 \$	1 525,35 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416025	809822	Cantin Simard Martel Notaires Inc.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 Qc	2017-04-12	2017-03-08	148,00 \$	642,00 \$	886,14 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416087	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 Qc	2017-04-06	2017-03-21	128,00 \$	1 000,00 \$	1 277,75 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416088	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	255, rue Collard ouest, bureau 1 G8B 1M8 Qc	2017-12-20	2017-12-07		350,00 \$	402,41 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416097	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 Qc		2016-11-08	142,00 \$	550,00 \$	774,36 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416097	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 Qc	2016-12-06	2016-11-22	143,00 \$	200,00 \$	372,95 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416101	73683	Tremblay, Gratien (notaire)	401, avenue du Pont Nord G8B 5E4 Qc	2017-11-02	2017-10-04	122,00 \$	825,00 \$	1 070,54 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416101	73683	Tremblay, Gratien (notaire)	401, avenue du Pont Nord G8B 5E4 Qc	2017-06-09	2017-05-29	142,00 \$	925,00 \$	1 205,52 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416102	161725	Hudon, Néron, Brassard, notaires	255, rue Collard ouest, bureau 1 G8B 1M8 Qc	2017-03-15	2017-03-09		350,00 \$	402,41 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516016	692264	Me Cathy Savard, notaire inc.	1571, boulevard Wallberg G8L 1H5 Qc	2017-05-24	2017-05-08	486,00 \$	1 855,01 \$	2 618,80 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516017	809822	Cantin Simard Martel Notaires Inc.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 Qc	2017-03-30	2017-03-08	370,00 \$	372,50 \$	798,29 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616000	426694	Godin & Larouche, notaires	773, boul. St-Joseph, bureau 202 G8H 2L4 QC	2016-04-06	2016-03-14	139,00 \$	777,92 \$	1 033,42 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616002	426694	Godin & Larouche, notaires	773, boul. St-Joseph, bureau 202 G8H 2L4 QC	2017-03-24	2017-03-15	136,00 \$	493,33 \$	703,21 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616029	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 Qc	2017-03-23	2017-02-28	134,00 \$	878,65 \$	1 144,23 \$



Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est									17 263,81 \$
Région de la Mauricie	6200928064	715299	Marchildon & Lebrun notaires inc.	340, rue St-Jacques	G0X 3G0 Québec	2016-11-01	17,80 \$	125,00 \$	161,52 \$
Région de la Mauricie	6200928068	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	612,00 \$	851,65 \$
Région de la Mauricie	6200928069	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	672,00 \$	920,63 \$
Région de la Mauricie	6200928070	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	866,99 \$	1 144,82 \$
Région de la Mauricie	6200928071	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	672,00 \$	920,63 \$
Région de la Mauricie	6200928073	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2016-12-31	148,00 \$	1 119,49 \$	1 435,13 \$
Région de la Mauricie	6200928074	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2017-01-31	148,00 \$	1 027,00 \$	1 328,79 \$
Région de la Mauricie	6201128004	541926	Caumartin, Sylvie (notaire)	1930, rue Principale	J0K 3M0 QC	2017-04-21	143,00 \$	958,00 \$	1 244,46 \$
Région de la Mauricie	6201228015	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-02-15	128,00 \$	682,50 \$	912,71 \$
Région de la Mauricie	6201228016	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-02-23	845,88 \$	913,00 \$	1 895,60 \$
Région de la Mauricie	6201228017	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-02-28	425,00 \$	1 071,83 \$	1 657,34 \$
Région de la Mauricie	6201328019	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300	G8Z 4M5 Québec	2017-05-02	150,00 \$	697,00 \$	951,38 \$
Région de la Mauricie	6201328023	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau	G8T 7A7 Québec	2017-12-08	135,50 \$	475,00 \$	681,63 \$
Région de la Mauricie	6201428010	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-03-27	138,00 \$	800,00 \$	1 057,80 \$
Région de la Mauricie	6201428013	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage	G0X 2R0 Québec	2017-03-08	378,52 \$	1 620,00 \$	2 241,12 \$
Région de la Mauricie	6201428024	68668	Garant, Louise-André (notaire)	2340, avenue Principale	G0X 2N0 QC	2016-11-28	154,00 \$	811,25 \$	1 086,73 \$
Région de la Mauricie	6201528009	321078	Massicotte, Michel (médiateur)	25, rue des Forges Bureau 410	G9A 6A7 Qc	2017-04-10	140,00 \$	685,00 \$	927,58 \$
Région de la Mauricie	6201528011	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2016-12-21	128,00 \$	542,50 \$	751,74 \$
Région de la Mauricie	6201528014	800525	Gervais, Bélanger, notaires S.E.N.C.R.L.	2460, avenue St-Marc	G9N 2J7 Québec	2016-07-18	125,00 \$	274,60 \$	440,72 \$
Région de la Mauricie	6201528017	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-03-08	128,00 \$	562,50 \$	774,74 \$
Région de la Mauricie	6201528020	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220	J2B 8N8 Québec	2017-06-26	28,00 \$	600,00 \$	717,85 \$
Région de la Mauricie	6201528026	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260	G8Y 1W5 Québec	2017-10-06	135,00 \$	350,00 \$	537,41 \$
Région de la Mauricie	6201528027	800525	Gervais, Bélanger, notaires S.E.N.C.R.L.	2460, avenue St-Marc	G9N 2J7 Québec	2016-10-31	123,00 \$	257,91 \$	419,54 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région de la Mauricie	6201628032	210005	Desaulniers Gervais P arenteau Sylvestre (inacitif)	540, Avenue de Grand-Mère G9T 2H2 Québec	2017-11-17	2017-08-02	158,00 \$	720,00 \$	985,82 \$
Région de la Mauricie	6201628033	715299	Marchildon & Lebrun notaires inc.	340, rue St-Jacques G0X 3G0 Québec	2017-10-23	2017-10-04	191,74 \$	375,00 \$	622,90 \$
Région de la Mauricie	6201628035	853689	Harvey, Sandy (notaire)	221, rue Principale G0X 2L0 Québec	2017-10-16	2017-01-17	138,00 \$	960,00 \$	1 241,76 \$
Région de la Mauricie	6201628046	204478	Boivin Paquin Proulx Haimois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 Québec	2017-09-29	2017-04-18	150,00 \$	657,00 \$	905,39 \$
Région de la Mauricie	6201628049	846477	Turner, Charles (notaire)	2890, rue Bergeron J0K 3G0 Québec	2017-09-18	2017-07-24	130,75 \$	483,33 \$	686,46 \$
Région de la Mauricie	6201628050	68668	Garant, Louise-André (notaire)	2340, avenue Principale G0X 2N0 QC	2017-12-08	2017-11-16	140,00 \$	797,45 \$	1 056,87 \$
Région de la Mauricie	6201628011	846477	Turner, Charles (notaire)	2890, rue Bergeron J0K 3G0 Québec	2017-12-05	2017-11-27	142,50 \$	479,17 \$	693,43 \$
Région de la Mauricie	6201628014	433032	Carrier, Michel (notaire)	56, rue Fusey G8T 2T7 QC	2018-02-06	2018-01-30	121,00 \$	400,00 \$	580,90 \$
Région de la Mauricie	6201628016	446973	Pothier, Nancy (notaire)	20, Mgr Comtois G8T 9B5 Québec	2017-08-10	2017-07-24	139,00 \$	750,00 \$	1 001,31 \$
Région de la Mauricie	6201628017	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W1 Québec	2017-07-12	2016-12-23	128,00 \$	735,00 \$	973,07 \$
Région de la Mauricie	6201628021	836720	Marie-Claude Leblanc, notaire inc.	560, boul. Jacques Bizard, bureau 101 H9C 2H2 Québec	2017-02-14	2017-02-10	3,00 \$	184,72 \$	215,39 \$
Région de la Mauricie	6201628026	326786	Dostaler, François (notaire)	1366, avenue de Grand-Mère G9T 2J6 Québec	2017-08-17	2017-07-27	127,00 \$	450,00 \$	644,39 \$
Région de la Mauricie	6201628055	715299	Marchildon & Lebrun notaires inc.	340, rue St-Jacques G0X 3G0 Québec	2017-10-13	2017-03-13	122,01 \$	457,59 \$	648,12 \$
<b>Total Région de la Mauricie</b>									<b>33 317,33 \$</b>
Région du centre du Québec	6200724017	353108	Lévesque, Hélène (notaire)	108, rue Olivier, suite 203 G6P 6V6 QC	2017-09-22	2017-01-31	30,00 \$	633,33 \$	758,17 \$
Région du centre du Québec	6200924007	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2017-10-23	2017-03-10	118,00 \$	1 371,81 \$	1 695,24 \$
Région du centre du Québec	6201224016	349010	Houle, Nathalie (notaire)	1097, rue Notre-Dame Ouest Bureau 300 G6P 7L1 Québec	2017-12-18	2017-12-04	125,00 \$	825,00 \$	1 073,54 \$
Région du centre du Québec	6201224029	399332	Lauzière, Dominique (notaire)	257-2, rue de Mgr. Courchesne J3T 2C1 QC		2014-03-19	114,00 \$	400,00 \$	573,90 \$
Région du centre du Québec	6201324011	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC	2017-09-05	2017-08-09	120,00 \$	425,00 \$	608,64 \$
Région du centre du Québec	6201424007	334524	Lavigne, Paule (notaire)	1677, avenue Saint-Louis G6L 2N1 QC	2017-11-21	2017-05-08	316,60 \$	715,00 \$	1 138,67 \$
Région du centre du Québec	6201424008	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2017-12-04	2017-10-04	256,00 \$	973,33 \$	1 375,09 \$
Région du centre du Québec	6201424033	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2017-07-07	2016-08-22	257,00 \$	903,00 \$	1 295,22 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région du centre du Québec	6201424038	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francs G6P 5W3 Québec	2017-11-20	2017-08-15	130,00 \$	1 077,00 \$	1 368,28 \$
Région du centre du Québec	6201624014	366965	Pelletier, Jean-Pierre (notaire)	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2017-07-19	2017-04-03	289,00 \$	690,40 \$	1 082,79 \$
Région du centre du Québec	6201624015	330202	Boudreau & associés S.ENCRL	296, rue Notre-Dame Est G6P 4A3 Québec	2017-10-16	2017-03-20	124,00 \$	1 430,00 \$	1 768,14 \$
Région du centre du Québec	6201624020	199602	Vachon, Stéphane (notaire)	733, boulevard Frontenac Ouest Bureau 103 G6G 7X9 QC	2017-07-11	2017-04-28	340,00 \$	1 251,80 \$	1 779,26 \$
Région du centre du Québec	6201624021	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francs G6P 5W3 Québec	2017-11-16	2017-09-20	346,00 \$	963,00 \$	1 453,21 \$
Région du centre du Québec	6201624023	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires Inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N 8 Québec	2017-10-19	2017-06-21	155,00 \$	805,00 \$	1 080,55 \$
Région du centre du Québec	6201624000	141990	Comeau, François (notaire)	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2017-09-19	2017-02-14	25,00 \$	200,00 \$	254,95 \$
Région du centre du Québec	6201624001	141990	Comeau, François (notaire)	422, rue Germain J0C 1M0 QC	2017-09-19	2017-02-14	25,00 \$	400,00 \$	484,90 \$
Région du centre du Québec	6201624004	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC	2017-09-18	2017-04-05	130,00 \$	604,60 \$	825,14 \$
Région du centre du Québec	6201624007	400128	Mc Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation J0H 2E0 Québec	2017-10-20	2017-04-06	533,69 \$	432,00 \$	1 030,38 \$
Région du centre du Québec	6201624008	859630	Gestion Notaire Gauthier inc.	960 D, Daigneault J0H 1A0 Québec	2017-11-17	2017-07-12	175,00 \$	1 195,00 \$	1 548,95 \$
Région du centre du Québec	6201624009	530993	Laforce, Claire (notaire)	38, rue Trahan J0G 1J0 QC	2017-07-11	2017-03-07	156,56 \$	555,00 \$	794,67 \$
Région du centre du Québec	6201624010	530993	Laforce, Claire (notaire)	38, rue Trahan J0G 1J0 QC	2017-07-07	2017-03-16	132,00 \$	690,00 \$	925,33 \$
Région du centre du Québec	6201624013	836480	Jutras, André (notaire)	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 Québec	2016-11-08	2016-11-03	13,00 \$	350,00 \$	415,41 \$
Région du centre du Québec	6201624014	550644	Kathleen, Blanchard (B) ancharh Shooner*, notaires greffes*)	292, rue Notre-Dame J0C 1K0 Québec	2018-02-14	2017-09-29	295,00 \$	1 100,00 \$	1 559,73 \$
Région du centre du Québec	6201624017	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2017-07-18	2017-07-06	5,00 \$	190,00 \$	223,45 \$
Région du centre du Québec	6201624021	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2017-07-18	2017-07-06	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624024	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 Québec	2017-07-18	2017-07-06	5,00 \$	120,00 \$	142,97 \$
Région du centre du Québec	6201624033	811566	Cabinet juridique Panneton inc.	1325, boulevard Lemire J2C 7X9 Québec	2017-11-10	2017-06-08	121,00 \$	750,00 \$	983,31 \$
Région du centre du Québec	6201624033	811566	Cabinet juridique Panneton inc.	1325, boulevard Lemire J2C 7X9 Québec	2017-04-04	2017-03-02	0,00 \$	630,00 \$	724,34 \$
Région du centre du Québec	6201624038	846476	Etienne Tourigny, notaire S.A.	747, rue Laviolette G9A 1V7 Québec	2017-07-18	2017-06-12	18,00 \$	155,00 \$	196,21 \$
Région du centre du Québec	6201624039	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C.R.L.	16995, boul. des Acadiens G9H 0N8 Québec	2017-09-19	2017-08-28	0,00 \$	150,00 \$	172,46 \$
Total Région du centre du Québec							63 164,43 \$	297 319,06 \$	27 475,87 \$
Total général									405 004,79 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DGEI)									
Période du 2017-04-01 au 2018-02-28									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Service expertise immobilière	6200768053	832810	Roy, Monique (O10)	46 avenue Bégin G6V 4C 1 QC		2017-05-15	118,00 \$	700,00 \$	922,83 \$
Service expertise immobilière	6201668000	642010	LNTP notaires Inc.	212- F, 2e avenue G0R 1S0 Q uébec		2017-05-18	275,00 \$	1 229,16 \$	1 688,23 \$
Service expertise immobilière	6201668072	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ou est G0C 2B0 Québec		2017-11-28	35,00 \$	210,00 \$	276,45 \$
Service expertise immobilière	6201668072	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119B, boulevard Perron Ou est G0C 2B0 Québec		2017-10-06	30,00 \$	300,00 \$	374,93 \$
Service expertise immobilière	6201668074	131276	Hamel, Martin	1- B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-02-06	2018-01-30	120,00 \$	507,00 \$	702,92 \$
Service expertise immobilière	6201668089	533871	Léveillé Pelletier inc.	183, rue Saint- Eustache J7R 2L5 Qc		2017-06-12	247,10 \$	684,25 \$	1 033,81 \$
Service expertise immobilière	6201668094	857301	Marinier, Pamela (not aire)	400- 3380 boul. de la Concorde E H7E 2C2 QC		2017-07-17	379,95 \$	1 498,94 \$	2 103,36 \$
Service expertise immobilière	6201668106	804708	Étude notariale Jean- Luc Pagé inc.	102, rue Féré J7R 2T5 Q C		2017-08-16	0,00 \$	500,00 \$	574,88 \$
Total Service expertise immobilière									7 677,41 \$
Total général							1 205,05 \$	5 629,35 \$	7 677,41 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE  
INCLUS À LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ARPIN, SUZANNE (ADRESSE PERSONNELLE)	51,17 \$	AVRIL 2017	PRÉPARATION ET SUIVI DU COMITÉ DES ENQUÊTES : RÉDIGER LES DÉCISIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS D'ENQUÊTES ET AUTRES; ASSURER LA DIFFUSION DES DÉCISIONS ET RÉDIGER LES PROCÈS-VERBAUX	3 531,00 \$
GUAY, CHARLINE (ADRESSE PERSONNELLE)	19,20 \$	JANVIER 2018	SUPPORTER LES AVOCATS DU CONTENTIEUX DE LA CDPDJ : PARTICIPER À LA RÉDACTION D'AVIS JURIDIQUES ET AUX PROCÉDURES JUDICIAIRES	806,00 \$
MELOCHE, FRANCIS 800 SQUARE VICTORIA, #720 MONTRÉAL (QUÉBEC) H4Z 1A1	150 \$/HRE	AVRIL 2017 À MARS 2018	CONSEILLER, ACCOMPAGNER ET/OU REPRÉSENTER AU BESOIN LA COMMISSION EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE RELATIONS DE TRAVAIL	15 563,00 \$
MONETTE BARAKETT AVOCATS S.E.N.C. 4, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 2E7	125 \$/HRE	SEPTEMBRE 2017 À MARS 2018	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA CDPDJ DANS LE CADRE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION	531,00 \$
NADEAU, ÉLISE (ADRESSE PERSONNELLE)	50 \$/HRE	JUIN-JUILLET 2017	REPRÉSENTER LA COMMISSION ET L'AVOCATE DU CONTENTIEUX DE LA COMMISSION RESPONSABLE DU DOSSIER DANS LE CADRE D'UN INTERROGATOIRE ET DE LA PRÉSENTATION D'UNE REQUÊTE	1 800,00 \$
TARDIEU, EMMA (ADRESSE PERSONNELLE)	19,20 \$/HRE	DÉCEMBRE 2017	SUPPORTER LES AVOCATS DU CONTENTIEUX DE LA CDPDJ : PARTICIPER À LA RÉDACTION D'AVIS JURIDIQUES ET AUX PROCÉDURES JUDICIAIRES	2 150,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES				24 381,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES  
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M <sup>E</sup> PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	100,00 \$/H	JUILLET 2017	CONFÉRENCIER POUR LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	8 575,00 \$
M <sup>E</sup> PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	100,00 \$/H	FÉVRIER 2018	EXPERT À LA COUR	5 000,00 \$
M <sup>E</sup> JEAN-GUY MOULIN 18, RUE PRINCIPALE ST-MICHEL-DE-BELLECHASSE (QUÉBEC) G0R 3S0	100,00 \$/H	OCTOBRE 2017	AGIR À TITRE DE PROCUREUR	2 000,00 \$
M <sup>E</sup> LOUIS LEBEL LANGLOIS AVOCATS 2820, BOULEVARD LAURIER QUÉBEC (QUÉBEC) G1V 0C1	TAUX FORFAITAIRE 3 000,00 \$	NOVEMBRE 2017	PANELLISTE À LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	3 000,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES				18 575,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES  
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.	180 \$/ HRE	09-2017	REPRÉSENTER LE TRIBUNAL DEVANT DES INSTANCES	14 484,82 \$
TOTAL DES HONORAIRES				14 484,82 \$

P.39    POUR 2017-2018, FOURNIR LES STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES. FOURNIR :

- A. LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNELS QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
- B. UNE VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2017-2018, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ;
- C. UNE COMPARAISON AVEC L'ANNÉE 2016-2017.

MINISTÈRE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE TENUES SUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	20 620,00 \$	MJQ-DGAJL
GAGNON, CHRISTINE	180 \$/h <sup>1</sup>	AGIR À TITRE D'EXPERTE-CONSEIL EN DROIT DE LA COPROPRIÉTÉ DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LE PROJET DE LOI SUR LA COPROPRIÉTÉ.	0,00 \$	MJQ-DGAJL
MONTANT DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS			20 620,00 \$	

VEUILLEZ NOTER QUE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES N'EST PLUS UNE DIRECTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DEPUIS SON REMPLACEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI A ÉGALEMENT DISPARU DES LA CRÉATION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EN MARS 2007, ORGANISME BUDGÉTAIRE DÉTACHÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

LÉGENDE :

H : TAUX HORAIRE

<sup>1</sup> : MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE 1 : LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES DU MJO A ÉTÉ REMPLACÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI N’EXISTE PLUS. C’EST MAINTENANT UN ORGANISME BUDGÉTAIRE INDÉPENDANT APPELÉ DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES QUI DIRIGE, POUR L’ÉTAT, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC.

NOTE 2 : LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A OBTENU LA DÉLÉGATION REQUISE EN VERTU DE LA LOI POUR OCTROYER CES MANDATS.

NOTE 3 : CERTAINS MANDATS CONFÉIÉS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS.

NOIM DU MANDATAIRE	Mois	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
ME PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	JUILLET 2017	100,00 \$/H	CONFÉRENCIER POUR LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	8 575,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
ME PIERRE LAPOINTE PIERRE LAPOINTE CONSULTANT 308-1050, RUE RAYMOND-CASGRAIN QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 2E3	FÉVRIER 2018	100,00 \$/H	EXPERT A LA COUR	5 000,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
ME JEAN-GUY MOULIN 18, RUE PRINCIPALE ST-MICHEL-DE-BELLECHASSE (QUÉBEC) G0R 3S0	OCTOBRE 2017	100,00 \$/H	AGIR A TITRE DE PROCUREUR	2 000,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
ME LOUIS LABEL LANGLOIS AVOCATS 2820, BOULEVARD LAURIER QUÉBEC (QUÉBEC) G1V 0c1	NOVEMBR E 2017	TAUX FORFAITAIRE 3 000,00 \$	PANELLISTE À LA SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	3 000,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
MONTANT DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS				18 575,00 \$	



**P.40 BILAN DU PLAN D’AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2017-2018, EN PRÉCISANT :**

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT;
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L’ABANDON;
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

**MINISTÈRE**

**A. PROJETS TERMINÉS**

AUCUN.

**B. PROJET EN VOIE D’ACHÈVEMENT**

<b>NOM DU PROJET :</b>	RÉAMÉNAGEMENT AVEC EXPANSION PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU
<b>BUDGET :</b>	6,5 M \$ PQI 2017-2027
<b>LIVRAISON :</b>	PROJET EN PLANIFICATION 2019-2020
<b>NOM DU PROJET :</b>	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI
<b>BUDGET :</b>	66,9 M\$ ET 1,3 M\$ POUR LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES PQI 2017-2027
<b>LIVRAISON :</b>	PROJET EN RÉALISATION 2019-2020
<b>NOM DU PROJET :</b>	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
<b>BUDGET :</b>	60,9 M \$ PQI 2017-2027
<b>LIVRAISON :</b>	PROJET EN PLANIFICATION 2022-2023
<b>NOM DU PROJET :</b>	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
<b>BUDGET :</b>	53,1 M \$ PQI 2017-2027
<b>LIVRAISON :</b>	PROJET EN PLANIFICATION 2021-2022
<b>NOM DU PROJET :</b>	AGRANDISSEMENT AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL - PHASE I
<b>BUDGET :</b>	23,6 M\$ PQI 2017-2027
<b>LIVRAISON :</b>	PROJET EN RÉALISATION (PHASE 1-A) : 2018-2019 PROJET EN PLANIFICATION (PHASE 1-B) : 2022-2023
<b>NOM DU PROJET :</b>	AGRANDISSEMENT AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL - PHASE 2
<b>BUDGET :</b>	6,3 M\$ PQI 2017-2027
<b>LIVRAISON :</b>	PROJET EN PLANIFICATION 2026-2027

**NOM DU PROJET :** RÉAMÉNAGEMENT AVEC EXPANSION AU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU  
**BUDGET :** 2,5 M\$  
**LIVRAISON :** PROJET EN RÉALISATION  
2018-2019

**NOM DU PROJET :** RÉAMÉNAGEMENT DU DPCP ET DU MJQ AU PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE  
**BUDGET :** 5,3 M\$  
**LIVRAISON :** PROJET EN RÉALISATION  
2018-2019

**C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD**

AUCUN.

**D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L’ABANDON**

AUCUN.

**E. PROJETS EN ATTENTE**

AUCUN.

**P.41      SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDiquer LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2017-2018 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.**

**MINISTÈRE**

**DÉPENSES EN 2017-2018 :** 59 280,38 \$

**PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2017-2018**

PALAIS DE JUSTICE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	268 974,17 \$	52 337,34 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES	351,73 \$	351,73 \$
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	1 561,00 \$	1 561,00 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2 594,03 \$	2 594,03 \$
PALAIS DE JUSTICE SAINT-JÉRÔME	2 436,28 \$	2 436,28 \$
TOTAL	275 917,21 \$	59 280,38 \$

**P.42**      **POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES DEPUIS 2004 POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D’EXPOSER LE DÉTAIL DE L’UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.**

**MINISTÈRE**

**DÉPENSES EN 2017-2018 :** 59 280,38 \$

**PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2017-2018**

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
QUÉBEC	268 974,17 \$	52 337,34 \$
MONTRÉAL	2 594,03 \$	2 594,03 \$
SEPT-ÎLES	351,13 \$	351,13 \$
GATINEAU	1 561,00 \$	1 561,00 \$
SAINT-JÉRÔME	2 436,28 \$	2 436,28 \$
TOTAL	275 917,21 \$	59 280,38 \$

**MINISTÈRE**

**1. PLAN QUÉBÉCOIS D’INFRASTRUCTURES 2017-2027**

AU COURS DE L’ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR LES PROJETS D’IMMOBILISATION À INSCRIRE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2017-2027. LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2017-2027 A ÉTÉ TRANSMIS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC AU MOIS DE JUIN 2017.

**SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PLAN QUÉBÉCOIS D’INFRASTRUCTURES 2017-2027**

**PROJETS EN RÉALISATION**

**PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D’AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D’EXÉCUTION.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 9 MARS 2016 POUR UN COÛT DE PROJET DE 68,23M\$. LES TRAVAUX D’ENVERGURE SUR LE PALAIS DE JUSTICE EXISTANT ONT DÉBUTÉ AU PRINTEMPS 2017 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE À L’ÉTÉ 2019.

**PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE BÂTIMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU. CE PROJET EST DÛ À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT POUR L’AJOUT DE DEUX SALLES D’AUDIENCE ET DE BUREAUX DE JUGES.

UNE AUTORISATION DU CONSEIL DU TRÉSOR A ÉTÉ REÇUE LE 29 SEPTEMBRE 2015 POUR UN COÛT DE PROJET DE 2,5 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES POUR LES 10 PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT DE SALLES D’AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES. LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 23,6 M\$.

PHASE 1-A : LE 23 AOÛT 2016, LE CONSEIL DU TRÉSOR A APROUVÉ LE PROJET AU MONTANT DE 4,9 M\$.

PHASE 1-B : LE CT EST EN PRÉPARATION ET PRÉVOIT LA CONSTRUCTION D’ESPACES ATTENANTS AU PALAIS DE JUSTICE POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LE PROJET EST ESTIMÉ AU MONTANT DE 18,7 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE**

LE PROJET CONSISTE À RELOGER LES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS UNE AUTRE SECTION DU BÂTIMENT, CE QUI PERMETTRA DE RÉSOUDRE PLUSIEURS PROBLÉMATIQUES NOTAMMENT PAR L’AGRANDISSEMENT DU QUARTIER CELLULAIRE ET LA SÉGRÉGATION DES CIRCULATIONS DES DIFFÉRENTES CLIENTÈLES.

LE 24 OCTOBRE 2017, LE CONSEIL DU TRÉSOR A APROUVÉ LE PROJET AU MONTANT DE 5,3 M\$.

**PROJETS EN PLANIFICATION**

**PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE**

LE PROJET EST PRÉSENTEMENT À L’ÉTUDE ET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE PROJET EST ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D’INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 53,1 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU**

LE PROJET CONSISTE À RÉAMÉNAGER AVEC EXPANSIONS LE PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,5 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERA PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET COMPRENDRA UN AGRANDISSEMENT.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 60,9 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES SUR PLUS DE 20 ANS. LE COÛT TOTAL DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,3 M\$.

**AMÉLIORATIONS ET REMPLACEMENT - NOUVELLES INITIATIVES ET ÉTUDES**

UN MONTANT DE 76,3 M\$ EST INSCRIT AU PQI 2017-2027 COMME PROVISIONS POUR POURVOIR, AVEC L'APPROBATION DU CONSEIL DU TRÉSOR, À L'AJOUT DE NOUVELLES INITIATIVES OU ÉTUDE DE PROJETS EN MATIÈRE IMMOBILIÈRE DANS LES PALAIS DE JUSTICE.

**P.44 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :**

- A. CHAMBRE CIVILE;
- B. CHAMBRE CIVILE – DIVISION DES PETITES CRÉANCES;
- C. CHAMBRE CRIMINELLE;
- D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.

---

**MINISTÈRE**

---

**ANNÉE 2017-2018 :**

**A. CHAMBRE CIVILE :**

DOSSIER OUVERTS : 53 414  
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES UN JOUR OU MOINS : 189 JOURS  
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 197 JOURS  
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 225 JOURS

**B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :**

DOSSIERS OUVERTS : 21 876  
DÉLAI D'AUDITION : 267 JOURS

**C. CHAMBRE CRIMINELLE :**

CAUSES OUVERTES ANNUELLEMENT : 110 800  
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES : 242 JOURS

DONNÉES PRÉLIMINAIRES AU 31 MARS 2018 PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES CRIMINELLES (PLUMITIF M013).

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.  
LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE D'OUVERTURE (DÉNONCIATION) JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION DÉFINITIVE (QUI A ÉTÉ RENDUE POUR CHACUN DES CHEFS D'ACCUSATION). LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI PRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES QUI SONT ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

**CHAMBRE PÉNALE :**

CAUSES OUVERTES ANNUELLEMENT : 189 700  
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES : 343 JOURS

DONNÉES PRÉLIMINAIRES AU 31 MARS 2018 PROVENANT DU SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES PÉNALES (PLUMITIF M107).

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.  
LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE PÉNALE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DE SIGNIFICATION DU CONSTAT D'INFRACTION JUSQU'À LA DATE DE JUGEMENT D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES PÉNALES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LES CAUSES DE JURIDICTIONS 61, 62 ET 63 ONT ÉTÉ RETENUES. LE DÉLAI PRÉSENTE DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES ET ENTENDUES PAR UN JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC OU PAR UN JUGE DE PAIX FONCTIONNAIRE.

**D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :**

DOSSIER OUVERTS – DÉLINQUANCE : 10 574  
DÉLAI D'AUDITION – COMPARUTION DÉLINQUANCE : 30 JOURS  
DÉLAI D'AUDITION – PROCÈS DÉLINQUANCE : 44 JOURS

DOSSIER OUVERTS – PROTECTION : 8 950  
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION PROTECTION : 41 JOURS

DOSSIER OUVERTS – ADOPTION : 707  
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION ADOPTION : 29 JOURS

**P.45** NOMBRE DE DOSSIERS À DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

**MINISTÈRE**

**ANNÉE CIVILE 2017 :**

3 000,00 \$ OU MOINS	9 984
3 000, 01 \$ À 5 000,00 \$	3 320
5 000,01 \$ ET PLUS	9 237
TOTAL	22 541



**P.46    NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDITATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.**

---

**MINISTÈRE**

---

**ANNÉE CIVILE 2017 :**

TOTAL : 1 989

P.47 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DEPUIS 2010-2011 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

Dossiers ouverts à la Cour supérieure en 2017			
	ch. civile	ch. familiale	Total
<u>Tout le Québec</u>	24 615	24 802	49 417
<u>Région 01</u>			
Rimouski	461	308	769
Amqui	0	0	0
Matane	0	0	0
Mont-Joli	0	0	0
Rivière-du-Loup	220	192	412
<u>Région 02</u>			
Chicoutimi	471	460	931
Roberval	146	217	363
Alma	131	179	310
Chibougamau	11	69	80
Dolbeau – Mistassini	0	0	0
<u>Région 03</u>			
Québec	3 115	2 081	5 196
La Malbaie	109	54	163
<u>Région 04</u>			
Trois-Rivières	671	637	1 308
Shawinigan	244	238	482
La Tuque	28	51	79
<u>Région 05</u>			
Sherbrooke	794	901	1 695
Cowansville	135	177	312
Granby	227	445	672
Lac-Mégantic	66	81	147
<u>Région 06</u>			
Montréal	7 175	6 018	13 193
<u>Région 07</u>			
Gatineau	1 190	1 378	2 568
Campbell's Bay	85	79	164
Maniwaki	44	77	121
Mont-Laurier	180	155	335
<u>Région 08</u>			
Rouyn-Noranda	66	161	227
Amos	146	160	306
Ville-Marie	21	52	73
Val-d'Or	92	130	222
La Sarre	0	0	0
<u>Région 09</u>			
Sept-Îles	139	184	323
Sept-Îles (itinérant)	0	0	0
Baie-Comeau	126	165	291
<u>Région 11</u>			
New Carlisle	97	93	190
Percé	134	125	259
Havre-Aubert	24	27	51
Sainte-Anne-des-Monts	0	0	0
Carleton	0	0	0
<u>Région 12</u>			
Thetford Mines	152	118	270
Montmagny	135	97	232
Saint-Joseph-de-Beauce	291	338	629
<u>Région 13</u>			
Laval	971	1 145	2 116
<u>Région 14</u>			
Joliette	1 314	1 275	2 589
<u>Région 15</u>			
Saint-Jérôme	1 637	2 019	3 656
Sainte-Agathe-des-Monts	0	0	0
<u>Région 16</u>			
Longueuil	1 577	1 877	3 454
Saint-Hyacinthe	481	614	1 095
Saint-Jean-sur-Richelieu	352	514	866
Salaberry-de-Valleyfield	651	985	1 636
Sorel – Tracy	275	287	562
<u>Région 17</u>			
Drummondville	276	403	679
Victoriaville	155	236	391

- P.48    CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2016-2017 ET 2017-2018, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER, ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :**
- A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
  - B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION;
  - C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.

**MINISTÈRE**

**A. NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS**

ANNÉE CIVILE 2017

	2017
DOSSIERS	22 541

**B. NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION**

	2017
DOSSIERS	1 989

**C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT\***

ANNÉE CIVILE 2017

	2017
JANVIER	387
FÉVRIER	345
MARS	419
AVRIL	417
MAI	444
JUIN	506
JUILLET	357
AOÛT	401
SEPTEMBRE	436
OCTOBRE	445
NOVEMBRE	443
DÉCEMBRE	255
TOTAL	4 855

\*LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL D’AVIS D’EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ REQUÉRIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL.

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	Coût totaux (\$)
		(salaires, loyers et autres)
1	AMQUI	222 696 \$
	MATANE	260 733 \$
	MONT-JOLI	124 119 \$
Sous-total région 01 : Bas-St-Laurent		607 548 \$
2	CHIBOUGAMAU	237 115 \$
	DOLBEAU	124 709 \$
Sous-total région 02 : Saguenay-Lac-Saint-Jean		361 824 \$
4	LA TUQUE	168 948 \$
Sous-total région 04 : Maurice-Bois-Francs		168 948 \$
5	GRANBY	1 846 419 \$
	MAGOG	54 770 \$
Sous-total région 05 : Estrie		1 901 189 \$
7	MANIWAKI	278 034 \$
Sous-total région 07 : Outaouais		278 034 \$
8	VAL D’OR	2 197 037 \$
	LA SARRE	174 466 \$
	SENNETERRE	34 753 \$
Sous-total région 08 : Abitibi –Témiscamingue		2 406 256 \$
9	FORESTVILLE	75 624 \$
	COUR ITINÉRANTE	115 575 \$
Sous-total région 09 : Côte-Nord		191 199 \$
10	COUR ITINÉRANTE	2 008 728 \$
Sous-total région 10 : Grand Nord		2 008 728 \$
11	HÂVRE-AUBERT	337 511 \$
	STE-ANNE-DES-MONTS	221 603 \$
	GASPÉ	117 499 \$
	CARLETON	86 474 \$
Sous-total région 11 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		763 087 \$
14	REPENTIGNY	11 982 \$
Sous-total région 14 : Lanaudière		11 982 \$
15	STE-AGATHE-DES-MONTS	59 052 \$
	LACHUTE	34 811 \$
Sous total région 15 : Laurentides		93 863 \$
TOTAL		8 792 658 \$

**P.50 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.**

**MINISTÈRE**

	2017-2018 (DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017)
CÉLÉBRANTS	4 998

\* DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018, LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE DÉSIGNATION DES MAIRES, DES GREFFIERS, DES CONSEILLERS ET DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX, AINSI QUE DES CÉLÉBRANTS D'UN SEUL MARIAGE OU D'UNE SEULE UNION CIVILE EST ENTIÈREMENT ASSUMÉ PAR LE DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL PLUTÔT QUE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

P.51 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS «AD HOC») DEPUIS 2010-2011 JUSQU’À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

	2017-2018 (DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 DÉCEMBRE 2017)
CÉLÉBRANTS «AD HOC»	4 889

\* DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018, LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE DÉSIGNATION DES MAIRES, DES GREFFIERS, DES CONSEILLERS ET DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX, AINSI QUE DES CÉLÉBRANTS D’UN SEUL MARIAGE OU D’UNE SEULE UNION CIVILE EST ENTièrement ASSUMÉ PAR LE DIRECTEUR DE L’ÉTAT CIVIL PLUTÔT QUE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

**P.52      POUR CHACUNE DES 5 DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D’AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.**

---

**MINISTÈRE**

---

EN MAI 2016, UN RAPPEL DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE A ÉTÉ TRANSMIS À L’ENSEMBLE DES CÉLÉBRANTS AFIN DE LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC, NOTAMMENT CELLE QUI ORDONNE LA TRANSMISSION, SANS DÉLAI, DE TOUTE DÉCLARATION DE MARIAGE.

DE PLUS, CHAQUE PERSONNE QUI DEMANDE D’ÊTRE DÉSIGNÉ CÉLÉBRANT AD HOC EST INFORMÉE DE L’ENSEMBLE DES DEVOIRS ET OBLIGATIONS QU’IL DEVRA RESPECTER. CES INFORMATIONS LUI SERONT TRANSMISES, UNE PREMIÈRE FOIS, DANS LE CADRE D’UNE ENTREVUE OBLIGATOIRE AVEC UN RESPONSABLE DU MINISTÈRE, PRÉALABLEMENT À SA DÉSIGNATION. PAR LA SUITE, IL RECEVRA UNE TROUSSE D’INFORMATION QUI CONTIENT L’ENSEMBLE DES INFORMATIONS NÉCESSAIRES À LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE, NOTAMMENT LES OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

NOTE : INSTITUÉ PAR LA LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>QUÉBEC</b> QUÉBEC BUREAU DE LA DIRECTRICE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	44 14 14 19 1 4	<b>96</b>
<b>CHARLEVOIX</b> LA MALBAIE	1	<b>1</b>
<b>MONTMAGNY</b> MONTMAGNY	2	<b>2</b>
<b>BEAUCE</b> SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	3	<b>3</b>
<b>RIMOUSKI</b> AMQUI MATANE MONT-JOLI RIMOUSKI BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	4   4 1 3	<b>12</b>
<b>KAMOURASKA</b> RIVIÈRE-DU-LOUP BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	6 1	<b>7</b>
<b>GASPÉ</b> PERCÉ SAINTE-ANNE-DES-MONTS BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2  1 1	<b>4</b>
<b>BONAVENTURE</b> CARLETON-SUR-MER NEW CARLISLE	3	<b>3</b>
<b>BAIE-COMEAU</b> BAIE-COMEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	5 1	<b>6</b>
<b>MINGAN</b> COUR ITINÉRANTE SEPT-ÎLES	6	<b>6</b>
<b>ROBERVAL</b> ROBERVAL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 1	<b>6</b>
<b>CHICOUTIMI</b> SAGUENAY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	9 1 1 2	<b>13</b>



DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>ALMA</b> ALMA	2	<b>2</b>
<b>TROIS-RIVIÈRES</b> TROIS-RIVIÈRES BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	15 2 2 2 1	<b>22</b>
<b>ARTHABASKA</b> VICTORIAVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	4	<b>4</b>
<b>SAINT-MAURICE</b> LA TUQUE SHAWINIGAN BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 4 1	<b>6</b>
<b>DRUMMOND</b> DRUMMONDVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	5 1	<b>6</b>
<b>SAINT-FRANÇOIS</b> SHERBROOKE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	16 3 3	<b>22</b>
<b>BEDFORD</b> COWANSVILLE GRANBY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	8 1 1	<b>10</b>
<b>FRONTENAC</b> THETFORD MINES	2	<b>2</b>
<b>LONGUEUIL</b> LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	42 5 4 8	<b>59</b>
<b>IBERVILLE</b> SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	4	<b>4</b>
<b>BEAUHARNOIS</b> SALABERRY-DE-VALLEYFIELD BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	14 2 1	<b>17</b>
<b>RICHELIEU</b> SOREL-TRACY	5	<b>5</b>
<b>SAINT-HYACINTHE</b> SAINT-HYACINTHE	8	<b>8</b>
<b>MONTREAL</b> MONTREAL BUREAU DE LA DIRECTRICE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	114 4 11 5 1 18 69	<b>222</b>

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>TERREBONNE</b> SAINT-JÉRÔME BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	32 1 2 3	<b>38</b>
<b>TÉMISCAMINGUE</b> VILLE-MARIE	0	<b>0</b>
<b>ABITIBI</b> AMOS GRAND NORD KUUJJUAQ LA SARRE MATAGAMI SENNETERRE VAL-D'OR CHIBOUGAMAU BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	16      6  1	<b>23</b>
<b>LABELLE</b> MANIWAKI MONT-LAURIER BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 2 1	<b>4</b>
<b>PONTIAC</b> CAMPBELL'S BAY	0	<b>0</b>
<b>GATINEAU</b> GATINEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	26 2 1 3	<b>32</b>
<b>ROUYN-NORANDA</b> ROUYN-NORANDA BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 2 1 1	<b>9</b>
<b>LAVAL</b> LAVAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	18 2 2	<b>22</b>
<b>JOLIETTE</b> JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	22 1 2	<b>25</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>701</b>	<b>701</b>

DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018.

**P.54    POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDiquer LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

POUR 2017-2018, NEUF PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N’EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

**P.55**    POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L’OBJET D’UNE RÉAFFECTATION.

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 16 FÉVRIER 2018, 1 PROCUREUR-CADRE A FAIT L’OBJET D’UNE RÉAFFECTATION.

MINISTÈRE

DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES POUR L'ANNÉE 2017-2018	
DISTRICT JUDICIAIRE	DÉLAI MÉDIAN (EN JOURS)
ABITIBI	152
ALMA	257
ARTHABASKA	316
BAIE-COMEAU	298
BEAUCE	232
BEAUHARNOIS	260
BEDFORD	224
BONAVENTURE	177
CHARLEVOIX	219
CHICOUTIMI	199
DRUMMOND	225
FRONTENAC	251
GASPÉ	95
GATINEAU	283
IBERVILLE	286
JOLIETTE	281
KAMOURASKA	162
LABELLE	151
LAVAL	330
LONGUEUIL	318
MINGAN	202
MONTMAGNY	228
MONTREAL	252
MÉGANTIC	205
PONTIAC	270
QUÉBEC	189
RICHELIEU	231
RIMOUSKI	161
ROBERVAL	165
ROUYN-NORANDA	254
SAINT-FRANÇOIS	180
SAINT-HYACINTHE	268
SAINT-MAURICE	244
TERREBONNE	306
TROIS-RIVIÈRES	246
TÉMISCAMINGUE	150
TOTAL	242

SOURCE : SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES CRIMINELLES (PLUMITIF M013).  
DONNÉES PRÉLIMINAIRES AU 31 MARS 2018.

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE D'OUVERTURE (DÉNONCIATION) JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION DÉFINITIVE (QUI A ÉTÉ RENDUE POUR CHACUN DES CHEFS D'ACCUSATION). LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI PRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES QUI SONT ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

**P.57**      **POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D’INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).**

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**TABLEAU STATISTIQUE — NON JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION**

**2017-2018**

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4(1)(5)	1 432	30,6
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000\$	334b)	1 969	42,2
VOIES DE FAIT (PEINE)	266b)	377	8,1
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)a)(2)	244	5,2
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430(1)	158	3,4
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000\$	380(1)b)	68	1,4
CONTRAVENTION AUX RÈGLEMENTS DES ARMES À FEU	86(2)	56	1,2
MÉFAIT PUBLIC	140(1)	37	0,8
RECEL D’UNE BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000\$	355b)	37	0,8
INTRUSION DE NUIT	177	11	0,2
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	36	0,8
INFRACTION DIVERSES	-	245	5,2
TOTAL		4 670	100

**STATISTIQUE RELATIVES À LA NON JUDICIARISATION  
2017-2018**

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
<b>ABITIBI</b>	605	AMOS	12
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	13
	170	CHIBOUGAMAU	10
	640	BAIE D'HUDSON	19
	620	LA SARRE	5
	635	BAIE D'UNGAVA	20
	625	SENNETERRE	11
	615	VAL D’OR	31
TOTAL DISTRICT			121
<b>ALMA</b>	160	ALMA	23
TOTAL DISTRICT			23
<b>ARTHABASKA</b>	415	VICTORIAVILLE	80
TOTAL DISTRICT			80
<b>BAIE-COMEAU</b>	655	BAIE-COMEAU	29
TOTAL DISTRICT			29
<b>BEAUCE</b>	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	283
TOTAL DISTRICT			283

DISTRICT JUDICAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE- VALLEYFIELD	115
TOTAL DISTRICT			115
BEDFORD	455	COWANSVILLE	24
	460	GRANBY	35
TOTAL DISTRICT			59
BONAVENTURE	105	NEW-CARLISLE	10
TOTAL DISTRICT			10
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	18
TOTAL DISTRICT			18
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	206
TOTAL DISTRICT			206
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	57
TOTAL DISTRICT			57
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	32
TOTAL DISTRICT			32
GASPÉ	115	HAVRE-AUBERT	2
	110	PERCÉ	34
	130	STE-ANNE-DES- MONTS	6
TOTAL DISTRICT			42
GATINEAU	550	GATINEAU	376
TOTAL DISTRICT			376
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN- SUR-RICHELIEU	38
TOTAL DISTRICT			38
JOLIETTE	705	JOLIETTE	217
TOTAL DISTRICT			217
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU- LOUP	56
TOTAL DISTRICT			56
LABELLE	565	MANIWAKI	16
	560	MONT-LAURIER	17
TOTAL DISTRICT			33
LAVAL	540	LAVAL	338
TOTAL DISTRICT			338
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	210
TOTAL DISTRICT			210
MÉGANTIC	480	LAC-MÉGANTIC	10
TOTAL DISTRICT			10
MINIGAN	652	COUR ITINÉRANTE	11
	650	SEPT-ÎLES	25
TOTAL DISTRICT			36
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	28
TOTAL DISTRICT			28

DISTRICT JUDICAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
<b>MONTRÉAL</b>	500	MONTRÉAL	54
	850	VILLE DE MONTRÉAL	559
TOTAL DISTRICT			<b>613</b>
<b>PONTIAC</b>	555	CAMPBELL'S BAY	19
TOTAL DISTRICT			<b>19</b>
<b>QUÉBEC</b>	200	QUÉBEC	423
TOTAL DISTRICT			<b>423</b>
<b>RICHELIEU</b>	765	SOREL	53
TOTAL DISTRICT			<b>53</b>
<b>RIMOUSKI</b>	120	AMQUI	11
	125	MATANE	18
	135	MONT-JOLI	11
	100	RIMOUSKI	29
TOTAL DISTRICT			<b>69</b>
<b>ROBERVAL</b>	155	ROBERVAL	64
TOTAL DISTRICT			<b>64</b>
<b>ROUYN-NORANDA</b>	600	ROUYN	33
TOTAL DISTRICT			<b>33</b>
<b>SAINT-FRANÇOIS</b>	450	SHERBROOKE	189
TOTAL DISTRICT			<b>189</b>
<b>SAINT-HYACINTHE</b>	750	SAINT- HYACINTHE	94
TOTAL DISTRICT			<b>94</b>
<b>SAINT-MAURICE</b>	425	LA TUQUE	14
	410	SHAWINIGAN	82
TOTAL DISTRICT			<b>96</b>
<b>TÉMISCAMINGUE</b>	610	VILLE-MARIE	5
TOTAL DISTRICT			<b>5</b>
<b>TERREBONNE</b>	700	SAINT-JÉRÔME	481
TOTAL DISTRICT			<b>481</b>
<b>TROIS-RIVIÈRES</b>	400	TROIS-RIVIÈRES	114
TOTAL DISTRICT			<b>114</b>
GRAND TOTAL			<b>4 670</b>



DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
R. C. RUEST	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. RAPHAEL PRONOVOST	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
MOHAMMED ABBAD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DENIS AYOTTE C. R.	AUDITION À VENIR LE 16 MAI 2018
ANTOINE BEAULIEU C. R.	AUDITION À VENIR
CLAUDE BEAULIEU C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
SERGE BERNARD C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
PIERRE BOUCHARD C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE APPELANT
VICKIE BOUDREAU-BOULANGER C. R.	AUDITION À VENIR LE 12 MARS 2018
HOVSEP BOYADJIAN C. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE INTIMÉE
RENÉ CARON C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE INTIMÉE
VÉRONIQUE CHAPADOS C. R.	AUDITION À VENIR
R. C. VÉRONIQUE CHAPADOS	EN ATTENTE DE MÉMOIRE INTIMÉ
TOMMY CHOUINARD C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
GUILLAUME CÔTÉ C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE INTIMÉE
R. C. JEAN-PHILIPPE CÔTÉ	AUDITION À VENIR
SAMUEL COZAK C. R.	AUTRE (REQUÊTE MANDAMUS ET CERTIORARI)
R. C. MATHIEU DEBLOIS	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
BRYAN DEMERS-THIBAUT C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT
R. C. BRYAN DEMERS-THIBAUT	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
STACEY SIKOUNIK DENIS-DAMÉE C. R.	AUDITION À VENIR LE 16 MARS 2018
JONATHAN DION C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
JEAN-MARY DORSAINT C. R.	REQUÊTE PERMISSION D'EN APPELER
MOHAMMED DOUDOU-TRAORE C. R.	AUDITION À VENIR LE 26 AVRIL 2018
LUC FISET C. R.	AUDITION À VENIR
YACOUBA FOFANA C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER – AUDITION À VENIR LE 12 MARS 2018
STÉPHANE FRIGON C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT (EN DÉFAUT)
JASON GAGNÉ C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
MARIE-CHRISTINE GAGNON C. R.	AUDITION À VENIR LE 14 MARS 2018
LÉO GAUTHIER C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT
JESSE KYLE GRAINGER C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT
JESSY GRAVEL C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT
ÉRIC GROS-LOUIS C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT (EN DÉFAUT)
HAKIM HADDAD C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
HYDROBEC, HYDRO RIVE-SUD, DANY BELLEY C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
RÉNALD LAMBERT C. R.	AUDITION À VENIR LE 12 MARS 2018
JIMMY LAVOIE C. R.	EN DÉLIBÉRÉ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
R. C. KARL LEFRANÇOIS	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
JONATHAN LÉVESQUE-GERVAIS C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
NICOLAS MARIN C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER, AUDITION À VENIR LE 9 AVRIL 2018
JEAN-FRANÇOIS MARTEL-POLIQUE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE INTIMÉE
DENIS MARTINEAU C. R.	AUDITION À VENIR
KEVIN MCNEIL C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE INTIMÉE
GILBERTO ERWIN MÉDINA C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT
RAYNALD NADEAU C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
RENÉ OUELLET C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ALAIN PERREAULT C. R.	AUDITION À VENIR LE 12 MARS 2018
SÉBASTIEN PICARD C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ APPELANT
YVES PLAMONDON C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
BENOIT POITRAS C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
R. C. RAYNALD RÉGNIER	EN DÉLIBÉRÉ
ÉRIC ROUSSELLE-MCLAUGHLIN C. R.	AUDITION À VENIR LE 15 MARS 2018
JEAN-FRANÇOIS ROY C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT
MATHIEU ROY C. R.	AUDITION À VENIR
SIMON ROYER-BONNEAU C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT
FRÉDÉRIC SURPRENANT C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
STEEVE THIBODEAU C. R.	AUDITION À VENIR LE 26 AVRIL 2018
ANDRÉ TREMBLAY C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANT
JACQUES TREMBLAY C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE INTIMÉE
JULIE TREMBLAY C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
STÉPHANIE TRUDEAU C. R.	AUDITION À VENIR LE 15 MARS 2018
JEAN VÉZINA C. R.	AUDITION À VENIR LE 10 AVRIL 2018

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
R. C. AWASHISH	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. VALLENTGOED	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. MARC CYR-LANGLOIS	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER DÉPOSÉE
FRÉDÉRIC LANGLOIS C. R.	REQUÊTE POUR PROROGER LE DÉLAI D'APPEL
PHILIPPE ST-ANTOINE C. R.	REQUÊTE POUR PROROGER LE DÉLAI D'APPEL

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
EST DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
R. C. SERGE FILLION	AUDITION À VENIR LE 27 AVRIL 2018)
JOHANNE JOHNSON C. R.	MÉMOIRE APPELANTE À PRODUIRE
DENIS THIBODEAU C. R.	MÉMOIRE DE L'INTIMÉE À PRODUIRE LE 8 AVRIL 2018
R. C. ÉMILE LAMONTAGNE	AUDITION À VENIR LE 19 MARS 2018

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
EST DU QUÉBEC	
R. C. TOBY CARRIER	MÉMOIRE APPELANTE À PRODUIRE LE 13 AVRIL 2018
NICOLAS CÉLANT C. R.	MÉMOIRE APPELANT À PRODUIRE LE 19 MARS 2018
R. C. CAROLINE ROSS	EN ATTENTE MÉMOIRE DE L’INTIMÉE
DANY SÉNÉCHAL C. R.	AUDITION À VENIR LE 23 MARS 2018
CLAUDE LEBLANC C. R.	MÉMOIRE INTIMÉE À PRODUIRE LE 27 AVRIL 2018
R. C. ANTOINE JEAN	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’INTIMÉ (DÉFAUT DE PRODUCTION)
MARC-ANDRÉ LEPAGE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT (DÉFAUT DE PRODUCTION LE 30 NOVEMBRE 2017)
JIMMY CONNORS C. R.	EXPOSÉ DE L’INTIMÉE À PRODUIRE LE 23 MARS 2018
MICHEL CARON –BARRETTE C. R.	EN DÉLIBÉRÉ (DEPUIS LE 26 JANVIER 2018) CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE (PEINE)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
ADÈLE SORELLA C. R.	AUTRE (NOUVEAU PROCÈS ORDONNÉ)
ALAIN GAUTHIER C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’INTIMÉE
AVIK CARON C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
BENOÎT FERRON C. R.	EN ATTENTE DE L’AVIS D’APPEL
BENOÎT POZZOBON C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’INTIMÉE
BERTRAND CHAREST C. R.	AUDITION À VENIR
BOURDEAU, JEAN-ROBERT C. R.	AUDITION À VENIR LE 10 MAI 2018
CARL CORMIER C. R.	AUTRE (EN ATTENTE D’UN ÉCHÉANCIER)
CARL VANDEN-ABEELE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CHAKIB AMIRI C. R.	AUDITION À VENIR
CHARLÉLI CYR-ARSENAULT C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
CHRISTIAN PERREAULT C. R.	AUDITION À VENIR
CLAUDE VALVERDE C. R.	EN ATTENTE DE L’EXPOSÉ DE L’APPELANT
DOMINIC VÉZINA C. R.	AUTRE (DÉSISTEMENT DE L’APPELANT À VENIR)
DONALD VALCOURT C. R.	AUDITION À VENIR
ÉRIC BONNEVILLE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
ÉRIC DESBIENS C. R.	AUDITION À VENIR
ÉTIENNE ST-PIERRE C. R.	AUTRE (PLAN ARGUMENTATION DÉPÔT 22 JUIN 2018)
FRANCIS CARLE C. R.	EN ATTENTE DE L’AVIS D’APPEL
FRANÇOIS BERNIER-GERMAIN C. R.	EN ATTENTE DE L’AVIS D’APPEL
FRÉDÉRIC CLICHE C. R.	AUDITION À VENIR
GABRIEL JASMIN C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
GEORGES PROVOST C. R.	EN ATTENTE DE L’AVIS D’APPEL
HENRY KEITH ACELIN C. R.	EN ATTENTE DE L’AVIS D’APPEL
IBRAHIM BAHER C. R.	AUDITION À VENIR LE 15 MARS 2018
JACQUES BASTIEN C. R.	AUDITION À VENIR
JASON BÉLEC-LACELLE C. R.	AUDITION À VENIR LE 16 MARS 2018
JASON GOUDIE C. R.	EN ATTENTE DE L’AVIS D’APPEL

<b>REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL</b> DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
JEAN SIGMAN C. R.	AUDITION À VENIR
JEAN-FRANÇOIS PERRON C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS D'APPEL
JEAN-ROBERT BOUDREAU C. R.	AUDITION À VENIR LE 10 MAI 2018
JETRO DEJALA C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
JONATHAN PAOLUCCI-FLETCHER C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER LE 16 MARS 2018
JONATHAN THÉBAUD C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
JUSTIN MILETTE C. R.	AUDITION À VENIR LE 20 MARS 2018
KAVEN DESLAURIERS C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
LESLIE UJVARI C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS D'APPEL
LOUIS-PHILIPPE BIRON C. R.	AUDITION À VENIR
MARC CAZA C. R.	AUDITION À VENIR
MARC ISABELLE C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
MARIO CHARRETTE C. R.	AUDITION À VENIR LE 14 MARS 2018
MARIO ROY C. R.	AUDITION À VENIR
MARIO ROY C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS D'APPEL
MAXIME DUHAIME C. R.	AUDITION À VENIR
MICHELINE BOURGAULT C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
NIZAR GHALMI C. R.	AUTRE (REQUÊTE DE PROROGATION DU DÉLAI D'APPEL DE LA PEINE RAYÉE. AUCUNE NOUVELLE DE L'APPELANT)
OLIVIER CHARRIÈRE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
OMAR EMILLER-MUNOZ C. R.	AUTRE (LA COUR EST SANS NOUVELLES DE L'APPELANT)
PERRE-ANDRÉ GEOFFROY C. R.	AUDITION À VENIR
PIERRE-FRANÇOIS BLONDEAU C. R.	AUDITION À VENIR
R. C. ALAIN BOISSONNEAULT	AUDITION À VENIR
R. C. ALEXANDRE COLLIN	AUDITION À VENIR
R. C. ÉRIC RAYMOND	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
R. C. MICHEL HÉNAULT	PRÉPARATION DE L'AVIS D'APPEL
R. C. RYAN WOLFSON	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
RAYMOND VALLIÈRES C. R.	AUTRE (PLAN ARGUMENTATION DÉPÔT 22 JUIN 2018)
RICARDO TAVARES C. R.	AUDITION À VENIR LE 20 MARS 2018
RICHARD LABELLE C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS D'APPEL
RICHARD VALLIÈRES C. R.	AUTRE (PLAN ARGUMENTATION DÉPÔT 22 JUIN 2018)
RICHERSON PAUL C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
ROGER PAYETTE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
SAID TAID C. R.	AUDITION À VENIR LE 13 MARS 2018
SAMUEL FORTIN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SÉBASTIEN CATIN C. R.	AUDITION À VENIR LE 16 AVRIL 2018
SERGE PLOUFFE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
SHADI MUHANNA C. R.	AUDITION À VENIR
STANLEY SARAZIN C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
STÉPHANE ALLIE C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
STÉPHANE BELLE-ISLE C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS D'APPEL

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
SYLVAIN GIRARD C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
SYLVAIN GIRARD C. R.	AUDITION À VENIR
SYLVAIN NOLETTE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
THAO NETH C. R.	AUDITION À VENIR LE 10 AVRIL 2018
VARTAN-AGOP AWAKIAN C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
VICKY LÉGARÉ C. R.	AUDITION À VENIR
YVES BROUSSEAU C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
YVON DURAND C. R.	AUDITION À VENIR

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
JUSTIN MILETTE C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
SAMIR ARIF C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
PHILIPPE ÉDOUARD AUGUSTE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
NORMAND BÉDARD C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
STÉPHANE BELVAL C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ANTHONY-TRISTAN BERNARD C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
PATRICE BERNARD C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
R. C. KATHLEEN BLANCHARD	EN DÉLIBÉRÉ
JEAN BOISSONNEAULT C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CHRISTIAN BOUDREAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DOMINIQUE BOURGET C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ODETTE BOUSQUET C. R.	AUDITION À VENIR (PRINTEMPS/AUTOMNE 2018)
STÉPHANE BOUTHILLIER C. R.	AUDITION À VENIR LE 11 AVRIL 2018
JANICK BRAULT-FORTIER C. R.	AUDITION À VENIR LE 17 AVRIL 2018
THI THAO BUI C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
TYRONNE SRIJEEV CANDAPPA C. R.	AUDITION À VENIR (AUTOMNE 2018)
JEAN-RAPHAËL CASES C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RICHARD CHANDROO C. R.	AUDITION À VENIR
MATHIEU CÔTÉ C. R.	AUDITION À VENIR
GIUSEPPE DE LETO C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CLAUDE DEMERS C. R.	AUDITION À VENIR LE 21 MARS 2018
SYLVAIN DEMERS C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
ÉRIC DESLAURIERS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SYLVAIN DESMARAIS C. R.	AUDITION À VENIR LE 18 AVRIL 2018
YVON FOURNIER	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
MICHEL GEOFFROY C. R.	AUTRE – AUDITION REQUÊTE « JORDAN » LE 16 AVRIL 2018

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
PIERRE JUNIOR GIRARDOT C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARIE-JOSÉE GRONDIN C. R.	REQUÊTE PERMISSION D’EN APPELER
GERMAINE GROSS C. R.	REQUÊTE PERMISSION D’EN APPELER LE 5 MARS 2018
YACINTHE JACKSON C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
NIDAL JOAD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SIDY MOUHANOU KEITA C. R.	REQUÊTE PERMISSION D’EN APPELER
VÉRONIQUE LALONDE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MICHAEL LAROSE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MICHEL MALLETTE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JONATHAN MARTINEAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
NICOLAS MATHIEU C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
R. C. NICOLAS MATHIEU	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANTE
FLAVIO MELFI C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’INTIMÉE
JOCELYN MÉNARD C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
SIMON MÉNARD C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
SAMATH MOM C. R.	AUDITION À VENIR (AUTOMNE 2018)
JUSTIN NAIMA C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
MATHIEU NORMANDIN C. R.	EN ATTENTE EXPOSÉ CONJOINT DES FAITS
CHRISTOPHER OUELLET C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
ANDRÉ PÉPIN C. R.	AUDITION À VENIR LE 23 MARS 2018
MARC-OLIVIER PERRON C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’INTIMÉE
ALAIN PRIMEAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. CENEN RAYO	AUDITION À VENIR LE 16 MARS 2018
GEORGES RICKLI C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. DENIS ROY	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’INTIMÉ
MICHÉE ROY C. R.	AUTRE : REQUÊTE PREUVE NOUVELLE
ABBAS SHEIKH C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
TAMMY TURCOTTE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. LUC VEILLETTE	AUDITION À VENIR LE 13 MARS 2018
ALCIUS WORDSEN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SÉBASTIEN ZAMIARA C. R.	AUTRE : REQUÊTE PREUVE NOUVELLE
COUR SUPRÊME	
R. C. R. P.	DEMANDE D’AUTORISATION D’APPEL

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	ÉTAT
ERICH CHEMAMA C. R. (CERTIORARI)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
ERICH CHEMAMA C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
EVENS BELLEVILLE C. R. (CULPABILITÉ)	EN DÉLIBÉRÉ
JOHN TSHIAMALA C. R. (CULPABILITÉ)	EN DÉLIBÉRÉ
JOHN TSHIAMALA C. R. (SENTENCE)	EN DÉLIBÉRÉ
EVENS BELLEVILLE C. R. (SENTENCE)	EN DÉLIBÉRÉ
ERICH CHEMAMA C. R. (AUTRE)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
KYLE GABRIEL C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
CAREY ISAAC REGIS C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
TERRELL LLOYD SMITH C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
GIOVANNI D'AMICO C. R. (CULPABILITÉ)	EN DÉLIBÉRÉ
OMAR SIDQUI C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
GARLEN DESROSIERS C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 20 MARS 2018
HANY GIRGIS C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
MARC BLAIS C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 24 AVRIL 2018
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
R. C. MITRA JAVANMARDI (CULPABILITÉ)	EN DÉLIBÉRÉ
HAYDAR GAITH C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 9 MAI 2018
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
KARIM LABIDI C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 8 MAI 2018
SYLVAIN GAUDREAU C. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
JOHN TSHIAMALA C. R. (SENTENCE)	EN DÉLIBÉRÉ
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
SABRI BEN HEDI BEN HARIZ C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
TIMOTHY ROBBINS C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 15 MAI 2018
JEFF DUHAMEL-NISSAGE C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 11 AVRIL 2018
JEAN-PIERRE CHAUSSÉ C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 25 AVRIL 2018
THÉODORE HERRON C. R.	AUDITION À VENIR
JUAN CARLOS GAMARRA MORAN C. R. (SENTENCE)	AUDITION À VENIR LE 7 MAI 2018
SERGE ROBILLARD C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 8 MAI 2018
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
STÉPHANE FRANCOEUR C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL	
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
EVGUENI MATAEV C. R. (DÉCLARATION DÉLINQUANT DANGEREUX)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ABIRAM SUBRAMANIAM C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
TONY COLIDA C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JONATHAN CLERMONT C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA C. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
MICHEL DUCHAUSSOY C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JOHN XANTHOUDAKIS C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
LINO MATTEO C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
RONALD A. WEINBERG C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ERICH CHEMAMA C. R. (AUTRES)	REQUÊTE POUR PERMISSION D’APPELER
JOHN XANTHOUDAKIS C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
RONALD A. WEINBERG C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
AOUNE GUIRE C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
MOHAMMAD SOUHAI BENROUAYENE C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
RICHARD TROTTIER C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 2 MAI 2018
JACQUES CORRIVEAU C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
LINA MARYANNE FRANCIS C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
LINA MARYANNE FRANCIS C. R. (SENTENCE)	AUDITION À VENIR
RICHARD HENRY BAIN C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
RICHARD HENRY BAIN C. R. (LIBÉRATION CONDITIONNELLE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
AHMAD CHAABAN C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
GAÉTAN DOUTRE C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. C. SOLOMON IBEAGHA ET CALVIN JOHN DAVID (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
R. C. PAUL EVANS GORDON GRAY	AUDITION À VENIR
JUAN FERMIN PALMA C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ANTONIO SECONDO C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
MAXIME ROUSSY C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
NUNO QUINTA C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
MONDHER TEBOURBI C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. C. YOUNES YAKOUB LAGHFIRI (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
BILAL RASUL C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
EDWIN SIMON DUBOURG C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 9 MAI 2018
NISANTHA UPALI WITHARANAGE C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JACQUES CORRIVEAU C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
MARIO BROUSSEAU C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. C. JEAN-GUY FAUSTIN (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
FRANÇOIS LAURIN C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
DUSTIN LOMBARDI C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS



REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
HARRY ANDRÉ C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
MICHEL PAQUETTE C. R. (CULPABILITÉ)	EN DÉLIBÉRÉ
MITRA JAVANMARDI C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ANTHONY SYLVAIN C. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
CÉDRIC DAMANI C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
ABDULLAH KHAN C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
MOHEBULLAH MALIK C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
NARCISO SANCHEZ-BENITES C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
AMALAN THANDAPANITHESIGAR C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. C. MARTIN SANS CARTIER (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
ALTAMOND JR LITTLE C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
CARLO FIGARO C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
JUAN ANTONIO MARIONA C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
NICHOLAS FONTANELLI C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
EDWIN SIMON DUBOURG C. R. (SENTENCE)	AUDITION À VENIR LE 9 MAI 2018
JEAN-PHILIPPE TREMBLAY C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. C. DANIEL ALMEIDA (ARRÊT DES PROCÉDURES)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
BILAL RASUL C. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
SEAN GREGORY C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
R. C. MARIO BROUSSEAU (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ROODY LOUIS C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
THAROUL MÉNARD C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ANTONINO IACONO C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ROMANTHIE EZER JEAN C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
OBED SANON C. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
SERGEY IVLEV C. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
RANDY TSHILUMBA C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
AHMAD NEHME C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
MICHEAL LIBAO C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
JONATHAN MORGAN C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
FRANÇOIS THÉRIAULT C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
NDAYA DISOWA C. R. (CULLPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
DJAMEL EDDINE BOUTARENE C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JONATHAN EXCELLENT C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JASON SAMUEL JONES C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
SEIFFEDDINE MERCHERGUI C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PROROGATION DE DÉLAI
SEIFFEDDINE MERCHERGUI C. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PROROGATION DE DÉLAI
OSWALD WYKE C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
HARINDER SINGH CHEEMA C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
DIEUSEUL JEAN C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
HOAI NAM VU ET ALS. C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DU MÉMOIRE APPELANTE
MICHEAL LEVIN C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LESLIE DOUGLAS GREENWOOD C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
BASHAR EL SAAD C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
CLAUDE PANTALONI C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JEAN-DANIEL PATRY-CHEVRIER C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JEAN-LOUIS FRANCHINI C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
MIKE LOWRY DÉFENSE C. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
RAJESH MOHABIR C. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE EN PROLONGATION DU DÉLAI D’APPEL
TIM JACKOOSIE ECHALOOK C. R.	C.S.C. EN ATTENTE DE RÉPONSE DE LA COUR SUPRÊME SUR LA DEMANDE

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
OUEST DU QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
RÉGIMBALD, ROBERT C. R.	AUDITION LE 14 MARS 2018
HANKEY, RICKY C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’INTIMÉE
PELLETIER, BERNARD C. R.	AUDITION LE 19 MARS 2018
CLEMENTS, SCOTT C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
DUSSAULT, PATRICK C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
BAMBA,, MAMADOU C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
FONTANA, NICOLA C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
RAMSURRUN, SHAKTI C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
GASCON, ALAIN C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
DE L’ÉTOILE, ROBERT C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
JETTÉ, HENRI C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
GAUTHIER, DENIS C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
DURAND, JEAN C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
STRAPATSAS, DIMITRIOS C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
RICHAD, LAFFIN JOSHUA C. R.	AUDITION AU FOND 17 AVRIL 2018
VINET, PASCAL C. R.	AVIS D’AUDITION LE 11 AVRIL 2018
BENOÎT, ROBERT C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
DUPUIS, PHILIPPE C. R.	AUDITION AU FOND LE 9 MAI 2018
LEDUC, MICHEL C. R.	AUDITION AU FOND LE 13 MARS 2018
ST-CYR, ALEXANDRE C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
BENOIT, JEAN-PHILIPPE C. R.	AUDITION AU FOND EN JUIN 2018
LEFEBVRE, MARC C. R.	PAS EN ÉTAT
MICHEL ST-DENIS C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’INTIMÉE
GANGOO BASSANT, ROBERT C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER
COURCY, MARTIN C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D’EN APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
NORD-DU-QUÉBEC	
LISTE	ÉTAT
RAPHAËL PRONOVOST C. R.	AVIS SELON ART. 32 RCAQ
JOHNNY COONISHISH C. R.	PROCÈS-VERBAL FOND DÉLIBÉRÉ
R. C. ARMAND SIMARD	AVIS SELON ART. 32 RCAQ
R. C. MARC-ANDRE CORMIER	EXPOSE PARTIE REQUÉRANTE À PRODUIRE
DAVID LAHTI C. R.	AVIS SELON ART. 32 RCAQ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	
LISTE	ÉTAT
STÉPHANE ALLIE C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
BADARO DAVID C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CHRISTIAN ÉMOND C. R.	PEINE EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT SUR LE FOND ET LA PEINE
MÉLANIE STE-MARIE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
MICHEL STE-MARIE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
DAX STE-MARIE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
FÉLIX RICHARD C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
GUY DROUIN C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
DANIEL LAFOND C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
LOUIS-PIERRE LAFORTUNE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
R. C. LOUIS-PIERRE LAFORTUNE	À FAIRE MÉMOIRE DE L’APPELANTE
R. C. LOUIS-PIERRE LAFORTUNE	À FAIRE MÉMOIRE DE L’APPELANTE (PEINE)
ROBERTO AMATO C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
R. C. ROBERTO AMATO	MÉMOIRE DE L’APPELANTE À FAIRE (PEINE)
DENIS LEBEBVRE C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
PAUL GAUTHIER C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
ENTREPRISES PAUL GAUTHIER C. R. ET JAMES PEDRO C. R.	EN DÉLIBÉRÉ
BENOIT BISSONETTE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’INTIMÉ
ROBERT POIRIER C. R.	AUDITION LES 9 ET 10 AVRIL 2018 (FOND ET PEINE)
FRANCE MICHAUD C. R.	AUDITION LES 9 ET 10 AVRIL 2018 (FOND ET PEINE)
JEFFREY COLEGROVE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT SUR LE FOND ET LA PEINE
ÉRIC LETARTE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L’APPELANT
MICHEL BERGEVIN	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. MARIO BROUSSEAU	À FAIRE MÉMOIRE DE L’APPELANTE
2014-3639 QUÉBEC INC, PAUL LAROCHE, EXCAVATION CHARLES GRENIER INC. C. DIRECTRICE AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, RICHARD ROUSSEAU, GUY AUCLAIR ET GEORGES BEAULIEU, MIS EN CAUSE	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D’APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	
LISTE	ÉTAT
SOUFIEN ACHAB C. R. (MONTRÉAL)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE DE L’APPELANT
BEDGY-DANIEL PERALTE C. R. (MONTRÉAL)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE DE L’APPELANT
ABDEL SALIM BOUBACAR C. R. (MONTRÉAL)	AUDITION REQUÊTE EN PROLONGATION DU DÉLAI D’APPEL À VENIR
JOSEPH GORDY C. R. (MONTRÉAL)	EN DÉLIBÉRÉ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	
DANIEL LIZOTTE C. R. SYLVAIN LIZOTTE C. R. (IBERVILLE)	EN DÉLIBÉRÉ
R. C. ÉMILE LAMONTAGNE (BAIE COMEAU)	AUDITION AU FOND LE 19 MARS 2018
R. C. MOHAMED (ST-JÉRÔME)	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. MICHAEL VERA MANAOAT	REQUÊTE EN RÉVISION D'UNE ORDONNANCE DE DÉTENTION LE 22 MARS 2017

REQUÊTES EN VERTU DES ARTICLES 76-78 DU *CODE DE PROCÉDURE CIVILE*  
 EN MATIÈRE CRIMINELLE OU PÉNALE  
 DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

MOIS	REQUÊTES	CONTESTATIONS CONSTITUTIONNELLES	TOTAL
AVRIL	2	9	11
MAI	9	7	16
JUIN	4	7	11
JUILLET	4	7	11
AOÛT	7	7	14
SEPTEMBRE	10	13	23
OCTOBRE	8	7	15
NOVEMBRE	3	11	14
DÉCEMBRE	4	12	16
JANVIER	4	14	18
FÉVRIER	3	7	10
TOTAL	58	101	159

**P.59     STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L'ARRÊT R.C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDiquer LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN PROGRAMME INFORMATIQUE PERMETTANT DE PRODUIRE CETTE INFORMATION.

PAR AILLEURS, DEPUIS JANVIER 2017, LE DPCP INSCRIT SUR SON SITE INTERNET LE NOMBRE DE REQUÊTES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE SIGNIFIÉES APRÈS LE PRONONCÉ LE 8 JUILLET 2016 DE L'ARRÊT JORDAN DE LA COUR SUPRÊME. EN DATE DU 12 MARS 2018, IL ESTIMAIT AVOIR REÇU 1 680 REQUÊTES EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES, DONT 796 REQUÊTES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET 884 REQUÊTES EN MATIÈRE PÉNALE.

CETTE INFORMATION PROVIENT DES RENSEIGNEMENTS QUI LUI SONT TRANSMIS ET NE DONNE QU'UN PORTRAIT GÉNÉRAL DE LA SITUATION. EN CONSÉQUENCE, **NOUS NE POUVONS GARANTIR L'EXACTITUDE DES DONNÉES PUISQUE CE REGISTRE EST ALIMENTÉ MANUELLEMENT.**

DE PLUS, LE DPCP ÉVALUE, EN DATE DU 23 MARS 2018, AVOIR DÉPOSÉ 327 NOLLE PROSEQUI À LA SUITE DU PRONONCÉ DE L'ARRÊT JORDAN.

IL EST IMPOSSIBLE POUR L'ORGANISATION DE STATUER SUR LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE À VENIR DANS LES PROCHAINS MOIS PUISQUE CE CHIFFRE CORRESPOND AU NOMBRE DE REQUÊTES EN ARRÊT DES PROCÉDURES QUI SERONT DÉPOSÉES.

**P.60**    **NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL -PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2017-2018. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDICUER :**

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

DATES	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
9 AU 12 MAI 2017	REGINA (SASKATCHEWAN)	M <sup>ES</sup> ANNICK MURPHY, SONIA PAQUET	3 626 \$
25 AU 27 OCTOBRE 2017	TORONTO (ONTARIO)	M <sup>ES</sup> ANNICK MURPHY, NATHALIE BRISSETTE, SONIA PAQUET, MATTHEW FERGUSON, CÉLINE BILODEAU	5 244 \$

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS PUISQU'ILS SONT FORMÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

**P.61 BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDiquer LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.**

---

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIVENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE QUI VISE À APPORTER DES SOLUTIONS PÉRENNES À L'ENJEU DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ET À ASSURER QUE LES CITOYENS ET PARTICULIÈREMENT LES VICTIMES PUISSENT MAINTENIR LEUR CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ET DES ACTEURS QUI LE COMPOSENT.

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES (PMRG)

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES (PMRG) A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN JUIN 2017 DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC. UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 1ER SEPTEMBRE 2017 JUSQU'AU 31 MARS 2019, DANS TROIS BUREAUX, SOIT SHERBROOKE, SAGUENAY ET JOLIETTE. LE COMITÉ DE TRAVAIL, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES DU MINISTÈRE, COMPREND DES REPRÉSENTANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DU BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) ET DU REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE (ROJAQ). LE PROGRAMME PRÉVOIT UNE LISTE D'INFRACTIONS POUR LESQUELLES LES ACCUSÉS PEUVENT ÊTRE ADMISSIBLES. CETTE ADMISSIBILITÉ S'APPLIQUE, SOUS RÉSERVE DE LA DISCRÉTION DU POURSUIVANT, COMPTE TENU DE L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VICTIME, APRÈS VÉRIFICATION DE CERTAINS CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ AUPRÈS DE L'ACCUSÉ PAR LES SERVICES CORRECTIONNELS DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. LES SERVICES CORRECTIONNELS FONT ÉGALEMENT LE LIEN AUPRÈS DU REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE (ROJAQ) QUI LUI, TRANSMET LE DOSSIER À L'ORGANISME DE JUSTICE ALTERNATIVE (OJA) ACCRÉDITÉ LE PLUS PRÈS DU LIEU DE RÉSIDENCE DE L'ACCUSÉ. DE SON CÔTÉ, LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) A LE MANDAT DE VÉRIFIER AUPRÈS DE LA VICTIME SI CELLE-CI DÉSIRE PARTICIPER OU NON AUX MESURES DE RECHANGE ET EN INFORME LE ROJAQ. UNE FOIS LA MESURE COMPLÉTÉE, L'OJA TRANSMET AU ROJAQ LE RAPPORT POUR VALIDATION. LE ROJAQ VALIDE ET SIGNE LE RAPPORT ET LE TRANSMET AU PROCUREUR AU DOSSIER. SI LA MESURE A ÉTÉ COMPLÉTÉE AVEC SUCCÈS, LE POURSUIVANT DEMANDE AU TRIBUNAL LE REJET DES ACCUSATIONS. SI L'ACCUSÉ NE REMPLIT PAS SES ENGAGEMENTS, IL RETOURNE AU PROCESSUS JUDICIAIRE RÉGULIER, SANS QUE SA PARTICIPATION AU PMRG NE LUI SOIT PRÉJUDICIABLE.

LE PROGRAMME FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR MADAME CATHERINE ROSSI, CRIMINOLOGUE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL. LE BUT DE CETTE RECHERCHE EST D'ANALYSER L'IMPLANTATION DU PMRG, LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT ET DES BESOINS DES VICTIMES, SON EFFICACITÉ ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. POUR CE FAIRE, MADAME ROSSI A OBTENU UNE SUBVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. TOUT AU LONG DU PROJET PILOTE, DES CORRECTIFS PEUVENT ÊTRE APPORTÉS AU BESOIN À LA PROCÉDURE APPLICABLE PAR CHACUN DES PARTENAIRES (DPCP, MSP, CAVAC, ROJAQ, OJA).

AU 28 FÉVRIER 2018, 136 DOSSIERS ONT ÉTÉ DIRIGÉS POUR ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ DE L'ACCUSÉ AU PMRG (74 À SHERBROOKE, 30 À SAGUENAY ET 32 À JOLIETTE).

LE COÛT ESTIMÉ POUR LA RÉALISATION DU PROJET-PILOTE S'ÉLÈVE À 1,1 M\$ RÉPARTI SUR DEUX EXERCICES FINANCIERS, SOIT 456 K\$ POUR L'EXERCICE 2017-2018 ET 688 K\$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019. DE CE MONTANT, UNE DÉPENSE DE 360 K\$ EST À PRÉVOIR POUR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, 635 K\$ POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE QUI VERSERA CES SOMMES AUX OJA ET 150 K\$ POUR LE ROJAC.

L'ÉVALUATION DU PROJET PILOTE SERA COMPLÉTÉE EN MARS 2019.

- P.62**    **ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR :**
- A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ;
  - B. IMPACT SUR LES REVENUS EN **2017-2018**;
  - C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES;
  - D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN **2017-2018**;
  - E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

---

**MINISTÈRE**

---

LE MINISTÈRE MET EN ŒUVRE LES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. LES REVENUS ET DÉPENSES À CE TITRE NE SONT CEPENDANT PAS ISOLÉES DES AUTRES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE.



**P.63     ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DE LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT DICAIRE CONCERNANT LA RÉORGANISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE. INDIQUER LE NOMBRE DE RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES AJOUTÉES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (PAR ANNÉE).**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

DANS LE CONTEXTE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION VISANT L’AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (CI-APRÈS LE PLAN D’ACTION), LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR A MANDATÉ MONSIEUR ANDRÉ DICAIRE POUR EXAMINER L’ORGANISATION DU TRAVAIL AU SEIN DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) AFIN D’EN AMÉLIORER LA PERFORMANCE ET DE MIEUX SOUTENIR LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS) DANS LEUR MISSION DE POURSUIVANT PUBLIC.

EN DÉCEMBRE 2011, UN RAPPORT INTITULÉ LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES UNE ORGANISATION EN MUTATION A AINSI ÉTÉ PRODUIT PAR MONSIEUR DICAIRE (CI-APRÈS RAPPORT DICAIRE). LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS, PRÉSENTÉES DANS LE RAPPORT DICAIRE, ÉTAIENT LES SUIVANTES :

- 1) RÉVISION DE L’ORGANISATION DU DPCP POUR CRÉER UN RÉSEAU INTÉGRER DE SERVICES AVEC TROIS LIGNES D’INTERVENTION;
- 2) AJOUT DE 126 RESSOURCES ÉCHELONNÉ SUR TROIS ANS PERMETTANT UN MEILLEUR SOUTIEN AUX PROCUREUR, DONT 85 TECHNICIENS ET 41 POSTES ADMINISTRATIFS;
- 3) CRÉATION D’UN SERVICE CENTRALISÉ DE COORDINATION DE LA RECHERCHE JURIDIQUE;
- 4) AMÉLIORATION ET BONIFICATION CONTINUES OFFERTES AUX PROCUREURS;
- 5) DÉPLOIEMENT D’UN PROGRAMME DE FORMATION EN GESTION POUR LES GESTIONNAIRES.

LE DPCP DISPOSE DE CRÉDITS RÉCURRENTS APPROXIMATIFS DE 5,5 M\$ POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DICAIRE.

LE 5 DÉCEMBRE 2016, AFIN D’ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS ET DE RESPECTER LE CADRE ÉTABLI PAR L’ARRÊT JORDAN, LE DPCP OBTENAIT LES 72 RESSOURCES ADMINISTRATIVES ANNONCÉES QUI N’AVAIENT PAS ÉTÉ OCTROYÉES AINSI QUE LE FINANCEMENT AFFÉRENT DE 1,4 M\$.

LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DICAIRE EST TERMINÉE.

**P.64** DEPUIS 2015-2016, INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$.

POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.

---

**MINISTÈRE**

---

- A - 38 487 000 \$
- B - FONDS D'AIDE AUX VICTIMES = 13 745 472 \$ (MONTANTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018).
- C - FONDS ACCÈS JUSTICE = 10 927 452 \$ (MONTANTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018).
- D - FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC = 13 814 076 \$ (MONTANTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018).

**P.65**     **INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2017-2018 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.**

**MINISTÈRE**

MESURES DÉPLOYÉES	MONTANT
FINANCEMENT DU FORUM SUR LES AGRESSIONS SEXUELLES	60 000 \$
TOTAL	60 000 \$

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

MESURES DÉPLOYÉES	MONTANT
FINANCEMENT CAVAC DU NUNAVIK	154 992 \$
FINANCEMENT CAVAC CRI	66 117 \$
FINANCEMENT DE 5 PROJETS SPÉCIFIQUES	167 190 \$
FINANCEMENT DU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE <sup>1</sup>	2 985 \$
FINANCEMENT DU CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE <sup>2</sup>	65 000 \$
TOTAL :	448 530 \$

LES MONTANTS FOURNIS CORRESPONDENT À LA PROPORTION DE SERVICES RÉELLEMENT CONSOMMÉS PAR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018.

<sup>1</sup> CORRESPOND AU NOMBRE D'APPEL REÇU OÙ LES PERSONNES ONT MENTIONNÉ LEUR ORIGINE AUTOCHTONE. L'ORGANISME NE DEMANDE PAS CETTE INFORMATION À LA CLIENTÈLE QUI LE CONTACTE.

<sup>2</sup> REPRÉSENTE LES SERVICES OFFERTS RELATIVEMENT AUX AGRESSIONS SEXUELLES. LES SERVICES OFFERTS À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE SONT INCLUS DANS CE MONTANT. LES STATISTIQUES NE NOUS PERMETTENT PAS DE DÉTERMINER LE MONTANT PRÉCIS ALLOUÉ POUR LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.

MINISTÈRE

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	ALEXANDRE ST-CYR C. REINE ET AL.	ATTOUchement À DES FINS SEXUELLES D'UN Mineur de moins de 16 ANS- PEINE MINIMALE D'UN AN - PEINE CRUELLE ET INUSITÉE.	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	APIGQ C. PGQ	RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA CRT ORDONNANT AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE CESSER D'ENTRAVER LES ACTIVITÉS SYNDICALES DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES INGÉNIEURS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET ORDONNANT AUX SYNDIQUÉS D'INCLURE UN MESSAGE À LEURS COURRIELS. JUGEMENT CS FAVORABLE PORTÉ EN APPEL.	INTIMÉE		10 MAI 18	
COUR D'APPEL	CHEMIN DE FER QUÉBEC-GATINEAU C. PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL CONCLUANT QUE LES RELATIONS DE TRAVAIL DE L'ENTREPRISE RELEVENT DE LA COMPÉTENCE PROVINCIALE.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	28 SEPT. 17	
COUR D'APPEL	CLEAN HARBORS QUÉBEC INC. C. CSST, CLP ET PGQ (COUR D'APPEL)	RÉVISION JUDICIAIRE - ENTREPRISE DE TRANSPORT INTERPROVINCIAL ET INTERNATIONAL DE DÉCHETS DANGEREUX - QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE (AVIS 95 CPC)	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	DANIELLE DURANSEAU C. DPCP ET PGQ	APPEL D'UNE CONDAMNATION PÉNALE À 104 CONSTATS D'INFRACTION POUR ACHAT ET VENTE ILLÉGALE DE POISSON- DÉFENSE FONDÉE SUR LA CHARTE CANADIENNE ET LES DROITS DES AUTOCHTONES À PRATIQUER LA PÊCHE À DES FINS DE SUBSISTANCE.	INTERVENANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	Y. C. Z. ET AL.	DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE DIVORCE, MONSIEUR SOUHAITE QUE SON MARIAGE QUI A ÉTÉ CÉLÉBRÉ PAR UN MINISTRE DU CULTÉ AUTORISÉ SOIT DÉCLARÉ NUL, CE QUI LE LIBÉRERAIT DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU MARIAGE (PARTAGE DU PATRIMOINE FAMILIAL ET SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS). IL INVOQUE SA LIBERTÉ DE RELIGION ET SON DROIT À L'ÉGALITÉ.	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	DENIS AYOTTE C. REINE ET PGQ	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DES PEINES MINIMALES D'UN AN DES ARTICLES 99 (3) ET 100 (3) DU C.CR. EN VERTU DE L'ARTICLE 12 DE LA CHARTE	MISE EN CAUSE		16 MAI 18	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	DROUIN ET AL. C. PGQ ET AL.	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ UN POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE À L'ENCONTRE D'UNE DÉCISION DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS REJETANT UNE DEMANDE DE DÉMOLITION DE SUBDIVISION ET DE CONSTRUCTION DANS LE SITE PATRIMONIAL DE SILLERY.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	ÉRIC PARENT C. PGC ET PGQ	APPEL DU JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉE UNE REQUÊTE EN PROVISION POUR FRAIS. DEVANT LA COUR DU QUÉBEC, M. PARENT EST ACCUSÉ D'AVOIR PÉCHÉ UN NOMBRE DE PLIES PLUS ÉLEVÉ QUE PERMIS PAR LA LOI. EN DÉFENSE À CETTE ACCUSATION, IL PRÉTEND BÉNÉFICIER DE DROITS ANCESTRAUX MÉTIS À TITRE DE MEMBRE DE LA « COMMUNAUTÉ MÉTISSE DE LA GASPÉSIE ET DU BAS-SAINT-LAURENT ».	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	ERICH CHEMAMA C. LA REINE ET P.G.Q.	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRULENT VEXATOIRE AU CRIMINEL ET AU CIVIL.	INTIMÉE	MÉMOIRE À PRODUIRE		
COUR D'APPEL	FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL C. PGQ	CONTESTATION DE L'ASSUJETTISSEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE DES POLICIERS À LA LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE (LOI 15)	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	G. CORNEAU C. PGQ (ET 9 AUTRES DOSSIERS CONNEXES)	RECOURS JUDICIAIRE VISANT À FAIRE RECONNAÎTRE DES COMMUNAUTÉS MÉTISSES ET LEURS DROITS ANCESTRAUX.	INTIMÉE	EN DÉLIBÉRÉ	15 ET 16 MAI 17	
COUR D'APPEL	GROUPE CRH C. PGQ	APPEL D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE REJETÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE. NÉCESSITÉ D'OBTENIR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'AGRANDISSEMENT D'UNE AIRE D'EXPLOITATION POUR UNE CARRIÈRE AYANT DES DROITS ACQUIS. INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT SUR LES CARRIÈRES ET SABLIÈRES.	INTIMÉE	EN DÉLIBÉRÉ	30 NOV. 17	
COUR D'APPEL	HOLCIM C. MDDELCC ET AL.	REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE, EN INJONCTION PERMANENTE ET EN INJONCTION INTERLOCUTOIRE- SOLS CONTAMINÉS- RESTAURATION CARRIÈRE- REMPLISSAGE AVEC SABLE TERRE ROC GRAVIER - SOLS CONTAMINÉS - AB - PERTE DE CLIENTÈLE.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	JT ET AL. C ME BOURASSA ET AL	APPEL D'UNE DÉCISION DU JUGE LACOUSIÈRE À LA SUITE DU REJET DU RECOURS. POURSUITE DU POLICIER ET DES PROCUREURS DU DPCP QUI ONT D'UNE PART PORTÉES DES ACCUSATIONS ET D'AUTRE PART TENUES LE PROCÈS JUSQU'EN COURS D'APPEL QUI A PAR LA SUITE ACQUITTÉ LE DEMANDEUR. ILS DEMANDENT DE RENDRE INCONSTITUTIONNELLE EN REGARD DE LA CHARTE L'IMMUNITÉ DONT BÉNÉFICIE LES PPCP.	INTIMÉE		16 AVR. 18	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	JEAN-SÉBASTIEN BÉRIAULT C. DPCP ET AL.	DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN DOMMAGES INTÉRÊTS AU MONTANT DE 757,000\$ EN RAISON DES DÉLAIS INSTITUTIONNELS ENTRE L'ACCUSATION ET LE PLAIDOYER DE CULPABILITÉ - DROIT D'ÊTRE JUGÉ DANS UN DÉLAI RAISONNABLE- CONFISCATION CIVILE.	INTIMÉE	DEMANDE EN REJET D'APPEL DÉPOSÉE LE 1 <sup>ER</sup> FÉV. 18		
COUR D'APPEL	L'HONORABLE PETER BRADLEY C. CONSEIL DE LA MAGISTRATURE ET PGQ	POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE EN COUR D'APPEL DEMANDANT LA NULLITÉ DE LA RECOMMANDATION ET DE LA DÉCISION DE DESTITUER UN JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC, ALLÉGUANT QUE DES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES SÉRAIENT INVALIDES PARCE QUE ATTENTATOIRES A L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE, A L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE ET AU DROIT A UNE DÉFENSE PLEINE ET ENTIÈRE (SANS PRÉAVIS FORMEL DE 76 c.p.c.)	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	21 NOV. 17	
COUR D'APPEL	MALTAIS C. PGQ	APPEL DÉPOSÉ À L'ENCONTRE DE LA DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE QUI A REJETÉ L'ACTION COLLECTIVE DU DEMANDEUR POUR TROUBLES DE VOISINAGE DES RÉSIDENTS A PROXIMITÉ DE L'AUTOROUTE 73.	INTIMÉE	MÉMOIRE DE L'APPELANT A ÊTRE DÉPOSÉ D'ICI LA FIN DU MOIS DE MAI 2018		
COUR D'APPEL	MICHEL CARON- BARRETTE C. REINE ET PGQ	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU A L'INVALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA PEINE MINIMALE PRÉVUE À L'ART. 151 DU CODE CRIMINEL (1 AN) POUR CONTACTS SEXUELS AVEC UN ENFANT DE MOINS DE 16 ANS. ET PEINE DE 14 MOIS.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	26 JAN. 18	
COUR D'APPEL	MOTARD GENEVIÈVE ET AL C. PGC	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 16-02-2016, REJETANT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DE G. MOTARD ET P. TAILLON, DANS LAQUELLE ILS DEMANDAIENT AU TRIBUNAL DE DÉCLARER LA LOI SUR LA SUCCESSION AU TRÔNE ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT FÉDÉRAL ET SANCTIONNÉE LE 27 MARS 2013 INCONSTITUTIONNELLE AU MOTIF QU'ELLE N'A PAS ÉTÉ ADOPTÉE SELON LA PROCEDURE DE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE APPROPRIÉE.	MISE EN CAUSE		19 FÉV. 18	
COUR D'APPEL	PAPIER WHITE BIRCH C. UNIFOR ET PGQ	REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE / DÉCISION DE L'ARBITRE DE GRIEF SUR LE QUANTUM DÙ À UN SALARIÉ CONGÉDIÉ / AVIS SELON 95 CPC / DEMANDERESSE SOUS LA PROTECTION DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS (LACC) / VENTE DES ACTIFS À UN ACHETEUR / ACHETEUR PRÉTEND QUE L'ARBITRE N'A PAS COMPÉTENCE POUR FIXER LE QUANTUM ET SI OUI LE CODE DU TRAVAIL ENTRAVE LA LACC.	MISE EN CAUSE		20 FÉV. 18	
COUR D'APPEL	PGQ C. 3563308 CANADA INC (HÉRITAGE TERREBONNE)	DÉTERMINATION DE LA SUPERFICIE DES MILIEUX HUMIDES SITUÉS AU NORD DE L'ÉCHANGEUR DES PIONNIERS.	APPELANTE	SUSPENDU		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	PGQ C. AIR CANADA	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION - APPLICABILITÉ DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ - DOSSIER DE SÉLECTION ET EMBAUCHE D'UN AGENT DE BORD - ENTREPRISE FÉDÉRALE - ENTRAVE	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	PGQ C. FRANÇOISE BOUCHARD ET COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCUEILLANT LE POURVOI EN RÉVISION JUDICIAIRE DE MADAME BOUCHARD D'UNE DÉCISION DE LA CFP ACCUEILLANT LA RÉVISION POUR CAUSE DE L'EMPLOYEUR ET CASSANT UNE DÉCISION DE LA CFP SUR LE QUANTUM SUITE À LA PLAINTE ACCUEILLIE PAR LA CFP PORTANT SUR UNE MESURE DISCIPLINAIRE DÉGUISÉE.	APPELANTE		24 AVRIL 18	
COUR D'APPEL	PGQ C. IMTT-QUÉBEC INC ET ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA	LA COUR SUPÉRIEURE A DÉCLARÉ QUE LA LOE ÉTAIT INAPPLICABLE À UNE ENTREPRISE LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET ELLE A DÉCLARÉ QUE LE TERRITOIRE DÉFINI DANS UNE LOI PRÉ-CONFÉDÉRATIVE DE 1858, SOIT LE FLEUVE ST-LAURENT SITUÉ ENTRE LA RIVIÈRE CAP-ROUGE ET MONTMORENCY EST UNE PROPRIÉTÉ PUBLIQUE FÉDÉRALE. CE JUGEMENT PORTE SUR DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LOE À UNE ENTREPRISE LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET LA PROPRIÉTÉ PROVINCIALE OU FÉDÉRALE DU TERRITOIRE OÙ CETTE ENTREPRISE EXERCE SES ACTIVITÉS CE JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE PORTE SUR 2 RECOURS: REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE D'IMTT QUÉBEC INC ET ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC C. PGQ CONCERNANT L'APPLICATION DE LA L.Q.E. AUX ACTIVITÉS D'IMTT-QUÉBEC INC., LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC. PROPRIÉTÉ : LE FLEUVE ST-LAURENT ENTRE CAP ROUGE ET L'ÎLE D'ORLÉANS EST-T-IL UNE PROPRIÉTÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC OU DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL? REQUÊTE EN INJONCTION DE LA PGQ C. IMT -QUÉBEC INC VISANT À FAIRE APPLIQUER LE PROCESSUS D'AUTORISATION DE LA LOE À IMTT-QUÉBEC INC.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	RENGVOI À LA COUR D'APPEL AFIN QU'IL SOIT STATUÉ SUR LA COMPÉTENCE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC	RENGVOI À LA COUR D'APPEL PORTANT SUR LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 35 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE QUI FIXENT À MOINS DE 85 000 \$ LA COMPÉTENCE PÉCUNIAIRE EXCLUSIVE DE LA COUR DU QUÉBEC ET SUR CERTAINES COMPÉTENCES D'APPEL ATTRIBUÉES À LA COUR DU QUÉBEC		MISE EN ÉTAT	PRÉVU POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 2018	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	P.G.Q. ET VILLE DE LÉVIS C. ALBERTINE LECLERC (AÉRODROME DE PINTENDRE)	APPEL A LA COUR D'APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE (CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE) CONCLUANT À L'INAPPLICABILITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE AUX ACTIVITÉS DE PARACHUTISME ET DE FORMATION DE PARACHUTISME TENUES SUR LA PROPRIÉTÉ DE L'APPELANTE EN VERTU DE LA DOCTRINE DE L'EXCLUSIVITÉ DES COMPÉTENCES.	APPELANTE		23 AVRIL 18	
COUR D'APPEL	RAYNALD GRENIER C. PGQ	REQUÊTE EN NULLITÉ DES ARTICLES 84 A 90 DU RÈGLEMENT DE PROCÉDURE CIVILE DE LA COUR SUPÉRIEURE / CONSTITUTIONNALITÉ / CHARTES / DÉCLARATIONS DE QUÉRULENCE / INSCRIPTION À UN REGISTRE PUBLIC	INTIMÉE	EN DÉLIBÉRÉ	26 OCT. 17	
COUR D'APPEL	REINE ET AL. C. CHAPADOS	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ UN POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE À L'ENCONTRE D'UNE DÉCISION DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS REJETANT UNE DEMANDE DE DÉMOLITION DE SUBDIVISION ET DE CONSTRUCTION DANS LE SITE PATRIMONIAL DE SILLERY.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	REINE C. JAVANMARDI ET PGQ	DANS LE CADRE D'UNE ACCUSATION DE NÉGLIGENCE AYANT CAUSÉ LA MORT, LA NATUROPATHE QUI A FAIT UNE INJECTION INTRAVEINEUSE (ACTE RÉSERVÉ AUX MEMBRES DU COLLÈGE DES MÉDECINS) SOULÈVE L'INVALIDITÉ DES ARTICLES 220 (B), 234 ET 236 DU CODE CRIMINEL, POUR LE MOTIF QU'IL NE PEUT Y AVOIR NÉGLIGENCE ÉTANT DONNÉ QUE DANS D'AUTRES PROVINCES LES NATUROPATHES SÉRAIENT AUTORISÉS POSER CE GENRE D'ACTES. L'ACCUSÉE A ÉTÉ ACQUITTÉE EN PREMIÈRE INSTANCE ET LE PRINCIPE DE LA RETENUE JUDICIAIRE A ÉTÉ RESPECTÉ.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	22 MARS 17	
COUR D'APPEL	RESSOURCES STRATECO C. PGQ ET GRAND CONSEIL DES CRIS	POURSUITE EN DOMMAGES DE 200 000 000,00\$ CONTRE LA PGQ / REFUS PAR LE MDDELCC D'ÉMETTRE UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UN PROJET D'EXPLORATION D'UNE MINE D'URANIUM / LA COMMUNAUTÉ CRIE DE MISTISSINI ET LE GRAND CONSEIL DES CRIS INTERVIENNENT POUR SUPPORTER EN PARTIE LA POSITION DE LA PGQ.	INTIMÉE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	RICKY HANCKEY C. REINE	CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 719 (3.1) C. CR. SOULEVÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS EN APPEL- REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER DE LA PEINE- RÉDUCTION DE PEINE- MAJORATION DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE	INTERVENANTE	PRODUCTION DU MÉMOIRE ET DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT FIXÉ AU 28 FÉV. 18		
COUR D'APPEL	ROBBY ALKHALIL C. R. ET PGQ	HABEAS CORPUS - ERREUR MANIFESTE DU JUGE DE PREMIÈRE INSTANCE	INTIMÉE	MÉMOIRE A PRODUIRE		



CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	SOPHIE VAILLANCOURT C. MUN DE SAINTE-CROIX ET SYLVAIN BOISVERT ET ANGÈLE DUBOIS ET PGQ MISE EN CAUSE	POURVOI CONTRE UN JUGEMENT DE LA CS DU 3 AOÛT 2016 QUI A REJETÉ LA DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN INJONCTION PERMANENTE, ACTION EN NULLITÉ ET REQUÊTE EN VERTU DE L'ARTICLE 227 DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME. IMMEUBLE CONSTRUIT EN CONTRAVENTION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE DE SAINTE-CROIX QUI INCORPORE LES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LA POLITIQUE DE PROTECTION DES RIVES, DU LITTORAL ET DES PLAINES INONDABLES. PAR L'EXERCICE DE LA DISCRÉTION DU TRIBUNAL EN VERTU DE L'ARTICLE 227 DE LA LAU, CELUI-CI REJETTE LA REQUÊTE PRÉSENTÉE CONSIDÉRANT SE TROUVER DANS UN CAS RARE ET EXCEPTIONNEL DONT LES CIRCONSTANCES LE PERMETTENT. DANS CE LITIGE, RAPPELONS QUE LE MANDAT DE LA PGQ N'ÉTAIT PAS D'INTERVENIR ACTIVEMENT, MAIS DE REMETTRE LES DOCUMENTS DEMANDÉS PAR LA DEMANDERESSE ET/OU PERMETTRE L'INTERROGATOIRE D'UN EMPLOYÉ DU MDDELCC DANS LE CADRE DU RECOURS EN INJONCTION. UN ACTE DE REPRÉSENTATION A ÉTÉ DÉPOSÉ AU DOSSIER.	MISE EN CAUSE	EN ATTENTE DU RÉSULTAT SUR UN POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE CONTESTANT LA VALIDITÉ DE LA MODIFICATION À LA RÉGLEMENTATION DE SAINTE-CROIX PERMETTANT LA DÉROGATION		
COUR D'APPEL	SPGQ C. PGQ ET APIGQ ET SFPQ	LE SPGQ CONTESTE LA DÉCISION DU TAT QUI A DÉCLARÉ ILLÉGAL UNE GRÈVE VISANT UNIQUEMENT UN MINISTÈRE ET NON L'ENSEMBLE DE SON UNITÉ DE NÉGOCIATION. CE TYPE DE GRÈVE PLACE L'EMPLOYEUR EN POSITION DE CONTRAVENTION AUX DISPOSITIONS ANTI-BRISSEURS DE GRÈVE DU CODE DU TRAVAIL.	INTIMÉE		22 MARS 18	
COUR D'APPEL	SYNDICAT DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS MUNICIPAUX DE MONTRÉAL C. PGQ	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE LA LOI 15 - LOI MODIFIANT LES RÉGIMES DE RETRAITES DU SECTEUR MUNICIPAL - ARBITRAGE OBLIGATOIRE - APPEL DE LA SUSPENSION DE L'ARBITRAGE PRÉVU À LA LOI 15	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION		
COUR D'APPEL	VIDÉOTRON S.E.N.C. ET COGECO CABLE INC. ET ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C ET SOCIÉTÉ TELUS COMMUNICATIONS ET BELL CANADA C. VILLE DE GATINEAU	AVIS 95 CPC - VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX VISANT À RÉCUPÉRER CERTAINS FRAIS ASSOCIÉS AUX ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉCOMMUNICATION VIA UN RÉGIME DE PERMIS.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	VIDÉOTRON S.E.N.C. ET COGÉCO CABLE INC. ET ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C. ET AUTRES C. VILLE DE TERREBONNE	AVIS 95 CPC - VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI SUR LES COMPÉTENCES MUNICIPALES.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	YVES DENIS ET DENIS LEFEBVRE C. REINE ET PGQ	APEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU A LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ART. 5 DE LA LOI SUR L'ADÉQUATION DE LA PEINE ET DU CRIME PAR CERTAINS DES ACCUSÉS DANS LE DOSSIER ÉCREVISSE (CALCUL DE LA DÉTENTION PRÉSENTENCIELLE)/CHARTÉ CANADIENNE ART 11 I)	MISE EN CAUSE		05 AVRIL 17	

CAUSES PENDANTES - LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR SUPRÊME DU CANADA	CHIEF STEVE COURTOREILLE ON BEHALF OF HIMSELF AND THE MEMBERS OF THE MIKISEW CREE FIRST NATION C. GOUVERNEUR GÉNÉRAL DU CANADA ET AL.C. ALAIN CARON ET AL.	LE POURVOI SOULÈVE LA QUESTION DE L'APPLICATION DE L'OBLIGATION CONSTITUTIONNELLE INCOMBANT À LA COURONNE DE CONSULTER LES AUTOCHTONES À L'ÉGARD DU PROCESSUS LÉGISLATIF. LE DÉPÔT PAR LE MINISTRE DES FINANCES, EN 2012, DE DEUX PROJETS DE LOI OMNIBUS MODIFIANT LE RÉGIME LÉGISLATIF CANADIEN EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE DIVERS PROCESSUS RÉGLEMENTAIRES EST À L'ORIGINE DU DOSSIER JUDICIAIRE. LES APPELANTS AUTOCHTONES, DANS UNE DEMANDE DE CONTRÔLE JUDICIAIRE EN VUE D'OBTENIR UN JUGEMENT DÉCLARATOIRE ET UNE INJONCTION, SOUTIENNENT QU'ILS AURAIENT DÙ ÊTRE CONSULTÉS À PROPOS DE CES MODIFICATIONS AVANT QU'ELLES NE SOIENT DÉPOSÉES AU PARLEMENT PUISQU'ELLES ÉTAIENT SUSCEPTIBLES D'AVOIR UN EFFET PRÉJUDICIABLE SUR LEURS DROITS ISSUS DE TRAITÉ.	INTERVENANTE	EN DÉLIBÉRÉ	15 JAN. 18	
COUR SUPRÊME DU CANADA	COMMISSION CANADIENNES DES DROITS DE LA PERSONNE C. PGC	LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ PRÉVUS À L'ARTICLE 6 DE LA LOI SUR LES INDIENS, QUI EMPÊCHENT L'INSCRIPTION DE LEURS ENFANTS COMME « INDIENS », CONSTITUENT-ILS DE LA DISCRIMINATION ILLICITE DANS LA PRESTATION D'UN SERVICE « DESTINÉ AU PUBLIC» AU SENS DE L'ARTICLE 5 DE LA LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE ?	INTERVENANTE	EN DÉLIBÉRÉ	28 NOV. 17	

CAUSES PENDANTES - LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D’AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR SUPRÊME DU CANADA	EDWARD TINKER ET AL. C. REINE	CONTESTATION DE LA SURAMENDE COMPENSATOIRE OBLIGATOIRE PRÉVUE À L’ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL AU MOTIF QU’ELLE PORTE ATTEINTE AUX DROITS PROTÉGÉS PAR L’ARTICLE 7 DE LA CHARTE CANADIENNE, ET CE, D’UNE MANIÈRE EXCESSIVE.	INTERVENANTE	AVIS D’INTENTION DÉPOSÉ LE 19 JAN. 18  MÉMOIRE DOIT ÊTRE DÉPOSÉ LE 3 AVRIL 18		
COUR SUPRÊME DU CANADA	GILLIAN FRANK ET AL. C. PGC	CONTESTATION DE L’INHABILITÉ PRÉVUE À LA LOI ÉLECTORALE FÉDÉRALE À EXERCER LE DROIT DE VOTE, FONDÉE SUR UNE PÉRIODE DE NON-RÉSIDENCE AU CANADA DE PLUS DE 5 ANS. VIOLATION DU DROIT DE VOTE PROTÉGÉ PAR L’ARTICLE 3 DE LA CHARTE CANADIENNE.	INTERVENANTE		21 MAR. 18	
COUR SUPRÊME DU CANADA	REINE C. COMEAU	CONTESTATION DE LA VALIDITÉ DE DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES DU N.-B. LIMITANT LA POSSIBILITÉ D’ENTRER DANS CETTE PROVINCE AVEC DES QUANTITÉS DE BOISSONS ALCOOLIQUES ACHETÉES DANS UNE AUTRE PROVINCE. VIOLATION DE L’ARTICLE 121 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867 : JUGEMENT DE PREMIÈRE INSTANCE AYANT CONCLU QUE CET ARTICLE CRÉE UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE INTERNE AU CANADA EN CONTRAVENTION AVEC LA JURISPRUDENCE ÉTABLIE EN LA MATIÈRE PAR LA CSC.	INTERVENANTE	EN DÉLIBÉRÉ	7 DÉC. 17	
COUR SUPRÊME DU CANADA	REINE C. MORRISON	CONTESTATION LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE CERTAINES DISPOSITIONS TROUVANT APPLICATION DANS LE CADRE DE POURSUITES CRIMINELLES POUR LEURRE (PAR. 172.1(3) ET (4) DU CODE CRIMINEL) AU MOTIF QU’ELLES CONTRVIENNENT À L’ARTICLE 7 ET À L’ALINÉA 11D) ET À L’ARTICLE 7 DE LA CHARTE CANADIENNE. EST ÉGALEMENT CONTESTÉE, LA PEINE MINIMALE DE UN AN DE L’ALINÉA 172.1(2)A) DU CODE CRIMINEL POUR LE MOTIF QU’ELLE SERAIT CRUELLE ET INUSITÉE (ARTICLE 12 DE LA CHARTE CANADIENNE).	INTERVENANTE	AVIS D’INTENTION DÉPOSÉ LE 2 FÉV. 18  MÉMOIRE DOIT ÊTRE DÉPOSÉ LE 10 MAI 18		
COUR SUPRÊME DU CANADA	SUZANNE MORO ET AL. C. RETRAITE-QUÉBEC	MEMBRES RETRAITÉS DU TAQ/ DÉSACCORD SUR CALCUL DE RENTE - MONTANTS FORFAITAIRES À TITRE D’AJUSTEMENTS ANNUELS – ARBITRAGE - TRAITEMENT ADMISSIBLE - REVISION JUDICIAIRE - MAINTIEN DE LA SENTENCE ARBITRALE - ABSENCE D’APPEL - AMENDEMENT À LA LOI - LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D’ENCADREMENT - EXCLUSION DES MONTANTS FORFAITAIRES DU CALCUL DU TRAITEMENT/ AMENDEMENT AYANT EFFET MALGRÉ LE JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE ET LA SENTENCE ARBITRALE - LOI DÉCLARATOIRE - DISPOSITION CONTRAIRE AUX PRINCIPES ÉTABLIS PAR LA COUR SUPRÊME - AVIS DE 76 C.P.C. - DEMANDE DE DÉCLARATION D’INOPÉRABILITÉ	MISE EN CAUSE	DEMANDE DE POURVOI EN COUR SUPRÊME DU CANADA		

**P.67**    **POUR 2017-2018, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.**

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUN.

**P.68**    **POUR 2017-2018, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.**

**MINISTÈRE**

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p><b><u>LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE JEAN-CLAUDE GINGRAS ET VILLE DE L’ASSOMPTION</u></b></p> <p>REQUÊTE INTRODUCTIVE D’INSTANCE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL SIGNIFIÉE LE 25 JUIN 2015.</p>	<p>LE 22 OCTOBRE 2014, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A DÉPOSÉ DES ACCUSATIONS CONTRE M. GINGRAS LUI REPROCHANT D’AVOIR COMMIS UN ABUS DE CONFIANCE RELATIVEMENT À SES FONCTIONS DE SA CHARGE ENTRE LE 14 NOVEMBRE 2013 ET LE 21 OCTOBRE 2014, COMMETTANT AINSI L’ACTE CRIMINEL PRÉVU À L’ARTICLE 122 DU CODE CRIMINEL. AU TERME DE L’ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE S’ÉTANT TERMINÉE LE 27 JANVIER 2016, DE NOUVELLES ACCUSATIONS D’ENTRAVE, DE MENACES, REPRÉSAILLES ET D’INTIMIDATION ONT ÉTÉ AJOUTÉES. LE PROCÈS A ÉTÉ FIXÉ AU MOIS DE MAI 2018.</p> <p>LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC A ÉGALEMENT RENDU UN RAPPORT LE 30 AVRIL 2015 DANS LEQUEL ELLE RECOMMANDE AU GOUVERNEMENT DE METTRE LA VILLE DE L’ASSOMPTION EN TUTELLE, CE QUI A ÉTÉ FAIT LE 30 MAI 2015. ELLE RECOMMANDE ÉGALEMENT À LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC D’INTENTER UN RECOURS EN INHABILITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 306 LERM CONTRE M. JEAN-CLAUDE GINGRAS, MAIRE DE LA VILLE DE L’ASSOMPTION DEPUIS LE 3 NOVEMBRE 2013.</p> <p>LE 25 JUIN 2015, UNE REQUÊTE INTRODUCTIVE D’INSTANCE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ A ÉTÉ SIGNIFIÉE À M. GINGRAS. CETTE REQUÊTE S’APPUIE SUR L’ARTICLE 306 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS ET VISE À FAIRE DÉCLARER M. GINGRAS INHABILE À OCCUPER SA CHARGE D’ÉLU MUNICIPAL AU MOTIF QU’IL A SCIEMMENT PROFITÉ DE SON POSTE POUR COMMETTRE UN ABUS DE CONFIANCE OU UNE INCONDUITE VISÉE PAR L’ARTICLE 306 LERM.</p> <p>PARALLÈLEMENT À CE RECOURS, LA VILLE DE L’ASSOMPTION A ÉGALEMENT DÉPOSÉ UNE REQUÊTE VISANT L’OBTENTION D’UNE DÉCLARATION D’INCAPACITÉ PROVISOIRE CONTRE M. GINGRAS. LE 6 DÉCEMBRE 2016, M. GINGRAS A TOUTEFOIS ACQUIESCÉ SANS RÉSERVE À LA DEMANDE DE LA VILLE VISANT À LE FAIRE DÉCLARER PROVISOIREMENT INCAPABLE. À CETTE MÊME DATE, M. GINGRAS A ÉGALEMENT PRIS L’ENGAGEMENT SOLENNEL DE NE BRIGUER AUCUN POSTE ÉLECTIF MUNICIPAL AU QUÉBEC D’ICI LE 31 MAI 2019.</p> <p>UNE TRANSACTION EST INTERVENUE LE 7 JUIN 2017 ENTRE LA PGQ ET M. GINGRAS. PAR CONSÉQUENT, LA PGQ S’EST DÉSISTÉE DE SON RECOURS. UNE AUTRE TRANSACTION EST ÉGALEMENT INTERVENUE ENTRE LA VILLE ET M. GINGRAS LE 7 JUIN 2017.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

AUCUNE.

**P.70    POUR 2017-2018, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2018-2019. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DE SA MISE EN ŒUVRE.**

**MINISTÈRE**

**SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

	2017-2018
<b>CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES DE MONTRÉAL (RESPONSABLE DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE DE RÉFÉRENCE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE)</b>	806 660,00 \$
<b>CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT</b>	420 700,00 \$
<b>RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</b>	4 131 461,87 \$ <sup>1</sup>

NOTE 1 : CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL OU PAR DE L'EXPLOITATION SEXUELLE, ET CE, POUR LA PÉRIODE D'AVRIL 2017 AU 13 FÉVRIER 2018. LE MONTANT FINAL SERA CONNU EN AVRIL 2018.

**PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION 2016-2021 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE :**

LE 20 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A LANCÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. CETTE STRATÉGIE EST EN VIGUEUR JUSQU'EN 2021. ELLE PRÉVOIT UN INVESTISSEMENT DE 44 MILLIONS SUR UNE PÉRIODE DE 5 ANS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS PRÉVUES.

DIX MESURES SONT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. SIX MESURES SONT AUTOFINANCÉES À LA HAUTEUR DE 490 615 \$ ET 4 NOUVELLES MESURES NÉCESSITENT DE NOUVEAUX CRÉDITS DE L'ORDRE DE 894 632 \$ POUR UN GRAND TOTAL DE 1 385 247 \$ S'ÉCHELONNANT ENTRE 2016 ET 2021.

CES MESURES SONT LES SUIVANTES :

- ANALYSER LA PERTINENCE D'ABOLIR LA LISTE DES CRIMES VISÉS DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET DE PRÉVOIR QUE LE RÉGIME D'INDEMNISATION SOIT DÉSORMAIS APPLICABLE À TOUTE VICTIME D'UNE INFRACTION CONTRE LA PERSONNE;
- METTRE EN PLACE DES RÈGLES POUR L'OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE AUX VICTIMES;
- FORMER LES INTERVENANTES ET INTERVENANTS DU RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) À L'INTERVENTION SPÉCIFIQUE AUPRÈS DES TÉMOINS MINEURS;
- PARFAIRE LES PROGRAMMES D'INFORMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DESTINÉS AUX VICTIMES;
- PERMETTRE L'ACCESSIBILITÉ AU TÉLÉTÉMOIGNAGE PAR L'ACQUISITION DE SYSTÈMES MOBILES DE VISIOCONFÉRENCE;
- SENSIBILISER LES INTERVENANTES ET INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE AUX MESURES VISANT À FACILITER LE TÉMOIGNAGE PAR LA PRODUCTION D'UN OUTIL D'INFORMATION;
- DÉVELOPPER UN OUTIL DESTINÉ AUX INTERVENANTES ET INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES POUR SOUTENIR CELLES-CI DANS LEUR DÉMARCHE DE DÉNONCIATION;
- METTRE EN PLACE UN PROJET PILOTE, SUR 5 ANS, AFIN QU'UN AGENT D'INTERVENTION CAVAC SOIT PRÉSENT AU SEIN DU SERVICE DES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES (SES) DU SPVM, PERMETTANT AINSI D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ DES FEMMES VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE AUX SERVICES D'AIDE;
- SOUTENIR DES PROJETS VISANT À PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES POUVANT ÊTRE COMMISES ENVERS LES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANSSEXUELLES ET EN QUESTIONNEMENT (LGBTQ);
- DÉVELOPPER ET OFFRIR UNE FORMATION DESTINÉE AUX INTERVENANTES ET INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANSSEXUELLES ET EN QUESTIONNEMENT (LGBTQ), VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE COLLABORE ÉGALEMENT À LA RÉALISATION DE PLUSIEURS AUTRES MESURES.

CONCERNANT LES MESURES TOUCHANT PARTICULIÈREMENT LE MILIEU AUTOCHTONE, CES DERNIÈRES ONT ÉTÉ VERSÉES DANS LE NOUVEAU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022. IL S'AGIT DE :

- SOUTENIR DES PROJETS DÉDIÉS SPÉCIFIQUEMENT AUX RÉALITÉS AUTOCHTONES DANS LE CADRE DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE
- SOUTENIR LA MISE EN PLACE, PAR LE MILIEU AUTOCHTONE, DE MÉCANISMES POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE D'ADOPTION COUTUMIÈRE
- METTRE EN PLACE DES PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT AUPRÈS DES TRIBUNAUX POUR LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE CONTREVENANTE NOTAMMENT QUANT AUX QUESTIONS LIÉES À LA DÉPENDANCE À L'ALCOOL ET AUX DROGUES, À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, À LA SANTÉ MENTALE OU À L'ITINÉRANCE

- METTRE EN PLACE DES SÉANCES DE TERMINOLOGIE VISANT CERTAINES LANGUES AUTOCHTONES DANS LE BUT D'ÉLABORER ET DE RÉVISER LES TERMES JURIDIQUES DU DROIT COMMUN
- REGROUPER LES DOSSIERS IMPLIQUANT DES PERSONNES AUTOCHTONES DANS LE CADRE DES PROJETS DE JOURNÉES D'AUDIENCE DÉDIÉES À DES MEMBRES DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES SITUÉES EN MILIEUX ÉLOIGNÉS
- FAVORISER L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES LORS DES RENCONTRES ENTRE LE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LA PERSONNE VICTIME
- SENSIBILISER ET FORMER LES INTERVENANTS DU DOMAINE SOCIOJUDICIAIRE, ACTIFS EN MILIEU AUTOCHTONE, AFIN QUE LEURS INTERVENTIONS SOIENT CULTURELLEMENT ADAPTÉES
- SOUTENIR FINANCIÈREMENT ET ASSURER LE DÉVELOPPEMENT, EN MILIEU AUTOCHTONE, D'UNE INTERVENTION ADAPTÉE PAR LES CAVAC DANS LE BUT D'OFFRIR DES SERVICES CULTURELLEMENT PERTINENTS ET SÉCURISANTS AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
- ÉLABORER UN PLAN DE COMMUNICATION INTERSECTORIEL ET INTERMINISTÉRIEL EN VUE DE PRODUIRE DES OUTILS DE COMMUNICATION COMMUNS, PERMETTANT DE DIFFUSER DE L'INFORMATION AU SEIN DU MILIEU AUTOCHTONE PAR UNE APPROCHE CONCERTÉE, DANS LE BUT DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DES AUTOCHTONES DE LEURS DROITS ET DU PROCESSUS JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE, JEUNESSE ET CRIMINELLE
- FAVORISER L'EMBAUCHE D'AUTOCHTONES POUR EXERCER DES EMPLOIS LIÉS AUX SERVICES JUDICIAIRES
- INFORMER LES PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN MILIEU AUTOCHTONE DE LEUR DROIT À LA PROTECTION ET DES MESURES QUI S'OFFRENT À ELLES POUR ASSURER LEUR SÉCURITÉ ET CELLE DE LEURS PROCHES
- SOUTENIR LES COMITÉS DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE INTERVENANT AUPRÈS DES ADULTES ET DES JEUNES CONTREVENANTS DE MÊME QU'EN PROTECTION DE LA JEUNESSE AU SEIN DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES INTÉRESSÉES
- METTRE EN PLACE, AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES INTÉRESSÉES, UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE IMPLIQUANT LE TRAITEMENT DE CERTAINS DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE
- ÉLARGIR L'ACTION DU FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE À LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PRÉSENT PLAN D'ACTION QUI CORRESPONDENT À LA RÉALISATION DE SON MANDAT
- DOCUMENTER LA SITUATION DES PERSONNES AUTOCHTONES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANSGENRES ET BISPIRITUELLES

CECI REPRÉSENTE UN INVESTISSEMENT DE 384 314 \$ POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018. UN PREMIER BILAN INTÉRIMAIRE A ÉTÉ PRODUIT EN DATE DU 20 OCTOBRE 2017.



**P.71    POUR 2017-2018, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L’ANNÉE 2018-2019. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DE SA MISE EN ŒUVRE.**

---

**MINISTÈRE**

---

EN 2017-2018, 1 878 000 \$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE.

**P.72 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉS INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2017-2018. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES À L’AGENDA POUR 2018-2019.**

**MINISTÈRE**

**RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE**

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2017-2018	12 JUIN 2017	1200, ROUTE DE L’ÉGLISE, QUÉBEC 410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL	M. JONATHAN BOISVERT, DEC M <sup>ME</sup> MARIE-FRANCE BOUDREAU, MSSS M <sup>ME</sup> MARIA FERNANDES, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS M <sup>ME</sup> YOLANDE FRENETTE, MJQ M <sup>ME</sup> JESSY GÉLINAS, MRIF M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M <sup>ME</sup> ANNIK LEMIEUX, MEES M <sup>ME</sup> SOLANGE MATTE, FAMILLE M. OLIVIER ROY, MIDI M. ROGER NOËL, MJQ M. MIKE ROUSSEAU, MTESS M <sup>ME</sup> RAMATA SANOGO, MAMOT M. JONATHAN VIDAL, MJQ  OBSERVATEURS : M <sup>ME</sup> LYDIE BUSSTÈRES, DIRECTION DES COMMUNICATIONS, MJQ M <sup>ME</sup> FRANCINE ASSELIN, DIRECTRICE DE LA VÉRIFICATION INTERNE, MJQ M. FRANÇOIS BÉLAND, DVI, MJQ
	31 JANVIER 2018	1200, ROUTE DE L’ÉGLISE, QUÉBEC 410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL	M. MARC-ANDRÉ ALLARD, SCF M. JONATHAN BOISVERT, DEC M <sup>ME</sup> VALÉRIE BOUDREAU, SAA M. JACQUES BUREAU, MESI M <sup>ME</sup> GENEVIÈVE DORAY, MSSS M <sup>ME</sup> MARIA FERNANDES, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS M <sup>ME</sup> YOLANDE FRENETTE, MJQ M. FRÉDÉRIC GAGNÉ, MSSS M <sup>ME</sup> JESSY GÉLINAS, MRIF M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M <sup>ME</sup> ANNIK LEMIEUX, MEES M <sup>ME</sup> SOLANGE MATTE, FAMILLE M. OLIVIER ROY, MIDI M. ROGER NOËL, MJQ M. MIKE ROUSSEAU, MTESS M <sup>ME</sup> RAMATA SANOGO, MAMOT M <sup>ME</sup> SARAH TANGUAY, MSP M. JONATHAN VIDAL, MJQ  OBSERVATEURS : M <sup>ME</sup> FRANCINE ASSELIN, DIRECTRICE DE LA VÉRIFICATION INTERNE, MJQ M <sup>ME</sup> STÉPHANIE BARON-ARGUIN, DVI, MJQ M. FRANÇOIS BÉLAND, DVI, MJQ

**P.73**    **CONCERNANT LA PUBLICATION DU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT ET DE TOUTE LA CORRESPONDANCE À CE SUJET; FOURNIR AUSSI LA LISTE DES RENCONTRES TENUES AVEC DES ORGANISMES EN 2017-2018.**

---

**MINISTÈRE**

---

CETTE DEMANDE N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.74    POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2017-2018 ; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.**

**MINISTÈRE**

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CJP POUR 2017-2018**

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	46 448 \$	360 923 \$	47 276 \$
RIMOUSKI	27 411 \$	239 246 \$	36 800 \$
MONTREAL	71 200 \$	365 479 \$	33 700 \$
OUTAOUAIS	46 420 \$	244 597 \$	30 300 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	24 760 \$	244 818 \$	43 680 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	35 689 \$	242 970 \$	30 300 \$
MONTÉRÉGIE	53 000 \$	215 490 \$	30 550 \$
TOTAL	304 928 \$	1 913 523 \$	252 606 \$

NOTE : IL S’AGIT DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT, QUI DIFFÈRENT DU MONTANT DE L’AIDE FINANCIÈRE VERSÉE. EN EFFET, L’AIDE FINANCIÈRE EST ÉTABLIE SUR LA BASE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PRÉVUES MOINS LES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L’EXERCICE PRÉCÉDENT, S’IL Y A LIEU.

LE CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE ÉTAIT CONSTITUÉ EN OSBL LE 2 MARS 2017 ET A OUVERT SES PORTES LE 30 OCTOBRE 2017.

**P.75    POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2017-2018; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.**

**MINISTÈRE**

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

**2017-2018**

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
RIMOUSKI	4	-	7
QUÉBEC	6	-	16
MONTRÉAL	6	-	18
OUTAOUAIS	4	-	20
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	-	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	-	10
MONTÉRÉGIE	5		8
CÔTE-NORD	1		6
TOTAL	34	-	92

LE CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ (CJP) DE LA MONTÉRÉGIE ÉTAIT CONSTITUÉ EN OSBL LE 2 MARS 2017 ET A OUVERT SES PORTES LE 30 OCTOBRE 2017.

LE CJP CÔTE-NORD ÉTAIT CONSTITUÉ EN OSBL LE 12 SEPTEMBRE 2017 ET N’A PAS OUVERT SES PORTES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018. IL N’EMBAUCHE ALORS QU’UNE DIRECTRICE GÉNÉRALE.

**P.76**    POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN **2017-2018**.

---

**MINISTÈRE**

---

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS EN 2017-2018

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
BAS SAINT-LAURENT	2 684
QUÉBEC	4 257
MONTRÉAL	4 597
OUTAOUAIS	2 304
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA- MADELEINE	1 167
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2 480
MONTÉRÉGIE	756
TOTAL	18 245

NOTE 1 : DONNÉES DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018, EXTRAITES DU PORTAIL STATISTIQUE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ (CJP) EN DATE DU 6 MARS 2018 (LES DONNÉES POUR LE MOIS DE FÉVRIER PEUVENT ENCORE ÊTRE INCOMPLÈTES).

NOTE 2 : LE CJP DE LA MONTÉRÉGIE A OUVERT SES PORTES LE 30 OCTOBRE 2017.

---

**MINISTÈRE**

---

**FONDS ACCÈS JUSTICE**  
AUCUN.

**P.78 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D’ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR :**

- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2017-2018;
- B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2017-2018;
- C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2017-2018;
- D. ACTIONS RÉÉVALUÉES / HORS DÉLAIS / IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
- E. ACTIONS À VENIR EN 2018-2019;
- F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

---

## MINISTÈRE

---

LES RÉPONSES À CETTE QUESTION SE TROUVENT AUX QUESTIONS 88 (BILAN, AU 31 MARS DE L’IMPLANTATION DES CAVAC), 89 (BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC) ET 94 (SOMMES ALLOUÉES À LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE).

### A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2017-2018

AUCUNE MESURE N’A ÉTÉ FINALISÉE AU COURS DE L’ANNÉE 2017-2018 PRÉCISÉMENT. PLUSIEURS DEMEURENT EN CONTINU ET SERONT DÉFINIES DANS LES SECTIONS SUIVANTES, D’AUTRES ONT ÉTÉ COMPLÉTÉES LORS D’UNE ANNÉE ANTÉRIEURE.

### B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2017-2018

**DÉVELOPPEMENT DES CAVAC EN MILIEU AUTOCHTONE (MESURE 13) :** LE BUREAU D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (BAVAC) FINANCE LE CAVAC-CRI AINSI QUE LE CAVAC DU NUNAVIK. D’AUTRES CAVAC OFFRENT ÉGALEMENT DES SERVICES ADAPTÉS À LA POPULATION AUTOCHTONE PAR LE BIAIS D’INTERVENANTS AUTOCHTONES, PAR EXEMPLE EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET SUR LA CÔTE-NORD. LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES CAVAC EN MILIEU AUTOCHTONE EST UNE MESURE EN CONTINU.

**INFORMATION JURIDIQUE (MESURE 15) :** CETTE MESURE VISAIT LE FINANCEMENT DE PROJETS, VIA LE FONDS ACCÈS JUSTICE (FAJ) OU LE FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (FAVAC), TOUT LE LONG DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION. SEPT (7) PROJETS ONT ÉTÉ RÉALISÉS ET UN (1) DEMEURE EN VOIE DE L’ÊTRE.

**FORMATION DES INTERVENANTS JUDICIAIRES (MESURE 23) :** PLUS D’UNE DIZAINE DE FORMATIONS ONT ÉTÉ ORGANISÉES PENDANT LA DURÉE DU PLAN D’ACTION, PRINCIPALEMENT AUPRÈS DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LES INTERVENANTS DU RÉSEAU DES CAVAC.

**COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES (MESURE 27) :** EN COLLABORATION AVEC LE REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A MIS SUR PIED UNE TABLE CENTRALE ET DE CINQ (5) TABLES LOCALES SUR L’ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES POUR LES AUTOCHTONES DANS QUATRE RÉGIONS DU QUÉBEC SOIT LA TUQUE / TROIS-RIVIÈRES, SEPT-ÎLES, VAL-D’OR, MONTRÉAL ET MANIWAKI. L’OBJECTIF DE CES DIFFÉRENTES STRUCTURES EST D’ACCROÎTRE ET DE FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES AU NIVEAU PROVINCIAL ET RÉGIONAL AFIN D’AMÉLIORER L’ACCESSIBILITÉ, LA CONTINUITÉ ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES.

**COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURE 30) :** DES DISCUSSIONS ONT LIEU DE MANIÈRE PLUS STRUCTURÉE ET RÉGULIÈRE ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET CERTAINS REPRÉSENTANTS FÉDÉRAUX AFIN DE SE DOTER D’UN PROCESSUS D’ÉCHANGE EFFICACE QUI PERMETTRAIT DE MIEUX COORDONNER L’ÉCHANGE D’INFORMATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PROGRAMMES FÉDÉRAUX, LE TOUT AFIN DE FACILITER LE DÉPLOIEMENT D’INITIATIVES EN MILIEU AUTOCHTONE AU QUÉBEC. IL S’AGIT D’UNE ACTION EN CONTINU.

**INTERVENTION ADAPTÉE À LA CULTURE AUTOCHTONE (MESURE 31) :** CETTE MESURE VISAIT LE FINANCEMENT DE PROJETS TOUT LE LONG DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION, VIA LES DIFFÉRENTS APPELS D’OFFRES DU FAJ ET DU FAVAC. AU TOTAL CETTE MESURE A PERMIS DE RÉALISER SEPT (7) PROJETS DE 2012-2013 À 2017-2018. IL S’AGIT D’UNE ACTION EN CONTINU.

### C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2017-2018

**INFORMER LA POPULATION AUTOCHTONE DES RESSOURCES ET DES SERVICES OFFERTS DANS LEUR MILIEU (MESURE 4) :** À LA SUITE DE DIVERSES OPTIONS EXPLORÉES, LE DÉVELOPPEMENT D’UN BOTTIN REGROUPANT LES DIVERSES RESSOURCES DISPONIBLES AU SEIN OU À PROXIMITÉ DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DU QUÉBEC A ÉTÉ RETENU AFIN DE RÉALISER LES PRINCIPAUX OBJECTIFS VISÉS PAR LA MESURE. UN PROJET D’INFORMATION ÉGALEMENT ÉTÉ RÉALISÉ, VIA UN FINANCEMENT OCTROYÉ PAR LE FAVAC EN 2017-2018, AFIN DE FAIRE CONNAÎTRE À LA POPULATION INUITE LES SERVICES DE LEUR CAVAC RÉGIONAL.

**FORMATION CONTINUE DU BARREAU (MESURE 25) :** EN COLLABORATION AVEC L’ORGANISME FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC, PLUSIEURS DISCUSSIONS ONT EU LIEU AVEC LE BARREAU AFIN DE DÉTERMINER LE CONTENU POTENTIEL D’UN PROGRAMME DE FORMATION DESTINÉ AUX MEMBRES DU BARREAU. LES ÉCHANGES SE POURSUIVENT EN VUE DE LA RÉALISATION FUTURE DE CETTE MESURE.



D. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION

MESURES		MONTANT TOTAL INVESTI PAR LE MJQ
1	FAVORISER LA RÉALISATION, PAR LES MILIEUX AUTOCHTONES, D’ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION AUPRÈS DE LA POPULATION AUTOCHTONE QUANT À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET AUX CONSÉQUENCES SUR LA VICTIME ET SA FAMILLE.	69 475 \$
4	INFORMER LA POPULATION AUTOCHTONE DES RESSOURCES ET DES SERVICES OFFERTS DANS LEUR MILIEU, OU À PROXIMITÉ, POUR VENIR EN AIDE AUX PERSONNES TOUCHÉES PAR LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE.	46 139 \$
13	SOUTENIR FINANCIÈREMENT ET ASSURER LE DÉVELOPPEMENT EN MILIEU AUTOCHTONE DES SERVICES DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, DONT CEUX OFFERTS AUX VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE. (CAVAC-CRI ET CAVAC INUIT)	6 912 091 \$
14	EXAMINER AVEC LE MILIEU AUTOCHTONE LES MÉCANISMES FAVORISANT LA COLLABORATION DES RESSOURCES SPÉCIALISÉES RESPONSABLES DE CONSEILLER LES DIVERS ACTEURS EN MILIEU JUDICIAIRE DANS LE CADRE DU TRAITEMENT DES DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, DE MÊME QUE L’OPPORTUNITÉ DE METTRE EN PLACE UN PROCESSUS DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE RESPONSABLE DU TRAITEMENT DE CERTAINS DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE.	0 \$
15	DIFFUSER AUPRÈS DES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE DE L’INFORMATION JURIDIQUE PERTINENTE ET ADAPTÉE À LEUR RÉALITÉ.	305 815 \$
16	SOUTENIR FINANCIÈREMENT LA CONCEPTION D’OUTILS D’INTERVENTION S’ADRESSANT AUX INTERVENANTES ET AUX INTERVENANTS EN MILIEU JUDICIAIRE QUI AGISSENT AUPRÈS DES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN MILIEU AUTOCHTONE.	10 000 \$
23	OFFRIR DE LA FORMATION AUX INTERVENANTES ET AUX INTERVENANTS JUDICIAIRES SUR LA RÉALITÉ ET LES DROITS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES AINSI QUE SUR LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN MILIEU AUTOCHTONE AFIN QUE LEURS INTERVENTIONS SOIENT CULTURELLEMENT ADAPTÉES.	24 000 \$
25	SENSIBILISER LE COMITÉ DE LA FORMATION CONTINUE DU BARREAU DU QUÉBEC À L’IMPORTANCE D’ÉLABORER ET D’OFFRIR UNE FORMATION DESTINÉE AUX AVOCATES ET AUX AVOCATS TRAVAILLANT DANS UN DOMAINE DU DROIT OÙ ILS SERAIENT SUSCEPTIBLES D’INTERVENIR EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, ET PROPOSER, POUR CETTE FORMATION, LE THÈME « RÉALITÉ DES FEMMES AUTOCHTONES ET LEURS DROITS », ET CE, AFIN QUE L’INTERVENTION DES AVOCATES ET DES AVOCATS PRENNE EN CONSIDÉRATION LES PARTICULARITÉS CULTURELLES DE CES FEMMES	0 \$
27	FAVORISER LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES ET LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS PSYCHOSOCIALE, JUDICIAIRE, POLICIÈRE ET CORRECTIONNELLE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE.	68 000 \$
30	POURSUIVRE ET RENFORCER LA CONCERTATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LE DOMAINE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN MILIEU AUTOCHTONE QUÉBÉCOIS.	0 \$
31	ENCOURAGER L’INTERVENTION ADAPTÉE À LA CULTURE AUTOCHTONE EN SOUTENANT FINANCIÈREMENT DES INITIATIVES RÉGIONALES ET LOCALES ÉMANANT DES ORGANISMES ET DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	121 995 \$
34	SOUTENIR FINANCIÈREMENT DES PROJETS DE RECHERCHE PORTANT SUR : <ul style="list-style-type: none"><li>LES ASPECTS JUDICIAIRES DE LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN MILIEU AUTOCHTONE;</li><li>LES APPROCHES D’INTERVENTION REFLÉTANT LES VALEURS CULTURELLES DES AUTOCHTONES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.</li></ul>	16 400 \$
35	MAINTENIR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU VOLET AUTOCHTONE DU PLAN D’ACTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE.	0 \$
TOTAL		7 573 915 \$

- P.79**    **ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2018, SUR L’IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :**
- A. **ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2017-2018;**
  - B. **ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2017-2018;**
  - C. **ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2017-2018;**
  - D. **ACTIONS RÉÉVALUÉES / HORS DÉLAIS / IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;**
  - E. **ACTIONS À VENIR EN 2018-2019;**
  - F. **BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.**

---

## MINISTÈRE

---

### RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN

EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP), RESPONSABLE DU DOSSIER CONCERNANT LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION AU NUNAVIK, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POURSUIT LES TRAVAUX DU PLAN DE TRAVAIL QUI SONT SOUS SA RESPONSABILITÉ :

- **POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ À PUVIRNITUQ**  
UN POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE EST RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ DE PUVIRNITUQ AFIN DE RÉPONDRE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET D’ORIENTER LA CLIENTÈLE INUIT. DEPUIS L’HIVER 2016, CE POSTE EST AFFICHÉ AUX 3 MOIS SUR EMPLOI QUÉBEC ET VIA LES MÉCANISMES D’AFFICHAGE DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DE KATIVIK ET MAKIVIK. TOUTEFOIS, IL N’EST TOUJOURS PAS DOTÉ FAUTE DE CANDIDATURE.
- **VISIOCOMPARUTION DEPUIS L’ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION LECLERC À LAVAL (EDLL)**  
DEPUIS L’AUTOMNE 2017, AFIN D’ÉVITER LE TRANSFERT DE PERSONNES INCARCÉRÉES LORS DES ÉTAPES JUDICIAIRES PRÉALABLES AU PROCÈS, UN SYSTÈME DE VISIOCONFÉRENCE RESPECTANT LES NORMES EN VIGUEUR A ÉTÉ INSTALLÉ À L’EDLL. AVEC L’ACCORD DE LA MAGISTRATURE, CE PROJET PERMET AUX FEMMES PRÉVENUES À L’EDLL D’ÊTRE ENTENDUES PAR VISIOCONFÉRENCE. UNE ÉVALUATION DE LA PÉRENNITÉ DU PROJET ET LE DÉPLOIEMENT VISANT D’AUTRES TYPES DE DOSSIER SERONT RÉALISÉS À L’AUTOMNE 2018.
- **MISE EN PLACE D’UNE STRUCTURE D’INFORMATION ET D’ACCOMPAGNEMENT VISANT LES VICTIMES, LES CONTREVENANTS ET LEUR ENTOURAGE**  
LA MISE EN PLACE D’UN CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ (CJP) AU NUNAVIK A ÉTÉ ANNONCÉE. L’ENDROIT RESTE À DÉTERMINER PAR LES AUTORITÉS INUITES. AU MOMENT D’ÉCRIRE CES LIGNES, LES ORIENTATIONS POUR CE CJP VISENT LA PROMOTION DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES (SITES INTERNET, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.), LE DÉPLOIEMENT DE DIVERS SERVICES OFFERTS SUR UNE BASE ITINÉRANTE EN COLLABORATION AVEC D’AUTRES PARTENAIRES (PRO BONO, ÉDUCALOÏ, ETC.) ET LA DIFFUSION D’UNE VIDÉO EXPLIQUANT LE PROCESSUS CRIMINEL POUR LE MILIEU INUIT.

PARALLÈLEMENT, SOULIGNONS QUE DEPUIS OCTOBRE 2017, LES PRINCIPAUX FORMULAIRES JUDICIAIRES IDENTIFIÉS PAR DIVERS PARTENAIRES ONT FAIT L’OBJET D’UNE TRADUCTION EN INUKTITUT. UNE COPIE ADMINISTRATIVE ACCOMPAGNE DORÉNAVANT LES PROCÉDURES OFFICIELLES REMISES AUX JUSTICIABLES.

### FINANCEMENT RAPPORT GLADUE

SOUTIEN FINANCIER POUR LA PRODUCTION DE RAPPORTS GLADUE.

LE RAPPORT GLADUE CONSTITUE UNE VERSION ADAPTÉE DU RAPPORT PRÉSENTENTIEL. IL VISE À DÉTAILLER LES ÉLÉMENTS CONTEXTUELS SPÉCIFIQUES AU CONTREVENANT AUTOCHTONE (HÉRITAGE, ATTACHES, FACTEURS SYSTÉMIQUES OU HISTORIQUES DISTINCTS) ET À LES METTRE EN PERSPECTIVE AVEC L’ANALYSE DE LA SITUATION DÉLICTUELLE. IL CONTIENT ÉGALEMENT DES INFORMATIONS DE RÉINSERTION SOCIALE QUI S’ADRESSENT SPÉCIFIQUEMENT AUX PERSONNES AUTOCHTONES.

**P.80 EN 2017-2018, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D’AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.**

**MINISTÈRE**

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2017-2018		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
QUÉBEC (ACTIF DANS TOUTE LA PROVINCE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 271 600 \$
MONTÉRÉGIE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 \$
NUNAVIK (QUÉBEC)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	263 000 \$
LA TUQUE (QUÉBEC)	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	107 500 \$
KAHNAWAKE (QUÉBEC)	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
AKWESASNE (QUÉBEC)	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
KAWAWACHIKAMACH (QUÉBEC)	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	22 500 \$
LISTUGUJ (QUÉBEC)	MI’GMAQ DE LISTUGUJ	35 000 \$
OPITCIWAN (QUÉBEC)	CONSEIL DES ATIKAMEKW D’OPITCIWAN	27 730 \$
MANIWAKI (QUÉBEC)	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 \$
MONTRÉAL (QUÉBEC)	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	37 500 \$
VAL-D’OR	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D’OR	60 000 \$

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

**PROGRAMME D’AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE**  
**MONTANT TOTAL : 500 000 \$**

SUBVENTION ACCORDÉES – 2017-2018		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
BAS-SAINT-LAURENT	ACEF DU GRAND PORTAGE	50 000 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE	25 000 \$
MONTRÉAL	ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	35 846 \$
MONTÉRÉGIE	ASSOCIATION DE MÉDIATION FAMILIALE DU QUÉBEC (AMFQ)	50 000 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL D’OR INC.	35 000 \$
CAPITALE-NATIONALE	CLINIQUE D’ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	44 597 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE	48 340 \$
ESTRIE	CLINIQUE JURIDIQUE LA CLÉ DE VOS DROITS (UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE)	14 966 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	47 021 \$
MONTRÉAL	INSTITUT DE MÉDIATION ET D’ARBITRAGE DU QUÉBEC	50 000 \$
MONTRÉAL	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL (OPTIONS CONSOMMATEURS)	49 230 \$
OUTAOUAIS	ACTION SANTÉ OUTAOUAIS	20 000 \$
MONTRÉAL	REPÈRE	30 000 \$

**SOUTIEN FINANCIER AUX CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET AUTRES ORGANISMES**  
**MONTANT TOTAL : 2 667 638 \$**

SUBVENTION ACCORDÉES – 2017-2018		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	313 992 \$
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	264 847 \$
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	437 306 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	409 423 \$
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L’OUTAOUAIS	307 512 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	279 171 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	308 129 \$
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	137 258 \$
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	160 000 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	50 000 \$

LES CJP CÔTE-NORD ET MAURICIE SONT EN IMPLANTATION EN 2017-2018.

**P.81 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATION SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.**

**MINISTÈRE**

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)  
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2017 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ- RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	83	23	1	5	112	1,5 %
BAS-SAINT-LAURENT	148	35		2	185	2,5 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	341	84	1	8	434	5,9 %
CÔTE-NORD	40	9	1	1	51	0,7 %
ESTRIE	401	86		13	500	6,8 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA- MADELEINE	48	15		1	64	0,9 %
LANAUDIÈRE	408	108	1	4	521	7,1 %
LAURENTIDES	490	90	1	9	590	8,0 %
LAVAL	212	39	1	11	263	3,6 %
LONGUEUIL	358	77	1	3	439	6,0 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	586	79	1	6	672	9,1 %
MONTRÉAL	1 224	228	1	21	1 474	20,0 %
OUTAOUAIS	195	32	2	4	233	3,2 %
QUÉBEC	647	165	9	13	834	11,3 %
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	180	54		2	236	3,2 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	189	34	2	3	228	3,1 %
VALLEYFIELD	156	27	1	2	186	2,5 %
YAMASKA	249	46		3	298	4,0 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	35	7		4	46	0,6 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	10	1		1	12	0,2 %
TOTAL	6 000	1 239	23	116	7 378	100 %
POURCENTAGE	81,3%	16,8 %	0,3 %	1,6 %	100 %	

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2017 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2017	PRESTATIONS VERSÉES EN 2017
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	137	2 223 711,81 \$
BAS-SAINT-LAURENT	220	2 541 292,40 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	467	4 698 965,39 \$
CÔTE-NORD	76	853 837,09 \$
ESTRIE	655	5 775 318,75 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	79	1 028 805,24 \$
LANAUDIÈRE	605	9 001 481,17 \$
LAURENTIDES	680	8 879 021,70 \$
LAVAL	286	4 227 487,28 \$
LONGUEUIL	510	6 893 947,53 \$
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	770	8 027 594,21 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2017	PRESTATIONS VERSÉES EN 2017
MONTRÉAL	1 642	20 088 178,93 \$
OUTAOUAIS	241	4 276 918,64 \$
QUÉBEC	991	10 527 473,80 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	286	3 018 720,92 \$
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	267	3 272 891,18 \$
VALLEYFIELD	195	2 649 030,47 \$
YAMASKA	365	3 724 271,37 \$
EXTÉRIEUR DU CANADA	11	633 873,87 \$
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	44	1 469 754,40 \$
<b>TOTAL</b>	<b>8 527</b>	<b>103 812 576,15 \$</b>

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2017
ASSISTANCE MÉDICALE	5 770 792,52 \$
RÉADAPTATION	12 536 447,86 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	41 127 447,83 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 112 075,27 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	45 914,00 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	187 797,20 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	42 032 101,47 \$
<b>TOTAL DES PRESTATIONS</b>	<b>103 812 576,15 \$</b>
FRAIS D'ADMINISTRATION	15 411 262,94 \$
<b>TOTAL</b>	<b>119 223 839,09 \$</b>

DÉTAIL	2017
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE VICTIMES	9 267 727,55 \$
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE PROCHES	154 108,94 \$

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2017

	2017		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	1		500,00 \$
PARENTS ENFANT MINEUR		1	12 474,00 \$
MÈRE ENFANT MINEUR		3	24 940,00 \$
VEUVE AVEC ENFANT	9		19 797,95 \$
VEUF AVEC ENFANT	2		6 198,00 \$
VEUF SANS ENFANT	2		9 536,25 \$
VEUVE SANS ENFANT	4		18 491,57 \$
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>91 937,77 \$</b>

NOTE : LA COLONNE « MONTANT TOTAL » COMPREND LES MONTANTS D’ALLOCATION SPÉCIALE, LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET LES FRAIS FUNÉRAIRES.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2017-2018

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET (\$)
ABITIBI	JUIN 2002	15	1 016 550 \$
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	18	1 105 270 \$
CENTRE DU QUÉBEC*	AVRIL 2003	13	950 550 \$
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	13	1 073 280 \$
CRI	JANVIER 2008	3	337 676 \$
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	16,5	993 280 \$
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	9	643 130 \$
LANAUDIÈRE	MARS 1998	18	1 337 170 \$
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	16	1 107 650 \$
LAVAL	MARS 1991	13	923 940 \$
MAURICIE	FÉVRIER 1990	20	1 434 160 \$
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	25	1 731 140 \$
MONTRÉAL **	NOVEMBRE 1988	37,5	3 030 865 \$
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	8	791 582 \$
OUTAOUAIS*	NOVEMBRE 1989	17	1 534 130 \$
QUÉBEC	JUIN 1988	24	1 689 410 \$
SAGUENAY	JANVIER 1989	18	1 400 630 \$

\* LES SUBVENTIONS OCTROYÉES À CES ORGANISMES INCLUENT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL.

\*\* LA SUBVENTION OCTROYÉE À CET ORGANISME INCLUT UN MONTANT PROVENANT DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET PILOTE EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021.

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2017-2018

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	23	24
MONTRÉAL	1	36,5	37,5
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	17	18
OUTAOUAIS	1	16	17
BAS-SAINT-LAURENT	1	17	18
MAURICIE	1	19	20
MONTÉRÉGIE	1	24	25
LAVAL	1	12	13
ESTRIE	1	15,5	16,5
LAURENTIDES	1	15	16
LANAUDIÈRE	1	17	18
CÔTE-NORD	1	12	13
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	14	15
GASPÉSIE/ ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	8	9
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	12	13
INUIT	1	7	8
CRI	1	2	3
TOTAL	17	267	284

**P.83 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).**

**MINISTÈRE**

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

DESCRIPTION	2017-2018
<b>SERVICES RÉCURRENTS</b>	
PROVINCE DE QUÉBEC	
<b>SOS VIOLENCE CONJUGALE</b>	839 210 \$
<b>ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER/VICTIMES (AQPV)</b>	185 000 \$
<b>CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT</b>	420 700 \$
<b>CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL</b>	806 660 \$
QUÉBEC & MONTRÉAL	
<b>ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUE (AFPAD)</b>	195 000 \$
<b>CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE</b>	65 000 \$
<b>CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (CSIAM)*</b>	177 381 \$
<b>ÉDUCALOI</b>	50 000 \$
<b>SERVICES RÉCURRENTS — TOTAL PARTIEL</b>	<b>2 738 951 \$</b>
<b>PROJETS SPÉCIAUX</b>	
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	46 139 \$
ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	109 379 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	39 998 \$
CALACS DE L’OUEST DE L’ÎLE	50 000 \$
CALAS DE L’OUTAOUAIS	39 569 \$
CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	66 600 \$
CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL	29 572 \$
CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE	115 000 \$
CENTRE INTERLIGNE	50 000 \$
CENTRE D’INTERVENTION EN ABUS SEXUEL POUR LA FAMILLE	70 000 \$
CENTRE DE LIAISON SUR L’INTERVENTION ET LA PRÉVENTION PSYCHOSOCIALE	70 000 \$
CENTRE DE RESSOURCES ET D’INTERVENTION POUR HOMMES ABUSÉS SEXUELLEMENT DANS LEUR ENFANCE	39 000 \$
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	50 000 \$
CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE	50 000 \$
CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	57 000 \$
ÉDUCALOI	99 960 \$
FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L’ESTRIE	44 801 \$
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	39 643 \$
L’UNITÉ D’INTERVENTION MOBILE L’ANONYME	93 277 \$
MOMENTHOM — CENTRE D’AIDE POUR HOMMES DE L’ESTRIE	30 014 \$
MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L’INCESTE	45 000 \$
REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	115 130 \$
SERVICE À LA FAMILLE CHINOISE DU GRAND MONTRÉAL	33 845 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	66 073 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	50 000 \$
<b>PROJETS SPÉCIAUX — TOTAL PARTIEL</b>	<b>1 500 000 \$</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>4 238 951 \$</b>

\* LA SUBVENTION OCTROYÉE COMPREND UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL.



---

**MINISTÈRE**

---

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

À LA SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (RLRQ, c. A-13.2) EN JUIN 1988, LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) A ÉTÉ MIS SUR PIED AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC) A ÉTÉ INSTITUÉ POUR ASSURER LE PAIEMENT DE TOUTE DÉPENSE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES FONCTIONS QUE CETTE LOI CONFIE AU BAVAC. LE FAVAC PERMET ÉGALEMENT D'ACCORDER UNE AIDE FINANCIÈRE À TOUTE PERSONNE OU ORGANISME QUI REMPLIT LES CONDITIONS DÉTERMINÉES PAR RÈGLEMENT, POUR FAVORISER, D'UNE PART, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, NOTAMMENT POUR ASSURER L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) ET, D'AUTRE PART, POUR FAVORISER LA RECHERCHE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES DE MÊME QUE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION. UN RÈGLEMENT SUR L'AIDE FINANCIÈRE A ÉTÉ ÉLABORÉ ET EST ENTRÉ EN VIGUEUR EN JANVIER 1989. CE RÈGLEMENT PRÉVOIT LES RENSEIGNEMENTS, LES DOCUMENTS QUE LES PERSONNES ET ORGANISMES DOIVENT FOURNIR POUR OBTENIR UNE AIDE FINANCIÈRE ET CERTAINES CONDITIONS QU'ILS DOIVENT RESPECTER.

LE FINANCEMENT DU FAVAC EST NOTAMMENT ASSURÉ PAR LES REVENUS PROVENANT DES SURAMENDES COMPENSATOIRES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DES SOMMES PROVENANT DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET, DEPUIS LE 1ER JUILLET 2003, DE LA PERCEPTION D'UN MONTANT DE 10 \$ POUR CHAQUE CONTRAVENTION À UNE LOI DU QUÉBEC. LE FAVAC EST AFFECTÉ À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT AUX CAVAC, À L'ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD), À L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV), AU CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT, À SOS VIOLENCE CONJUGALE, AU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL, AU CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE, AU CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE, À ÉDUCALOI, AUX CAMPAGNES DE SENSIBILISATION POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES ET À PLUSIEURS PROJETS DE RECHERCHE, ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION.

**EFFECTIFS**

POUR L'EXERCICE 2017-2018, LES EFFECTIFS AUTORISÉS DU BAVAC SONT DE QUATRE (4) ETC.

**MANDAT**

LE BAVAC A POUR MANDAT, CONFORMÉMENT À LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, DE FAVORISER LA PROMOTION DES DROITS DES VICTIMES RECONNUS PAR LA LOI ET DE VEILLER AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AINSI QU'À LA CONCERTATION ET À LA COORDINATION DES ACTIONS DES PERSONNES, MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI DISPENSENT DES SERVICES AUX VICTIMES. IL CONSEILLE ÉGALEMENT LA MINISTRE DE LA JUSTICE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES ET FAVORISE L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CAVAC SUR TOUT LE TERRITOIRE DU QUÉBEC, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES SPÉCIALISÉS EN FOURNISSANT AUX ORGANISMES L'ASSISTANCE TECHNIQUE OU PROFESSIONNELLE REQUISE POUR LEUR ÉTABLISSEMENT ET LEUR FONCTIONNEMENT. LE BAVAC FAVORISE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION CONCERNANT LES DROITS ET LES BESOINS DES VICTIMES AINSI QUE LES SERVICES QUI LEUR SONT ACCESSIBLES ET EXERCE TOUTE AUTRE FONCTION QUE LUI CONFIE LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN VUE DE FAVORISER L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. LE BAVAC ASSURE ÉGALEMENT L'ADMINISTRATION DU FAVAC.

LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC PARTICIPENT AUSSI À DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION, D'INFORMATION ET DE FORMATION PAR LE BIAIS DE CONFÉRENCES, D'ATELIERS ET DE SESSIONS DE TRAVAIL. ILS SIÈGENT ÉGALEMENT COMME MEMBRES À DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONCERNANT LES VICTIMES, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS), AU COMITÉ D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES ET LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LUTTER CONTRE L'INTIMIDATION.

DE PLUS, LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC FOURNISSENT L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE REQUISE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES CAVAC ET POUR LEUR BON FONCTIONNEMENT. AINSI, LE BAVAC PRODUIT LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE, ORGANISE DES RENCONTRES AUXQUELLES SONT CONVIÉS LES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DES CAVAC OU ENCORE DES REPRÉSENTANTS DE LEUR CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN PLUS D'ÉLABORER DES PROGRAMMES DE FORMATION ADAPTÉS AUX BESOINS DES INTERVENANTS.

**LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)**

**MANDAT**

LES CAVAC SONT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES À BUT NON LUCRATIF RECONNUS PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE POUR OFFRIR AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX TÉMOINS, DES SERVICES D'AIDE. L'AIDE DES CAVAC EST DISPONIBLE QUE L'AUTEUR DU CRIME SOIT OU NON IDENTIFIÉ, ARRÊTÉ, POURSUIVI OU RECONNU COUPABLE. LES CAVAC TRAVAILLENT EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES. L'INTERVENTION DES CAVAC AUPRÈS DES VICTIMES SE FAIT DANS LE RESPECT DE LEURS BESOINS ET À LEUR RYTHME. ELLE S'APPUIE SUR LA CAPACITÉ QU'ONT LES VICTIMES DE GÉRER LEUR PROPRE VIE ET DE PRENDRE LES DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT.

LES CAVAC OFFRE DES SERVICES D'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE ET « PSYCHOSOCIOJUDICIAIRE », QUI CONSISTENT À ÉVALUER LES BESOINS ET LES RESSOURCES DE LA PERSONNE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL. À LA SUITE DE L'ÉVALUATION, UNE INTERVENTION EST OFFERTE DANS LE BUT DE RÉDUIRE LES CONSÉQUENCES DE LA VICTIMISATION ET DE PERMETTRE À LA PERSONNE DE POURSUIVRE SON CHEMINEMENT. LE PERSONNEL DU CAVAC DISPENSE DE L'INFORMATION SUR LES DROITS ET LES RECOURS DE LA VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL, AUSSI BIEN SUR LES GRANDES ÉTAPES DU PROCESSUS JUDICIAIRE, LE PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES, INFOVAC-PLUS, OU LES INDEMNITÉS AUXQUELLES ELLE PEUT AVOIR DROIT. LE PERSONNEL DU CAVAC OFFRE L'ASSISTANCE TECHNIQUE NÉCESSAIRE POUR QUE LA VICTIME PUISSE REMPLIR DIFFÉRENTS FORMULAIRES, ET POUR QU'ELLE SOIT EN MESURE DE RESPECTER LES FORMALITÉS INHÉRENTES À SA SITUATION. LE PERSONNEL DU CAVAC ACCOMPAGNE LA VICTIME DANS SES DÉMARCHES AUPRÈS DES RESSOURCES MÉDICALES ET COMMUNAUTAIRES, ET L'ACCOMPAGNE DANS L'APPAREIL JUDICIAIRE PENDANT TOUT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER. LE PERSONNEL DU CAVAC ORIENTE LA VICTIME VERS DES SERVICES SPÉCIALISÉS TELS QUE LES RESSOURCES JURIDIQUES, MÉDICALES, SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES CAPABLES DE L'AIDER À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES QU'ELLE DOIT AFFRONTER.

LES CAVAC SONT GÉRÉS PAR DES CONSEILS D'ADMINISTRATION COMPOSÉS DE REPRÉSENTANTS PROVENANT DE LA COMMUNAUTÉ ET DES RÉSEAUX PARTENAIRES. DANS CHACUN DES CAVAC, UNE DIRECTRICE OU UN DIRECTEUR ASSUME LE RECRUTEMENT, LA FORMATION ET L'ENCADREMENT DU PERSONNEL, DES STAGIAIRES ET DES BÉNÉVOLES SUR QUI REPOSE LA PRESTATION DES SERVICES. DEUX CAVAC SONT GÉRÉS RESPECTIVEMENT PAR UNE ADMINISTRATION RÉGIONALE ET UN GOUVERNEMENT, SOIT LE CAVAC DU NUNAVIK ET LE CAVAC CRI.

### **AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

LE FINANCEMENT DES CAVAC EST ASSURÉ PRINCIPALEMENT PAR LE FAVAC, LEQUEL EST ADMINISTRÉ PAR LE BAVAC. LORSQUE LA MINISTRE DE LA JUSTICE RECONNAÎT L'ORGANISME COMME UN CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC), LE FINANCEMENT EST RENOUVELÉ DANS LA MESURE OÙ L'ORGANISME SE CONFORME AUX EXIGENCES STIPULÉES DANS LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE SIGNÉE ANNUELLEMENT PAR LES PARTIES.

DIX-SEPT CAVAC SONT EN OPÉRATION : BAS-SAINT-LAURENT, SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, CAPITALE-NATIONALE/ CHAUDIÈRE-APPALACHES, MAURICIE, ESTRIE, MONTRÉAL, OUTAOUAIS, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, CÔTE-NORD, NUNAVIK, CRI, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LAVAL, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES, MONTÉRÉGIE, CENTRE-DU-QUÉBEC.

LE RAPPORT ANNUEL ET LES ÉTATS FINANCIERS DES CAVAC SONT DISPONIBLES SUR LEUR SITE INTERNET À L'EXCEPTION DU CAVAC DU NUNAVIK ET DU CAVAC CRI.

**P.85 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2017-2018 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.**

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE  
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D’INFRACTION DÉLIVRÉS)
52	1
57	1
63	1
TOTAL	3

ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS  
ARTICLE 57 : FACTURE DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS  
ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L’ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS

SUIVI DES CONSTATS D’INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	0
PROCÈS	0
EXPÉDIÉ	1
EN ATTENTE DE SIGNIFICATION	2
PRÊT À TRANSFÉRER	0
TOTAL	3

MINISTÈRE

2017-2018  
(DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018)  
NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES – LANGUE D’ENSEIGNEMENT : 21

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L’INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTe DE LA LANGUE FRANÇAISE
1	2017 SAS-M-256372-1701	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 10 AVRIL 2017	ART. 81
2	2017 SAS-M-256570-1701	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ (ACCUSÉ-RÉCEPTION DU TAQ LE 28 JUIN 2017)	ART. 73 (2°)
3	2017 SAS-M-258672-1703	CONTESTATION D’UNE LETTRE TRANSMISE LE 19 JANVIER 2017 AU PARENT PAR LA DIRECTRICE DE LA DIRECTION DE L’ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET RESPONSABLE DE L’ADMISSIBILITÉ À L’ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	DÉCISION - TAQ - RENDUE LE 27 JUILLET 2017  RECOURS REJETÉ – ABSENCE DE COMPÉTENCE DU TAQ	N/A
4	2017 SAS-M-259972-1704	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	DÉCISION - TAQ - RENDUE LE 27 NOVEMBRE 2017  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
5	2017 SAS-M-260204-1704	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	AUDITION - TAQ 30 NOVEMBRE 2017  DOSSIER EN DÉLIBÉRÉ EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018	ART. 73 (2°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L’INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
6	2017 SAS-M-260760-1705	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	DÉCISION - TAQ - RENDUE LE 27 NOVEMBRE 2017  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
7	2017 SAS-M-261214-1705	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	DÉSISTEMENT - TAQ (ACCUSÉ-RÉCEPTION DU TAQ LE 30 NOVEMBRE 2017)	73 (1°)
8	2017 SAS-M-261336-1705	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D’EXAMEN (ARTICLE 85.1 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE)	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	DÉSISTEMENT - TAQ 24 AOÛT 2017	ART. 85.1
9	2017 SAS-M-261840-1706	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	AUDITION - TAQ 30 NOVEMBRE 2017  DOSSIER EN DÉLIBÉRÉ EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018	ART. 73 (2°)
10	2017 SAS-Q-227575-1707	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	AUDITION - TAQ 27 MARS 2018	ART. 73 (2°)
11	2017 SAS-Q-228357-1708	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 73 (2°)
12	2017 SAS-M-265190-1709	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	AVIS DE FIN DE LITIGE – TAQ (ACCUSÉ-RÉCEPTION DU TAQ LE 15 JANVIER 2018)	ART. 81
13	2017 SAS-Q-229071-1709	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 81

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L’INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
14	2017 SAS-M-265836-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 76 ET 73 (2°)
15		REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ POUR CHOSE JUGÉE	<b>PARTIE REQUÉRANTE</b>		
16	2017 SAS-M-266642-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 76 ET 73 (2°)
17		REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ POUR CHOSE JUGÉE	<b>PARTE REQUÉRANTE</b>		
18	2017 SAS-M-266354-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	AUDITION - TAQ 21 FÉVRIER 2018	ART. 85
19	2017 SAS-Q-229463-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	AUDITION - TAQ 27 MARS 2018	ART. 73 (2°)
20	2017 SAS-M-266896-1710	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	DÉSISTEMENT - TAQ (ACCUSÉ-RÉCEPTION DU TAQ LE 18 DÉCEMBRE 2017)	ART. 73 (1°)
21	2017 SAS-M-268630-1712	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	<b>PARTIE INTIMÉE</b>	EN ATTENTE D’UNE DATE D’AUDITION	ART. 76 ET 73 (1°)

**P.87 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR TYPE INFRACTION.**

**MINISTÈRE**

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D’ŒUVRE DANS L’INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

**INFRACTIONS À LA LOI R-20**

	Année 2017-2018
Nombre de constats émis	7 140
Amendes (1)	4 071 354 \$
Frais (2)	1 306 210 \$
<b>Total amendes et frais</b>	<b>5 377 564 \$</b>
Montant payé (3)	1 401 488 \$
Plaidoyers de culpabilité	2 321
% Plaidoyers de culpabilité	32,51%

NOTES :

1. IL S’AGIT DE LA VALEUR DE L’AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D’INFRACTION.
2. IL S’AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D’INFRACTION.
3. IL S’AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N’INCLUT PAS LES MONTANTS D’AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D’UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P.88    CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

- A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2017-2018; PRÉVISION POUR 2018-2019;
- B. LE BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ)

	2017-2018
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	839 210 \$

	2017-2018
FRAIS DE LA LIGNE 1-800-VIOLENCE CONJUGALE	5 908 \$ <sup>1</sup>

	2017-2018
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	8 389 524 \$ <sup>2</sup>

- <sup>1</sup> POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2017 AU 31 JANVIER 2018. LES MONTANTS POUR LES MOIS DE FÉVRIER ET MARS 2018 SERONT CONNUS AU COURS D'AVRIL 2018. CE MONTANT NE PEUT TOUTEFOIS DÉPASSER ANNUELLEMENT 10 000 \$. CE MONTANT EST ÉGALEMENT INCLUS DANS LE MONTANT DE 839 210 \$ OCTROYÉ À SOS VIOLENCE CONJUGALE.
- <sup>2</sup> CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION COMMISE DANS UN CONTEXTE CONJUGAL OU FAMILIAL, ET CE, POUR LA PÉRIODE D'AVRIL 2017 AU 13 FÉVRIER 2018. LE MONTANT FINAL SERA CONNU EN AVRIL 2018.
- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SONT RESPONSABLES DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE.
  - LE TROISIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL RATTACHÉ À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 6 DÉCEMBRE 2012.
  - DIX MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 135 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. ILS SONT RÉPARTIS EN DEUX VOLETS : GÉNÉRAL ET AUTOCHTONE. LE VOLET AUTOCHTONE PERMET DE RÉPONDRE AUX BESOINS PARTICULIERS DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS.
  - PLUS PRÉCISÉMENT, AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, C'EST 43 MESURES AUTOFINANCÉES, DONT 30 ASSOCIÉES AU VOLET GÉNÉRAL ET 13 AU VOLET AUTOCHTONE QUI ONT ÉTÉ RÉALISÉES. COORDONNÉ PAR LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP), LEUR MISE EN ŒUVRE A ÉTÉ ÉVALUÉE À 18,3 M\$.
  - PARMI LES MESURES STRUCTURANTES DE CE PLAN D'ACTION, SOULIGNONS LES ENGAGEMENTS DU MJQ EN MATIÈRE DE MÉDIATION FAMILIALE, DE MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU QUÉBEC POUR ÉTENDRE LE DÉLAI DE PRESCRIPTION DE 10 À 30 ANS DES ACTIONS EN RESPONSABILITÉ CIVILE VISANT LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UN CRIME COMMIS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. DE PLUS, LE DÉLAI POUR PRÉSENTER UNE DEMANDE EN MATIÈRE D'INDEMNISATION DES VICTIMES EST PASSÉ D'UN AN À DEUX ANS. CES DEUX DÉLAIS SONT EN VIGUEUR DEPUIS LE 23 MAI 2013. SOULIGNONS AUSSI LA CONSOLIDATION DES SERVICES POUR LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA RÉALISATION DE TRAVAUX EN MATIÈRE DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS PAR LES MINISTÈRES DE LA FAMILLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE. NOTONS ÉGALEMENT LES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PROMOTION DES MODÈLES RELATIONNELS FONDÉS SUR LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE, LES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET DES RAPPORTS ÉGALITAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE MÊME QU'ENTRE LES GARÇONS ET LES FILLES.
  - ENFIN, LE PLAN D'ACTION INCLUT DE NOMBREUX ENGAGEMENTS POUR LES GROUPES PLUS VULNÉRABLES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE : PERSONNES AUTOCHTONES, PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES HANDICAPÉES, PERSONNES IMMIGRANTES OU ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, MINORITÉS SEXUELLES ET HOMMES VICTIMES.
  - CE TROISIÈME PLAN D'ACTION EST VENU OFFICIELLEMENT À ÉCHÉANCE LE 31 MARS 2017. DANS CE CONTEXTE, LA MINISTRE DE LA JUSTICE ET LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE ONT DEMANDÉ LA PROLONGATION DES MESURES DU PLAN AFIN DE PERMETTRE LA RÉALISATION D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION. UN *BILAN COMPLET* DES ACTIONS RÉALISÉES ENTRE 2012 ET 2017 A ÉTÉ RENDU PUBLIC À LA FIN DU MOIS DE JANVIER 2018.
  - LE NOUVEAU PLAN D'ACTION 2018-2022 EST PRÉVU POUR L'ÉTÉ 2018.



RÉPARTITION DES COÛTS ESTIMÉS

MINISTÈRES ET ORGANISMES	ESTIMATION SUR 5 ANS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	50 000 \$
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	13 962 500 \$
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	125 000 \$
MINISTÈRE DE LA FAMILLE	204 100 \$
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18 346 870 \$
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	17 970 000 \$
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 775 000 \$
SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE	678 000 \$
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	1 200 000 \$
TOTAL	57 311 470 \$

**P.89**     LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

---

**MINISTÈRE**

---

LES INFORMATIONS SONT PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES.

VEUILLEZ PRENDRE NOTE QUE LE COÛT TOTAL DE LA FORMATION INCLUT LE COÛT D'INSCRIPTION, LES FRAIS DE DÉPLACEMENT AINSI QUE LE SALAIRE DU PARTICIPANT.

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
<b>14e conférence annuelle Claire l'Heureux-Dubé-Identité et égalité</b>	<b>1 553,89 \$</b>	<b>22</b>
Barreau de Québec	1 227,62 \$	13
Université Laval	326,27 \$	9
<b>15th National Symposium on Search and Seizure Law in Canada</b>	<b>4 921,87 \$</b>	<b>2</b>
Osgoode Professional Development	4 921,87 \$	2
<b>19e journée thématique du GEGD</b>	<b>242,48 \$</b>	<b>1</b>
BAnQ-Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	242,48 \$	1
<b>20th Annual Constitutional Cases Conference</b>	<b>3 134,01 \$</b>	<b>2</b>
Université York	3 134,01 \$	2
<b>42e conférence annuelle: l'énigme de la charte canadienne des droits et libertés</b>	<b>4 460,64 \$</b>	<b>2</b>
Institut canadien d'administration de la justice	4 460,64 \$	2
<b>5e Conférence annuelle Paule-Gauthier</b>	<b>112,85 \$</b>	<b>2</b>
Université Laval	112,85 \$	2
<b>6e Symposium en fiscalité «L'éclatement du savoir fiscal»</b>	<b>1 259,91 \$</b>	<b>4</b>
Université Laval	1 259,91 \$	4
<b>A1-Actualité dans les marchés publics</b>	<b>36,43 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	36,43 \$	1
<b>A2-Questions populaires des SCS</b>	<b>36,43 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	36,43 \$	1
<b>A3-Évaluation de rendement en TI</b>	<b>36,43 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	36,43 \$	1
<b>A5-Contrats inférieurs au seuil de l'AOP</b>	<b>36,43 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	36,43 \$	1
<b>Accueil des nouveaux gestionnaires</b>	<b>5 847,73 \$</b>	<b>15</b>
Ministère de la Justice du Québec	5 847,73 \$	15
<b>Accueil gouvernemental</b>	<b>1 028,14 \$</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec	649,08 \$	5
Secrétariat du Conseil du trésor	379,06 \$	1
<b>Activité de recherche - mémoire 1</b>	<b>334,75 \$</b>	<b>1</b>
Université Laval	334,75 \$	1
<b>Activités de perfectionnement-formation interne</b>	<b>3 770,62 \$</b>	<b>26</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 770,62 \$	26
<b>Adjointe à la magistrature</b>	<b>44 085,38 \$</b>	<b>23</b>
Ministère de la Justice du Québec	44 085,38 \$	23
<b>Administration et gestion de système SCCM</b>	<b>6 179,03 \$</b>	<b>2</b>
TECHNOLOGIA Formation Conseil	6 179,03 \$	2
<b>Agent de bureau-Archives, Civil/serv. popul.,Coordination,Criminel,Pénal,Pet.Créances,Jeunesse,Manutentionnaire</b>	<b>279 325,77 \$</b>	<b>128</b>
Ministère de la Justice du Québec	279 325,77 \$	128
<b>Agent de secrétariat</b>	<b>76,55 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	76,55 \$	1
<b>Méthode Agile en gestion de projets de TI</b>	<b>4 274,45 \$</b>	<b>10</b>
Agile Québec	4 274,45 \$	10
<b>Analyste informatique et procédés administratifs</b>	<b>21 207,20 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	21 207,20 \$	2
<b>Anti-Corruption: considérations pratiques dans le cadre de transaction</b>	<b>52,52 \$</b>	<b>1</b>
BCF avocats d'affaires	52,52 \$	1
<b>Antidote</b>	<b>11,15 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	11,15 \$	1
<b>Apprivoiser leur complexité: Des solutions pour alléger la gouvernance française</b>	<b>163,50 \$</b>	<b>1</b>
Institut d'administration publique de Québec	163,50 \$	1
<b>Approches novatrices en évaluation</b>	<b>516,81 \$</b>	<b>1</b>
Société québécoise d'évaluation de programme (SQEP)	516,81 \$	1
<b>Architecture d'Entreprise</b>	<b>11 363,64 \$</b>	<b>8</b>
École de technologie supérieure (ÉTS)	2 485,36 \$	2
La Société conseil Lambda inc.	8 878,28 \$	6
<b>Arme à feu</b>	<b>733,83 \$</b>	<b>2</b>
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	733,83 \$	2
<b>Arrestation et détention</b>	<b>477,35 \$</b>	<b>5</b>
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	477,35 \$	5
<b>Arrêt Jarvis</b>	<b>1 693,85 \$</b>	<b>11</b>
Revenu Québec	1 693,85 \$	11
<b>Assurance qualité ATAC - Formation contrôleurs</b>	<b>79,52 \$</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec	79,52 \$	3
<b>Atelier de la Chaire de rédaction juridique Louis-Philippe-Pigeon «Rédaction des lois et langage neutre»</b>	<b>233,33 \$</b>	<b>1</b>
Université Laval	233,33 \$	1
<b>Atelier de partage</b>	<b>190,80 \$</b>	<b>1</b>
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	190,80 \$	1
<b>Atelier sur la civilté au travail</b>	<b>203,56 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	203,56 \$	1
<b>Atelier sur la gestion du changement</b>	<b>5 633,11 \$</b>	<b>12</b>
Sébastien Sasseville, conférencier	5 633,11 \$	12
<b>Attaché judiciaire</b>	<b>4 456,87 \$</b>	<b>11</b>
Ministère de la Justice du Québec	4 456,87 \$	11
<b>Attribution de la rémunération des fonctionnaires</b>	<b>295,17 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	295,17 \$	1
<b>Audio-Vidéo</b>	<b>19,13 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	19,13 \$	1
<b>Autorisation du dirigeant de l'organisme public et de la nouvelle application web des formulaires électroniques</b>	<b>305,10 \$</b>	<b>5</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	305,10 \$	5
<b>Autorisations judiciaires</b>	<b>5 223,46 \$</b>	<b>65</b>
Ministère de la Justice du Québec	5 223,46 \$	65
<b>Auxiliaire de bureau</b>	<b>1 111,18 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 111,18 \$	2
<b>Avocats, société et politique au Québec (1763-1867)</b>	<b>1 873,62 \$</b>	<b>5</b>

# Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Barreau du Québec	1 873,62 \$	5
<b>Baccalauréat en droit</b>	<b>2 202,11 \$</b>	<b>1</b>
Université du Québec à Montréal	2 202,11 \$	1
<b>Baccalauréat en Génie des TI</b>	<b>451,30 \$</b>	<b>1</b>
École de technologie supérieure (ÉTS)	451,30 \$	1
<b>Baccalauréat en sciences politiques</b>	<b>4 040,60 \$</b>	<b>1</b>
Université du Québec à Montréal	4 040,60 \$	1
<b>BDJ - Tenue de temps</b>	<b>1 168,26 \$</b>	<b>15</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 168,26 \$	15
<b>Bloc sentence et formulaire</b>	<b>1 320,41 \$</b>	<b>10</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 320,41 \$	10
<b>Nouveau régime d'exécution des jugements</b>	<b>119,67 \$</b>	<b>1</b>
Association des avocats et avocates de province (AAP)	119,67 \$	1
<b>Cadre légal et normatif : processus de qualification et personnes qualifiées</b>	<b>351,65 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	351,65 \$	1
<b>Célébrant de mariage et d'union civile</b>	<b>596,57 \$</b>	<b>10</b>
Ministère de la Justice du Québec	596,57 \$	10
<b>Cercle de leadership</b>	<b>2 004,30 \$</b>	<b>12</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 004,30 \$	12
<b>Cercle des jeunes leaders de l'administration publique (CJLAP)</b>	<b>8 901,96 \$</b>	<b>2</b>
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	8 901,96 \$	2
<b>Certain Teed, Saint-Gobin</b>	<b>378,16 \$</b>	<b>5</b>
Ministère de la Justice du Québec	378,16 \$	5
<b>Certificat en droit</b>	<b>4 816,83 \$</b>	<b>3</b>
Université de Montréal	2 495,52 \$	1
Université Laval	2 321,31 \$	2
<b>Certificat en gestion d'entreprise</b>	<b>1 579,84 \$</b>	<b>3</b>
HEC Montréal (École des hautes études commerciales)	1 579,84 \$	3
<b>Perception du message dans les communications</b>	<b>3 661,28 \$</b>	<b>53</b>
Cégep de Chicoutimi	3 661,28 \$	53
<b>CF - Nouvelles normes en vigueur au 1er avril 2017</b>	<b>160,54 \$</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	160,54 \$	1
<b>Changement : Convention collective des fonctionnaires 2015-2020</b>	<b>1 469,40 \$</b>	<b>11</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 469,40 \$	11
<b>Changements climatiques: les actions en justice contre les États</b>	<b>461,70 \$</b>	<b>4</b>
Université Laval	461,70 \$	4
<b>Chef d'équipe : tout un art</b>	<b>2 387,26 \$</b>	<b>7</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 387,26 \$	7
<b>Chefs d'équipe - La gestion du temps et des priorités</b>	<b>833,27 \$</b>	<b>8</b>
Ministère de la Justice du Québec	833,27 \$	8
<b>Cinq notions essentielles en contexte numérique que tout avocat en divertissement doit connaître</b>	<b>639,66 \$</b>	<b>1</b>
Association des juristes pour l'avancement de la vie artistique (L') (AJAVA)	639,66 \$	1
<b>Civil Forfeiture: A new concern for insolvency lawyers</b>	<b>328,08 \$</b>	<b>1</b>
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	328,08 \$	1
<b>Clause, outil de production intelligent pour vos testaments</b>	<b>29,59 \$</b>	<b>1</b>
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	29,59 \$	1
<b>Coaching</b>	<b>8 079,14 \$</b>	<b>4</b>
Mozaik Coaching (Edgenda) (Québec)	8 079,14 \$	4
<b>Coaching des individus et des groupes</b>	<b>809,62 \$</b>	<b>2</b>
Université Laval	809,62 \$	2
<b>Développement professionnel</b>	<b>306,40 \$</b>	<b>5</b>
FIERI coaching et conseil stratégique inc. (Raymond Boisvert, coach professionnel)	306,40 \$	5
<b>CODIR ÉLARGI DGSJ</b>	<b>27 245,75 \$</b>	<b>87</b>
Ministère de la Justice du Québec	27 245,75 \$	87
<b>Coll: «Laïcité et multiculturalisme dans la relation de soins: du texte à l'action»</b>	<b>3 005,04 \$</b>	<b>3</b>
Université Laval	3 005,04 \$	3
<b>Coll: Conférence biennale sur le droit pénal/Vers une réforme législative en droit criminel</b>	<b>2 293,54 \$</b>	<b>3</b>
Université Laval	2 293,54 \$	3
<b>Coll: Droit du travail patronal-syndical, 3e édition</b>	<b>1 130,24 \$</b>	<b>2</b>
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	1 130,24 \$	2
<b>Coll: Égalité en emploi, un défi pour les personnes immigrantes</b>	<b>520,63 \$</b>	<b>2</b>
Barreau de Montréal	520,63 \$	2
<b>Coll: La progression et la rétention des femmes dans la profession juridique</b>	<b>2 472,82 \$</b>	<b>13</b>
Université Laval	2 472,82 \$	13
<b>Coll: La protection de l'environnement par le droit: qui agit ?</b>	<b>4 243,44 \$</b>	<b>11</b>
Université Laval	4 243,44 \$	11
<b>Coll: Les développements récents en propriété intellectuelle 2017</b>	<b>905,87 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	905,87 \$	1
<b>Coll: Les droits canadiens: les variations dans l'application des règles de droit pancanadiennes</b>	<b>332,07 \$</b>	<b>1</b>
Association québécoise de droit comparé (AQDC)	332,07 \$	1
<b>Coll: L'Union européenne -« 60 ans du traité de Rome»</b>	<b>558,69 \$</b>	<b>1</b>
Université Laval	558,69 \$	1
<b>Colloque 2017 GP- Québec</b>	<b>4 340,61 \$</b>	<b>9</b>
PMI section de Lévis-Québec	4 340,61 \$	9
<b>Colloque AliForm 2017</b>	<b>349,58 \$</b>	<b>1</b>
Wolters Kluwer Canada Limitée	349,58 \$	1
<b>Colloque Cybersécurité</b>	<b>289,94 \$</b>	<b>1</b>
ISACA section de Québec	289,94 \$	1
<b>Colloque des CPA du secteur public et parapublic</b>	<b>933,15 \$</b>	<b>2</b>
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	933,15 \$	2
<b>Colloque du Lieutenant-gouverneur du Québec</b>	<b>6 395,36 \$</b>	<b>17</b>
Barreau du Québec	6 395,36 \$	17
<b>Colloque du TDP - 2017</b>	<b>214,17 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Montréal	214,17 \$	1
<b>Colloque en droit de la construction à Québec</b>	<b>247,07 \$</b>	<b>1</b>
Fasken	247,07 \$	1

# Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
<b>Colloque en gestion de projet PMI Lévis-Québec</b>	<b>1 941,36 \$</b>	<b>2</b>
PMI section de Lévis-Québec	1 941,36 \$	2
<b>Colloque Féministes et droit de l'AJP</b>	<b>795,16 \$</b>	<b>3</b>
Association des juristes progressistes (AJP)	795,16 \$	3
<b>Colloque Québec-Versailles 2017</b>	<b>1 308,31 \$</b>	<b>14</b>
Barreau de Québec	1 308,31 \$	14
<b>Colloque sur le patrimoine bâti judiciaire</b>	<b>412,30 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Montréal	412,30 \$	1
<b>Comité santé prévention-nouveau membre</b>	<b>967,89 \$</b>	<b>3</b>
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	967,89 \$	3
<b>Comment animer efficacement une formation</b>	<b>807,66 \$</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec	807,66 \$	6
<b>Comment devenir un meilleur professionnel par une saine gestion de son temps</b>	<b>215,40 \$</b>	<b>3</b>
Barreau de Québec	215,40 \$	3
<b>Comment favoriser de meilleurs pratiques en arbitrage de grief ? Point de vue patronal/syndical</b>	<b>275,16 \$</b>	<b>3</b>
Barreau de Québec	275,16 \$	3
<b>Comment négocier avec les personnalités difficiles</b>	<b>340,48 \$</b>	<b>2</b>
Barreau du Québec	340,48 \$	2
<b>Commission d'enquête et enquête administrative: comprendre les règles du jeu</b>	<b>277,22 \$</b>	<b>3</b>
Barreau du Québec	277,22 \$	3
<b>Communication avec la clientèle difficile</b>	<b>1 463,08 \$</b>	<b>22</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 463,08 \$	22
<b>Comprendre, traiter et interpréter l'information</b>	<b>742,96 \$</b>	<b>1</b>
L'Académie de Trans-Formation	742,96 \$	1
<b>Comptabilité et normes d'exercice</b>	<b>563,54 \$</b>	<b>2</b>
Barreau du Québec	563,54 \$	2
<b>Comptes d'honoraires et délai de prescription</b>	<b>57,15 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Longueuil	57,15 \$	1
<b>Comptes publics de gouvernement du Québec</b>	<b>679,30 \$</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	679,30 \$	1
<b>Conférence - La loi sur les hydrocarbures: enjeux légaux, sociaux et environnementaux</b>	<b>180,80 \$</b>	<b>2</b>
Université Laval	180,80 \$	2
<b>Conférence 3e édition Contrats publics: Octroi et gestion en mode collaboration, innovation et solution!</b>	<b>1 146,11 \$</b>	<b>1</b>
Transcontinental inc.	1 146,11 \$	1
<b>Conférence de l'ABC sur le droit administratif, et le droit du travail et de l'emploi</b>	<b>1 843,31 \$</b>	<b>2</b>
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	1 843,31 \$	2
<b>Conférence FRVI</b>	<b>1 101,44 \$</b>	<b>6</b>
Forum des responsables de la vérification interne	901,41 \$	5
Secrétariat du Conseil du trésor	200,03 \$	1
<b>Conférence GoSec 2017</b>	<b>1 267,96 \$</b>	<b>2</b>
GoSecure	1 267,96 \$	2
<b>Conférence sur la psychologie de la santé du travail</b>	<b>114,30 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Longueuil	114,30 \$	1
<b>Conférence téléphonique - Directive grandes créances</b>	<b>217,42 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	217,42 \$	1
<b>Conférence-midi de la Chaire Jean Monnet en intégration européenne «Investissement, arbitrage unilatéral et Union européenne</b>	<b>66,23 \$</b>	<b>1</b>
Université Laval	66,23 \$	1
<b>Congrès de l'Association des avocats et avocates de province (APP)</b>	<b>719,54 \$</b>	<b>4</b>
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	719,54 \$	4
<b>Conservation des milieux humides et la compensation de leurs pertes</b>	<b>180,80 \$</b>	<b>2</b>
Université Laval	180,80 \$	2
<b>Construction du droit des autochtones par la Cour suprême du Canada</b>	<b>3 153,46 \$</b>	<b>26</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 153,46 \$	26
<b>Consultation et accommodement avec les communautés autochtones</b>	<b>2 265,19 \$</b>	<b>2</b>
Openforumouvert Communications HS	2 265,19 \$	2
<b>Contestation médicale et administration d'une lésion</b>	<b>112,60 \$</b>	<b>1</b>
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	112,60 \$	1
<b>Contexte d'application de la gestion de projet</b>	<b>456,39 \$</b>	<b>1</b>
École de technologie supérieure (ÉTS)	456,39 \$	1
<b>Cours de perfectionnement du notariat</b>	<b>6 730,40 \$</b>	<b>5</b>
Chambre des notaires du Québec	6 730,40 \$	5
<b>Crédibilité et persuasion, quand la science vient en renfort</b>	<b>254,28 \$</b>	<b>2</b>
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	254,28 \$	2
<b>Cyberattaques, êtes-vous prêts ou prêts?</b>	<b>614,52 \$</b>	<b>3</b>
Institut de la gestion financière du Canada	614,52 \$	3
<b>Cycle budgétaire et budget de dépenses (notions de crédits)</b>	<b>412,30 \$</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	412,30 \$	1
<b>De nouveaux droits pour les patients en fin de vie</b>	<b>108,59 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	108,59 \$	1
<b>Demandes de personnel, repérage et nomination</b>	<b>1 113,16 \$</b>	<b>5</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 113,16 \$	5
<b>Démarche de recherche en sciences politiques</b>	<b>2 945,80 \$</b>	<b>1</b>
Université du Québec	2 945,80 \$	1
<b>Déontologie et rôle de l'officier public</b>	<b>1 457,08 \$</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	1 457,08 \$	1
<b>DEP en secrétariat</b>	<b>70,00 \$</b>	<b>1</b>
Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD)	70,00 \$	1
<b>Dépôt volontaire / saisie de salaire</b>	<b>546,70 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	546,70 \$	1
<b>Détermination niveau complexité emplois professionnels</b>	<b>490,35 \$</b>	<b>2</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	490,35 \$	2
<b>Développements récents en droit du travail</b>	<b>195,16 \$</b>	<b>1</b>
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	195,16 \$	1
<b>Développer ses habiletés politiques (Québec)</b>	<b>2 710,47 \$</b>	<b>3</b>
Groupe MP-Plus	2 710,47 \$	3
<b>Développer son influence et son impact</b>	<b>439,25 \$</b>	<b>1</b>

# Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
L'Institut des auditeurs internes Canada-Section de Québec (IAIQ)	439,25 \$	1
<b>Diffamation : l'art de s'exprimer en toute liberté</b>	<b>154,27 \$</b>	<b>2</b>
Barreau du Québec	154,27 \$	2
<b>Diversité culturelle</b>	<b>1 017,42 \$</b>	<b>2</b>
Université Laval	1 017,42 \$	2
<b>Divulgateur d'actes répréhensibles: Pourquoi et pour qui?</b>	<b>141,28 \$</b>	<b>1</b>
IGF-Québec	141,28 \$	1
<b>Doctorat en droit</b>	<b>3 727,75 \$</b>	<b>2</b>
Université Laval	3 727,75 \$	2
<b>Dossiers en appel</b>	<b>85,29 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	85,29 \$	1
<b>Droit américain</b>	<b>184,14 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	184,14 \$	1
<b>Droit carcéral</b>	<b>169,56 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	169,56 \$	1
<b>Droit de la concurrence: Regards croisés américain et européen</b>	<b>534,89 \$</b>	<b>3</b>
Université Laval	534,89 \$	3
<b>Droit de la jeunesse</b>	<b>233,58 \$</b>	<b>2</b>
Barreau de Longueuil	233,58 \$	2
<b>Droit du travail 2017</b>	<b>3 357,60 \$</b>	<b>5</b>
Centre de formation patronale-syndicale	2 858,21 \$	3
Fasken	499,39 \$	2
<b>Droit pénal statutaire 2017</b>	<b>2 536,77 \$</b>	<b>2</b>
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	2 536,77 \$	2
<b>Emploi étudiant, stage et PQP (réglementation)</b>	<b>260,18 \$</b>	<b>2</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	260,18 \$	2
<b>Empreinte digitale et sa valeur, concepts de base</b>	<b>477,35 \$</b>	<b>5</b>
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	477,35 \$	5
<b>Encaissement et système Viking</b>	<b>3 369,67 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 369,67 \$	2
<b>Enquêtes internes</b>	<b>613,77 \$</b>	<b>1</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	613,77 \$	1
<b>Ergonomie des postes de travail</b>	<b>1 768,73 \$</b>	<b>7</b>
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1 768,73 \$	7
<b>Est-il possible d'écrire le droit autrement ?</b>	<b>22 684,26 \$</b>	<b>122</b>
En Clair Service-Conseil Inc.	22 684,26 \$	122
<b>Études de cas en santé psychologique</b>	<b>204,40 \$</b>	<b>2</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	204,40 \$	2
<b>Évaluation par les greffiers-audienciers</b>	<b>1 246,21 \$</b>	<b>9</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 246,21 \$	9
<b>Évaluation participative</b>	<b>626,55 \$</b>	<b>1</b>
HEC Montréal (École des hautes études commerciales)	626,55 \$	1
<b>Expropriation</b>	<b>529,32 \$</b>	<b>1</b>
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	529,32 \$	1
<b>Faillite</b>	<b>2 302,80 \$</b>	<b>32</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 302,80 \$	32
<b>Faits saillants du droit floridien et américain</b>	<b>46,41 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Québec	46,41 \$	1
<b>Fédéralisme coopératif- Perspective historique et développements récents.</b>	<b>227,07 \$</b>	<b>1</b>
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	227,07 \$	1
<b>Federal-Provincial-Territorial Management Forum 2017</b>	<b>2 950,88 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	2 950,88 \$	1
<b>Fomation par la Cour d'appel-Conférences et audition</b>	<b>138,52 \$</b>	<b>1</b>
Cour d'appel du Québec	138,52 \$	1
<b>Formation budgétaire DGSJ</b>	<b>662,55 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	662,55 \$	1
<b>Formation coordination</b>	<b>526,68 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	526,68 \$	2
<b>Formation CRA</b>	<b>1 000,23 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 000,23 \$	2
<b>Formation d'un comité santé sécurité au travail</b>	<b>683,48 \$</b>	<b>3</b>
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	683,48 \$	3
<b>Formation générale DRSJM</b>	<b>2 208,50 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 208,50 \$	1
<b>Formation responsables plan d'action personnes handicapées</b>	<b>140,21 \$</b>	<b>1</b>
Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	140,21 \$	1
<b>Formation saisie informatique</b>	<b>1 781,45 \$</b>	<b>5</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 781,45 \$	5
<b>Formation Statutaire</b>	<b>3 017,81 \$</b>	<b>14</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 017,81 \$	14
<b>Formation sur la vérification des dossiers</b>	<b>937,86 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	937,86 \$	1
<b>Formation sur le droit familial par défaut</b>	<b>30,01 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	30,01 \$	1
<b>Formation sur les conférences</b>	<b>653,52 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	653,52 \$	1
<b>Formation sur les dossiers traités par les greffiers spéciaux</b>	<b>146,07 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	146,07 \$	2
<b>Formation sur les grilles de vérification des dossiers</b>	<b>44,38 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	44,38 \$	1
<b>Formation sur les portes acoustiques Ambico</b>	<b>185,52 \$</b>	<b>4</b>
Ministère de la Justice du Québec	185,52 \$	4
<b>Formation sur les retours de chèques</b>	<b>503,16 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	503,16 \$	1
<b>Formation sur les SAP au directeurs régionaux</b>	<b>414,45 \$</b>	<b>1</b>
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	414,45 \$	1

## Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
<b>Forum - Carte affaires Mastercard</b>	<b>299,40 \$</b>	<b>2</b>
Banque Nationale	299,40 \$	2
<b>Forum agressions sexuelles</b>	<b>290,07 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat à la condition féminine (SCF)	290,07 \$	1
<b>Forum des secrétaires de comités de sélection</b>	<b>1 302,00 \$</b>	<b>5</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	1 302,00 \$	5
<b>Forum d'experts sur l'encadrement du cannabis au Québec</b>	<b>4 536,64 \$</b>	<b>3</b>
Ministère de la Santé et des Services sociaux	4 536,64 \$	3
<b>Français avancé</b>	<b>2 084,52 \$</b>	<b>14</b>
Groupe Inteli inc.	2 084,52 \$	14
<b>Français écrit</b>	<b>314,44 \$</b>	<b>1</b>
Université TÉLUQ	314,44 \$	1
<b>Fraude en entreprise : de la prévention à l'enquête</b>	<b>509,03 \$</b>	<b>1</b>
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	509,03 \$	1
<b>Gartner CIO&amp;IT Executive Summit 2017</b>	<b>2 515,31 \$</b>	<b>1</b>
Gartner Inc.	2 515,31 \$	1
<b>Gestion de la diversité culturelle</b>	<b>1 051,76 \$</b>	<b>2</b>
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	1 051,76 \$	2
<b>Gestion de la performance</b>	<b>157,35 \$</b>	<b>2</b>
IGF-Québec	157,35 \$	2
<b>Gestion de projet avancée : une vision intégrée</b>	<b>1 845,43 \$</b>	<b>1</b>
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 845,43 \$	1
<b>Gestion des écarts de comportements</b>	<b>1 399,16 \$</b>	<b>6</b>
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	1 399,16 \$	6
<b>Gestion des équipes de travail</b>	<b>809,62 \$</b>	<b>2</b>
Université Laval	809,62 \$	2
<b>Gestion des ress.humaines, informationnelles, financières et budgétaires</b>	<b>419,30 \$</b>	<b>1</b>
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	419,30 \$	1
<b>Gestion des ressources humaines 101</b>	<b>2 281,44 \$</b>	<b>8</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 281,44 \$	8
<b>Gestion des risques en mode agile</b>	<b>164,63 \$</b>	<b>1</b>
PMI section de Lévis-Québec	164,63 \$	1
<b>Gestion des stratégies de groupe GPO</b>	<b>2 035,11 \$</b>	<b>1</b>
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 035,11 \$	1
<b>Gestion du personnel difficile ou en difficulté</b>	<b>125,79 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	125,79 \$	1
<b>Gestion du temps et des priorités</b>	<b>658,55 \$</b>	<b>13</b>
Ministère de la Justice du Québec	658,55 \$	13
<b>Gestion préventive des conflits et du harcèlement</b>	<b>1 166,55 \$</b>	<b>7</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 166,55 \$	7
<b>Gouvernance efficace de portefeuille de projets</b>	<b>709,87 \$</b>	<b>5</b>
PMI section de Lévis-Québec	709,87 \$	5
<b>Grand Symposium droit travail et emploi</b>	<b>504,25 \$</b>	<b>4</b>
Lavery avocats	504,25 \$	4
<b>Greffier</b>	<b>168 037,64 \$</b>	<b>117</b>
Ministère de la Justice du Québec	168 037,64 \$	117
<b>Groupe Wise</b>	<b>45,44 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	45,44 \$	2
<b>Groupes interministériels de codéveloppement en gestion</b>	<b>2 010,32 \$</b>	<b>3</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	2 010,32 \$	3
<b>Guide pratique à l'intention des avocats-plaideurs</b>	<b>48,33 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Longueuil	48,33 \$	1
<b>Hackfest 2017</b>	<b>412,42 \$</b>	<b>1</b>
Hackfest	412,42 \$	1
<b>Harcèlement psychologique: vers l'infini et plus loin encore</b>	<b>54,44 \$</b>	<b>1</b>
Langlois avocats	54,44 \$	1
<b>Huissier</b>	<b>3 845,03 \$</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 845,03 \$	6
<b>Immigration et criminalité: l'Agence des services frontaliers du Canada à votre porte!</b>	<b>105,89 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Québec	105,89 \$	1
<b>Planter une culture de performance axée sur l'amélioration</b>	<b>1 803,01 \$</b>	<b>2</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 803,01 \$	2
<b>Infonuagique: Dissiper le brouillard déontologique</b>	<b>94,91 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	94,91 \$	1
<b>Initiation à la procédure criminelle</b>	<b>1 549,80 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 549,80 \$	1
<b>Initiation à la tâche et à la participation des tableaux</b>	<b>301,24 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	301,24 \$	2
<b>Initiation au suivi budgétaire</b>	<b>43,29 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	43,29 \$	1
<b>Initiation aux services de justice - Généralités</b>	<b>2 652,66 \$</b>	<b>25</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 652,66 \$	25
<b>Initiation aux tâches de l'équipe du RPAL</b>	<b>1 306,90 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 306,90 \$	1
<b>Injonction 101: Trucs et astuces en injonction</b>	<b>423,54 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	423,54 \$	2
<b>Installation et configuration SCOM 2012</b>	<b>4 621,46 \$</b>	<b>1</b>
AFI Expertise	4 621,46 \$	1
<b>Introduction à la gestion de projet</b>	<b>1 069,47 \$</b>	<b>10</b>
PMI section de Lévis-Québec	1 069,47 \$	10
<b>Introduction à la solution de dotation en ligne</b>	<b>103,35 \$</b>	<b>1</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	103,35 \$	1
<b>Journée clinico-juridique</b>	<b>217,56 \$</b>	<b>1</b>
CISSS de Lanaudière	217,56 \$	1
<b>Journée de formation du Barreau de Richelieu</b>	<b>307,16 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Richelieu	307,16 \$	1

# Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
<b>Journée de la justice administrative</b>	<b>234,13 \$</b>	<b>2</b>
Commission de la fonction publique du Québec	234,13 \$	2
<b>Journée de l'informatique du Québec (JIQ)</b>	<b>12 107,55 \$</b>	<b>19</b>
Réseau ACTION TI	12 107,55 \$	19
<b>Journée DevOps</b>	<b>1 086,26 \$</b>	<b>4</b>
Retraite Québec	1 086,26 \$	4
<b>Journées du Barreau du Québec 2017</b>	<b>19 357,74 \$</b>	<b>15</b>
Barreau du Québec	19 357,74 \$	15
<b>Juge de paix</b>	<b>2 463,95 \$</b>	<b>74</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 463,95 \$	74
<b>Jury</b>	<b>562,03 \$</b>	<b>4</b>
Ministère de la Justice du Québec	562,03 \$	4
<b>Justice restaurative, alternative et mesures de rechanges</b>	<b>208,84 \$</b>	<b>2</b>
Barreau de Québec	208,84 \$	2
<b>La contribution de l'audit interne dans la fonction publique : qu'en est-il ?</b>	<b>319,46 \$</b>	<b>3</b>
L'Institut des auditeurs internes Canada-Section de Québec (IAIQ)	319,46 \$	3
<b>La couverture publique des services de santé au Québec</b>	<b>3 836,82 \$</b>	<b>5</b>
Université de Sherbrooke	3 836,82 \$	5
<b>La délégation un acte de leadership</b>	<b>75,00 \$</b>	<b>1</b>
Alliance des cadres de l'État	75,00 \$	1
<b>La discrimination en emploi fondée sur les antécédents judiciaires</b>	<b>886,18 \$</b>	<b>5</b>
Barreau du Québec	886,18 \$	5
<b>La diversité sexuelle et de genre: ses enjeux et ses impacts en milieu de travail</b>	<b>358,43 \$</b>	<b>2</b>
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	358,43 \$	2
<b>La force du réseautage</b>	<b>109,18 \$</b>	<b>2</b>
Barreau de Montréal	109,18 \$	2
<b>La gestion des médias dans un contexte de relations de travail: Quelle approche adopter ?</b>	<b>210,89 \$</b>	<b>1</b>
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	210,89 \$	1
<b>La gestion des risques dans le secteur public</b>	<b>1 326,96 \$</b>	<b>1</b>
L'Institut des auditeurs internes Canada-Section de Québec (IAIQ)	1 326,96 \$	1
<b>La justice dans le Nord: où en sommes nous ?</b>	<b>596,15 \$</b>	<b>8</b>
Barreau de Québec	596,15 \$	8
<b>La loi sur la police, ce que tout juriste devrait savoir</b>	<b>613,22 \$</b>	<b>7</b>
Barreau de Québec	613,22 \$	7
<b>La mise en place d'un programme de PRP</b>	<b>289,94 \$</b>	<b>1</b>
ISACA section de Québec	289,94 \$	1
<b>La neutralité religieuse des fonctionnaires à la suite de l'adoption de la Loi</b>	<b>1 058,33 \$</b>	<b>18</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 058,33 \$	18
<b>La prescription acquisitive sous la loupe de la Cour suprême du Canada: l'affaire Ostiguy c. Allie</b>	<b>729,82 \$</b>	<b>8</b>
Université Laval	729,82 \$	8
<b>La preuve à l'ère du numérique</b>	<b>1 288,15 \$</b>	<b>7</b>
Barreau de Québec	1 288,15 \$	7
<b>La propriété intellectuelle: un portefeuille bien géré, ça rapporte</b>	<b>52,52 \$</b>	<b>1</b>
BCF avocats d'affaires	52,52 \$	1
<b>La protection contre la discrimination avant l'embauche</b>	<b>280,72 \$</b>	<b>2</b>
Barreau du Québec	280,72 \$	2
<b>L'ABC du droit du travail</b>	<b>27 863,48 \$</b>	<b>156</b>
Ministère de la Justice du Québec	27 863,48 \$	156
<b>L'ABC du régime des produits de la criminalité et des biens infractionnels</b>	<b>301,18 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	301,18 \$	1
<b>L'Action collective au Québec</b>	<b>225,71 \$</b>	<b>4</b>
BCF avocats d'affaires	225,71 \$	4
<b>L'Anatomie du pouvoir discrétionnaire</b>	<b>34 278,22 \$</b>	<b>191</b>
Ministère de la Justice du Québec	34 278,22 \$	191
<b>Lancement des ateliers</b>	<b>587,02 \$</b>	<b>1</b>
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	587,02 \$	1
<b>L'art de la négociation gagnant/gagnant</b>	<b>178,00 \$</b>	<b>2</b>
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	178,00 \$	2
<b>L'art de la plaidoirie en appel</b>	<b>1 680,56 \$</b>	<b>4</b>
La Société des plaideurs (The Advocate's Society)	1 680,56 \$	4
<b>L'avenir du litige dans un nouvel environnement législatif</b>	<b>81,36 \$</b>	<b>1</b>
BCF avocats d'affaires	81,36 \$	1
<b>L'avocat gestionnaire</b>	<b>59,84 \$</b>	<b>1</b>
Juris Concept	59,84 \$	1
<b>Le choc des générations</b>	<b>2 090,55 \$</b>	<b>12</b>
Productions Carol Allain inc. (Les)	2 090,55 \$	12
<b>Le défi de l'avocat face aux personnalités difficiles</b>	<b>315,18 \$</b>	<b>3</b>
Barreau du Québec	315,18 \$	3
<b>Le fonctionnement de l'Assemblée nationale</b>	<b>20 560,19 \$</b>	<b>122</b>
Ministère de la Justice du Québec	20 560,19 \$	122
<b>Le jugement : Gabarits, rédaction et référence juridique</b>	<b>2 071,70 \$</b>	<b>12</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 071,70 \$	12
<b>Le nouveau Règlement de procédure civile de la Cour d'appel (2e édition)</b>	<b>42,95 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	42,95 \$	1
<b>Le patrimoine familial: 25 ans plus tard, ou en sommes-nous?</b>	<b>71,90 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	71,90 \$	1
<b>Le pouvoir de l'engagement des avocats et avocates de province (AAP)</b>	<b>192,75 \$</b>	<b>3</b>
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	192,75 \$	3
<b>Le Stress : ou comment chasser le mammouth sans y laisser sa peau</b>	<b>573,90 \$</b>	<b>3</b>
Barreau de Montréal	573,90 \$	3
<b>Le TDAH adulte : Comprendre pour mieux intervenir</b>	<b>404,59 \$</b>	<b>1</b>
Regroupement des psychologues cliniciens et cliniciennes de Québec	404,59 \$	1
<b>LEAN Management - Ceinture Jaune</b>	<b>552,30 \$</b>	<b>1</b>
Université Laval	552,30 \$	1
<b>LEAN Six Sigma - Ceinture blanche</b>	<b>10 248,56 \$</b>	<b>53</b>
Ministère de la Justice du Québec	8 419,64 \$	51



# Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	1 049,54 \$	1
Université Laval	779,38 \$	1
<b>Légistique automne 2017</b>	<b>38 874,56 \$</b>	<b>11</b>
Université Laval	38 874,56 \$	11
<b>Les bases du congédiement</b>	<b>211,77 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	211,77 \$	1
<b>Les développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire (2017)</b>	<b>1 194,53 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	1 194,53 \$	1
<b>Les développements récents en droit de l'environnement</b>	<b>1 925,94 \$</b>	<b>3</b>
Barreau du Québec	1 925,94 \$	3
<b>Les grands rendez-vous de la formation</b>	<b>4 903,52 \$</b>	<b>4</b>
Barreau du Québec	4 903,52 \$	4
<b>Les personnalités difficiles - qui sont-elles?</b>	<b>168,44 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	168,44 \$	1
<b>Les principes directeurs du droit constitutionnel américain</b>	<b>24 681,52 \$</b>	<b>133</b>
Ministère de la Justice du Québec	24 681,52 \$	133
<b>Les troubles musculosquelettiques</b>	<b>335,72 \$</b>	<b>2</b>
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	335,72 \$	2
<b>L'essentiel de MS Excel pour gestionnaire</b>	<b>585,57 \$</b>	<b>1</b>
TECHNOLOGIA Formation Conseil	585,57 \$	1
<b>L'exécution des jugements selon le nouveau CPC: Regards croisés d'un huissier et d'un avocat</b>	<b>108,59 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	108,59 \$	1
<b>Libre propos sur la méthode et le contenu de la réforme du droit de la responsabilité civile en France</b>	<b>46,41 \$</b>	<b>1</b>
Université Laval	46,41 \$	1
<b>Lignes de signalement des actes répréhensibles : pièges à éviter</b>	<b>70,96 \$</b>	<b>1</b>
L'Institut des auditeurs internes Canada-Section de Québec (IAIQ)	70,96 \$	1
<b>Lignes internes de conduite en matières de gestion contractuelle</b>	<b>601,00 \$</b>	<b>8</b>
Ministère de la Justice du Québec	601,00 \$	8
<b>L'impact de la charte canadienne en droit pénal et criminel: 2013-2016</b>	<b>1 058,38 \$</b>	<b>3</b>
Barreau du Québec	1 058,38 \$	3
<b>Liquidation d'une succession</b>	<b>276,77 \$</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	276,77 \$	1
<b>Loi intégrité contrats publics: situations pratiques, révision judiciaire</b>	<b>54,24 \$</b>	<b>1</b>
BCF avocats d'affaires	54,24 \$	1
<b>Loi sur la protection de la jeunesse</b>	<b>175,78 \$</b>	<b>7</b>
Ministère de la Justice du Québec	175,78 \$	7
<b>Loi sur les contrats des organismes publics et ses règlements</b>	<b>264,78 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	264,78 \$	1
<b>Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves...</b>	<b>81,36 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	81,36 \$	1
<b>Maître à bord en période de turbulence : résilience, l'art de rebondir</b>	<b>910,89 \$</b>	<b>2</b>
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	910,89 \$	2
<b>Maître des rôles</b>	<b>3 990,98 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 990,98 \$	2
<b>Maîtres en affaires</b>	<b>96,66 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	96,66 \$	1
<b>Maîtres en mémoire</b>	<b>970,05 \$</b>	<b>9</b>
Barreau du Québec	584,55 \$	6
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	385,50 \$	3
<b>Maîtrise en administration publique</b>	<b>962,70 \$</b>	<b>1</b>
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	962,70 \$	1
<b>Maîtrise en droit avec mémoire</b>	<b>2 074,90 \$</b>	<b>3</b>
Université Laval	2 074,90 \$	3
<b>Maîtrise en prévention et règlements des différends avec essai</b>	<b>685,81 \$</b>	<b>1</b>
Université de Sherbrooke	685,81 \$	1
<b>Mandats d'arrestation</b>	<b>1 487,15 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 487,15 \$	2
<b>Mandats et perquisitions</b>	<b>85,29 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	85,29 \$	1
<b>Manutention sécuritaire des charges</b>	<b>1 293,35 \$</b>	<b>19</b>
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	1 293,35 \$	19
<b>Média sociaux 2.0: Revue de la jurisprudence des tribunaux et au sein des entreprises</b>	<b>844,11 \$</b>	<b>3</b>
Barreau du Québec	844,11 \$	3
<b>Médiateur accrédité</b>	<b>5 870,71 \$</b>	<b>3</b>
Barreau du Québec	5 870,71 \$	3
<b>Mentorat législation</b>	<b>4 816,98 \$</b>	<b>29</b>
Ministère de la Justice du Québec	4 816,98 \$	29
<b>Mesures d'urgence</b>	<b>1 639,46 \$</b>	<b>115</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 639,46 \$	115
<b>Méthodes alternatives de règlement des différends</b>	<b>116,51 \$</b>	<b>2</b>
Jeune Barreau de Québec	116,51 \$	2
<b>Metro wallcovering</b>	<b>408,80 \$</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec	408,80 \$	6
<b>Micro programme en régimes de retraite et mécanismes de revenus de retraite</b>	<b>341,50 \$</b>	<b>1</b>
Université Laval	341,50 \$	1
<b>Mise à niveau pour la chambre criminelle</b>	<b>2 940,84 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 940,84 \$	1
<b>Mise en pratique des modes privés de règlement des différends</b>	<b>306,77 \$</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	306,77 \$	1
<b>MS Excel - CH166F</b>	<b>579,81 \$</b>	<b>1</b>
TECHNOLOGIA Formation Conseil	579,81 \$	1
<b>Mythes, réalités et concepts pratique</b>	<b>659,13 \$</b>	<b>1</b>
Association professionnelle des notaires du Québec	659,13 \$	1
<b>NCPC</b>	<b>10 033,11 \$</b>	<b>66</b>
Barreau de Montréal	208,62 \$	2
Barreau de Québec	397,23 \$	2

# Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Barreau du Québec	7 841,13 \$	35
Ministère de la Justice du Québec	1 586,13 \$	27
<b>Non contentieux et tarif faillite</b>	<b>283,91 \$</b>	<b>4</b>
Ministère de la Justice du Québec	283,91 \$	4
<b>Non-respect des délais</b>	<b>214,05 \$</b>	<b>2</b>
Barreau de Montréal	214,05 \$	2
<b>Nouvelles tendances en évaluation</b>	<b>146,06 \$</b>	<b>1</b>
GRAEP (Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme)	146,06 \$	1
<b>Outil d'aide à la rédaction législative</b>	<b>8 366,23 \$</b>	<b>16</b>
Ministère de la Justice du Québec	8 366,23 \$	16
<b>Obligation considérer modes prévention règlements des différends</b>	<b>156,15 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	156,15 \$	1
<b>Offre d'emploi en affectation ou en mutation</b>	<b>319,44 \$</b>	<b>2</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	319,44 \$	2
<b>Optimiser son temps</b>	<b>819,65 \$</b>	<b>1</b>
Groupe MP-Plus	819,65 \$	1
<b>Outil suivi budgétaire</b>	<b>995,05 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	995,05 \$	1
<b>PAQSF</b>	<b>1 353,63 \$</b>	<b>18</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 353,63 \$	18
<b>Percepteur d'amende</b>	<b>313,80 \$</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec	313,80 \$	3
<b>Petites créances - Code annoté</b>	<b>9 296,26 \$</b>	<b>81</b>
Ministère de la Justice du Québec	9 296,26 \$	81
<b>Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader</b>	<b>102 846,12 \$</b>	<b>26</b>
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	102 846,12 \$	26
<b>Plaintes en matière criminelle</b>	<b>107,97 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	107,97 \$	2
<b>Planification de la continuité des affaires</b>	<b>3 897,75 \$</b>	<b>1</b>
Disaster Recovery Institute Canada (DRI CANADA)	3 897,75 \$	1
<b>PMET - Formation Jabber</b>	<b>439,46 \$</b>	<b>8</b>
Ministère de la Justice du Québec	439,46 \$	8
<b>Pour une présence au travail optimale</b>	<b>1 301,65 \$</b>	<b>2</b>
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	1 301,65 \$	2
<b>Préparation à la retraite (PIPR)</b>	<b>32 030,21 \$</b>	<b>39</b>
Cégep Marie-Victorin	6 434,85 \$	11
Centre Louis-Joliett	953,94 \$	1
Commission scolaire de la Capitale	19 269,92 \$	19
Retraite Québec	5 371,50 \$	8
<b>Préparation à un examen</b>	<b>461,90 \$</b>	<b>2</b>
Entrevues Conseils	461,90 \$	2
<b>Préparation d'atelier</b>	<b>58,16 \$</b>	<b>1</b>
Mozaik Coaching (Edgenda) (Québec)	58,16 \$	1
<b>Présence à la cour avec procureur du DPCP (observation)</b>	<b>1 651,90 \$</b>	<b>16</b>
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	1 651,90 \$	16
<b>Prévenir les conflits par une communication efficace</b>	<b>33 668,01 \$</b>	<b>464</b>
Ministère de la Justice du Québec	33 668,01 \$	464
<b>Principes directeurs du droit constitutionnel américain</b>	<b>184,14 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	184,14 \$	1
<b>Processus de gestion des contrats publics</b>	<b>168,53 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	168,53 \$	1
<b>Programmation ASP.NET MVC</b>	<b>7 808,03 \$</b>	<b>4</b>
TECHNOLOGIA Formation Conseil	7 808,03 \$	4
<b>Programme de mesures de rechange général pour adultes (PMRG)</b>	<b>196,98 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	196,98 \$	2
<b>Projet de loi 108: Application des nouvelles dispositions</b>	<b>247,07 \$</b>	<b>1</b>
Fasken	247,07 \$	1
<b>Propriété intellectuelle pour tous: Les marques de commerce et le droit d'auteur</b>	<b>159,69 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	159,69 \$	1
<b>Propriété superficiare</b>	<b>187,69 \$</b>	<b>1</b>
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	187,69 \$	1
<b>Prosperité et nouvelle géopolitique internationale : perspectives pour le Québec</b>	<b>202,76 \$</b>	<b>1</b>
IGF-Québec	202,76 \$	1
<b>PSIMU - Plan de sécurité incendie et des mesures d'urgence</b>	<b>2 437,82 \$</b>	<b>48</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 361,30 \$	26
Société québécoise des infrastructures (SQI)	1 076,52 \$	22
<b>Qualité de la formation</b>	<b>364,35 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	364,35 \$	1
<b>Quand l'intelligence artificielle s'invite dans le monde juridique</b>	<b>154,39 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	154,39 \$	1
<b>Quantum Préjudice corporel</b>	<b>28,63 \$</b>	<b>1</b>
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	28,63 \$	1
<b>Quicklaw</b>	<b>22,09 \$</b>	<b>1</b>
LexisNexis Canada	22,09 \$	1
<b>Quoi de neuf à surveiller dans le Manuel de comptabilité</b>	<b>120,12 \$</b>	<b>1</b>
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	120,12 \$	1
<b>Rapport activités quotidiennes du caissier (RAQC)</b>	<b>338,19 \$</b>	<b>13</b>
Ministère de la Justice du Québec	338,19 \$	13
<b>Rédiger à la fine pointe de la modernité</b>	<b>306,77 \$</b>	<b>1</b>
Chambre des notaires du Québec	306,77 \$	1
<b>Référentiels comptables et caractéristiques des entités formant le périmètre comptable du gouvernement</b>	<b>211,77 \$</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	211,77 \$	1
<b>Réflexions sur l'héritage laissé par 35 ans de jurisprudence sur la Charte</b>	<b>690,16 \$</b>	<b>1</b>
Fondation Lafontaine-Cormier	690,16 \$	1
<b>Réforme de la Loi sur le droit d'auteur</b>	<b>214,62 \$</b>	<b>1</b>
Association littéraire et artistique internationale (ALAI Canada)	214,62 \$	1

# Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
<b>Réforme du droit de la famille: Pour un droit adapté aux nouvelles réalités familiales et congugales</b>	<b>71,90 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	71,90 \$	1
<b>Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique</b>	<b>290,54 \$</b>	<b>3</b>
Barreau du Québec	290,54 \$	3
<b>Régime d'assurance traitement</b>	<b>630,78 \$</b>	<b>5</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	128,68 \$	1
Secrétariat du Conseil du trésor	502,10 \$	4
<b>Régime de tarification de la CNESST</b>	<b>212,10 \$</b>	<b>2</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	212,10 \$	2
<b>Règles de preuve et de procédure criminelles</b>	<b>1 726,51 \$</b>	<b>5</b>
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	1 726,51 \$	5
<b>Rencontre annuelle de l'Alliance des cadres</b>	<b>529,21 \$</b>	<b>1</b>
Alliance des cadres de l'État	529,21 \$	1
<b>Forum des gestionnaires 2017</b>	<b>70 057,89 \$</b>	<b>168</b>
Ministère de la Justice du Québec	70 057,89 \$	168
<b>Rencontre des responsables de l'observation des règles RORC</b>	<b>199,23 \$</b>	<b>1</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	199,23 \$	1
<b>Rendez-vous avec l'Autorité 2017</b>	<b>927,16 \$</b>	<b>1</b>
Autorité des marchés financiers (L')	927,16 \$	1
<b>Répondant en sécurité</b>	<b>125,79 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Sécurité publique du Québec	125,79 \$	1
<b>Responsabilité sociale des entreprises minières: entre gouvernement et gouvernance</b>	<b>70,16 \$</b>	<b>1</b>
Université Laval	70,16 \$	1
<b>Ressource Description and Access: règles de catalogage anglo-américaine</b>	<b>1 776,04 \$</b>	<b>2</b>
Cégep Garneau	1 776,04 \$	2
<b>Réunion de formation et d'information</b>	<b>15 250,07 \$</b>	<b>70</b>
Ministère de la Justice du Québec	15 250,07 \$	70
<b>Revue des jugements marquants du TAT - division SST 2016</b>	<b>267,54 \$</b>	<b>2</b>
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	267,54 \$	2
<b>Rôle et obligations déontologiques de l'avocat désigné</b>	<b>252,32 \$</b>	<b>4</b>
Barreau de Montréal	252,32 \$	4
<b>Rôles en législation</b>	<b>4 608,58 \$</b>	<b>19</b>
Assemblée nationale du Québec	4 608,58 \$	19
<b>SADE</b>	<b>79,92 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	79,92 \$	2
<b>SAGESSE</b>	<b>3 437,50 \$</b>	<b>26</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 437,50 \$	26
<b>SAGIP</b>	<b>156,56 \$</b>	<b>4</b>
Ministère de la Justice du Québec	156,56 \$	4
<b>SAGIR</b>	<b>1 415,16 \$</b>	<b>7</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 415,16 \$	7
<b>Salon MPA et grande conférence internationale</b>	<b>1 505,45 \$</b>	<b>2</b>
Mouvement québécois de la qualité	1 505,45 \$	2
<b>Santé et sécurité au travail</b>	<b>1 370,53 \$</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 182,79 \$	2
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	187,74 \$	1
<b>Santé psychologique au travail</b>	<b>1 214,43 \$</b>	<b>3</b>
Université Laval	1 214,43 \$	3
<b>Séance de supervision</b>	<b>348,96 \$</b>	<b>4</b>
Mozaik Coaching (Edgenda) (Québec)	348,96 \$	4
<b>Secourisme en milieu de travail</b>	<b>4 065,55 \$</b>	<b>8</b>
CNESST	905,38 \$	2
Formation Prévention Secours Inc.	2 337,95 \$	4
Formation Urgence Lanaudière	471,10 \$	1
Opti-Soins Clinique médicale privée	351,12 \$	1
<b>Séminaire Médiation civile, commerciale</b>	<b>4 495,60 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	4 495,60 \$	1
<b>Séminaire sur la santé des personnes au travail</b>	<b>401,84 \$</b>	<b>2</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	401,84 \$	2
<b>SEN-Enregistrement</b>	<b>23 481,66 \$</b>	<b>480</b>
Ministère de la Justice du Québec	23 481,66 \$	480
<b>SEN-Repiquage</b>	<b>4 219,72 \$</b>	<b>93</b>
Ministère de la Justice du Québec	4 219,72 \$	93
<b>Services financiers</b>	<b>22 504,46 \$</b>	<b>25</b>
Ministère de la Justice du Québec	22 504,46 \$	25
<b>SharePoint</b>	<b>4 254,08 \$</b>	<b>9</b>
AFI Expertise	4 254,08 \$	9
<b>Shérif</b>	<b>199,01 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	199,01 \$	1
<b>SIRA</b>	<b>87,78 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	87,78 \$	1
<b>Solution de dotation en ligne, activité 9</b>	<b>371,44 \$</b>	<b>2</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	371,44 \$	2
<b>Sommet de l'ABC en droit de l'environnement, de l'énergie et des ressources</b>	<b>176,48 \$</b>	<b>1</b>
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	176,48 \$	1
<b>Soutien à l'administration</b>	<b>5 183,76 \$</b>	<b>14</b>
Ministère de la Justice du Québec	5 183,76 \$	14
<b>Stratégies pour augmenter l'utilisation de l'analyse de données en vérification interne</b>	<b>111,67 \$</b>	<b>1</b>
Forum des responsables de la vérification interne	111,67 \$	1
<b>Succession au trône: La reconnaissance automatique est-elle une erreur de droit ?</b>	<b>105,89 \$</b>	<b>1</b>
Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie - (CRIDAQ)	105,89 \$	1
<b>Table de législation</b>	<b>1 149,03 \$</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 149,03 \$	6
<b>Table de perfectionnement sur les contrats</b>	<b>415,10 \$</b>	<b>2</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	415,10 \$	2
<b>Table d'échange en droit autochtone</b>	<b>1 569,70 \$</b>	<b>9</b>

# Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Ministère de la Justice du Québec	1 569,70 \$	9
<b>Table d'échange et de législation</b>	<b>940,92 \$</b>	<b>5</b>
Ministère de la Justice du Québec	940,92 \$	5
<b>Table d'échange et de perfectionnement</b>	<b>684,11 \$</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec	684,11 \$	3
<b>Table d'échange et de perfectionnement: territoire et affaires immobilières</b>	<b>3 562,18 \$</b>	<b>23</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 562,18 \$	23
<b>Tableau de bord : un outil et un style de gestion</b>	<b>509,03 \$</b>	<b>1</b>
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	509,03 \$	1
<b>Tarif civil</b>	<b>5 345,30 \$</b>	<b>79</b>
Ministère de la Justice du Québec	5 345,30 \$	79
<b>Tarif criminel</b>	<b>4 332,10 \$</b>	<b>39</b>
Ministère de la Justice du Québec	4 332,10 \$	39
<b>Tarif des témoins</b>	<b>5 280,58 \$</b>	<b>81</b>
Ministère de la Justice du Québec	5 280,58 \$	81
<b>Tarif judiciaire</b>	<b>305,80 \$</b>	<b>5</b>
Ministère de la Justice du Québec	305,80 \$	5
<b>Technicien en administration</b>	<b>21 268,80 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	21 268,80 \$	2
<b>Technicien en droit</b>	<b>144 260,49 \$</b>	<b>45</b>
Ministère de la Justice du Québec	144 260,49 \$	45
<b>Techniques de plaidoirie</b>	<b>37 306,41 \$</b>	<b>9</b>
Barreau du Québec	35 205,83 \$	7
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	2 100,58 \$	2
<b>Techniques d'entrevue : enquêtes administratives et pénales</b>	<b>1 304,30 \$</b>	<b>1</b>
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 304,30 \$	1
<b>Techniques juridiques</b>	<b>1 353,61 \$</b>	<b>1</b>
Collège Ahuntsic	1 353,61 \$	1
<b>Teknion</b>	<b>628,05 \$</b>	<b>7</b>
Ministère de la Justice du Québec	628,05 \$	7
<b>Tireur actif</b>	<b>79,93 \$</b>	<b>1</b>
Garda World	79,93 \$	1
<b>Trafic d'influence et les conflits d'intérêts criminels</b>	<b>864,35 \$</b>	<b>11</b>
Commissaire à la lutte contre la corruption	864,35 \$	11
<b>Traitement et cheminement d'une plainte en matière criminelle</b>	<b>376,49 \$</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec	376,49 \$	6
<b>Transfert de connaissance</b>	<b>160,08 \$</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec	160,08 \$	3
<b>Transport de matières dangereuses</b>	<b>1 926,80 \$</b>	<b>18</b>
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	1 926,80 \$	18
<b>Trucs et astuces dans vos relations d'affaires</b>	<b>2 054,73 \$</b>	<b>3</b>
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 054,73 \$	3
<b>Ultima - Gestion documentaire</b>	<b>1 328,55 \$</b>	<b>9</b>
GCI Solutions de gestion intégrée de l'information	1 328,55 \$	9
<b>Une des parties est non représentée. Comment bien gérer cette réalité ?</b>	<b>105,89 \$</b>	<b>1</b>
Barreau du Québec	105,89 \$	1
<b>UNIK par la pratique</b>	<b>178,00 \$</b>	<b>2</b>
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	178,00 \$	2
<b>UPAC et autres</b>	<b>369,50 \$</b>	<b>7</b>
Ministère de la Justice du Québec	369,50 \$	7
<b>Updating your skills to SQL Server 2016</b>	<b>2 013,24 \$</b>	<b>1</b>
Versalys	2 013,24 \$	1
<b>Utilisation des réseaux sociaux au travail</b>	<b>165,09 \$</b>	<b>2</b>
AFI Expertise	165,09 \$	2
<b>Utilisation du portable de relève</b>	<b>291,26 \$</b>	<b>24</b>
Ministère de la Justice du Québec	291,26 \$	24
<b>Utilisation du système de gestion DSJCNR</b>	<b>105,51 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	105,51 \$	2
<b>Utiliser et rédiger efficacement l'expertise médicale</b>	<b>112,60 \$</b>	<b>1</b>
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	112,60 \$	1
<b>Utiliser ses forces au quotidien</b>	<b>4 204,18 \$</b>	<b>62</b>
Ministère de la Justice du Québec	4 204,18 \$	62
<b>Viser une présence et une performance optimale au travail</b>	<b>1 534,72 \$</b>	<b>4</b>
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	1 534,72 \$	4
<b>Webinaire</b>	<b>479,72 \$</b>	<b>7</b>
Secrétariat du Conseil du trésor	479,72 \$	7
<b>Windows Server 2012 R2</b>	<b>3 424,70 \$</b>	<b>1</b>
Versalys	3 424,70 \$	1
<b>(vide)</b>		
(vide)		
<b>Total général</b>	<b>1 743 805,77 \$</b>	<b>4820</b>

# Liste des formations suivies par le personnel du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
8e congrès québécois sur la maltraitance envers les enfants et les adolescents	1 387,07 \$	1
CHU Sainte-Justine	1 387,07 \$	1
<b>Total général</b>	<b>1 387,07 \$</b>	<b>1</b>

# Liste des formations suivies par le personnel du Fonds Accès Justice entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
<b>Contrôles organisationnels</b>	<b>271,94 \$</b>	<b>1</b>
Contrôleur des finances	271,94 \$	1
<b>Table ronde sur la justice participative du Barreau de Montréal</b>	<b>841,25 \$</b>	<b>1</b>
Barreau de Montréal	841,25 \$	1
<b>Total général</b>	<b>1 113,19 \$</b>	<b>2</b>

# Liste des formations suivies par le personnel du Fonds des registres entre le 1er avril 2017 au 28 février 2018

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
<b>Autorisation du dirigeant de l'organisme public et de la nouvelle application web des formulaires électroniques</b>	<b>1 361,50 \$</b>	<b>1</b>
AFI Expertise	1 361,50 \$	1
<b>Check Point</b>	<b>694,05 \$</b>	<b>1</b>
EIS Technologies	694,05 \$	1
<b>Chef d'équipe : tout un art</b>	<b>1 922,27 \$</b>	<b>5</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 922,27 \$	5
<b>Cisco superviseur (téléphonie)</b>	<b>1 838,83 \$</b>	<b>12</b>
Telus	1 838,83 \$	12
<b>CISSP : Certified Informations Systems Security Professional</b>	<b>1 132,26 \$</b>	<b>1</b>
Pearson VUE	1 132,26 \$	1
<b>Colloque sur le transsystémisme</b>	<b>1 159,80 \$</b>	<b>4</b>
Université McGill	1 159,80 \$	4
<b>Communication avec la clientèle difficile</b>	<b>1 920,48 \$</b>	<b>35</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 920,48 \$	35
<b>Conférence en droit constitutionnel canadien</b>	<b>1 548,49 \$</b>	<b>4</b>
Université de Montréal	1 548,49 \$	4
<b>Conférence iQ7 2017</b>	<b>708,77 \$</b>	<b>1</b>
Quality 7 inc.	708,77 \$	1
<b>Connaissance du Registre des lettres patentes foncières</b>	<b>570,08 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	570,08 \$	2
<b>Connaissance du registre des lobbyistes - Juridique</b>	<b>1 081,08 \$</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 081,08 \$	6
<b>Connaissance du registre des lobbyistes - Technique</b>	<b>2 522,52 \$</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec	2 522,52 \$	6
<b>Connaissance du Registre du commissaire à l'assermentation</b>	<b>427,56 \$</b>	<b>4</b>
Ministère de la Justice du Québec	427,56 \$	4
<b>GED Avancé</b>	<b>1 049,13 \$</b>	<b>8</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 049,13 \$	8
<b>Gestion de la diversité culturelle</b>	<b>3 313,66 \$</b>	<b>6</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 313,66 \$	6
<b>HTLM5</b>	<b>1 848,65 \$</b>	<b>1</b>
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 848,65 \$	1
<b>Les principes directeurs du droit constitutionnel américain</b>	<b>137,85 \$</b>	<b>1</b>
Ministère de la Justice du Québec	137,85 \$	1
<b>MS SQL Server 2008/2012/2014/ Intégration</b>	<b>1 374,88 \$</b>	<b>1</b>
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 374,88 \$	1
<b>MS-Project</b>	<b>1 254,88 \$</b>	<b>1</b>
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 254,88 \$	1
<b>Normes comptables du secteur public</b>	<b>376,50 \$</b>	<b>3</b>
Contrôleur des finances	376,50 \$	3
<b>Notification</b>	<b>351,16 \$</b>	<b>4</b>
Ministère de la Justice du Québec	351,16 \$	4
<b>Nouvelles tendances du milieu juridique</b>	<b>1 018,45 \$</b>	<b>2</b>
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	1 018,45 \$	2
<b>OPGRC</b>	<b>542,36 \$</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec	542,36 \$	3
<b>Oracle Database 12c : New Features for Administrators</b>	<b>5 771,48 \$</b>	<b>1</b>
ORACLE	5 771,48 \$	1
<b>PGAGL</b>	<b>3 805,08 \$</b>	<b>2</b>
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	3 805,08 \$	2
<b>Pour un service à la clientèle impeccable</b>	<b>542,36 \$</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec	542,36 \$	3
<b>Préparation à la retraite (PIPR)</b>	<b>3 139,06 \$</b>	<b>4</b>
Retraite Québec	3 139,06 \$	4
<b>Radiations légales</b>	<b>973,70 \$</b>	<b>2</b>
Ministère de la Justice du Québec	973,70 \$	2
<b>Radiations volontaires</b>	<b>1 739,57 \$</b>	<b>3</b>
Ministère de la Justice du Québec	1 739,57 \$	3
<b>Rencontre des gestionnaires 2017</b>	<b>3 222,53 \$</b>	<b>5</b>
Ministère de la Justice du Québec	3 222,53 \$	5
<b>SharePoint</b>	<b>609,88 \$</b>	<b>1</b>
AFI Expertise	609,88 \$	1
<b>Supporting and Troubleshooting Windows 10</b>	<b>3 091,25 \$</b>	<b>1</b>
Versalys	3 091,25 \$	1
<b>Webinaire</b>	<b>132,20 \$</b>	<b>1</b>
Comptables professionnels agréés du Canada - CPA Canada	132,20 \$	1
<b>Windows Server 2012 R2</b>	<b>1 597,75 \$</b>	<b>1</b>
AFI Expertise	1 597,75 \$	1
<b>Word</b>	<b>804,78 \$</b>	<b>1</b>
Versalys	804,78 \$	1
<b>Total général</b>	<b>53 584,84 \$</b>	<b>137</b>

**P.90**    **POUR 2017-2018, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :**

- A. **LE DÉLAIS MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENTS DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
- B. **LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**

---

**MINISTÈRE**

---

**A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**

POUR LES DOSSIERS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.56.

**B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.



P.91    TABLEAU DÉTAILLÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE RECOMMANDATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION CHARBONNEAU DEPUIS LE 24 NOVEMBRE 2015. VENTILER L’INFORMATION DE LA FAÇON SUIVANTE :

- A. NUMÉRO DE LA RECOMMANDATION;
- B. MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION;
- C. MESURES PRISES EN 2017-2018 PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME (LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES, ETC.)
- D. SOMMES INVESTIES EN 2017-2018 PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME.

MINISTÈRE

NUMÉRO	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE	MESURES PRISES	SOMME INVESTIES EN 2017-2018
8	OPQ (MJQ)	<p>LE 11 MAI 2016, LA MINISTRE DE LA JUSTICE, À TITRE DE MINISTRE RESPONSABLE DE L’APPLICATION DES LOIS, A PRÉSENTÉ À L’ASSEMBLÉE NATIONALE LE PROJET DE LOI N° 98 INTITULÉ : LOI MODIFIANT DIVERSES LOIS CONCERNANT PRINCIPALEMENT L’ADMISSION AUX PROFESSIONS ET LA GOUVERNANCE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL. PLUS D’UN AN APRÈS SA PRÉSENTATION ET APRÈS DE MULTIPLES AMENDEMENTS, CE PROJET DE LOI EST DEVENU, LE 8 JUIN 2017, LE CHAPITRE 11 DES LOIS DU QUÉBEC DE 2017 (LOI 11).</p> <p>LA LOI 11 PRÉVOIT, POUR LA PERSONNE QUI, DE BONNE FOI, DÉNONCE AU SYNDIC UN ACTE RÉPRÉHENSIBLE, UNE IMMUNITÉ CONTRE LES POURSUITES EN JUSTICE AUXQUELLES ELLE POURRAIT FAIRE FACE (ART. 94 INTRODUISANT L’ART. 193.1 AU <i>CODE DES PROFESSIONS</i>) ET UNE PROTECTION CONTRE LES REPRÉSAILLES CONTENUE À LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL (RLRQ, CHAPITRE N-1.1) (ART. 147 À 149). CETTE LOI INTRODUIT ÉGALEMENT À CE CODE UNE INFRACTION POUR LA PERSONNE QUI COMMET DES REPRÉSAILLES (ART. 88 INTRODUISANT L’ART. 188.2.2 AU CODE).</p>	N/A
9	MSP-MJQ	<p>LE 8 JUIN 2016, LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE A PRÉSENTÉ LE PROJET DE LOI 107, LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L’INDÉPENDANCE DU COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D’ACCORDER CERTAINS AVANTAGES À DES TÉMOINS COLLABORATEURS. CE PROJET DE LOI A ÉTÉ ADOPTÉ LE 14 FÉVRIER 2018.</p> <p>CE PROJET DE LOI MODIFIE LA LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AFIN D’ACCORDER AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DANS LE CADRE D’UNE ENTENTE DE COLLABORATION AVEC UN TÉMOIN, LE POUVOIR DE METTRE FIN, À L’ÉGARD DE CE DERNIER ET CONCERNANT DES FAITS POUR LESQUELS IL FAIT UNE DÉCLARATION, À UNE INSTANCE CIVILE INTRODUITE PAR UN ORGANISME PUBLIC, À L’INSTRUCTION D’UNE PLAINTÉ PORTÉE DEVANT UN CONSEIL DE DISCIPLINE D’UN ORDRE PROFESSIONNEL OU À UNE MESURE PRISE POUR L’APPLICATION D’UNE LOI FISCALE. LE PROJET DE LOI PROPOSE ÉGALEMENT UNE MODIFICATION À CETTE LOI POUR PERMETTRE, ADVENANT LA RÉSILIATION DE L’ENTENTE DE COLLABORATION AVEC LE TÉMOIN, À L’ORGANISME PUBLIC, AU PLAIGNANT QUI A PORTÉ UNE PLAINTÉ DEVANT UN CONSEIL DE DISCIPLINE OU AU MINISTRE DU REVENU, SELON LE CAS, DE RÉINTRODUIRE UNE DEMANDE EN JUSTICE, DE SAISIR DE NOUVEAU LE CONSEIL DE DISCIPLINE D’UNE PLAINTÉ OU DE REPRENDRE UNE MESURE PRISE POUR L’APPLICATION D’UNE LOI FISCALE À LAQUELLE LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A MIS FIN. L’OFFICE A CONTRIBUÉ À LA RÉDACTION DES DISPOSITIONS DE CE PROJET DE LOI EN CE QUI CONCERNE PARTICULIÈREMENT LES INTERACTIONS ENTRE CE DIRECTEUR ET LES SYNDICS DES ORDRES.</p> <p>PAR AILLEURS, LA LOI 11 CONFÈRE AU SYNDIC D’UN ORDRE LE POUVOIR D’ACCORDER À UN PROFESSIONNEL UNE IMMUNITÉ À L’ENCONTRE DE PLAINTES DISCIPLINAIRES, LORSQUE CELUI-CI DÉNONCE UNE INFRACTION À LAQUELLE IL A PARTICIPÉ (ART. 70 INTRODUISANT L’ART. 123.9 AU CODE DES PROFESSIONS).</p>	N/A

NUMÉRO	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE	MESURES PRISES	SOMME INVESTIES EN 2017-2018
27	OPQ (MJQ)	LE 1 <sup>ER</sup> JUIN 2017, LES DISPOSITIONS MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE RAPPORT ANNUEL D'UN ORDRE PROFESSIONNEL (CHAPITRE C-26, R. 8) SONT ENTRÉES EN VIGUEUR (DÉCRET 448-2017 DU 3 MAI 2017, PUBLIÉ LE 17 MAI 2017 À LA PAGE 1773 DE LA PARTIE 2 DE LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC). CES MODIFICATIONS VISENT À REDÉFINIR LES MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS DANS LES RAPPORTS ANNUELS DES ORDRES PROFESSIONNELS ET À AJOUTER AUX RENSEIGNEMENTS PRODUITS LE MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS.	N/A
28	OPQ (MJQ)	DANS LA MESURE OÙ LE <i>CODE DES PROFESSIONS</i> ENCADRE PRINCIPALEMENT L'ACTION DU PROFESSIONNEL ET NON L'ENTITÉ POUR LAQUELLE IL AGIT, L'OFFICE ET LA MINISTRE DE LA JUSTICE POURSUIVENT LEURS TRAVAUX EN VUE DE RÉPONDRE À CETTE RECOMMANDATION. UNE CONSULTATION DES PARTENAIRES EST À PRÉVOIR. UN PROJET PILOTE QUI NE VISERAIT QUE LES ORDRES RELIÉS AU DOMAINE DE LA CONSTRUCTION POURRAIT ÊTRE ENTREPRIS. DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES DONT LA PORTÉE DEMEURE À DÉFINIR SONT ENVISAGÉES.	N/A
29	OPQ (MJQ)	LA LOI 11 PRÉVOIT POUR L'ENSEMBLE DES ORDRES L'OBLIGATION D'OFFRIR DE LA FORMATION EN ÉTHIQUE ET EN DÉONTOLOGIE (ART. 33 INTRODUISANT L'ART. 62.0.1 AU CODE DES PROFESSIONS) ET L'OBLIGATION DE RÉUSSITE D'UNE TELLE FORMATION POUR LES NOUVEAUX MEMBRES DE L'ORDRE (ART. 53 MODIFIANT L'ART. 94 DE CE CODE).	N/A
30	OPQ (MJQ)	LA LOI 11 PRÉVOIT POUR L'ENSEMBLE DES ORDRES L'OBLIGATION D'IMPOSER UNE FORMATION SUR LE RÔLE D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR SES ADMINISTRATEURS (ART. 33 INTRODUISANT L'ART. 62.0.1 AU CODE DES PROFESSIONS).	N/A
37	OPQ (MJQ)	LA LOI 11 PRÉVOIT L'ALLONGEMENT DES DÉLAIS DE PRESCRIPTION AUX ARTICLES 91 (MODIFIANT L'ART. 189.0.1 DU CODE DES PROFESSIONS) ET 92 (MODIFIANT L'ART. 189.1 DU CODE DES PROFESSIONS).	N/A
50	MJQ	LE 24 MARS 2015, LE PROJET DE LOI 26 LOI VISANT PRINCIPALEMENT LA RÉCUPÉRATION DE SOMMES PAYÉES INJUSTEMENT À LA SUITE DE FRAUDES OU DE MANŒUVRES DOLOSIVES DANS LE CADRE DE CONTRATS PUBLICS A ÉTÉ ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE. IL PRÉVOIT DES RÈGLES EXCEPTIONNELLES AFIN DE PERMETTRE AUX ORGANISMES PUBLICS D'ENTREPRENDRE DES RECOURS EN MATIÈRE DE FRAUDE ET MANŒUVRE DOLOSIVE POUR UNE PÉRIODE DE 5 ANS À COMPTER DE LA FIN DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT MIS EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT QUI EST PRÉVU POUR LE 1 <sup>ER</sup> NOVEMBRE 2017. DANS LES CIRCONSTANCES, L'OCTROI DE RECOURS DIRECTS AUX CITOYENS IRAIENT À L'ENCONTRE DES OBJECTIFS VISÉS PAR LA LOI.	N/A

**P.92**    **ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDiquer LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE.**

**POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L’OBJECTIF RECHERCHÉ, INDiquer LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.**

---

**MINISTÈRE**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DES RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE.

- P.93    ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LES COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014. INDIQUER :**
- A.   **LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES;**
  - B.   **LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES;**
  - C.   **LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.**

---

**MINISTÈRE**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION DE LA DIVERSITÉ ET DE L’INCLUSION POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISME DANS LE CADRE DES RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE.

**P.94     ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION.**

- A.   INDiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable;
- B.   INDiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre;
- C.   FAIRE un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.

---

**MINISTÈRE**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISME DANS LE CADRE DES RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE.

**P.95 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES EN 2017-2018 ET PRÉVUES EN 2018-2019 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, INCLUANT LE FINANCEMENT DES GROUPES.**

**MINISTÈRE**

DESCRIPTION	2017-2018
<b>FINANCEMENT DES CAVAC</b>	
CLIENTÈLE FEMMES	14 234 339 \$
CLIENTÈLE JEUNES DE MOINS DE 18 ANS	1 738 674 \$
<b>FINANCEMENT SOS VIOLENCE CONJUGALE</b>	
CLIENTÈLE FEMMES	767 625 \$
CLIENTÈLE JEUNES DE MOINS DE 18 ANS	N/A
<b>FINANCEMENT DU CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL</b>	
CLIENTÈLE FEMMES	623 952 \$
CLIENTÈLE JEUNES DE MOINS DE 18 ANS	11 455 \$
<b>FINANCEMENT CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT<sup>1</sup></b>	420 700 \$
<b>PROJETS SPÉCIAUX</b>	
6 PROJETS TOUCHENT DIRECTEMENT LES FEMMES	164 215 \$
6 PROJETS TOUCHENT DIRECTEMENT LES JEUNES DE MOINS DE 18 ANS	470 548 \$
<b>TOTAL</b>	<b>18 431 508 \$</b>

LES MONTANTS FOURNIS CORRESPONDENT À LA PROPORTION DE SERVICES RÉELLEMENT CONSOMMÉS PAR LES CLIENTÈLES FEMMES ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS POUR L’EXERCICE FINANCIER 2017-2018, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018.

<sup>1</sup> VISE UNE CLIENTÈLE DE MOINS DE 18 ANS, MAIS OFFRE AUSSI DES SERVICES AUX PARENTS. L’ENFANT EST AIDÉ EN PREMIER.

**P.96    POUR 2017-2018, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.**

---

**MINISTÈRE**

---

PARMI LES 29 INTERPRÈTES QUI SONT SOUS CONTRATS AVEC LE MJQ, 12 INTERPRÈTES SONT QUALIFIÉES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

**P.97    EN DATE DU 31 MARS 2018, NOMBRE D’INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.**

---

**MINISTÈRE**

---

NOMBRE D’INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT : 29

- INUIT : 9
- CRIE : 7
- ATIKAMEK : 5
- INNUE : 3
- NASKAPIE ET INNUE : 2
- ALGONQUIN : 2
- NASKAPIE : 1

NOMBRE D’INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT QUALIFIÉ : 12

- INUIT : 8
- CRIE : 2
- INNUE : 2



**P.98    POUR 2017-2018, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.**

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUNE EN 2017-2018.

---

**MINISTÈRE**

---

LE COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

LE COMITÉ A PROCÉDÉ À LA RÉVISION DU GUIDE RELATIF À L'ORGANISATION DES SERVICES DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. CETTE NOUVELLE VERSION EST EN LIGNE SUR LE SITE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. EN PLUS D'ÉTABLIR LES BALISES DE FONCTIONNEMENT POUR LES ORGANISMES, CE GUIDE CONTIENT LES NORMES INCONTOURNABLES QUI DOIVENT ÊTRE RESPECTÉES EN TOUT TEMPS ET QUI CONSTITUENT UN PRÉALABLE À LA SIGNATURE D'ENTENTES ENTRE LES ORGANISMES ET LES ÉTABLISSEMENTS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

---

**MINISTÈRE**

---

CETTE QUESTION N’EST PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.101 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉS ET ACCEPTÉES EN 2017-2018. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE/BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	TOTAL 2017-2018
ÂGE	26	5	7	3	4	45
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	40	0	1	0	0	41
AUTRES	0	0	0	0	0	0
CONDITIONS SOCIALE	7	8	3	0	0	18
CONVICTIONS POLITIQUES	0	0	1	0	2	3
ÉTAT CIVIL	5	3	2	0	1	11
EXPLOITATION	0	0	1	0	52	53
GROSSESSE	18	0	0	0	0	18
HANDICAP	100	11	41	46	1	199
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	3	0	3	0	0	6
LANGUE	4	1	2	0	0	7
ORIENTATION SEXUELLE	2	2	1	1	1	7
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	44	7	28	26	25	130
RELIGION	9	0	2	0	0	11
SEXE	8	0	2	1	0	11
TOTAL	266	37	94	77	86	560
% 2017-2018	48%	7 %	17 %	14 %	15 %	100 %

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, L’ANNÉE 2017-2018 MONTRE UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE PLAINTES DE 28 % EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LE NOMBRE DE FOIS OÙ LE HANDICAP A ÉTÉ INVOQUÉ COMME MOTIF DE DISCRIMINATION DEMEURE STABLE AVEC 36 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. IL EST IMPORTANT DE PRÉCISER QUE 50 % DE CES PLAINTES SONT LIÉES AU SECTEUR DE L’EMPLOI.

AU DEUXIÈME RANG, LES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE REPRÉSENTENT 23 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. LE NOMBRE DE PLAINTES LIÉES À CES MOTIFS EST EN BAISSSE DE 26 % EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

IL FAUT MENTIONNER QUE LES MOTIFS DE L’ÂGE (45) ET DE L’EXPLOITATION (53) PRIS ENSEMBLE REPRÉSENTENT 18 % DES PLAINTES, CE QUI LES PLACE AU TROISIÈME RANG.

LA TOTALITÉ DES PLAINTES LIÉES AU SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE TOUT PRÈS DE LA MOITIÉ DE TOUTES LES PLAINTES REÇUES AVEC 266 PLAINTES AU 28 FÉVRIER 2018.

LES PLAINTES FONDÉES SUR LE MOTIF DE LA RELIGION ONT SUBI UNE DIMINUTION PASSANT DE 4 % À 2 % DE LA TOTALITÉ DES PLAINTES REÇUES.

**DEMANDE D’ENQUÊTE CHARTE**

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	17
NORD-DU-QUÉBEC	4
BAS-SAINT-LAURENT	9
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5
CAPITALE NATIONALE	116
CHAUDIÈRE-APPALACHES	25
CÔTE-NORD	4
ESTRIE	37
LANAUDIÈRE	53
LAURENTIDES	70

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2017-2018
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	67
MONTÉRÉGIE	187
MONTRÉAL	489
LAVAL	77
OUTAOUAIS	58
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	33
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	78
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE	1 329

\* DOSSIERS OÙ LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, LES 1 329 DEMANDES D’ENQUÊTE ONT MENÉ À L’OUVERTURE DE 560 DOSSIERS DE PLAINTE, UN TAUX DE RÉTENTION DE 42 %.

LES TABLEAUX SUIVANTS PRÉSENTENT LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET FERMÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5
NORD-DU-QUÉBEC	1
BAS-SAINT-LAURENT	4
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1
CAPITALE NATIONALE	49
CHAUDIÈRE-APPALACHES	12
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	22
LANAUDIÈRE	27
LAURENTIDES	27
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	36
MONTÉRÉGIE	76
MONTRÉAL	218
LAVAL	33
OUTAOUAIS	28
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	13
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	6
TOTAL DOSSIERS OUVERTS	560

\* DOSSIERS OÙ LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9
NORD-DU-QUÉBEC	0
BAS-SAINT-LAURENT	5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0
CAPITALE NATIONALE	57
CHAUDIÈRE-APPALACHES	13
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	20
LANAUDIÈRE	34
LAURENTIDES	33
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	34
MONTÉRÉGIE	98
MONTRÉAL	247
LAVAL	31
OUTAOUAIS	21
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	11
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	11
TOTAL DOSSIERS FERMÉS	626

\* DOSSIERS OÙ LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂÎNÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D’UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU SUR LA BASE D’UNE DÉNONCIATION D’UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L’ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU COURS DE L’ANNÉE 2017-2018, SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, LA COMMISSION A INITIÉ 27 NOUVELLES ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, DONT 23 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES, SOIT PLUS DU DOUBLE DU NOMBRE TOTAL DE L’ANNÉE DERNIÈRE.

**NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉS PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF**

	2017-2018
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	23
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	4
TOTAL	27

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D’INSTANCÉ PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 28 FÉVRIER 2018 EST DE 37. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 119.

**NOMBRE DE DEMANDES D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUE PAR MOTIF**

IL N’Y A PAS DE PLAINTÉ EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. CEPENDANT, LES DEMANDES REÇUES À CE SUJET SONT RÉFÉRÉES AU SERVICE CONSEIL EN ACCOMMODEMENT RAISONNABLE (SCAR) DE LA COMMISSION.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, IL Y A UNE AUGMENTATION DE 77% DE CES DEMANDES. PARMI LES DEMANDES REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST, DANS 63 % DES DEMANDES, LE HANDICAP ET DANS 18 % DES CAS, LA RELIGION.

	2017-2018
ÂGE	0
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
CONDITION SOCIALE	1
CONVICTIONS POLITIQUES	2
ÉTAT CIVIL	2
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	4
HANDICAP	74
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	4
LANGUE	0
ORIENTATION SEXUELLE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	0
RELIGION	20
SEXE	1
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	8
TOTAL	117

**P.102**    **LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2017-2018 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

- 1. SUIVI EN COURS**
- 2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE**
- 3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)**

<ul style="list-style-type: none"><li>○ AVIS CONCERNANT LA PÉNALITÉ À LA RENTE DE RETRAITE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC QUE SUBISSENT LES PERSONNES QUI REÇOIVENT UNE RENTE D'INVALIDITÉ EN VERTU DU MÊME RÉGIME<ul style="list-style-type: none"><li>▪ DEMANDE ENVOI LE 4 MAI 2017 RETRAITE QUÉBEC MINISTÈRE DES FINANCES</li></ul></li></ul>	3
<ul style="list-style-type: none"><li>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LA DIVERSITÉ MONTRÉALAISE ET À LA COMMISSION SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION SUR LA LUTTE AU PROFILAGE RACIAL ET AU PROFILAGE SOCIAL<ul style="list-style-type: none"><li>▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 21 JUIN 2017 COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LA DIVERSITÉ MONTRÉALAISE ET COMMISSION SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL</li></ul></li></ul>	2
<ul style="list-style-type: none"><li>○ COMMENTAIRES PRÉSENTÉS AU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE RELATIVEMENT À L'EXAMEN DES 21E ET 23E RAPPORTS PÉRIODIQUES DU CANADA DANS LE CADRE DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE<ul style="list-style-type: none"><li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 10 JUILLET 2017 COMITÉ DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE</li></ul></li></ul>	2
<ul style="list-style-type: none"><li>○ LETTRE - PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME DES ÉTUDES DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC<ul style="list-style-type: none"><li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 21 JUILLET 2017 ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC</li></ul></li></ul>	2
<ul style="list-style-type: none"><li>○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE RELATIFS AU PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES<ul style="list-style-type: none"><li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 9 AOÛT 2017 MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ</li></ul></li></ul>	1
<ul style="list-style-type: none"><li>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE - COMMENTAIRES SUR LE 6E RAPPORT QUINQUENNAL DE LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION INTITULÉ "RÉTABLIR L'ÉQUILIBRE - RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ"<ul style="list-style-type: none"><li>▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 22 AOÛT 2017 COMMISSION DES INSTITUTIONS</li></ul></li></ul>	1
<ul style="list-style-type: none"><li>○ LETTRE - CONFORMITÉ DU PROJET DE LOI N° 144, LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA GRATUITÉ DES SERVICES ÉDUCATIFS ET L'OBLIGATION DE FRÉQUENTATION SCOLAIRE<ul style="list-style-type: none"><li>▪ INITIATIVE ENVOI LE 29 SEPTEMBRE 2017 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT</li></ul></li></ul>	3
<ul style="list-style-type: none"><li>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, PROJET DE LOI N° 107, LOI VISANT À ACCROÎTRE LA COMPÉTENCE ET L'INDÉPENDANCE DU COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DU BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES AINSI QUE LE POUVOIR DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES D'ACCORDER CERTAINS AVANTAGES À DES TÉMOINS COLLABORATEURS<ul style="list-style-type: none"><li>▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 18 OCTOBRE 2017 COMMISSION DES INSTITUTIONS</li></ul></li></ul>	3

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE - PROJET DE LOI N° 149, LOI BONIFIANT LE RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE RETRAITE <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE</li> </ul> </li> </ul> <p>ENVOI LE 23 NOVEMBRE 2017 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL MINISTÈRE DES FINANCES</p>	3
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE - PROJET DE LOI N° 151, LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE LES VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE</li> </ul> </li> </ul> <p>ENVOI LE 24 NOVEMBRE 2017 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION MINISTRE RESPONSABLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</p>	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT CONCERNANT LES MODALITÉS D'UTILISATION DE MÉCANISMES DE SURVEILLANCE PAR UN USAGER HÉBERGÉ DANS UNE INSTALLATION MAINTENUE PAR UN ÉTABLISSEMENT QUI EXPLOITE UN CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE</li> </ul> </li> </ul> <p>ENVOI LE 27 NOVEMBRE 2017 MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS ET DE LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION</p>	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE - COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE LOI N° 157, LOI CONSTITUANT LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS, ÉDICTION LA LOI ENCADRANT LE CANNABIS ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE</li> </ul> </li> </ul> <p>ENVOI LE 26 JANVIER 2018 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, À LA SANTÉ PUBLIQUE ET AUX SAINES HABITUDES DE VIE</p>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE - PROJET DE LOI N° 152 – LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT LE DOMAINE DU TRAVAIL AFIN PRINCIPALEMENT DE DONNER SUITE À CERTAINES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION CHARBONNEAU <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ INITIATIVE</li> </ul> </li> </ul> <p>ENVOI LE 5 FÉVRIER 2018 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ</p>	1

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS

	RÉMUNÉRATION		FONCTIONNEMENT
	PROFESSIONNELS	EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU	
<b>NOMBRE ETC UTILISÉS</b>	<b>5,5</b>	<b>1,25</b>	
ETC TOTAL DES EFFECTIFS RECHERCHE	9,83	2,52	
POURCENTAGE =	<b>56,0 %</b>	<b>49,6 %</b>	
 RÉMUNÉRATION RCH COMPLÈTE*	831 411 \$	132 520 \$	
RÉMUNÉRATION (SELON NOMBRE...)	<b>465 184 \$</b>	<b>65 734 \$</b>	
RÉMUNÉRATION TOTALE CDPDJ*	10 400 380 \$	10 400 380 \$	
POURCENTAGE =	<b>4,5 %</b>	<b>0,6 %</b>	
 FRAIS DE DÉPLACEMENT			<b>2 323 \$</b>
FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ			69 883 \$
POURCENTAGE =			<b>3,3 %</b>
 TOTAL DES DÉPENSES RCH (UTILISÉ)			<b>533 241 \$</b>
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ			12 932 547 \$
POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL CDPDJ			<b>4,1 %</b>

\* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR



COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER UNE VUE D’ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDES À L’ACCUEIL

	2017-2018 (2 MARS)
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	8 500
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	1 327
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	1 607
TOTAL	11 434

SELON LES DONNÉES AU 2 MARS 2018, EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE, IL FAUT CONSTATER UNE LÉGÈRE DIMINUTION DE 2 % DU NOMBRE TOTAL DES DEMANDES À L’ACCUEIL. LE NOMBRE DES DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE A DIMINUÉ DE 7,6 %, CELUI DU SECTEUR DES DROITS DE LA PERSONNE A DIMINUÉ DE 5,6 % ET CELUI DU SECTEUR DES DROITS DE LA JEUNESSE A AUGMENTÉ DE 38,5 %.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, LE NOMBRE DE DEMANDES CONSIDÉRÉES COMME DES PLAINTES ET SOUMISES À UN EXERCICE RIGOREUX DE RECEVABILITÉ QUANT À NOTRE COMPÉTENCE D’ENQUÊTE A DIMINUÉ DE 15,5 % EN COMPARAISON AVEC CELUI DE L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	1 329

2. DOSSIERS D’ENQUÊTES OUVERTS

UNE FOIS L’EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L’OUVERTURE D’UN DOSSIER D’ENQUÊTE.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS MENANT AU PROCESSUS D’ENQUÊTE A DIMINUÉ DE 28,3 % PAR RAPPORT À L’EXERCICE PRÉCÉDENT.

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS	560

3. DOSSIERS FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L’INSUFFISANCE DE PREUVE OBTENUE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, DE L’OBTENTION D’UN JUGEMENT D’UN TRIBUNAL.

LE NOMBRE PROJETÉ DES DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L’ANNÉE 2017-2018 A DIMINUÉ DE 22,1 % EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS	626

4. DOSSIERS ACTIFS

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018, LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS A DIMINUÉ DE 6 % PAR RAPPORT AU NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS AU 28 FÉVRIER 2017.

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE ACTIFS	1 058

5. LES DÉLAIS

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ SIGNÉE, JUSQU’À LA DATE À LAQUELLE LA COMMISSION, PAR L’ENTREMISE DE SON COMITÉ DES PLAINTES OU DE SON PRÉSIDENT, PREND UNE DÉCISION. LE CONTRÔLE DU DÉLAI N’ÉTANT PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION UNE FOIS CETTE DÉCISION RENDUE, LE CALCUL DU DÉLAI EXCLUT LES ÉTAPES DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER.

POUR LA DERNIÈRE ANNÉE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS, SANS JUDICIARISATION, ATTEINT 519 JOURS, UNE HAUSSE DE 5 % PAR RAPPORT À L’AN DERNIER. CETTE HAUSSE S’EXPLIQUE NOTAMMENT PAR LES EFFORTS DÉPLOYÉS POUR TRAITER LES DOSSIERS AYANT CUMULÉ LES PLUS LONGS DÉLAIS, CE QUI A UN IMPACT SUR LE CALCUL DU DÉLAI MOYEN, ET LES ABSENCES ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL AU SEIN DE L’ÉQUIPE ASSIGNÉE AU TRAITEMENT DES PLAINTES.

SANS JUDICIARISATION	2017-2018
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT (EN JOURS)	519

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES  
PROGRAMME D’OBLIGATION CONTRACTUELLE  
AU 31 MARS 2018**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

GROUPE CÉDRICO INC.  
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE

**TOTAL : 2**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA  
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.  
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN

**TOTAL : 3**

**RA03 : QUÉBEC**

ABB BOMEM INC.  
COSSETTE COMMUNICATION INC.  
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE  
ENGLOBE CORP.  
ENTREPRISES JULIEN INC.  
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE  
INDUSTRIES MAIBEC INC.  
INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE EXFO INC.  
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION  
J.B. DESCHAMPS INC.  
LEVIO CONSEILS INC.  
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.  
NORDA STELO INC.  
NURUN INC.  
R3D CONSEIL INC.  
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON LTÉE  
SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC. (LES)  
SSQ VIE  
STADACONA S.E.C.  
TECHNOCONSEIL (TC) INC  
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.  
WSP CANADA INC.

**TOTAL : 22**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

DUCHESNE & FILS LTÉE  
G.A. BOULET INC.  
MEUBLES CANADEL INC.  
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.

**TOTAL : 4**

**RA05 : ESTRIE**

SIGNALISATION LAURENTIENNE INC., DIV. GROUPE SIGNALISATION

**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.  
AECOM CONSULTANTS INC.  
ALIMENTS PARMALAT INC. (LES) / DIVISION PARMALAT CANADA  
AUTODESK CANADA INC.  
BEAUDOIN HURENS INC.  
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES  
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)  
CMC ÉLECTRONIQUE INC.  
DOMTAR INC.  
DOUBLETEX  
ÉQUIPEMENT SMS INC.  
ERNST & YOUNG  
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.  
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.  
GHD CONSULTANTS LTÉE  
GROUPE CGI INC.  
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.  
GROUPE CONSEIL OSI INC.  
GROUPE SNC-LAVALIN INC.  
ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE  
IBM CANADA LTÉE  
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.  
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE  
KPMG  
KRUGER INC.  
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT  
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.  
LES SERVICES EXP INC.  
LINDE CANADA LIMITÉE  
MICHAEL ROSSY LTÉE  
MPB COMMUNICATIONS INC.  
NCR CANADA LTÉE  
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.  
ORACLE CORPORATION CANADA INC.  
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.  
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO  
SERVICES FINANCIERS NCO INC.  
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS  
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION  
STELLA-JONES INC.  
SUPREMEX INC.  
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.  
TELAV INC.  
TETRA TECH QI INC.  
TRANSELEC/COMMON INC.  
ULTRAMAR CANADA INC.  
UNISOURCE CANADA INC. (DEVENUE VERITIV CANADA INC.)  
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE  
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.  
XEROX CANADA LTÉE

**TOTAL : 52**

**RA07 : OUTAOUAIS**

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.  
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC.

**TOTAL : 2**

**RA08 : ABITIBI**

BEN DESHAIES INC.  
IAMGOLD CORPORATION  
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE  
TEMBEC INC.  
UNIBOARD CANADA INC.

**TOTAL : 5**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE

**TOTAL : 1**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.  
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.  
GROUPE CANAM INC.  
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.  
IMPRIMERIE SOLISCO INC.  
IPL INC.  
LAINAGES VICTOR LTÉE  
MAINTENANCE EUREKA LTÉE  
MONTEL INC.  
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.  
ROUSSEAU MÉTAL INC.  
TEKNION ROY & BRETON

**TOTAL : 12**

**RA13 : LAVAL**

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE  
IDÉAL MÉTAL INC.  
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.  
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.  
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE  
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE  
SUPÉRIEUR PROPANE INC.  
TRIMAX SÉCURITÉ INC

**TOTAL : 8**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.

**TOTAL : 1**

**RA15 : LAURENTIDES**

SAFRAN SYSTÈMES D'ATERRISSAGE CANADA INC.  
PG SOLUTIONS INC.  
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND  
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON

**TOTAL : 4**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE  
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.  
ALIMPLUS INC.  
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.  
BOULANGERIE GADOUA LTÉE  
GOODFELLOW INC.  
GROUPE ABS INC.  
GROUPE LACASSE INC.  
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA  
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE  
MOORE WALLACE CORPORATED  
UNI-SELECT INC.

**TOTAL : 12**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

P.H. VITRES D'AUTOS INC.

**TOTAL : 1**

**Grand total : 130**

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS  
ASSUJETTIS À LA LOI  
AU 31 MARS 2018

ÉDUCATION - CÉGEPS

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CÉGEP DE LA POCATIÈRE  
CÉGEP DE MATANE  
CÉGEP DE RIMOUSKI  
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

**TOTAL : 4**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

CÉGEP DE CHICOUTIMI  
CÉGEP DE JONQUIÈRE  
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN  
COLLÈGE D'ALMA

**TOTAL : 4**

**RA03 : QUÉBEC**

CÉGEP DE LIMOILOU  
CÉGEP DE SAINTE-FOY  
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU

**TOTAL : 3**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES  
COLLÈGE SHAWINIGAN

**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**

CÉGEP DE SHERBROOKE  
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU  
CÉGEP DE SAINT-LAURENT  
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL  
CÉGEP MARIE-VICTORIN  
COLLÈGE AHUNTSIC  
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE  
COLLÈGE DE MAISONNEUVE  
COLLÈGE DE ROSEMONT  
COLLÈGE GÉRALD-GODIN  
DAWSON COLLEGE  
JOHN ABBOTT COLLEGE  
VANIER COLLEGE

**TOTAL : 12**

**RA07 : OUTAOUAIS**

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS  
HERITAGE COLLEGE

**TOTAL : 2**

**RA08 : ABITIBI**

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**TOTAL : 1**

**RA09 : CÔTE-NORD**

CÉGEP DE BAIE-COMEAU  
CÉGEP DE SEPT-ÎLES

**TOTAL : 2**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

**TOTAL : 1**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES  
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON  
CÉGEP DE THETFORD

**TOTAL : 3**

**RA13 : LAVAL**

COLLÈGE MONTMORENCY

**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE

**TOTAL : 1**

**RA15 : LAURENTIDES**

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME  
COLLÈGE LIONEL-GROULX

**TOTAL : 2**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA  
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE  
CÉGEP DE SOREL-TRACY  
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU  
COLLÈGE DE VALLEYFIELD  
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

**TOTAL : 6**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE  
CÉGEP DE VICTORIAVILLE

**TOTAL : 2**

**ÉDUCATION — COLLÈGES PRIVÉS**

**RA03 : QUÉBEC**

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY  
COLLÈGE MÉRICI

**TOTAL : 2**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

COLLÈGE LAFLÈCHE

**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET  
COLLÈGE LASALLE  
COLLÈGE MARIANOPOLIS  
COLLÈGE SAINTE-ANNE

**TOTAL : 4**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

- COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP
- COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES
- COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES
- COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS

**TOTAL : 4**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

- COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
- COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
- COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
- COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

**TOTAL : 4**

**RA03 : QUÉBEC**

- COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC
- COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
- COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE
- COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF
- COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
- COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES

**TOTAL : 6**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

- COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
- COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**

- COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
- COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
- COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS
- COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

**TOTAL : 4**

**RA06 : MONTRÉAL**

- COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
- COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL
- COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
- COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
- COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

**TOTAL : 5**

**RA07 : OUTAOUAIS**

- COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES
- COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS
- COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
- COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
- COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

**TOTAL : 5**

**RA08 : ABITIBI**

- COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
- COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
- COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
- COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
- COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA

**TOTAL : 5**



**RA09 : CÔTE-NORD**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD  
COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE  
COMMISSION SCOLAIRE DU FER  
COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL

**TOTAL : 4**

**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

**TOTAL : 1**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs  
COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES  
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES  
COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE

**TOTAL : 4**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ÉTCHEMIN  
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD  
COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES  
COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

**TOTAL : 4**

**RA13 : LAVAL**

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL  
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

**TOTAL : 2**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS  
COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES

**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD  
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES  
COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES  
COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU

**TOTAL : 4**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS  
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE  
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY  
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES  
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES  
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES  
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS  
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS  
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN  
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS  
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

**TOTAL : 11**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE  
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS  
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES

**TOTAL : 3**

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE  
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
TÉLÉ-UNIVERSITÉ  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)  
UNIVERSITÉ LAVAL

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

UNIVERSITÉ BISHOP'S  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE  
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL  
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ CONCORDIA  
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ MCGILL

TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

ÉDUCATION — ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES

RA03 : QUÉBEC

COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY  
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER  
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

**RA06 : MONTRÉAL**

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER  
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.  
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE  
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF  
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS  
COLLÈGE NOTRE-DAME  
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA  
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE  
COLLÈGE STANISLAS  
ÉCOLE MARIE-CLARAC  
ÉCOLE PETER HALL INC.  
ÉCOLE SELWYN HOUSE  
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE  
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ  
LOWER CANADA COLLEGE  
TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.  
VILLA MARIA

**TOTAL : 17**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

COLLÈGE DE LÉVIS

**TOTAL : 1**

**RA13 : LAVAL**

COLLÈGE LAVAL

**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION  
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**

ACADÉMIE LAFONTAINE  
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

**TOTAL : 2**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

COLLÈGE BOURGET  
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE  
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT  
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

**TOTAL : 4**

**MUNICIPALITÉS**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

VILLE DE RIMOUSKI  
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

**TOTAL : 2**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

VILLE D'ALMA  
VILLE DE SAGUENAY

**TOTAL : 2**

**RA03 : QUÉBEC**

VILLE DE QUÉBEC

**TOTAL : 1**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

VILLE DE SHAWINIGAN  
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**

VILLE DE MAGOG  
VILLE DE SHERBROOKE

**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**

VILLE DE BEACONSFIELD  
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC  
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX  
VILLE DE DORVAL  
VILLE DE KIRKLAND  
VILLE DE MONTRÉAL  
VILLE DE MONT-ROYAL  
VILLE DE POINTE-CLAIRE  
VILLE DE WESTMOUNT

**TOTAL : 9**

**RA07 : OUTAOUAIS**

VILLE DE GATINEAU

**TOTAL : 1**

**RA08 : ABITIBI**

VILLE D'AMOS  
VILLE DE ROUYN-NORANDA  
VILLE DE VAL-D'OR

**TOTAL : 3**

**RA09 : CÔTE-NORD**

VILLE DE BAIE-COMEAU  
VILLE DE SEPT-ÎLES

**TOTAL : 2**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

VILLE DE LÉVIS  
VILLE DE SAINT-GEORGES  
VILLE DE THETFORD MINES

**TOTAL : 3**

**RA13 : LAVAL**

VILLE DE LAVAL

**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

VILLE DE JOLIETTE  
VILLE DE MASCOUCHE  
VILLE DE REPENTIGNY  
VILLE DE TERREBONNE

**TOTAL : 4**

**RA15 : LAURENTIDES**

VILLE DE BLAINVILLE  
VILLE DE BOISBRIAND  
VILLE DE DEUX-MONTAGNES  
VILLE DE MONT-LAURIER  
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE  
VILLE DE SAINT-EUSTACHE  
VILLE DE SAINT-JÉRÔME

**TOTAL : 7**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

VILLE DE BOUCHERVILLE  
VILLE DE BROSSARD  
VILLE DE CHAMBLY  
VILLE DE CHÂTEAUGUAY  
VILLE DE GRANBY  
VILLE DE LONGUEUIL  
VILLE DE SAINT-BRUNO  
VILLE DE SAINTE-JULIE  
VILLE DE SAINT-HYACINTHE  
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU  
VILLE DE SAINT-LAMBERT  
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD  
VILLE DE SOREL-TRACY  
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

**TOTAL : 14**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

VILLE DE DRUMMONDVILLE  
VILLE DE VICTORIAVILLE

**TOTAL : 2**

**RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE**

**RA15 : LAURENTIDES**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT  
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

**TOTAL : 2**

**SANTÉ — CENTRE DE SANTÉ**

**RA06 : MONTRÉAL**

CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES

**TOTAL : 1**

**SANTÉ — CENTRES DE RÉADAPTATION**

**RA06 : MONTRÉAL**

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.  
VILLA MÉDICA INC.

**TOTAL : 2**

SANTÉ — CENTRES HOSPITALIERS

RA03 : QUÉBEC

CHU DE QUÉBEC  
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.  
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE  
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL  
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.  
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.  
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL  
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL

TOTAL : 8

SANTÉ — CISSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT

TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS

CISSS DE L'OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CISSS DE LA CÔTE-NORD

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CISSS DE LA GASPÉSIE  
CISSS DES ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CISSS DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CISSS DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

**RA15 : LAURENTIDES**

CISSS DES LAURENTIDES

**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

CISSS DE LA MONTÉRÉGIE OUEST  
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE  
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST

**TOTAL : 3**

**SANTÉ – CIUSSS**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

**TOTAL : 1**

**RA03 : QUÉBEC**

CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE

**TOTAL : 1**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC

**TOTAL : 1**

**RA05 : ESTRIE**

CIUSSS DE L'ESTRIE-CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE

**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**

CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL

**TOTAL : 5**

**SANTÉ – - CLSC - CHSLD**

**RA03 : QUÉBEC**

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.  
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.

**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.  
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.  
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.  
CENTRE D'HÉBERGEMENT VINCENZO-NAVARRO INC.  
CENTRE LE CARDINAL INC.  
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.  
CHSLD BOURGET INC.  
CHSLD CHANOINE-AUDET  
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.  
GROUPE CHAMPLAIN INC.  
GROUPE ROY SANTÉ INC.  
PAVILLON STE-MARIE INC.  
RÉSIDENCE ANGELICA  
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY  
VIGI SANTÉ LTÉE

**TOTAL : 15**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.

**TOTAL : 1**

**RA13 : LAVAL**

CHSLD AGE3 INC.  
MANOIR ST-PATRICE INC.  
SANTÉ COURVILLE INC.

**TOTAL : 3**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.  
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.

**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**

VILLA SOLEIL

**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

CHSLD ARGYLE INC

**TOTAL : 1**

**SANTÉ – CSSS**

**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES

**TOTAL : 1**

**SOCIÉTÉS DE TRANSPORT**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY

**TOTAL : 1**

**RA03 : QUÉBEC**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE QUÉBEC

**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE  
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

**TOTAL : 1**

**RA13 : LAVAL**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

**TOTAL : 1**



**RA16 : MONTÉRÉGIE**

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

**TOTAL : 1**

**SOCIÉTÉS D'ÉTAT**

**RA03 : QUÉBEC**

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC  
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS  
CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC  
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC  
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC  
MUSÉE DE LA CIVILISATION  
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

**TOTAL : 10**

**RA06 : MONTRÉAL**

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT  
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC  
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC  
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN  
HÉMA-QUÉBEC  
HYDRO-QUÉBEC  
INVESTISSEMENT QUÉBEC  
RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES  
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)  
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL  
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC  
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL  
SOQUIJ

**TOTAL : 16**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

**TOTAL : 1**

**SÛRETÉ DU QUÉBEC**

**RA06 : MONTRÉAL**

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

**TOTAL : 1**

**GRAND TOTAL : 330**

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **330** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS À L’ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS. DE CE NOMBRE, **61** SE RETROUVENT DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RSSS), QUI A FAIT L’OBJET D’UNE IMPORTANTE RESTRUCTURATION NÉCESSITANT LE DÉVELOPPEMENT D’UNE NOUVELLE STRATÉGIE D’IMPLANTATION DES PROGRAMMES D’ACCÈS À L’ÉGALITÉ EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE RÉSEAU.

AU 31 MARS 2018		TOUS LES POURCENTAGES ONT ÉTÉ ARRONDIS																							
		TOTAL		COMMISSIONS SCOLAIRES		INSTITUTIONS ENSEIGNEMENT PRIVÉES PRIM-SEC		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGÉPS		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE		SÛRETÉ DU QUÉBEC		RSSS	
		NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%
PHASES																									
ANALYSE DES EFFECTIFS		1	0,3%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	13%	--	--	--	--	--	--
ÉVALUATION DE L'ANALYSE DES EFFECTIFS		1	0,3%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	13%	--	--	--	--	--	--
DÉTERMINATION DE LA SOUS-REPRÉSENTATION		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
ÉLABORATION DU PROGRAMME		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
ÉVALUATION DU RAPPORT D'ÉLABORATION		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (1 <sup>RE</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		2	0,6%	--	--	2	6%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
IMPLANTATION DU PROGRAMME (1 <sup>RE</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		69	20,9%	--	--	--	--	1	14%	--	--	--	--	3	11%	1	2%	--	--	3	100%	--	--	61	100%
ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (1 <sup>RE</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		1	0,3%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	4%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (2 <sup>E</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
IMPLANTATION DU PROGRAMME (2 <sup>E</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		255	77,3%	70	100%	29	94%	6	86%	48	100%	19	100%	23	85%	54	98%	6	75%	--	--	--	--	--	--
ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (2 <sup>E</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		1	0,3%	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	1	100%	--	--

**P.105 ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LE PROCESSUS DE DEMANDES ET DE PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ASSURE DES ACTIONS AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE.

AINSI, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN LITIGE. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QU'EST UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER TENTERA PAR SES INTERVENTIONS DE FACILITER UNE RENCONTRE ENTRE LES PARTIES ET AINSI PERMETTRE UNE SOLUTION À LA SATISFACTION DE TOUS.

CES INTERVENTIONS SONT DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, PLUS PARTICULIÈREMENT LA DISCRIMINATION RACIALE OU ENCORE FONDÉ SUR LE HANDICAP, ET À LEURS OBLIGATIONS QUANT À LA LOCATION D'UN LOGEMENT.

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, 37 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, DONT 11 SOULEVAIENT LE HANDICAP ET 7 LA RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE COMME MOTIF DE DISCRIMINATION.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION DISPOSE ENCORE DU DÉPLIANT « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION » QUI EST DISPONIBLE POUR LE PUBLIC ET DONT L'INFORMATION EST ACCESSIBLE SUR SON SITE WEB.

EN 2017-2018, LA COMMISSION A OFFERT DEUX SÉANCES DE FORMATION SUR LE THÈME « LES DROITS DE LA PERSONNE EN MATIÈRE DE LOGEMENT ».

LA COMMISSION A ÉGALEMENT DIFFUSÉ UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE APRÈS QUE DES PROPRIÉTAIRES ONT ÉTÉ CONDAMNÉS PAR LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE À PAYER 12 000 \$ DE DOMMAGES À UN COUPLE POUR DISCRIMINATION FONDÉE SUR LA RACE, LA COULEUR ET L'ORIGINE ETHNIQUE APRÈS AVOIR REFUSÉ DE LUI LOUER UN LOGEMENT, DANS UNE CAUSE PORTÉE PAR LA COMMISSION.

LE COMMUNIQUÉ A ÉTÉ DIFFUSÉ SUR LE FIL DE PRESSE, SUR NOTRE SITE INTERNET ET SUR NOS MÉDIAS SOCIAUX, AFIN DE SENSIBILISER LE PLUS DE GENS POSSIBLE À CETTE DISCRIMINATION ET DE DISSUADER LES PROPRIÉTAIRES DE LA PRATIQUER.

**P. 106**    PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D’ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDiquer LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LE SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE DE LA COMMISSION NE PREND PAS DE DÉCISIONS EN REGARD DES DEMANDES SOUMISES. LA MISSION DU SERVICE-CONSEIL EST D’ACCOMPAGNER LES DÉCIDEURS – EMPLOYEURS, GESTIONNAIRES ET FOURNISSEURS DE SERVICE — VERS UNE PRISE EN COMPTE ÉCLAIRÉE DES BESOINS SPÉCIFIQUES DE CERTAINS DE LEURS EMPLOYÉS OU ENCORE DES MEMBRES DE LEUR CLIENTÈLE AFIN DE RESPECTER LEUR OBLIGATION D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. LA CONSEILLÈRE INFORME LE DEMANDEUR DE SES OBLIGATIONS ET PEUT ÉMETTRE DES RECOMMANDATIONS EN PHASE AVEC L’ÉTAT DE LA JURISPRUDENCE, LA CHARTE QUÉBÉCOISE ET LES BESOINS DE L’ORGANISATION. LE DEMANDEUR PEUT DÉCIDER DE SUIVRE OU NON CES RECOMMANDATIONS. LE PROCESSUS EST CONFIDENTIEL ET LES INFORMATIONS TRANSMISES PAR LE DEMANDEUR NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉES DANS LE CADRE D’UNE ENQUÊTE DE LA COMMISSION.

**DEMANDES AU SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE POUR MOTIF RELIGION**

ANNÉE	NOMBRE DE DEMANDES POUR MOTIF RELIGION	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT
2017-2018 (5 MARS)	20	39
TOTAL	139	28

**RÉPARTITION DES DEMANDES SELON LA RELIGION**

RELIGION	2017-2018
AUCUNE RELIGION	0
CATHOLIQUE	0
CHRÉTIEN AUTRE	0
JUIVE	3
MOUVEMENT RAÉLIEN	0
MUSULMANE	10
ORTHODOXE CHRÉTIENNE	0
PROTESTANTE ADVENTISTE	3
PROTESTANTE AUTRE	0
TÉMOINS DE JÉHOVAH	1
NON PRÉCISÉ	
TOTAL GÉNÉRAL	20

LA LISTE DES DEMANDES POUR 2017-2018, INCLUANT LES MOTIFS ET LES DATES D’OUVERTURE ET DE FERMETURE DE LA DEMANDE, EST PRÉSENTÉE AU TABLEAU SUIVANT.

CONTRAIREMENT AUX DOSSIERS DE PLAINTES POUR DISCRIMINATION, IL N’Y A PAS D’ÉTAPES DE TRAITEMENT DANS LES DOSSIERS DU SERVICE-CONSEIL. CHAQUE DEMANDE EST RÉPONDUE AU CAS PAR CAS ET COMME IL S’AGIT D’UN ACCOMPAGNEMENT ET DE CONSEILS, LE TOUT SE FAIT UNIQUEMENT PAR ÉCHANGES COURRIELS ET APPELS TÉLÉPHONIQUES.

STATUT	DESCRIPTEUR	MOTIF DE FERMETURE 1	MOTIF DE FERMETURE 2	DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE	DATE DE FERMETURE
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / TÉMOINS DE JÉHOVAH / RITES RELIGIEUX / AUTRE	DOSSIER RÉGLÉ PAR L’ORGANISATION, ENTENTE D’ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	05/04/2017	04/05/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	21/04/2017	05/05/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / RAMADAN	PAS DE RETOUR D’APPEL OU DE CORRESPONDANCE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	05/05/2017	20/06/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / PRIÈRE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	25/05/2017	06/06/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / PROTESTANTE ADVENTISTE / RITES RELIGIEUX / RESPECT DU SABBAT	DOSSIER RÉGLÉ PAR L’ORGANISATION, ENTENTE D’ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	29/05/2017	25/08/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / PROTESTANTE ADVENTISTE / RITES RELIGIEUX / RESPECT DU SABBAT	DOSSIER RÉGLÉ PAR L’ORGANISATION, ENTENTE D’ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	30/05/2017	25/08/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / RAMADAN	ACCOMMODEMENT NON REQUIS, NON DISCRIMINATION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	06/06/2017	09/06/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / RAMADAN	DOSSIER RÉGLÉ PAR L’ORGANISATION, ENTENTE D’ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	21/06/2017	31/08/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / FÊTES RELIGIEUSES	DOSSIER RÉGLÉ PAR L’ORGANISATION, ENTENTE D’ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	14/07/2017	25/07/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / JUIVE / RITES RELIGIEUX / FÊTES RELIGIEUSES	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	DOSSIER RÉGLÉ PAR L’ORGANISATION, ENTENTE D’ACCOMMODEMENT	10/08/2017	23/08/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / PROTESTANTE ADVENTISTE / CONVICTIONS RELIGIEUSES	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	17/08/2017	13/12/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / EXIGENCES VESTIMENTAIRES / AUTRE	DOSSIER RÉGLÉ PAR L’ORGANISATION, ENTENTE D’ACCOMMODEMENT	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	31/08/2017	10/10/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / FÊTES RELIGIEUSES	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	01/09/2017	14/12/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / JUIVE / RITES RELIGIEUX / FÊTES RELIGIEUSES	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	07/09/2017	10/10/2017

STATUT	DESCRIPTEUR	MOTIF DE FERMETURE 1	MOTIF DE FERMETURE 2	DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE	DATE DE FERMETURE
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / JUIVE / RITES RELIGIEUX / FÊTES RELIGIEUSES	SANS OBJET, NE S'APPLIQUE PLUS, CONTEXTE DIFFÉRENT	AUCUN AUTRE MOTIF	12/09/2017	10/10/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / FÊTES RELIGIEUSES	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	07/11/2017	13/11/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / PRIÈRE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	13/11/2017	14/12/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION / MUSULMANE / RITES RELIGIEUX / AUTRE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	13/11/2017	14/12/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN AUTRE MOTIF	27/11/2017	11/12/2017
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	31/01/2018	01/02/2018

**P.107 DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**  
AUCUNE DÉPENSE.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE (NOUVEAU REGROUPEMENT DES MOTIFS)**

MOTIFS D’INSATISFACTION	2017-2018
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	87
DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT	102
DPJ	-
ENTENT PROVISoire	-
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	24
ÉVALUATION ET ORIENTATION	12
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	7
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	-
LSJPA SERVICES SOCIAUX	-
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	11
MILIEU SUBSTITUT	1
ORDONNANCE	32
SERVICES SOCIAUX*	46
SIGNALEMENT	33
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	13
NON PRÉCISÉ	10
TOTAL	398

\* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D’ÉDUCATION

LE NOMBRE DE DEMANDES D’INTERVENTION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018 EST DE 398 DEMANDES, COMPARATIVEMENT À 332 EN 2016-2017. IL S’AGIT D’UNE AUGMENTATION DE 20 %. COMME LES NOUVEAUX REGROUPEMENTS NE SONT PAS MUTUELLEMENT EXCLUSIFS AVEC LES ANCIENS, IL EST DIFFICILE DE PRÉCISER QUELLES SONT LES SITUATIONS POUR LESQUELLES LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE. DANS LE CADRE DES ANCIENS DESCRIpteURS, IL S’AGIT DU MOTIF PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L’ENFANT (46%). DANS LE CAS DES NOUVEAUX DESCRIpteURS, IL S’AGIT DU MOTIF DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT (26%) ET DES COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES (22 %).



DEMANDE D’ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	16
BAS-SAINT-LAURENT	3
CAPITALE-NATIONALE	25
CHAUDIÈRE-APPALACHES	5
CÔTE-NORD	7
ESTRIE	21
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12
LANAUDIÈRE	21
LAURENTIDES	37
LAVAL	24
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	50
MONTÉRÉGIE	46
MONTRÉAL	71
NORD-DU-QUÉBEC	8
OUTAOUAIS	28
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	23
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	1
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE	398

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES D’ENQUÊTES SELON LA RÉGION, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D’INTERVENTION SONT MONTRÉAL (18 %), MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC (13 %) ET LA MONTÉRÉGIE (12 %). SOULIGNONS QUE LA RÉGION DE MONTRÉAL A CONNU UNE AUGMENTATION DE 20 % DES DEMANDES D’INTERVENTION ALORS QUE CELLE DE LA MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC A CONNU UNE AUGMENTATION DE 10 % ET LA MONTÉRÉGIE DE 9,5 %.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	16
BAS-SAINT-LAURENT	1
CAPITALE-NATIONALE	16
CHAUDIÈRE-APPALACHES	3
CÔTE-NORD	4
ESTRIE	16
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
LANAUDIÈRE	16
LAURENTIDES	28
LAVAL	20
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	42
MONTÉRÉGIE	36
MONTRÉAL	51
NORD-DU-QUÉBEC	8
OUTAOUAIS	22
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	12
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	1
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	301

LES DONNÉES PERMETTENT DE CONSTATER UNE HAUSSE DE 28 % DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018. DES 398 DEMANDES REÇUES, 301 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D’ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 76 %.

**DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE**

RÉGION ADMINISTRATIVE	2017-2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	14
BAS-SAINT-LAURENT	2
CAPITALE-NATIONALE	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	16
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	8
LANAUDIÈRE	12
LAURENTIDES	29
LAVAL	20
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	43
MONTÉRÉGIE	32
MONTRÉAL	58
NORD-DU-QUÉBEC	5
OUTAOUAIS	18
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	15
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	295

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, 295 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE HAUSSE DE 32 % PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2016-2017.

LA COMMISSION N'À AGI DE SA PROPRE INITIATIVE DANS AUCUN DOSSIER AU COURS DE 2017-2018.

**P.109    NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D’INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS. IL APPERT QUE LES CENTRES JEUNESSE NE COMPIENT PAS D’INFORMATION À CE SUJET. EN EFFET, LES DEUX MOTIFS MENTIONNÉS DANS LA QUESTION (INTIMIDATION ET RISQUE SUICIDAIRE) NE SONT PAS INCLUS AU NOMBRE DES MOTIFS DE SIGNALEMENT PRÉVUS À LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE. CES QUESTIONS DEVRAIENT S’ADRESSER AUX COMMISSIONS SCOLAIRES QUI DOIVENT MAINTENANT PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR DOCUMENTER LE PHÉNOMÈNE DE L’INTIMIDATION DEPUIS QUE LA LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE L’INTIMIDATION À L’ÉCOLE A ÉTÉ ADOPTÉE.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

CETTE QUESTION N’EST PAS APPLICABLE AU MANDAT DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.  
IL EST POSSIBLE D’OBTENIR CES DONNÉES AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI LES COMPILE.

**P.111    LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELLES INFORMATIONS. IL EST NÉCESSAIRE DE S'ADRESSER AUX DIRECTEURS/DIRECTRICES DU PROGRAMME JEUNESSE DES CENTRES INTÉGRÉS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (CISSS) ET DES CENTRES INTÉGRÉS UNIVERSITAIRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (CIUSSS) ET DES ÉTABLISSEMENTS NON FUSIONNÉS POUR LES OBTENIR.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE**

**DANS UN DOSSIER :**

**RECOMMANDATION NO 1**

CONSIDÉRANT QUE :

- DES NORMES DOIVENT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU’AU COURS DE L’ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L’ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS. CELLES-CI SE RETROUVENT NOTAMMENT DANS LES DOCUMENTS SUIVANTS :
  - LES PROTOCOLES : RÉCEPTION ET TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ÉVALUATION ET ORIENTATION : SUITE AU RAPPORT SUR L’ANALYSE DES ACTIVITÉS DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ET D’ÉVALUATION ET D’ORIENTATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE (RAPPORT HARVEY), ÉLABORÉS EN 1988;
  - LES ORIENTATIONS RELATIVES AUX STANDARDS D’ACCÈS, DE CONTINUITÉ, DE QUALITÉ, D’EFFICACITÉ ET D’EFFICIENCE, PRÉVUES DANS L’OFFRE DE SERVICE 2007-2012 DU PROGRAMME SERVICES JEUNES EN DIFFICULTÉ;
  - LE MANUEL DE RÉFÉRENCE SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE RÉVISÉ EN 2010;
  - LES INDICATEURS DE GESTION EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX INCLUS DANS LE PLAN STRATÉGIQUE DU MSSS 2015-2020;
- DES ÉCARTS EXISTENT ENTRE LES NORMES PROPOSÉES ET L’ÉVOLUTION DES STANDARDS, PRATIQUES, ET LE RESPECT DE LA LOI EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE.

LA COMMISSION SOUHAITE QUE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE STATUE ET L’INFORME, AU PLUS TARD LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2017, DES NORMES DEVANT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU’AU COURS DE L’ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L’ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS.

**RECOMMANDATION NO 2**

CONSIDÉRANT QUE :

- LE PLAN STRATÉGIQUE DU MSSS 2015-2020 CONTIENT UNE CIBLE QUANT AU TAUX DE JEUNES PRIS EN CHARGE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE POUR DES CAS DE NÉGLIGENCE;
- LES PROBLÈMES DE NÉGLIGENCE NÉCESSITENT SOUVENT UNE PLUS GRANDE PRISE EN CHARGE DE LA PART DES SERVICES DE PROXIMITÉ;
- D’ICI 2020, UN TAUX MAXIMAL PROVINCIAL DE 10 JEUNES FAISANT L’OBJET D’UNE PRISE EN CHARGE POUR DES RAISONS DE NÉGLIGENCE POUR 1 000 JEUNES DOIT ÊTRE ATTEINT;
- L’ENQUÊTE A DÉMONTRÉ QUE CET INDICATEUR EST PERÇU PAR LES INTERVENANTS ET LES CADRES DE LA DPJ COMME ÉTANT UN QUOTA À NE PAS DÉPASSER.

LA COMMISSION RECOMMANDE QUE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE CLARIFIE AUPRÈS DES PDG ET DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN LES OBJECTIFS POURSUIVIS RELATIVEMENT EN CE QUI A TRAIT À L’ATTEINTE DE CET INDICATEUR.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 18 DÉCEMBRE 2017, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION.

**RECOMMANDATION NO 3**

CONSIDÉRANT QUE :

- L’ARTICLE 93 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (CI-APRÈS : « LPJ ») PRÉVOIT QU’UNE ORDONNANCE DU TRIBUNAL EST EXÉCUTOIRE AU MOMENT OÙ CELLE-CI EST RENDUE ET TOUTE PERSONNE QUI EST VISÉE DOIT S’Y CONFORMER SANS DÉLAI;
- L’ARTICLE 55 DE LA LPJ ÉNONCE QU’UN ÉTABLISSEMENT EST TENU DE PRENDRE TOUS LES MOYENS À LEUR DISPOSITION POUR FOURNIR LES SERVICES REQUIS POUR L’EXÉCUTION DES MESURES VOLONTAIRES;
- LA CIBLE DE 30 JOURS DOIT ÊTRE ATTEINTE EN TANT QUE DÉLAI MOYEN POUR LE TRANSFERT DE DOSSIER À L’APPLICATION DES MESURES EN PROTECTION DE LA JEUNESSE;
- CETTE NORME CLINIQUE S’APPUIE SUR LE RAPPORT HARVEY (1988) ET A ÉTÉ REPRIS DANS LE PLAN STRATÉGIQUE DU MSSS 2010-2015;
- CELLE-CI A ÉTÉ REPRIS DANS LES ENTENTES DE GESTION ET D’IMPUTABILITÉ 2016-2017 DU MSSS ;
- L’ENQUÊTE A ILLUSTRÉ QUE PENDANT CE DÉLAI DE TRANSFERT À L’APPLICATION DES MESURES, IL N’Y AURAIT PEU OU PAS DE SUIVI AUPRÈS DES ENFANTS ET DE LEURS PARENTS.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE DE TRANSMETTRE AUX DPJ UNE DIRECTIVE EN VUE DE S’ASSURER :

- (1) DU RESPECT DES ORDONNANCES DÈS QUE CELLES-CI SONT RENDUES;
- (2) DU RESPECT DES MESURES VOLONTAIRES DÈS QUE CELLES-CI SONT CONCLUES;
- (3) DE L’OCTROI DE SERVICES AUX ENFANTS ET À LEURS PARENTS EN FONCTION DE LEURS BESOINS PENDANT LE TEMPS DE DÉLAI DE TRANSFERT À L’APPLICATION DES MESURES.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 18 DÉCEMBRE 2017, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION ET DE LUI TRANSMETTRE UNE COPIE DE LA DIRECTIVE.

RECOMMANDATION NO 4

CONSIDÉRANT QUE :

- LES ARTICLES 31, 31.1 ET 31.2 DE LA LPJ INDIQUENT LES MODALITÉS À RESPECTER QUANT À LA NOMINATION D’UN DPJ ;
- DES RESPONSABILITÉS EXCLUSIVES SONT DÉVOLUES AU DPJ À L’ARTICLE 32 DE LA LPJ, AINSI QU’AUX MEMBRES DE SON PERSONNEL QU’IL AUTORISE;
- LA NÉCESSITÉ DE DÉTENIR DES QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES REQUISES POUR EXERCER ADÉQUATEMENT SES RESPONSABILITÉS;
- LE DPJ A LA MISSION D’ASSURER LA PROTECTION DES ENFANTS DE SA RÉGION;
- LES SIMILITUDES ENTRE CETTE MISSION ET CELLE EXERCÉE PAR LE DIRECTEUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE QUI EN VUE D’AMÉLIORER LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DE LA POPULATION TOUT EN RÉDUISANT LES INÉGALITÉS ENTRE LES DIVERS GROUPES DE CELLE-CI;
- L’ARTICLE 372 DE LA LOI SUR LE SERVICE DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX (CI-APRÈS : « LSSSS ») QUI PRÉVOIT L’IMPLICATION DU MINISTRE DU MSSS DANS LE PROCESSUS DE NOMINATION DU DIRECTEUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE DE PRÉVOIR UN MÉCANISME LUI PERMETTANT DE S’IMPLIQUER DANS LE PROCESSUS DE NOMINATION D’UN DPJ, EN VUE DE S’ASSURER QUE LA PERSONNE RETENUE POUR OCCUPER CE POSTE DÉTIENNE LES CONNAISSANCES, EXPÉRIENCES ET HABILITÉS REQUISES.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 18 DÉCEMBRE 2017, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION.

RECOMMANDATION NO 5

CONSIDÉRANT QUE :

- LE SYSTÈME DE SOUTIEN À LA PRATIQUE (SSP) EST UN OUTIL CLINIQUE QUE TOUS LES INTERVENANTS À LA RÉCEPTION ET TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU’À L’ÉVALUATION ONT L’OBLIGATION DE COMPLÉTER;
- LE SSP A ÉTÉ CRÉÉ EN 2001 ET SA DERNIÈRE MISE À JOUR DATE DU 2 SEPTEMBRE 2013;
- L’ENQUÊTE A PERMIS D’IDENTIFIER CERTAINES DIFFICULTÉS DÉCOULANT DU SYSTÈME, NOTAMMENT EN NE PERMETTANT PAS DE METTRE EN CORRÉLATION DIFFÉRENTS FAITS DANS LE CADRE DE L’ANALYSE DE LA SITUATION D’UN ENFANT.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE DE PROCÉDER À LA RÉVISION DE L’OUTIL SSP, AFIN QUE CELUI-CI SOIT CONFORME AUX PRINCIPES RECONNUS DANS LA LPJ ET ADAPTÉ À LA NOUVELLE RÉALITÉ DE LA PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 17 SEPTEMBRE 2018, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION ET DE LUI TRANSMETTRE UNE COPIE DE L’OUTIL SSP RÉVISÉ.

RECOMMANDATION NO 6

CONSIDÉRANT QUE :

- UN DES OBJECTIFS DE LA MODIFICATION DE L’ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX EN 2014 VISE À FAVORISER ET À SIMPLIFIER L’ACCÈS AUX SERVICES POUR LA POPULATION;
- L’INTÉGRATION RÉGIONALE DES SERVICES DANS LES CISSS ET LES CIUSSS N’EST PAS ENCORE FINALISÉE;
- CETTE ENQUÊTE, AINSI QUE D’AUTRES, EFFECTUÉES PAR LA COMMISSION, ONT PERMIS DE CONSTATER LE BESOIN D’ÉCHANGE D’EXPERTISES ENTRE PROFESSIONNELS.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE LA MISE EN PLACE D’UN MÉCANISME NÉCESSAIRE AU SEIN DES CISSS ET DES CIUSSS À TRAVERS LE QUÉBEC VISANT LA CONCERTATION D’EXPERTS EN MALTRAITANCE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, EN LIEN AVEC LES SERVICES DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 17 SEPTEMBRE 2018, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION.

---

**DANS UN AUTRE DOSSIER**

LA COMMISSION **EST D’AVIS** DE POURSUIVRE SON INTERVENTION DANS LA SITUATION DE M. D.;

LA COMMISSION **RÉITÈRE** À LA MINISTRE LES RECOMMANDATIONS QU’ELLE AVAIT ADRESSÉES EN JUILLET 2015 DANS LE CADRE DES ENFANTS DE LA COMMUNAUTÉ DE LEV TAHOR, AINSI QUE LE 16 JUIN 2016 DANS LE PRÉSENT DOSSIER;

LA COMMISSION **RECOMMANDE** À LA MINISTRE DE LUI **FAIRE PARVENIR D’ICI LE 30 MARS 2018 :**

- LE GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES CLINIQUES ET ADMINISTRATIVES À METTRE EN PLACE LORS DE L’INTERVENTION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE AUPRÈS D’ENFANTS FAISANT PARTIE D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE;
- L’ENTENTE MULTISECTORIELLE RÉVISÉE AFIN QUE LE DPJ PUISSE INTERVENIR DE MANIÈRE ADÉQUATE AUPRÈS DES ENFANTS VIVANT DES SITUATIONS D’ABUS ET DE NÉGLIGENCE QUI METTENT EN CAUSE LEUR SANTÉ PHYSIQUE OU MENTALE À L’INTÉRIEUR D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE.

**DE FAIRE RAPPORT** À LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE **30 MARS 2018**, DES MESURES MISES EN PLACE EN VUE DE **PRÉVOIR** UNE LARGE DIFFUSION DU GUIDE ET DES SESSIONS DE FORMATION À L’INTENTION DES INTERVENANTS DE DIFFÉRENTS MILIEUX (SANTÉ, SERVICES SOCIAUX, SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ÉDUCATION) SUSCEPTIBLES D’INTERVENIR AUPRÈS D’ENFANTS FAISANT PARTIE D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE.

RECOMMANDATIONS ÉMISES EN JUILLET 2015 ET 16 JUIN 2016

- **DE CONCEVOIR** UN GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES CLINIQUES ET ADMINISTRATIVES À METTRE EN PLACE LORS DE L’INTERVENTION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE AUPRÈS D’ENFANTS FAISANT PARTIE D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE;
- **DE PRÉVOIR** UNE LARGE DIFFUSION DU GUIDE ET DES SESSIONS DE FORMATION À L’INTENTION DES INTERVENANTS DE DIFFÉRENTS MILIEUX (SANTÉ, SERVICES SOCIAUX, SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ÉDUCATION) SUSCEPTIBLES D’INTERVENIR AUPRÈS D’ENFANTS FAISANT PARTIE D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE;
- **DE REVOIR** L’ENTENTE MULTISECTORIELLE AFIN DE DÉTERMINER SI SON CONTENU EST ADAPTÉ AUX INTERVENTIONS DU DPJ AUPRÈS D’ENFANTS VIVANT DES SITUATIONS D’ABUS ET DE NÉGLIGENCE QUI METTENT EN CAUSE LEUR SANTÉ PHYSIQUE OU MENTALE À L’INTÉRIEUR D’UN GROUPE SECTAIRE OU D’UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE.

---

**DANS UN AUTRE DOSSIER**

- LA COMMISSION FAIT SIENNE LA RECOMMANDATION DU CORONER QUANT À LA NÉCESSITÉ D’ÉLARGIR L’OFFRE DE SERVICES EN PÉDOPSYCHIATRIE POUR LA RÉGION Y COMPRIS EN CE QUI A TRAIT AUX PLACES D’HÉBERGEMENT;
- LA COMMISSION PREND ACTE DE L’ENGAGEMENT DU PDG DU CISSS DES LAURENTIDES DE CRÉER 10 LITS EN PÉDOPSYCHIATRIE À ST-JÉRÔME D’ICI 2020.

EN VERTU DES RESPONSABILITÉS QUI SONT CONFÉRÉES À L’ARTICLE 23 E) DE LA LPJ, LA COMMISSION DEMANDE AU MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE S’ASSURER QUE L’OFFRE DE SERVICES DES SOINS EN PÉDOPSYCHIATRIE POUR LA RÉGION DES LAURENTIDES INCLUT LA CRÉATION DE DIX LITS EN PÉDOPSYCHIATRIE DANS LA RÉGION DES LAURENTIDES D’ICI 2020.



COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	398

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 398 DOSSIERS EN MATIÈRE JEUNESSE, CE QUI CONSTITUE UNE AUGMENTATION DE 20 %.

DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS	301

LES DONNÉES PERMETTENT DE CONSTATER UNE HAUSSE DE 28 % DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018. DES 398 DEMANDES REÇUES, 301 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D’ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 76 %.

DOSSIERS FERMÉS

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS	295

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, 295 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE HAUSSE DE 32 % PAR RAPPORT À L’ANNÉE 2016-2017.

DOSSIERS ACTIFS

	2017-2018
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE ACTIFS	105

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018, NOUS AVONS 105 DOSSIERS ACTIFS, COMPARATIVEMENT À 95 L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LES DÉLAIS

	2017-2018
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D’ENQUÊTE (EN JOURS)	99

LE RÉSULTAT EST UNE MOYENNE PONDÉRÉE : 13 DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS PAR DÉCISION AVEC UN DÉLAI MOYEN DE 915 JOURS; 282 DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS (1ERE ET 2E ÉTAPE) AVEC UN DÉLAI MOYEN DE 62 JOURS.

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, LE DÉLAI DE TRAITEMENT GLOBAL S’ÉLÈVE À 99 JOURS, CE QUI REPRÉSENTE UNE DIMINUTION DE 21 % PAR RAPPORT À L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2017-2018		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU	DÉLAI MOYEN OBTENU	Nb DE DOSSIERS
RECEVABILITÉ	15	23	112
ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE	45 (30+15)	59	278
ENQUÊTE 2E ÉTAPE	180 (130+45)	220	4
EN SUIVI*	---	915	13

\*NOUVELLE ÉTAPE CRÉÉE EN 2017-2018.

À CETTE ÉTAPE, LE COMITÉ DES ENQUÊTES A STATUÉ SUR LA PRÉSENCE D’UNE LÉSION DE DROIT ET ASSURE LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS QU’IL A ÉMISES AVANT DE FERMER LE DOSSIER.

CE TABLEAU INDIQUE LES DÉLAIS PAR ÉTAPE POUR L’ENSEMBLE DES DEMANDES ET DES DOSSIERS ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018. À LA RECEVABILITÉ, LE DÉLAI MOYEN EST DE 23 JOURS, CE QUI SE RAPPROCHE DU DÉLAI ATTENDU DE 15 JOURS.

À L’ENQUÊTE ÉTAPE 1 ET 2, LES DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT SONT LÉGÈREMENT AU-DELÀ DU DÉLAI MOYEN ATTENDU MAIS LES RÉSULTATS SE SONT BEAUCOUP AMÉLIORÉS EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE DERNIÈRE.

B. LE DÉLAI MOYEN SELON LE TYPE DE MOTIF DE FERMETURE PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES

	2017-2018
	DÉLAI MOYEN EN JOURS
SITUATION CORRIGÉE AVEC OU SANS ENTENTE	915
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	---
DÉLAIS MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ D’ENQUÊTES (13 DOSSIERS)	915

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018, 23 DOSSIERS D’ENQUÊTE ONT ÉTÉ PRÉSENTÉS AU COMITÉ DES ENQUÊTES POUR DÉCISION CONCERNANT LA PRÉSENCE D’UNE LÉSION DE DROIT OU POUR SUIVI DES RECOMMANDATIONS ÉMISES. PARMI CES DOSSIERS, 13 ONT ÉTÉ FERMÉS, LES MEMBRES DU COMITÉ ÉTANT SATISFAITS DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS. LES AUTRES DOSSIERS SONT TOUJOURS ACTIFS, EN SUIVI DES RECOMMANDATIONS.

LES DÉLAIS ILLUSTRÉS DANS LE TABLEAU CONCERNENT LES 13 DOSSIERS, QUI ONT ÉTÉ FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 ET LE 28 FÉVRIER 2018. CERTAINS DE CES DOSSIERS SYSTÉMIQUES, DE PAR LEUR COMPLEXITÉ ET LEUR AMPLEUR, REQUIÈRENT PLUS DE TEMPS DE RÉALISATION.

PAR AILLEURS, IL FAUT PRÉCISER QU’À L’ÉTAPE DU SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS PAR LE MIS EN CAUSE, LE DÉLAI N’EST PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION UNE FOIS LA DÉCISION RENDUE PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2017-2018	EFFECTIFS EN PLACE AU 27 FÉVRIER 2018 (POSTES OCCUPÉS)
<b>PERSONNEL ENCADREMENT</b>		
CADRE-CONSEIL	1	1
DIRECTEUR	5	5
DIRECTEUR ADJOINT	4	4
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<b>PERSONNEL PROFESSIONNEL</b>		
ADJOINT À LA PRÉSIDENTE	1	1
AGENT D'INFORMATION	3	4
AGENT ÉDUCATION-COOPÉRATION	4	5
AGENTE DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	1	1
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	4	5
CHERCHEUR	5	6
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	6	7
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	7	7
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE	19	19
COORDONNATEUR	7	7
ENQUÊTEUR	16	21
MÉDIATEUR	4	4
<b>TOTAL</b>	<b>80</b>	<b>90</b>
<b>PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS</b>		
AGENT DE BUREAU	1	1
AGENT DE BUREAU PRINCIPAL	7	7
SECRÉTAIRE	3	3
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	6	9
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	14	15
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	1	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>39</b>	<b>45</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>129</b>	<b>145</b>

**P.136 BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018.**

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L’ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N’EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N’EST INCLUSE AU TABLEAU.

Régions	Nombre de dossiers	Montant amendes, frais et contributions
<b>ABITIBI</b>	<b>162</b>	<b>112 755,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	155	112 076,00 \$
Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (RLRQ, c. D-13.1)	7	679,00 \$
<b>ALMA</b>	<b>39</b>	<b>33 537,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	4	3 651,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	35	29 886,00 \$
<b>ARTHABASKA</b>	<b>10</b>	<b>7 270,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	10	7 270,00 \$
<b>BAIE-COMEAU</b>	<b>29</b>	<b>29 360,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	1	271,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	28	29 089,00 \$
<b>BEAUCE</b>	<b>41</b>	<b>27 575,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	41	27 575,00 \$
<b>BEAUFORT</b>	<b>20</b>	<b>7 808,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	8	2 539,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	12	5 269,00 \$
<b>BEDFORD</b>	<b>36</b>	<b>17 059,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	36	17 059,00 \$
<b>BONAVENTURE</b>	<b>26</b>	<b>30 137,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	26	30 137,00 \$
<b>CHARLEVOIX</b>	<b>50</b>	<b>30 636,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	50	30 636,00 \$
<b>CHICOUTIMI</b>	<b>95</b>	<b>55 920,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	2	642,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	93	55 278,00 \$
<b>DRUMMOND</b>	<b>27</b>	<b>22 304,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	4	962,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	23	21 342,00 \$
<b>FRONTENAC</b>	<b>40</b>	<b>19 335,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	2	420,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	38	18 915,00 \$
<b>GASPE</b>	<b>53</b>	<b>35 666,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	3	864,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	50	34 802,00 \$
<b>GATINEAU</b>	<b>53</b>	<b>29 708,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	2	592,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	51	29 116,00 \$
<b>IBERVILLE</b>	<b>9</b>	<b>3 891,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	9	3 891,00 \$
<b>JOLIETTE</b>	<b>114</b>	<b>52 237,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	2	544,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	112	51 693,00 \$
<b>KAMOURASKA</b>	<b>27</b>	<b>11 919,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	27	11 919,00 \$
<b>LABELLE</b>	<b>152</b>	<b>188 340,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	152	188 340,00 \$
<b>LAVAL</b>	<b>7</b>	<b>2 848,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	7	2 848,00 \$
<b>LONGUEUIL</b>	<b>4</b>	<b>1 444,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	4	1 444,00 \$
<b>MEGANTIC</b>	<b>13</b>	<b>8 035,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	13	8 035,00 \$
<b>MINGAN</b>	<b>55</b>	<b>35 899,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	25	7 641,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	30	28 258,00 \$
<b>MONTMAGNY</b>	<b>23</b>	<b>21 647,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	23	21 647,00 \$
<b>MONTREAL</b>	<b>10</b>	<b>8 981,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	10	8 981,00 \$
<b>PONTIAC</b>	<b>37</b>	<b>21 389,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	37	21 389,00 \$
<b>QUEBEC</b>	<b>59</b>	<b>30 079,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	1	444,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	58	29 635,00 \$

Régions	Nombre de dossiers	Montant amendes, frais et contributions
<b>RICHELIEU</b>	<b>37</b>	<b>29 543,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	37	29 543,00 \$
<b>RIMOUSKI</b>	<b>126</b>	<b>105 871,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	126	105 871,00 \$
<b>ROBERVAL</b>	<b>111</b>	<b>75 558,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	7	2 668,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	104	72 890,00 \$
<b>ROUYN-NORANDA</b>	<b>18</b>	<b>8 596,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	18	8 596,00 \$
<b>SAINT-FRANCOIS</b>	<b>56</b>	<b>52 902,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	56	52 902,00 \$
<b>SAINT-HYACINTHE</b>	<b>19</b>	<b>18 289,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	19	18 289,00 \$
<b>SAINT-MAURICE</b>	<b>98</b>	<b>53 241,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	2	884,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	96	52 357,00 \$
<b>TEMISCAMINGUE</b>	<b>34</b>	<b>22 203,00 \$</b>
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	34	22 203,00 \$
<b>TERREBONNE</b>	<b>53</b>	<b>39 799,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	5	1 383,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	48	38 416,00 \$
<b>TROIS-RIVIERES</b>	<b>33</b>	<b>15 669,00 \$</b>
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	5	1 876,00 \$
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	28	13 793,00 \$
<b>Total général</b>	<b>1 776</b>	<b>1 267 450,00 \$</b>

NOTE : LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS JUDICIAIRES ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAÎSSENT SUR LES CONSTATS D’INFRACTIONS SIGNIFIÉS EN 2017-2018.

**P.137    LISTE DES INFRACTIONS ET DES AMENDES LIÉES À CES INFRACTIONS POUR DES GESTES RÉPERTORIÉS DE BRACONNAGE, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018.**

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L’ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA *LOI SUR LES PÊCHES*, IL N’EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA *LOI SUR LES PÊCHES* N’EST INCLUSE AU TABLEAU.

Articles de loi	Nombre de dossiers	Montant amende, frais et contribution
<b>Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)</b>	<b>73</b>	<b>25 381,00 \$</b>
10(2)	1	271,00 \$
11(1)	5	3 173,00 \$
14(1)	12	3 853,00 \$
14(3)	5	2 819,00 \$
15(1)(d)	12	3 258,00 \$
15.1(1)(a)	10	2 715,00 \$
15.1(1)(b)	3	814,00 \$
16(1.1)(b)	1	271,00 \$
17(b)	3	813,00 \$
24(3)	1	444,00 \$
4(6)(a)(i)	4	596,00 \$
4(6)(a)(ii)	1	149,00 \$
5(1)	1	272,00 \$
5(4)	3	932,00 \$
5(9)	2	1 284,00 \$
5(a)	9	3 717,00 \$
<b>Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)</b>	<b>1 696</b>	<b>1 241 390,00 \$</b>
1.4	5	1 779,00 \$
10	1	361,00 \$
109	2	6 487,00 \$
11	3	1 083,00 \$
12	1	362,00 \$
128.6	3	2 024,00 \$
128.7	2	2 218,00 \$
12al.1	3	1 083,00 \$
12al.2	5	1 807,00 \$
13.1	33	12 111,00 \$
13.2	2	696,00 \$
13.6	6	2 088,00 \$
13.9	2	500,00 \$
14	56	142 370,00 \$
15	13	4 696,00 \$
17	52	30 434,00 \$
17.2	87	31 360,00 \$
171.4	144	50 939,00 \$
18	9	24 633,00 \$
19	212	80 418,00 \$
19.1	2	722,00 \$
19.2	1	361,00 \$
2	1	361,00 \$
20al.2	2	722,00 \$
20al.3	1	362,00 \$
21	32	11 051,00 \$
25	3	1 083,00 \$
25.3	6	2 169,00 \$
26	22	7 943,00 \$
26al.1	4	1 445,00 \$
27	26	9 386,00 \$
27.2	2	722,00 \$
28	1	361,00 \$
3	65	23 254,00 \$
30	12	4 207,00 \$
30.1	5	13 243,00 \$

Articles de loi	Nombre de dossiers	Montant amende, frais et contribution
30.2	3	2 046,00 \$
30.3	4	2 728,00 \$
34	32	69 681,00 \$
36	4	1 444,00 \$
38	99	58 724,00 \$
39	7	2 529,00 \$
4	9	3 250,00 \$
40	1	361,00 \$
42	11	5 898,00 \$
45	14	5 056,00 \$
47	2	3 098,00 \$
49	3	2 020,00 \$
5	7	3 390,00 \$
53	1	361,00 \$
55	5	3 410,00 \$
56al.1	9	8 193,00 \$
57	1	361,00 \$
57al.1(1)	309	208 971,00 \$
57al.1(2)	5	4 379,00 \$
57al.1(3)	34	23 120,00 \$
59	13	24 761,00 \$
6	3	1 084,00 \$
61	3	1 084,00 \$
67	1	682,00 \$
68	15	5 340,00 \$
7	21	7 582,00 \$
7.1	4	1 392,00 \$
7.3	2	722,00 \$
70	1	2 295,00 \$
71	113	264 273,00 \$
72	1	682,00 \$
78.2	1	684,00 \$
78.5	1	361,00 \$
7al.3	2	697,00 \$
8	3	639,00 \$
9	16	5 777,00 \$
9.1	15	5 390,00 \$
96	95	34 084,00 \$
<b>Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (RLRQ, c. D-13.1)</b>	<b>7</b>	<b>679,00 \$</b>
36al.1	7	679,00 \$
<b>Total général</b>	<b>1 776</b>	<b>1 267 450,00 \$</b>

NOTE : LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS JUDICIAIRES ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSENT SUR LES CONSTATS D’INFRACTIONS SIGNIFIÉS EN 2017-2018.

**P.138 SUIVI DU PLAN D’INVESTISSEMENT DE 175 M\$ DANS L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE ANNONCÉ LE 4 DÉCEMBRE 2016. INDIQUER LES EMBAUCHES RÉALISÉES POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI ANNONCÉES, INCLUANT LES PROCESSUS DE NOMINATION DES NOUVEAUX JUGES À LA COUR DU QUÉBEC.**

**MINISTÈRE**

STRATÉGIE D’ACTION GOUVERNEMENTALE VISANT À CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE (175,2 M)		
ÉTAT D’AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018		
MESURE	RESPONSABLE	ÉTAT D’AVANCEMENT
16 NOUVEAUX JUGES À LA COUR DU QUÉBEC	CQ	16 JUGES NOMMÉS
FINANCEMENT PERMANENT DE 2 JUGES SUPPLÉANTS DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	CQ	FINANCEMENT OBTENU
DÉMARCHE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU CANADA POUR LA NOMINATION DE 8 JUGES À LA COUR SUPÉRIEURE ET DE 2 JUGES À LA COUR D’APPEL	MJQ	DISCUSSIONS EN COURS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL 2 POSTES CRÉÉS À LA COUR SUPÉRIEURE ET COMBLÉS LE 18 JUILLET 2017 ET LE 27 OCTOBRE 2017 6 POSTES À CRÉER À LA COUR SUPÉRIEURE 1 POSTE CRÉÉ À LA COUR D’APPEL ET COMBLÉ LE 17 AOÛT 2017 1 POSTE À CRÉER À LA COUR D’APPEL
69 POSTES DE PROCUREURS ADDITIONNELS AU DPCP	DPCP	69 POSTES POURVUS
114 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX PROCUREURS DU DPCP	DPCP	108 POSTES POURVUS 2 POSTES - AFFICHAGE TERMINÉ 4 POSTES EN DOTATION
194 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX SERVICES DE JUSTICE	MJQ	194 POSTES POURVUS
47 EMPLOYÉS SUPPLÉMENTAIRES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES	MJQ	47 POSTES POURVUS
3 NOUVELLES SALLES D’AUDIENCE À MONTRÉAL	MJQ	SALLES OPÉRATIONNELLES
2 NOUVELLES SALLES D’AUDIENCE À LAVAL	MJQ	SALLES OPÉRATIONNELLES
1 NOUVELLE SALLE D’AUDIENCE À SHERBROOKE	MJQ	REPORTÉE À L’ÉTÉ 2018
1 NOUVELLE SALLE D’AUDIENCE À GATINEAU	MJQ	SALLE OPÉRATIONNELLE
53 NOUVEAUX AGENTS DE SERVICES CORRECTIONNELS	MSP	50 POSTES POURVUS 3 POSTES EN DOTATION
36 NOUVEAUX CONSTABLES SPÉCIAUX	MSP	35 POSTES POURVUS 1 POSTE EN DOTATION
32 NOUVEAUX AGENTS DE PROBATION	MSP	32 POSTES POURVUS
17 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN	MSP	17 POSTES POURVUS



**P.139 SOMMAIRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU PLAN D'ACTION POUR UNE JUSTICE EN TEMPS UTILE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE. INDIQUER LES ACTIONS RÉALISÉES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS.**

---

LE 3 OCTOBRE 2016, LE PLAN D'ACTION 2016-2017 SUR LES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE FUT RENDU PUBLIC.

IL CONTENAIT 22 MESURES ISSUES DE LA CONCERTATION DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS DU SYSTÈME DE JUSTICE DONT LA MAGISTRATURE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE BARREAU, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE ET LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

LE 17 OCTOBRE 2017, UNE RENCONTRE DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC FUT L'OCCASION DE FAIRE UN BILAN DE LA RÉALISATION DES MESURES PRÉVUES AU PLAN D'ACTION.

À CETTE DATE, 17 MESURES DU PLAN ÉTAIENT RÉALISÉES. IL EST IMPORTANT DE MENTIONNER QUE LA PLUPART DES MESURES NON RÉALISÉES SONT REPRISES DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION DES MESURES À MOYEN ET LONG TERME ADOPTÉ PAR LES MÊMES PARTENAIRES.

**THÈME 1 : AMÉLIORER LA GESTION DE L'INSTANCE**

- 1.1 SOUTENIR LE LEADERSHIP DE LA MAGISTRATURE ET L'ENGAGEMENT DES PARTIES À L'ÉGARD D'UNE GESTION D'INSTANCE PROACTIVE ET EFFICIENTE;
- 1.2 ENCOURAGER LE RÈGLEMENT DES REQUÊTES PRÉLIMINAIRES;
- 1.3 LORS DES SÉANCES DE GESTION, ENCOURAGER LES ADMISSIONS ET LA RENONCIATION À LA PRÉSENTATION DE DEMANDES FUTILES OU DILATOIRES;
- 1.4 RECHERCHE DE LA PRODUCTION D'UNE EXPERTISE COMMUNE LORSQUE CELA EST POSSIBLE.

**THÈME 2 : AMÉLIORER LA GESTION DES POURSUITES**

- 2.1 ÉLABORER DES PRATIQUES DESTINÉES À DIMINUER LES DÉLAIS OCCASIONNÉS PAR LA DIVULGATION DE LA PREUVE, NOTAMMENT PAR LE RECOURS À LA DIVULGATION ÉLECTRONIQUE DE LA PREUVE.

**THÈME 3 : RECOURIR DAVANTAGE AUX MESURES ALTERNATIVES PARTENAIRES**

- 3.1 ÉTABLIR UNE VIGIE EN MATIÈRE DE PRATIQUE JUDICIAIRE AFIN D'ENCADRER PLUS EFFICACEMENT LA GESTION DES DOSSIERS DE CONDUITE AVEC FACULTÉS AFFAIBLIES AINSI QUE CERTAINES INFRACTIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE;
- 3.2 ÉTENDRE À DE NOUVELLES INFRACTIONS LE PROGRAMME DE TRAITEMENT DPCP NON JUDICIAIRE DE CERTAINES INFRACTIONS CRIMINELLES COMMISES PAR DES ADULTES;
- 3.3 DÉJUDICIERISER LE TRAITEMENT DE CERTAINES INFRACTIONS PAR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE.

**THÈME 4 : RENDRE PLUS EFFICACE L'ORGANISATION DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE**

- 4.1 FAVORISER UNE PLUS GRANDE MOBILITÉ DES JUGES ENTRE LES DIFFÉRENTES CHAMBRES ET DIVISIONS POUR RÉPONDRE AUX PLUS GRANDS BESOINS;
- 4.2 AUGMENTER LA CAPACITÉ D'AUDIENCE EN MATIÈRE CRIMINELLE (OPTIMISATION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES);
- 4.4 METTRE EN PLACE UN SYSTÈME DE COMPARUTION PAR VISIOCONFÉRENCE ENTRE L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE MONTRÉAL (BORDEAUX) ET LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL;
- 4.5 METTRE EN PLACE UN PROCESSUS VISANT À MIEUX PRÉVOIR LES BESOINS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR LES SALLES D'AUDIENCE AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.

**THÈME 5 : FAVORISER LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

- 5.2 ÉVALUER LES MODES DE NÉGOCIATION EN VUE DU RÈGLEMENT DES ACCUSATIONS OU DE DÉBATS JURIDIQUES DEVANT DES JUGES À LA RETRAITE;
- 5.3 ÉVALUER LE PROJET PILOTE PROGRAMME DE LA MEILLEURE OFFRE AU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC À L'ÉTÉ 2016 EN VUE DE SON IMPLANTATION DANS D'AUTRES DISTRICTS.

**THÈME 6 : OPÉRER UN CHANGEMENT DE CULTURE**

- 6.1 FORMER DES COMITÉS RÉGIONAUX REGROUPANT LA MAGISTRATURE AINSI QUE LES AVOCATS DU DPCP ET DE LA DÉFENSE POUR FAVORISER LA RÉDUCTION DES DÉLAIS;
- 6.3 FORMER UNE TABLE DE CONCERTATION PERMANENTE REGROUPANT LA MAGISTRATURE, LES AVOCATS DU DPCP ET LA DÉFENSE POUR FAVORISER UN CHANGEMENT DE CULTURE, NOTAMMENT DANS LES RELATIONS ENTRE LES PARTICIPANTS ET POUR ÉCHANGER SUR DE MEILLEURES PRATIQUES;
- 6.4 IMPLANter UN PROGRAMME DE MENTORAT ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR ASSURER LE DÉVELOPPEMENT, LE TRANSFERT ET LE MAINTIEN DE L'EXPERTISE POUR DES AVOCATS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.

**P.140 SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDIQUER LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.**

---

LE PROTECTEUR DU CITOYEN RENDAIT PUBLIC, LE 15 SEPTEMBRE 2016, UN RAPPORT D'ENQUÊTE INTITULÉ « INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS : POUR UNE PRISE EN CHARGE EFFICACE ET DILIGENTE DES PERSONNES VULNÉRABLES » COMPRENANT 33 RECOMMANDATIONS. CELLES-CI PORTENT SUR LES PRINCIPALES ÉTAPES DU PROCESSUS DE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS, SOIT LA RECHERCHE D'INFORMATIONS SUR LE RÉGIME, LA PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS, L'ÉTAPE DE L'ADMISSIBILITÉ, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION DES BESOINS, L'ACCÈS AUX INDEMNITÉS ET SERVICES, LA RECONSIDÉRATION ET LA RÉVISION DES DÉCISIONS.

LA DIRECTION DE L'IVAC A ACCUEILLI AVEC SÉRIEUX ET OUVERTURE LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN. AFIN D'Y DONNER SUITE, UN PLAN D'ACTION A ÉTÉ ÉLABORÉ EN ÉTROITE COLLABORATION ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL. CE PLAN D'ACTION ÉTAIT ACCOMPAGNÉ D'UN INVESTISSEMENT DE 54 MILLIONS \$, DONT LE VERSEMENT EST PRÉVU DE LA MANIÈRE SUIVANTE :

- 6,1 MILLIONS DE DOLLARS EN 2017-2018;
- 12,8 MILLIONS DE DOLLARS EN 2018-2019;
- 12,5 MILLIONS DE DOLLARS EN 2019-2020;
- 11,2 MILLIONS DE DOLLARS ANNUELLEMENT À COMPTER DE 2020-2021.

LE PLAN D'ACTION COMPORTE UNE QUARANTAINE D'ACTIONS QUI ONT NOTAMMENT POUR OBJECTIFS D'ÉLARGIR LA PORTÉE DE LA NOTION DE VICTIME, DE FACILITER L'ACCÈS AUX INDEMNITÉS ET AUX SERVICES OFFERTS, ET DE SIMPLIFIER LES COMMUNICATIONS AVEC LES VICTIMES. DE PLUS, LE PLAN D'ACTION PRÉVOIT LA MISE EN PLACE DE PLUSIEURS MESURES ADMINISTRATIVES VISANT À MIEUX ENCADRER ET À RÉDUIRE LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS, TOUT EN AMÉLIORANT LA CONCERTATION DES INTERVENANTS GOUVERNEMENTAUX.

AU MOIS DE JANVIER 2018, LES ÉCHÉANCES DE LA MISE EN PLACE DES MESURES D'AMÉLIORATION PRÉVUES DANS LE PLAN D'ACTION SONT ARRIVÉES À TERME. LA DIRECTION DE L'IVAC ET LE MJQ ONT PRÉSENTÉ AU PROTECTEUR DU CITOYEN LES ACTIONS QUI ONT ÉTÉ FINALISÉES ET CELLES DONT LA MISE EN ŒUVRE NÉCESSITE UNE AMÉLIORATION CONTINUE AFIN D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DE SERVICE.

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ CONVENU AVEC LE PROTECTEUR DU CITOYEN QUE LA MISE EN ŒUVRE DE CES ACTIONS FASSE L'OBJET D'UN SUIVI ANNUEL, AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES. LE PREMIER SUIVI ANNUEL A ÉTÉ RÉALISÉ LE 1<sup>ER</sup> MARS 2018.

**P.141**    INDiquer le nombre de départs à la retraite chez les juristes soumis aux conditions de la loi assurant la continuité de la prestation des services juridiques au sein du gouvernement et permettant la poursuite de la négociation ainsi que le renouvellement de la convention collective des salariés assurant la prestation de ces services juridiques, et ce, depuis le **28 février 2017**.

---

**MINISTÈRE**

---

Cinq départ à la retraite depuis le 28 février 2017.

**FONDS DES REGISTRES**

Un départ à la retraite depuis le 28 février 2017.